

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE PRIX

DES

OBJETS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

DEPUIS CINQUANTE ANS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 29 octobre 1912 à 3 heures

PAR

Maurice ACONIN

Président : M. FAURE, professeur.

Suffragants : { MM. CAUWES, professeur.
TRUCHY, professeur

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

—
1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE PRIX

DES

OBJETS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

DEPUIS CINQUANTE ANS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 29 octobre 1912 à 3 heures



PAR

Maurice ACONIN

Président : M. FAURE, professeur.

*Suffragants : { MM. CAUWÈS, professeur.
TRUCHY, professeur*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1912

LE PRIX

DES

OBJETS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

DEPUIS CINQUANTE ANS

INTRODUCTION

La recherche des variations des prix des objets de première nécessité, dans une période même restreinte, comme celle envisagée dans ce travail, présente autant de difficultés que d'importance.

Les difficultés apparaissent en tout premier lieu quand il s'agit de déterminer quels sont les objets susceptibles d'être considérés comme étant de première nécessité. Et ce point fixé, les difficultés sont loin d'être aplanies, car il faut alors trouver les prix. Or, les sources de renseignements à cet égard ne sont pas nombreuses ou quand elles existent, elles présentent des lacunes profondes. Il est extrêmement difficile de trouver les prix d'une marchandise même de première nécessité — sans lacune — pour une période même de cinquante ans, surtout quand il

s'agit des denrées alimentaires. Sans doute, il existe des listes de nombres indices tenues à peu près dans chaque pays, analogues à ceux établis en Angleterre par *The Economist*, mais ces prix et ces nombres concernent surtout les marchandises nécessaires à l'industrie et qui ont un marché très étendu. Ils ne constituent que des prix de gros. Aussi pour ces diverses raisons, ils sont peu aptes à donner des renseignements de quelque précision sur les variations des prix auxquels doivent faire face les salaires. Les indications qu'on pourrait tirer du rapprochement de ces prix et des salaires ne seraient ni d'une valeur bien grande, ni d'une sûreté bien appréciable. Aussi pour la démonstration que nous nous proposons de faire, n'avons-nous pas cru pouvoir recourir à cette source de renseignements. Et l'aurions-nous fait, nous nous serions trouvés dans l'impossibilité de faire entrer dans nos comparaisons un élément de dépense très important, dont ces nombres indices ne sauraient porter aucune trace, parce qu'il a nécessairement un marché local, nous voulons parler du prix des locaux d'habitation ou de loyer.

En présence de ces considérations : nature des prix fournis par les index-numbers qui ne s'appliquaient qu'à un petit nombre de marchandises et qui ne permettaient pas la comparaison avec les salaires destinés uniquement à faire face à des prix de détail, absence de renseignements sur les prix des loyers, nous avons dû recourir à une autre source d'informations. A des dates diverses, on a procédé,

en France, à des enquêtes tant sur le prix de la vie que sur les salaires. Elles ont été plus ou moins complètes, mais au moins tendaient-elles au but même que nous nous proposons et étaient-elles susceptibles de nous fournir des renseignements de nature à permettre les rapprochements avec les salaires. Nous citerons, dans cet ordre d'idées, celles qui furent demandées aux préfets au début du xix^e siècle, les enquêtes industrielles de 1840-1845, de 1860-1865, les estimations demandées aux maires des chefs-lieux des départements de 1853 à 1892, la grande enquête de l'Office du travail de 1891 à 1896, les renseignements transmis tous les cinq ans par les Conseils de prud'hommes depuis 1896 seulement, les renseignements recueillis par diverses administrations publiques tels que le service des mines. Ces documents nous ont paru d'autant plus susceptibles de fournir des éléments de comparaison dont on pourrait faire usage pour apprécier le mouvement comparé général des salaires et des prix des objets de première nécessité qu'ils avaient déjà été utilisés dans ce but par le service de la Statistique Générale de la France. Nous avons ainsi une large base correspondant beaucoup mieux à la réalité, s'en rapprochant de beaucoup plus près, des renseignements plus complets aussi, car ils portent sur toutes les sources de dépenses, les loyers compris, qu'avec les nombres indices dont il a été parlé. Mais, par contre, il nous devenait impossible de procéder, comme nous nous l'étions proposé tout d'abord, à des comparaisons

internationales, les renseignements que nous possédions pour la France étant sans équivalents pour les autres pays.

En présence de ces difficultés, équivalant à une véritable impossibilité, nous nous sommes décidé à adopter le plan suivant.

Dans une première partie nous avons rappelé brièvement les renseignements généraux relatifs aux *Index numbers*, les conditions dans lesquelles ils sont établis, leur valeur et leur utilisation.

Dans une seconde partie, nous avons montré comment étaient établis les index numbers appliqués aux objets de première nécessité. En analysant les divers documents dont nous disposions, nous avons exposé les procédés au moyen desquels on déterminait les denrées alimentaires de première nécessité et leurs quantités, ensuite les prix, puis les loyers et les salaires. Les divers renseignements ainsi recueillis et groupés concernent la France à des époques différentes et un certain nombre de pays étrangers entre 1905 et 1908. Ceux concernant la France ont été pour la majeure partie empruntés à la publication de la Statistique Générale de la France intitulée *Salaires et coûts de l'existence à diverses époques jusqu'en 1910*; ceux relatifs aux loyers ont été extraits de la même source et aussi de divers rapports faits au Conseil municipal de Paris et relatant les résultats d'enquêtes auxquelles avaient procédé les services municipaux du cadastre et des contributions. Enfin, les indications concernant les pays étrangers — Angleterre,

France, Allemagne, Belgique et Etats-Unis — proviennent d'une très importante enquête effectuée dans ces pays par le *Board of Trade*.

Après cet exposé des diverses données à utiliser et de leur origine, comportant d'assez nombreux renseignements tant d'ordre général que particuliers, nous avons consacré une troisième partie à une double comparaison. En ce qui concerne la France, nous comparerons autant qu'il est possible les prix du coût de l'existence et les salaires à des dates différentes au cours des cinquante dernières années. En ce qui concerne les pays ci-dessus énumérés, nous allons procéder à des comparaisons analogues mais à une même date, celle de l'enquête du *Board of Trade*. A la suite de chacune de ces comparaisons nous nous efforcerons de conclure, autant que le permettront les documents utilisés. Si nous n'apportons pas d'éléments nouveaux ni de données inédites dans cette étude, au moins nous aurons réuni, groupé et classé un nombre important de renseignements dont plusieurs sont encore fort peu connus en France à l'heure actuelle. Nous aurons ainsi, nous l'espérons du moins, apporté une modeste contribution à l'étude du coût de l'existence et des salaires dans les divers pays, à la fin du xix^e siècle jusqu'à ce jour.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

Les Index Numbers

Procédé pour déterminer et comparer le coût de l'existence et le taux des salaires à des époques diverses.
Exposé. Utilités. Emplois.

Les prix des marchandises sont soumis à des variations qui ont, comme on sait, les causes les plus diverses et dont les principales sont l'abondance ou la rareté des marchandises envisagées, les emplois divers dont elles sont susceptibles, emplois dont dépendent dans une proportion, au moins aussi grande que leur production, leur abondance ou leur rareté, les conditions dans lesquelles elles sont obtenues, la concurrence qui s'établit à leur égard, les inventions nouvelles, la mode même, etc... Mais, avant même de rechercher les causes auxquelles doivent être attribuées ces variations, celles-ci doivent être tout d'abord établies de manière bien certaine. Et la chose ne va pas sans difficulté, quoiqu'il puisse paraître

tre au premier abord. Cela tient à ce que les prix sont exprimés en monnaie et que celle-ci est elle même une marchandise, soumise, comme telle, aux mêmes causes de variation que celles dont elle est l'étalon et dont elle constitue la commune mesure.

Dire que le prix d'une marchandise augmente ou diminue revient à dire qu'il faut pour obtenir sur un marché donné une quantité égale d'une marchandise de même qualité une quantité plus grande ou moins grande de monnaie. Dans ces conditions, le prix, qui est le signe auquel nous reconnaitrons ces variations, n'est rien autre qu'un rapport, celui qui existe a un moment donné entre la marchandise envisagée et cette autre marchandise qu'est la monnaie. Or, les variations constatées dans ce rapport peuvent provenir de l'un ou de l'autre de ses termes ; ce peut être, sans doute, à la valeur de la marchandise qu'est imputable la hausse ou la baisse constatée, mais aussi ce peut être le pouvoir d'achat de la monnaie qui a augmenté ou diminué. Rien n'indique donc, à première vue, quel est celui des termes du rapport qui a changé.

Car il est établi que la valeur de la monnaie a considérablement varié dans le cours des temps. D'après MM. Leber et d'Avenel, en effet, ses variations de valeur seraient représentées par les chiffres suivants. En désignant la valeur de la monnaie à la fin du xix^e siècle, en 1890, par le chiffre 1, cette valeur aurait été la suivante aux dates ci-après :

Année 1250 : Valeur de la monnaie 9		
—	1375 :	— 3
—	1500 :	— 6
—	1600 :	— 2 1/2
—	1700 :	— 2 1/3
—	1750 :	— 3
—	1800 :	— 4

Cela étant, comment savoir si les variations constatées dans les prix correspondent à un changement de valeur de la monnaie, ou à un changement de valeur de la marchandise elle-même, ou à ces deux causes à la fois ? Et en admettant qu'il doive être attribué aux deux, il resterait encore à déterminer dans quelle proportion chacune de ces causes est intervenue. Il est une première observation qui doit nous guider. En effet, si, entre deux époques, les prix de toutes les marchandises ont varié dans le même sens, il est certain que ces variations ne peuvent être raisonnablement que le résultat d'un changement de valeur de la monnaie (1). Comment admettre que les valeurs de toutes les marchandises varient dans le même sens, du moment où la valeur est par définition un pouvoir d'échanger, qu'elle implique, comme nous le disions tout à l'heure, un rapport entre deux marchandises ? Les deux termes du rapport n'ont pas pu changer tous deux à la fois dans le même sens, pas plus que les deux plateaux d'une balance ne peu-

1. Voir la très heureuse comparaison avec le mouvement faite par M. Gide, *Cours d'économie politique*, 1909, Larose, p. 67 et s.

vent s'élever tous deux à la fois ni s'abaisser tous deux en même temps ; les valeurs des marchandises ne peuvent donc pas toutes s'abaisser ni toutes s'élever simultanément.

Il ne peut donc y avoir d'autre explication à l'abaissement ou à l'élévation simultanés de tous les prix que dans un changement de valeur de la monnaie. Lui aussi, le prix est un rapport, comme la valeur ; mais au lieu d'être un rapport entre la valeur de deux marchandises quelconques, il est un rapport entre la valeur d'une marchandise quelconque et celle d'une autre marchandise, spéciale celle-là, toujours la même, qui est la monnaie.

Il suffit donc que la valeur de la marchandise monnaie s'élève ou s'abaisse pour que les valeurs de toutes les autres marchandises par rapport à elle, c'est-à-dire les prix, s'abaissent ou s'élèvent. Il suffit, en un mot, que la valeur de la monnaie subisse un changement pour qu'un changement inverse se produise dans tous les prix.

Mais, il n'y a pas de changements qu'entre les deux termes que nous venons d'envisager : marchandises en général d'une part et monnaie de l'autre. Il peut s'en produire dans le premier groupe. Les valeurs des diverses marchandises elles-mêmes ne restent pas invariables entre elles, les unes par rapport aux autres. Entre les deux époques envisagées, si tous les prix ont changé dans le même sens, se sont élevés par exemple, comme nous l'avons supposé, cela démontre bien comme nous l'avons admis que la

valeur de la monnaie a baissé, mais cela laisse intacte la question de savoir si, entre les deux époques, la valeur de chacune des marchandises est ou non restée invariable par rapport aux autres.

Individuellement, celles-ci ont donc pu présenter des variations dans des sens divers, malgré que la somme de la moyenne de leurs prix accuse une hausse ou une baisse. Mais, en envisageant l'ensemble des marchandises entre les deux époques, comme leurs rapports de valeur sont inverses, on admet que les changements survenus pour les unes dans un sens sont neutralisés par ceux survenus dans les valeurs des autres dans un autre sens. D'où on a conclu que la moyenne des variations constatée entre les prix peut être considérée comme représentant avec une exactitude relative les changements de valeur de la monnaie, ce qui permet de négliger les changements de valeur des marchandises elles-mêmes.

C'est sur ces observations qu'est fondée la méthode dite des *Index-Numbers* ou nombres indicateurs employée par Newmarck pour préciser les rapports existant entre les prix et la production de l'or. Il choisit 22 marchandises, détermina leur prix moyen entre 1845 et 1850, l'adopta comme prix de base et le représenta par le chiffre 100. Depuis cette date, le prix de gros de ces 22 marchandises a été comparé chaque mois au prix de base ; le résultat de cette comparaison transcrit par rapport au chiffre 100 exprime l'indice nouveau. En supposant, pour prendre un exemple, que le sucre ait valu 30 francs le quintal au

moment choisi pour arrêter les prix de base, ce chiffre de 30 francs correspond à l'indice 100. Quand il vaudra 40 francs, c'est-à-dire un quart en plus, l'*indice* représentant son prix actuel sera 125. Dans le système adopté par M. Newmark et continué depuis par *The Economist*, l'addition des indices de chaque marchandise divisée par 22 donne l'indice moyen qui sert aux comparaisons générales, sur lesquelles nous reviendrons.

En attendant, qu'il nous suffise de savoir que les *nombres-indices* ne représentent pas des prix réels, véritables, mais des chiffres représentatifs de prix. Remarquons aussi à propos des nombres-indices établis par l'*Economist* qu'ils n'intéressent pas seulement le pays où ils furent établis, en vertu de la pénétration des marchés qui est telle que, toutes choses égales par ailleurs, les prix évoluent selon des courbes à peu près semblables.

Cela étant, nous avons encore à faire connaître brièvement comment on peut utiliser les nombres indices et les divers enseignements qu'on en peut tirer ainsi que leur valeur. Ils permettent de connaître les variations de prix d'une même marchandise à différentes époques. Il suffit pour cela de fixer par un chiffre, ordinairement le chiffre 100, le prix moyen de cette marchandise à une époque donnée. On rapprochera ensuite de ce prix fixé à 100 — dans les conditions indiquées à l'exemple ci-dessus — le prix moyen de la même marchandise à d'autres époques, en les comparant à ce chiffre.

On obtiendra ainsi, comme nous l'avons dit, le tableau des changements de prix de la marchandise envisagée. Mais si au lieu de chercher à dégager les variations de prix, on voulait déterminer celles de la valeur de cette marchandise, il faudrait faire pour l'ensemble des marchandises principales, à différentes époques, le calcul de la moyenne de leurs prix, à l'aide desquels on obtiendrait les changements de valeur de la monnaie elle-même.

Les index relatifs aux objets principaux de consommation étant ainsi obtenus, il suffirait d'en faire la moyenne en additionnant le chiffre qui représente à chaque époque le prix moyen de tous les produits examinés et en divisant le total ainsi obtenu par le nombre de marchandises. Le quotient représente la moyenne générale à l'époque étudiée. Cet index général, qui donne la moyenne générale des prix à différentes époques, fait connaître en même temps les changements de valeur à ces dates.

Quand on a ainsi obtenu, par les deux opérations que nous venons de décrire, les prix à différentes époques d'une marchandise déterminée d'une part et d'autre part, les changements de valeur de la monnaie aux memes époques, une simple opération arithmétique permet de déterminer quelle est dans le changement des prix de la marchandise envisagée la part qui représente le changement de valeur de cette marchandise elle-même.

Ainsi, dans un index number particulier relatif au blé, le prix de cette marchandise est désigné en 1800

par le chiffre 100 et en 1900 par le chiffre 200 et si dans la même période, les prix de toutes les marchandises indiqués par un index number général pour l'année 1800 sont représentés par le chiffre 100 et pour l'année 1900 par le chiffre 200, c'est-à-dire si les prix de toutes les marchandises ont doublé aussi comme celui du blé, on est en droit de conclure que la valeur de la monnaie a baissé de moitié de 1800 à 1900.

Cela étant, si on représente par 2 le changement survenu dans le prix du blé et par $1/2$ celui survenu dans la valeur de la monnaie, les changements constatés dans la valeur du blé seront représentés par le produit de la multiplication 2 par $1/2$, c'est-à-dire 1, ce qui signifie que la valeur du blé n'a pas varié.

Dans une autre hypothèse, si les prix ont doublé alors que dans la même période la valeur de la monnaie a diminué de moitié, en réalité les changements dans les prix ne sont dus qu'à des changements dans la valeur de la monnaie sans que la valeur de la marchandise y soit pour rien.

Ainsi, on peut supposer que les prix du blé ayant doublé de l'année 1800 à l'année 1900, la moyenne des prix de toutes les marchandises au lieu de doubler ait diminué de moitié, qu'au lieu d'être de 100 elle soit de 50. En pareil cas, le changement survenu dans le prix du blé étant représenté par le chiffre 2 et celui survenu dans la valeur de la monnaie par le même chiffre 2, en multipliant l'un par l'autre on obtiendra la proportion dans laquelle la valeur du blé a varié.

Tels sont les procédés employés pour arriver à déterminer les changements de valeur survenus pour un certain nombre de marchandises à diverses époques. On se rendra facilement compte que l'exactitude de ce calcul et de cette méthode ne peut être qu'approximative. La plus grave cause d'erreur à laquelle elle est sujette réside dans ce qu'il est difficile de comprendre dans l'index number général destiné à donner la moyenne des prix, toutes les marchandises importantes dont les prix influent les uns sur les autres et dont il faudrait tenir compte pour avoir une moyenne exacte. Si on oublie une de ces marchandises de consommation générale importante, à un moment donné, on néglige par cela même la répercussion que les changements des prix de cette marchandise auraient pu exercer sur la moyenne des prix. L'erreur est encore aggravée si, dans le calcul des moyennes générales on fait entrer en ligne de compte des marchandises dont la consommation est peu importante.

Pour que cette méthode pût donner des résultats plus sûrs, il faudrait d'une part que l'on fût certain de pouvoir faire entrer en ligne de compte les prix de toutes les marchandises importantes et, d'autre part, que l'on pût établir entre toutes ces marchandises un coefficient à raison de leurs importances différentes dans le chiffre de la moyenne générale. Il y a là une impossibilité qui diminue la valeur des résultats obtenus par la méthode des index numbers. Tels quels cependant, ils sont suffisamment appré-

ciables tant au point de vue scientifique qu'au point de vue documentaire pour n'être pas contestables.

Si l'utilité que nous venons d'exposer était la seule qu'ils présentent, les index numbers auraient peu d'intérêt pour l'étude que nous nous proposons de faire. Mais ils sont aussi d'un grand secours pour comparer le coût de l'existence et le taux des salaires à des époques différentes. Nous allons montrer dans les chapitres suivants comment ils peuvent être utilisés dans ce but et les bases sur lesquelles on les établit.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTABLISSEMENT DES INDEX NUMBERS APPLIQUÉS AUX OBJETS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

Nous venons de voir que la principale difficulté à laquelle on se heurte dans l'emploi des index numbers réside dans le choix des marchandises dont les prix doivent servir pour établir les moyennes, qui seront elles-mêmes traduites en nombres-indices proportionnels pour permettre les comparaisons selon les temps et selon les lieux. Nous savons aussi combien les résultats peuvent être modifiés, et les conclusions qu'on veut en tirer faussées, selon qu'on introduit dans la composition des moyennes ou qu'on en exclut telle ou telle marchandise. Il est donc d'une importance capitale, pour pouvoir obtenir des résultats utilisables, de procéder à un choix rigoureux et éclairé des marchandises dont les prix réunis constitueront le coût de l'existence. Sans doute, ce coût est susceptible de varier, à l'infini peut-on dire, en raison de la variabilité du genre de vie, selon les pays, selon les régions d'un même pays, selon les villes d'une même région et encore dans un même lieu, à un même moment selon les individus. Il peut

varier aussi, dans le temps, sous l'influence de la modification des habitudes et des besoins. Aussi, comme on n'a pas manqué de le remarquer, cette étude des variations du coût de la vie peut être examinée sous deux aspects différents: 1° en tenant compte de la modification des habitudes et des besoins; 2° en distinguant, dans les variations du coût de la vie, ce qui dépend du changement des besoins et ce qui en est indépendant.

La première étude « reviendrait à rechercher quel est l'emploi du revenu à différentes époques et comment a varié le revenu, afin de pouvoir estimer en dernière analyse si ces ressources variables ont permis plus de bien-être » (1).

« La seconde étude exige que l'on fasse autant que possible abstraction des changements survenus dans les quantités et dans les qualités des choses consommées. » Mais, quel que soit le point de vue auquel on se place, ce qu'il importe en tout premier lieu de déterminer, ce sont, encore une fois, les marchandises dont les prix doivent servir à composer le coût de l'existence. Elles devraient être déterminées théoriquement en faisant abstraction de celles qui font l'objet des consommations de tels ou tels individus ou de tels ou tels groupes. Ce devraient être les marchandises reconnues comme étant de première nécessité pour maintenir la vie de l'homme, celles qui

1. Statistique Générale de la France. Salaires et coût de l'existence à diverses époques jusqu'en 1910, p. 51.

sont à la fois indispensables et suffisantes pour cela.

Si on procédait ainsi, on se trouverait amené à fonder cette étude sur des bases toutes théoriques, dont les plus sûres consisteraient à demander aux hommes de science, médecins ou autres, de déterminer quels objets sont de première nécessité. Cela fait, il n'y aurait plus qu'à évaluer les quantités qui sont nécessaires, et à y appliquer les prix pratiqués à un moment donné sur un marché donné.

Une telle méthode permettrait bien d'établir le coût de l'existence, mais les résultats qu'on obtiendrait risqueraient de présenter un caractère par trop théorique et de ne pas cadrer avec la réalité. On obtiendrait ainsi plutôt ce que pourrait coûter l'existence, que ce qu'elle coûte.

Au lieu de cette détermination théorique des objets de première nécessité, on a recours à un procédé beaucoup plus pratique, qui tient un compte beaucoup plus grand et plus exact de la réalité. Il permet d'obtenir beaucoup plus exactement le coût de l'existence que ce qu'il pourrait ou devrait être. Il consiste essentiellement à rechercher, à surprendre, pourrait-on dire, quelles sont, en fait, les choses indispensables à l'existence. On s'accorde généralement pour les classer sous trois chefs, celles relatives à la nourriture, au logement et au vêtement. Mais, les statistiques, ainsi que nous le verrons, se bornent à faire état seulement des marchandises des deux premières catégories, celles relatives à la nourriture et au logement. Quant aux dépenses d'habillement, on les

écarte en général et on s'abstient d'en faire état. Les raisons qu'on peut en donner sont nombreuses. Ce peut être parce que les dépenses auxquelles donnent lieu ces objets de première nécessité sont presque négligeables dans des budgets modestes dans lesquels on ne tiendrait compte que des dépenses strictement indispensables. Ce pourrait être aussi en raison des écarts énormes que les dépenses de cette catégorie sont susceptibles de présenter d'un individu à l'autre et des difficultés éprouvées à les ramener à une unité moyenne et à une quantité invariable. Car, pour les raisons déjà données, dans l'établissement des nombres indices des prix ou des moyennes de prix pour déterminer le coût de la vie et ses variations, il est indispensable de supposer une consommation invariable en quantité.

Quant aux qualités, on est forcé de négliger aussi les modifications à peu près certaines qui n'ont vraisemblablement pas manqué de se produire aussi au cours du temps.

Enfin, pour que la comparaison de la dépense nécessaire, à diverses époques, par des quantités invariables de certaines denrées soit aussi instructive que possible, on choisit les quantités fondamentales, relatives aux denrées déjà déterminées, en prenant pour base des consommations *réelles* ou des consommations correspondant à un genre de vie normal. Il importe, en effet, d'éviter des différences dans les quantités peut-être encore plus que dans les qualités, en raison de l'influence profonde qu'elles seraient

susceptibles d'avoir sur les variations de la dépense totale.

En dernier lieu, à ces quantités fixes, invariables de denrées déterminées, abstraction faite de leur qualité, on applique les prix observés aux différentes époques envisagées.

En somme, trois points sont à établir : les diverses denrées ou éléments qui doivent composer le coût de l'existence, leurs quantités ainsi que leurs prix. En ce qui concerne le loyer, seul ou à peu près, le prix est à fixer. On peut cependant y ajouter le nombre de pièces composant le logement. Nous allons, en premier lieu, exposer comment on détermine les denrées nécessaires pour la nourriture et leurs quantités ; nous montrerons ensuite comment on fixe les prix pour ces mêmes denrées, réservant la recherche de ceux des loyers pour un chapitre spécial.

TITRE I. — Objets de première nécessité

SECTION I

Denrées alimentaires

CHAPITRE I

Énumération et quantités

§ I. — FRANCE D'APRÈS LA STATISTIQUE GÉNÉRALE

Qu'il s'agisse des denrées qui doivent être considérées comme étant de première nécessité ou de leurs quantités types, nous allons voir que les unes et les autres peuvent être déterminées, comme nous l'avons déjà dit, soit d'après les résultats d'enquêtes sur des familles ouvrières, soit d'après des considérations théoriques qui permettent de recommander un régime d'alimentation rationnel, à la fois salubre et économique. Mais nous avons déjà aussi indiqué la supériorité du premier procédé sur le second.

Ainsi, par application de celui-là, on prend par exemple comme type un genre de consommation analogue à celui du charpentier parisien étudié en

1856 par M. Focillon et du charpentier observé en 1890 par M. du Maroussem. Ces budgets ont été pris comme types par le service de la Statistique de la France (1) avec les denrées et les quantités ci-après considérées comme correspondant aux consommations annuelles d'un ménage ouvrier de quatre personnes :

DENRÉES	Consomma- tions annuelles	DENRÉES	Consomma- tions annuelles
Pain.	770 kgr.	Saindoux	8 kgr.
Viandes. . . .	150 —	Pommes de terre	160 —
Lard.	20 —	Haricots secs. .	20 —
Poisson. . . .	30 —	Huile à manger.	6 —
Beurre	9 —	Vinaigre	10 litres
OEufs	135 pièces	Café.	7 kgr.
Sucre	10 kgr.	Chocolat	10 —
Sel	20 —	Vin (2).	315 litres
Riz	4 —	Pétrole.	20 —
Macaroni . . .	4 —	Charbon de bois.	10 hect.
Fromage . . .	16 —	Charbon de terre.	1.000 kgr.
Lait	230 litres		

On peut reprocher notamment à ce budget de ne constituer qu'une observation très particulière, dont il est difficile, pour cette raison, de tirer des conclu-

1. *Loc. cit.*, p. 52.

2. La quantité admise est déclarée par les auteurs évidemment faible et présentée comme ne comprenant pas la boisson prise au dehors. Elle est cependant, ainsi qu'on le fait remarquer, égale à la moyenne des quantités déclarées consommées dans le ménage soit en 1856 soit en 1890.

sions d'une portée un peu générale. Aussi, ne s'en est-on pas tenu là.

Le service de la Statistique Générale de la France s'est attaché, pour faire les mêmes calculs, notamment à des budgets purement théoriques, tels que ceux fournis par les recherches des D^{rs} Landouzy et Labbé (1). Ces auteurs ont dressé quatre types de consommation, déterminés de façon à assurer une alimentation rationnelle, salubre et économique, en rapport avec le travail fourni et entraînant une dépense aussi réduite que possible. Ces types sont établis, l'un pour des ouvriers exécutant des travaux de force (charpentiers, terrassiers, coltineurs, etc.) ; le second, pour des ouvriers exerçant un travail modéré (mécaniciens, menuisiers, etc.) ; le troisième, pour des employés sédentaires ; le quatrième, pour des ouvrières ou employées. On compose ainsi un régime d'alimentation d'une famille de quatre personnes : père, mère et deux enfants, en supposant que la consommation de la mère est celle de l'ouvrière (4^e type) ; que celle de l'enfant le plus âgé est celle de l'ouvrier à travail modéré et que celle de l'enfant le plus jeune représente la moitié de la consommation de l'ouvrier à travail modéré.

Cela étant, la consommation annuelle de deux familles, dont le père serait respectivement un ouvrier

1. Enquête sur l'alimentation d'une centaine d'ouvriers et employés parisiens. Paris, Masson, 1905, et Statistique de la France, *loc. cit.*, p. 61.

de force et un employé sédentaire porte sur les denrées suivantes pour les quantités ci-après :

DENRÉES	QUANTITÉS	
	A. Ouvrier de force	B. Employé sédentaire
Pain	600 kilog.	530 kilog.
Viande	200 —	190 —
Légumes frais	200 —	170 —
Pommes de terre	230 —	190 —
Haricots	70 —	50 —
Sucre.	70 —	50 —
Lait	370 litres	330 litres
Beurre	40 kilog.	40 kilog.
Fromage.	30 —	10 —
Riz.	30 —	20 —
Fruits.	170 —	130 —
Vin	910 litres	730 litres
Café	10 kilog.	10 kilog.

Les diverses denrées obtenues dans les hypothèses qui précèdent proviennent des consommations effectuées par des *familles ouvrières* : on a pris pour base du calcul des dépenses ménagères des budgets d'ouvriers et d'employés, c'est-à-dire des familles de condition modeste. Mais, on ne peut pas s'en tenir là. Pour que les comparaisons puissent être plus étendues, on peut prendre pour base les denrées et les quantités fixées d'après un budget de famille aisée. Dans ce but, le service de la Statistique de la France a utilisé le budget dont les éléments ne sauraient être reproduits ici à cause de leur étendue et qui avait été communiqué par M. Beurain-Gressier à la

Société de Statistique en 1895 (1). La famille envisagée disposait d'un revenu annuel d'une vingtaine de mille francs et comprenait neuf personnes : le père, la mère, cinq enfants âgés respectivement de 19, 17, 16, 14 et 11 ans, ainsi que deux domestiques. Le détail de ses consommations avait été relevé par l'intéressé lui-même, au cours de l'année 1894, en vue de dégager de ces dépenses la part d'impôt qu'il avait eu à supporter en raison de celles-ci. Les comptes avaient été tenus avec le plus grand soin et en entrant dans des détails minutieux. En fin d'année, les dépenses ont été réparties entre 120 rubriques groupées elles-mêmes en 15 chapitres : habitation, alimentation, vêtement, mobilier, transport, distractions, éducation, etc..., puis les articles de dépenses ont été transformés en unités taxables c'est-à-dire en poids, volumes, pièces, valeurs suivant les objets, de façon à y appliquer l'impôt. Le service de la Statistique de la France pour utiliser ces données n'a pu, cependant, tenir compte dans ses calculs que des articles dont les prix pouvaient être suivis par elle d'année en année. En additionnant toutes les dépenses correspondant à une même année, elle a déterminé d'abord la dépense totale annuelle, puis cette dépense à l'exclusion de certains articles de consommation comme on avait fait pour les dépenses des ménages ouvriers afin de permettre des comparaisons.

1. *Journal de la Société de Statistique de Paris*, numéro de juillet, p. 237.

On peut faire plus encore. Après s'être occupé des consommations dans le milieu familial, on peut opérer sur celles prises au dehors, au restaurant. Dans ce cas, les denrées et les quantités prises comme base peuvent être celles des budgets précités, soit celui du charpentier observé en 1856 par M. Focillon, soit celui de l'ouvrier observé par M. du Maroussem. On peut encore dégager denrées et quantités de budgets *réels* de familles ouvrières fournis par des enquêtes. La plus importante a été faite en 1907, à Paris et dans un certain nombre de villes pour la France, ainsi qu'en Angleterre, en Ecosse, en Irlande, en Allemagne, en Belgique et aux États-Unis sous la direction du *Board of Trade* (1). Les résultats de cette enquête auprès de 800 familles ouvrières parisiennes ont été utilisés par le service de la Statistique de la France. De ces budgets, on a, dans ce but, déduit les denrées alimentaires et leurs quantités moyennes annuellement consommées par un ménage parisien de 4 personnes. Comme ces quantités sont variables avec l'importance du revenu de la famille, on a classé les résultats donnés par ces budgets selon l'importance du revenu de la famille.

1. *Becueil de Statistique municipale de la ville de Paris*, Année 1910.

§ II. — ANGLETERRE, D'APRÈS L'ENQUÊTE
DU BOARD OF TRADE

D'une manière plus générale, dans l'enquête du *Board of Trade*, pour déterminer les divers articles de budgets on a utilisé, dans chaque pays, les renseignements provenant d'un grand nombre de familles et rassemblés par le ministère du Commerce pendant l'été de 1904, pour l'Angleterre notamment. Des formules demandant des détails sur les revenus et sur les dépenses en nourriture et loyers faites en une semaine par un ouvrier, sa femme et ses enfants, ont été envoyés à de nombreux membres d'organisations ouvrières, de sociétés coopératives et de particuliers. Après exclusion d'un certain nombre de réponses en raison de l'insuffisance des renseignements donnés, ou pour d'autres raisons, on a conservé 1.944 réponses utilisables pour la recherche statistique. On les a groupées d'après les revenus hebdomadaires totaux de la famille et non d'après celui de la personne qui a le principal salaire. Voici le nombre de réponses, pour l'Angleterre, d'après le revenu hebdomadaire :

Revenu hebdomadaire	Nombre de réponses
Au-dessous de 31 fr. 25	261
De 31 fr. 25 à 37 fr. 50	289
De 37 fr. 50 à 43 fr. 75	416
De 43 fr. 75 à 50 fr.	382
De 50 fr. et au-dessus	596
Total	1.944

D'après ces budgets, les denrées alimentaires consommées par semaine sont les suivantes et les quantités se répartissent comme ci-après :

**Denrées alimentaires et quantités consommées
par les familles ouvrières urbaines en 1904**

LIMITES des revenus hebdomadaires	Au- dessous de 31 fr. 25	De 31 fr. 25 à 37 fr. 50	De 37 fr. 50 à 43 fr. 75	De 43 fr. 75 à 50 fr.	50 fr. et au-des- sus	En- semble des revenus
Nombre des renseignements.....	261	289	416	382	596	1.944
Revenu familial hebdom. moyen.	26 fr. 95	34 fr.	40 fr. 25	46 fr.	65 fr. 60	46 fr. 40
Nomb. moyen d'enfants vivant à la maison.....	3,1	3,3	3,2	3,4	4,4	3,6
Quantités						
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
Pain et farine.....	12,883	13,576	13,336	13,584	17,105	14,512
Viande (achetée au poids).....	2,011	2,415	2,836	2,913	3,710	2,945
Lard.....	0,425	0,502	0,539	0,625	0,824	0,625
	litres	litres	litres	litres	litres	litres
Lait frais.....	3,146	4,384	5,593	6,440	7,172	5,627
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
Fromage.....	0,303	0,317	0,357	0,348	0,462	0,376
Beurre.....	0,498	0,680	0,765	0,856	1,260	0,888
Pommes de terre.,	6,364	7,174	7,298	7,180	9,030	7,661
Raisins et groseilles	0,193	0,226	0,280	0,362	0,412	0,317
Riz, tapioca, gruau d'avoine.....	1,150	1,196	1,327	1,156	1,531	1,336
Thé.....	0,217	0,250	0,258	0,267	0,326	0,271
Café et cacao.....	0,067	0,081	0,090	0,104	0,131	0,160
Sucre.....	1,753	2,093	2,170	2,360	3,035	2,405

Ce tableau donne les résultats généraux de l'enquête, la moyenne, pour le Royaume-Uni, des reve-

nus des familles ouvrières auxquelles les réponses se rapportent et les diverses denrées alimentaires qu'elles ont consommées en l'espace d'une semaine pendant l'été de 1904, avec leurs quantités.

La quantité de pain et de farine achetée varie de 12 kgr. 910 à 17 kgr. 100 par semaine, la moyenne étant de 14 kgr. 496 ; celle de fromage est d'environ 340 grammes par semaine, celle de beurre un peu supérieure à 453 grammes. Cette dernière est cependant susceptible de varier selon le groupe des revenus. Dans ceux compris entre 31,25 et 37,50, elle monte à 680 grammes et dans la suivante à 792 grammes.

La quantité de pommes de terre varie de 6 kgr. 342 à 9 kgr. 060 ; la moyenne totale de thé consommé est un peu inférieure à 225 grammes. Pour les familles ayant des revenus supérieurs à 30 francs, la consommation oscille entre 225 grammes et 340 grammes.

Celle du sucre est de 1 kgr. 700 pour les familles gagnant 31 fr. 25 ; de 2 kgr. 040 et jusqu'à près de 2 kgr. 380 pour les familles plus aisées. Elle s'élève enfin à 3 kgr. 060 quand le revenu est de 50 francs et au-dessus.

La quantité de viande figure pour un total de 2 kgr. 945 se décomposant en 2 kgr. 040 de bœuf. 680 grammes de mouton et 225 grammes de porc. Les budgets ont aussi montré que 12 œufs étaient le nombre le plus communément consommé par semaine par une famille ouvrière.

En ce qui concerne le charbon, les budgets ne contenaient aucun renseignement. On a adopté

comme approximativement exacte la quantité de 100 kilogrammes.

Voici, dans le tableau ci-après, les nombres adoptés comme représentant les quantités consommées par semaine par une famille ouvrière :

Thé (kilog.)	0,272
Sucre (kilog.).	2,600
Lard (kilog.).	0,680
Oufs (pièces).	1 douzaine
Fromage (kilog.).	0,340
Beurre (kilog.).	0,900
Pommes de terre (kilog.). . .	7,700
Farine (kilog.).	4,530
Pain (kilog.)	9,975
Lait (litres).	5,680
Viande (kilog.)	2,945
Charbon (kilog.).	100,000

§ III. — FRANCE D'APRÈS L'ENQUÊTE DU BOARD OF TRADE

Pour la France, on a procédé d'une manière sensiblement analogue. Un grand nombre de questionnaires touchant les particularités du revenu hebdomadaire d'un ouvrier, de sa femme et de ses enfants vivant sous le même toit, de leur dépense en loyer et nourriture dans une semaine ordinaire ont été distribués par les associations ouvrières et autres

voies, dans les diverses villes de France. Un certain nombre de ces questionnaires ont été rejetés pour insuffisance d'informations ou pour d'autres raisons ; 5.605 ont paru utilisables pour la statistique.

Voici la distribution géographique et industrielle des budgets utilisés :

GROUPES géographiques	Nombre de budgets	INDUSTRIES	Nombre de budgets
Paris.....	790	Métaux et mécanique.....	1.158
Nord et Pas-de-Calais.	788	Indust., Entr., Commerce.	556
Autres villes du Nord.	665	Bois.....	505
Villes du Nord-Est....	501	Textiles.....	426
Villes du Nord-Ouest.	552	Bâtiment et travaux pour la construction.....	412
Villes centrales.....	1.302	Peaux et cuir (comprenant les chaussures et les gants)	365
Villes du Sud.....	1 007	Pierres, Briques, Terrasse, Poteries, Glaces, etc....	308
		Imprimerie, Lithographie, Reliure, etc.....	274
		Aliments, Boissons et Ta- bac.....	200
		Vêtements.....	189
		Mines et Carrières.....	109
		Produits chimiques.....	66
		Papier, Carton, Caoutch....	44
		Pailles, Plumes, Crins, etc.	30
		Travaux manuels non spé- cifiés.....	20
		Manceuvres non spécifiés.	366
		Autres prof. non classifiés.	577
Total.....	5.605	Total.....	5.605

Le tableau suivant montre la distribution des budgets par rapport aux revenus *familiaux* :

Montant du revenu hebdomadaire par famille —	Nombre de budgets —
Au-dessous de 25 francs	223
25 francs et au-dessous de 31 fr. 25. .	614
31 fr. 25 et au-dessous de 37 fr. 50. .	931
37 fr. 50 et au-dessous de 43 fr. 75. .	1.065
43 fr. 75 et au-dessous de 50 francs. .	821
50 francs et au-dessus.	1.951

Voici, d'autre part, les quantités hebdomadaires moyennes de certains articles de nourriture consommés par les familles ouvrières dans les villes françaises (1907-1908) telles qu'elles résultent des budgets dont il vient d'être parlé :

**Quantités hebdomadaires moyennes de certains articles
de nourriture consommées par les familles ouvrières
dans les villes françaises (1907-1908).**

LIMITES des revenus hebdomadaires	Moins de 25 fr.	De 25 fr. à 31 fr. 25	De 31 fr. 25 à 37 fr. 50	De 37 fr. 50 à 43 fr. 75	De 43 fr. 75 à 50 fr.	Plus de 50 fr.
Nomb. de réponses.	223	614	931	1.065	821	1.951
Revenu familial hebdom. moyen.	22 fr. 20	28 fr. 85	34 fr. 80	40 fr. 45	47 fr.	66 fr. 67
Nomb. moyen d'en- fants vivant à la maison.....	1,57	1,77	1,80	1,92	2,13	2,91
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Pain.....	10,360	10,920	11,130	11,860	12,510	16,260
Macaroni	0,300	0,550	0,680	0,650	0,720	0,860
Pommes de terres.	6,650	5,570	6,320	6,630	7,180	9,300
Haricots.....	0,7 0	0,790	0 810	0,860	0,870	10,230
Pois.....	0,320	0,370	0,490	0,590	0,640	0,810
Bœuf.....	0,720	0,960	1,100	1,270	1,330	1,810
Veau.....	0,140	0,270	0,380	0,490	0,570	0,730
Mouton.....	0,100	0,280	0,330	0,430	0,500	0,660
Porc frais.....	0,190	0 220	0,290	0 320	0,360	0,490
Viande de cheval..	0,440	0,400	0,380	0,400	0,400	0,510
Volaille	0,040	0,100	0,170	0,280	0,370	0,560
Charcuterie et lard.	0,230	0,280	0,290	0,350	0,360	0,470
Total de la viande.	1,860	2,510	2,940	3,540	3,890	5,230
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Lard, graisses di- verses.....	0,340	0,330	0,330	0,360	0,380	0,480
Beurre.....	0,330	0,390	0,440	0,460	0,490	0,680
Huile d'olive et ana- logues.....	0,220	0,300	0,320	0,360	0,400	0,480
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Œufs.....	4,3	6,9	8,1	9,3	10,2	13,4
	Litres	Litres	Litres	Litres	Litres	Litres
Lait.....	2,56	3,30	3,90	4 33	4,60	5,50
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Fromage.....	0 160	0,210	0,250	0,310	0,340	0,480
Café.....	0,160	0,200	0,210	0,250	0,250	0,370
Sucre.....	0,560	0,670	0,680	0,780	0,830	1,000

Le pain mangé par la classe ouvrière française est presque entièrement du pain de froment de bonne qualité. Il semble que dans beaucoup de villes il y en ait trois qualités, dont la dernière est peu consommée. La consommation moyenne, telle qu'elle résulte des budgets utilisés, varie de 10 kilogrammes dans le groupe du plus petit revenu à 16 kilogrammes dans celui du plus gros revenu. La consommation de macaroni est relativement minime dans le groupe du plus petit revenu, où elle ne dépasse pas 340 grammes, tandis que dans les autres elle passe de 565 grammes à près de 900 grammes.

Celle de la pomme de terre est de 5 kgr. 500 dans le groupe du revenu le plus faible et passe à 9 kilogrammes dans le groupe le plus élevé. Elle est plus grande dans le groupe du plus petit revenu que dans aucun des trois groupes plus élevés suivants. La consommation, calculée par tête, montre que la pomme de terre joue un rôle plus grand dans l'alimentation des ouvriers très pauvres que dans toute autre classe.

Les légumes jouent un rôle important dans l'alimentation de toutes les catégories de la classe ouvrière française avec, cependant, des différences marquées d'une ville à l'autre, différences qui dépendent de la position géographique et de la nature de l'agriculture dans les environs. La consommation des pois, frais ou secs, monte de 340 grammes environ pour le groupe le plus bas à 790 grammes dans le groupe le plus élevé.

Le bœuf et le veau réunis constituent presque la moitié de la consommation totale de viande annoncée par les budgets. Le reste se divise en porc, lard et charcuterie (c'est-à-dire saucisson et diverses préparations), mouton, volaille et viande de cheval. On a établi le tableau suivant basé sur les budgets pour faire apparaître les proportions respectives des diverses sortes de viande avec le total de leur consommation :

Pourcentage de la consommation hebdomadaire totale de viande

Bœuf	Veau	Mouton	Viande de cheval	Lard et charcuterie	Porc	Volaille	TOTAL
35,5	13,6	12,1	11,2	9,5	9,3	8,8	100,0

La consommation hebdomadaire moyenne monte de 1 kgr. 925 dans le groupe du plus faible revenu à un peu plus du double dans celui du plus fort revenu ; dans ce dernier elle est de 5 kilogrammes (1).

1. La consommation moyenne de viande (montrée par les budgets) varie grandement de ville à ville.

Ceci est indiqué également par les statistiques municipales qui sont données dans les rapports spéciaux des villes, là où on a pu les avoir. Mais on doit s'attendre à ce que cette consommation moyenne par tête soit plus élevée d'après les statistiques que d'après les budgets, puisque ceux-ci ne se rapportent qu'à des familles de la classe ouvrière. Le maximum de consommation annuelle, d'après l'estimation des budgets, est de 70 kilogrammes par tête à Troyes ; d'autres fortes moyen-

Beurre.—En ce qui concerne d'autres objets de consommation, on verra que la consommation du *beurre* ne monte que très graduellement avec le revenu de la famille, mais la qualité s'améliore apparemment, car la dépense augmente dans une plus grande proportion.

nes sont 66 kilogrammes à Nancy, environ 63 kilogrammes à Bordeaux, Grenoble, Reims et Rennes, 60 kilogrammes à Limoges et à Paris. Les plus petites consommations se trouvent à Lille, 26 kilogrammes, à Roubaix et Bourges, 31 kilogrammes : 32 kilogrammes à Valenciennes et 35 kilogrammes à Douai et Belfort. Il est à remarquer que des six villes qui sont ainsi en bas de l'échelle quatre font partie du groupe des villes qui représentent le Nod et le Pas-de-Calais.

La plus forte proportion de consommation du bœuf est donnée par Roubaix, où elle monte à 54 % de la consommation totale de viande indiquée dans les budgets ; au Havre elle est de 52 %, et dans neuf autres villes de 40 %. La plus basse proportion est à Limoges avec 16 %, et à Calais avec 21 %. La consommation du veau offre une proportion inusitée à Fougères où elle atteint presque 35 % ; mais dans aucune autre ville elle ne dépasse 25 %, et dans dix villes elle est au-dessous de 10 % pour tomber à 7 %, minimum observé à Roubaix et Rouen. La consommation du mouton, qui n'est pas populaire en France, atteint un maximum de 21 % à Lyon ; mais dans dix-huit des villes elle est moins de 10 %, et à Fougères elle n'est que de 3 %. La consommation de porc frais est relativement faible ; à Calais elle monte à 24 % du total, mais elle ne dépasse 16 % que dans une seule autre ville (Lens) et à Nancy elle est au-dessous de 3 %. On mange peu de lard dans la classe ouvrière française, bien qu'on en achète une certaine quantité dans un but culinaire ; la charcuterie, au contraire, est d'une certaine importance. Ces deux denrées réunies atteignent 19 % de la consommation totale de viande à Belfort, et plus de 18 %, à Calais. C'est au Havre et à Lens qu'elles sont les plus basses ; elles n'atteignent que 4 ou 5 % seulement.

La classe ouvrière française comprend dans sa nourriture une proportion assez forte de volailles, qui ne forme pas moins de 18 % de la consommation totale au Creusot ; à Toulouse elle est de 17 %, tan-

Dans la classe du plus fort revenu (avec un plus grand nombre d'enfants) la consommation est presque exactement le double de celle du plus petit revenu, mais la dépense est de plus du double. D'une manière générale, la consommation du beurre décroît d'une manière sensible en passant du nord au sud de la France, changement qui est évidemment dû à la différence des conditions climatiques. Ainsi la consommation heb-

dis que dans treize autres villes elle est au-dessous de 9 %. La plus petite proportion se trouve à Belfort, Roubaix et Amiens où elle varie entre 2 et 3 %.

Viande de cheval. — La consommation de la viande de cheval est générale dans toute la France, et monte à 11, 2 % de la consommation totale d'après les budgets. La proportion est de 32 % à Nancy, 24 % à Brest, et 23 % à Bourges ; par contre, au Crousot, la viande de cheval ne paraît pas du tout dans les budgets, et à Roanne et Belfort elle est à peine au-dessus de 1 % de la consommation totale de viande. Elle varie entre 8 et 16 %, dans seize villes : A Paris, Marseille, Toulouse, Rouen, Calais, Brest, Nantes et Saint-Nazaire, elle est indiquée comme étant en croissance ; et à Marseille et Toulouse, on abat un nombre considérable d'ânes et de mulets pour l'alimentation. La dernière année de statistique municipale utilisable indique que la consommation du cheval par tête de population était de 4 kilogrammes à Reims, 3 kgr. 200 à Roubaix, 2 kgr. 250 à Lille, un peu plus de 1 kgr. 800 à Rouen, et de 1 kilogramme à Saint-Nazaire.

Il paraît hors de doute, cependant, que la consommation du cheval n'est pas due à la pauvreté, mais surtout au goût et aussi à la croyance en ses qualités médicinales. Dans toutes les classes de revenus, on trouve des dépenses faites pour cette denrée ; les prix cités dans les rapports des villes séparées sont souvent élevés (0 fr. 65 à 0 fr. 85 par demi-kilogramme pour le faux-filet, et 0 fr. 95 à 1 fr. 15 pour le filet, sont des prix couramment cités) ; et on rapporte de divers points de la France que la viande de cheval est recommandée aux personnes tuberculeuses ou anémiques.

domadaire par famille, telle que l'indiquent les budgets, varie dans les six villes du groupe du Nord et du Pas-de-Calais de 1 kgr. 220 pour Lille à 1 kgr. 630 pour la ville minière de Lens; dans les cinq villes du groupe du Nord-Ouest elle varie de 725 grammes pour Nantes et Saint-Nazaire à 1 kilogramme pour Rennes; dans les six villes de la France Centrale, elle va de 180 grammes pour Limoges à 635 grammes pour Grenoble; et finalement dans les trois villes du Midi la consommation est de 150 grammes à Bordeaux, 125 grammes à Marseille et 90 grammes à Toulouse. A Paris la consommation indiquée par les budgets est de 450 grammes par famille.

La *margarine* est peu consommée; dans la plupart des villes la quantité indiquée est pratiquement négligeable; la seule exception est Lille, où il est dit qu'elle a une certaine importance relative. L'*huile d'olive* et ses remplaçantes (huile d'œillette, huile de noix, etc.) sont très employées pour la cuisine, la moyenne par semaine s'élevant d'un peu moins d'une demi-livre dans le groupe du plus petit revenu à un peu plus d'une livre dans le plus fort.

Le nombre moyen des *œufs* consommés par semaine monte régulièrement avec l'accroissement du revenu familial et de l'importance de la famille, de 4,3 dans le petit groupe à 13,4 dans le plus fort, la dépense augmentant de 0 fr. 40 à 1 fr. 33. La consommation du *lait* augmente aussi, de 2 lit. 55 à 5 lit. 50.

Les *fromages* consommés par la classe ouvrière française sont très variés, et il est presque impossi-

ble d'en indiquer un comme type de genre et de qualité. Les plus habituels sont le gruyère et l'imitation de camembert ; on mange aussi dans le Nord une certaine quantité de fromage de Hollande ; mais généralement on consomme dans chaque ville la variété locale. La consommation des budgets varie de 150 grammes dans le groupe du plus petit revenu (avec un prix moyen de 0 fr. 30) à un peu plus de 450 grammes dans le groupe le plus élevé (à un prix moyen de 0 fr. 95).

La quantité de *café* augmente de 160 grammes dans le groupe du plus faible revenu à 370 grammes dans le plus élevé ; la dépense est relativement élevée, variant de 0 fr. 60 à 1 fr. 55. La dépense en *chicorée* est de 0 fr. 13 ou 0 fr. 16 dans les deux groupes de revenu.

Le *sucré* consommé consiste presque uniquement en sucre de betterave scié par petits morceaux oblongs. La quantité est faible, elle varie de 565 grammes à 1 kilogramme. Cette petite consommation est due à ce qu'on en met fort peu dans le café et les « bonbons » sont rarement confectionnés à la maison.

§ IV. — ALLEMAGNE

Pour l'Allemagne, on a distribué aussi, comme on l'avait fait pour la France et l'Angleterre, un grand nombre de formules demandant des détails sur les gains et sur les dépenses hebdomadaires pour le loyer et la nourriture d'un ouvrier, de sa femme et

de ses enfants vivant à la maison. Ces distributions ont été faites par l'entremise des syndicats ouvriers et autres sociétés d'ouvriers dans les villes faisant l'objet de l'enquête : défalcation faite d'un certain nombre de réponses mal faites, il en est resté 5.046 utilisables pour la statistique. Nous allons emprunter aux résultats fournis par ces réponses les renseignements, comme nous l'avons fait pour les deux pays déjà examinés, relatifs aux consommations de première nécessité et à leurs quantités.

Cependant, voici tout d'abord un tableau groupant géographiquement et industriellement les budgets obtenus par l'enquête :

GROUPEMENT géographique	Nombre de budgets	INDUSTRIES	Nombre de budgets
Berlin	413	Métallurgie et mécanique..	1.142
Allemagne Centrale..	295	Bâtiment	1 015
District Rhénan-		Textiles et vêtements.....	430
Westfalien :		Menuiserie et ameublements	363
a) Villes d'industries		Papeterie et imprimerie...	354
textiles.....	518	Transport et commerce...	293
b) Villes d'industries		Aliments, boissons, tabac..	231
en quincaillerie....	798	Minés et fonderies.....	192
Allemagne du Sud-		Cuir.....	151
Ouest.....	687	Verreries, céramique, pier-	
Saxe.....	666	res, briques.....	86
Silésie.....	378	Industries chimiq., gaz, etc.	31
Ports de la Baltique.	700	Ouvriers de fabrique.....	188
Ports de la Mer du		Travailleurs non définis...	305
Nord.....	591	Autres	265
Total.....	5.046	Total.....	5.046

Le tableau suivant montre la distribution des budgets suivant les gains *familiaux* :

MONTANT du revenu hebdomadaire par famille	Nombre de budgets
Au-dessous de 25 francs	193
De 25 francs et au-dessous de 31 fr. 25 . .	872
De 31 fr. 25 — 37 fr. 50 . .	1.329
De 37 fr. 50 — 43 fr. 75 . .	1.223
De 43 fr. 75 — 50 francs . .	692
De 50 francs et au-dessus.	737

Le tableau suivant fournit les quantités de certaines denrées alimentaires consommées chaque semaine par les familles ouvrières dans les villes allemandes en 1906-1907.

LIMITES des revenus hebdomadaires	Au- dessous de 25 fr.	De 25 fr. et au-des- sous de 31 fr. 25	De 31 fr. 25 et au- dessous de 37 fr. 50	De 37 fr. 50 et au- dessous de 43 fr. 75	De 43 fr. 75 et au- dessous de 50 fr.	De 50 fr. et au- dessus
Nombre de répon- ses.....	193	872	1.329	1.223	692	737
Revenu familial hebdom. moyen.	22 fr. 20	28 fr. 55	34 fr. 10	40 fr. 15	46 fr. 20	61 fr. 35
Nomb. moyen d'en- fants vivant à la maison.....	2,37	2,28	2,51	2,51	2,79	3,76
Quantités hebdomadaires						
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
Pain et farine.....	9,950	10,550	11,350	11,800	13,500	17,300
Viande (bœuf, porc, mouton, veau)...	1,400	1,500	1,730	2,055	2,350	3,100
Saucisses.....	0,560	0,700	0,760	0,940	0,995	1,320
Lard.....	0,250	0,315	0,315	0,340	0,380	0,455
	litres	litres	litres	litres	litres	litres
Lait frais.....	5	6,300	7	7,250	8,200	9,130
Œufs (nombre)....	4,2	7,4	9,2	10,2	11,6	14,4
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
Fromage.....	0,160	0,190	0,208	0,280	0,270	0,350
Beurre.....	0,250	0,410	0,510	0,620	0,680	0,850
Pommes de terre...	12,750	11,580	10,850	19,780	11,150	15,200
Café.....	0,220	0,290	0,330	0,350	0,390	0,510
Sucre.....	0,820	0,830	0,890	0,900	0,970	1,210

L'enquête fournit, en outre, les renseignements suivants sur la consommation des principales de ces denrées.

Sous le nom de « pain » sont comprises les nombreuses variétés et toutes les qualités de pain vendues dans les villes allemandes. Il ressort en particulier de l'enquête que le pain blanc (de froment) n'est mangé que dans une très petite proportion en Allemagne et principalement sous la forme de petits

pains ; le pain « noir » est consommé en très grandes quantités dans toutes les parties de l'Allemagne ; entre ces deux extrêmes il existe de nombreuses variétés, principalement de pain composé de seigle ou de froment (ou dans quelques cas, comme à Dresde, de seigle et de maïs) en proportions variées et habituellement nommé pain « gris ». Un cas typique est Barmen, où tous les pains achetés par les classes ouvrières sont désignés comme étant faits de seigle, ou deux tiers seigle et un tiers froment, ou deux cinquièmes seigle et trois cinquièmes froment, ou un tiers seigle et deux tiers froment, ou enfin froment pur (ces derniers en forme de petits pains). De même qu'il n'est pas possible de ramener à un type unique, au point de vue de la qualité, le pain qui se consomme dans toute l'Allemagne, il n'existe non plus aucune règle de dimensions ni de poids uniforme pour les pains, de sorte que dans la même ville les pains sont vendus le plus souvent sous les dimensions les plus variées. Une augmentation dans le prix des céréales peut donc amener soit une diminution dans le poids des pains sans augmentation de leur prix, soit une augmentation dans le prix sans diminution dans le poids.

Pour ce qui est de la « farine », les classes ouvrières n'en achètent qu'une petite quantité. C'est en général de la farine de froment pour faire de la pâtisserie.

Ainsi que cela résulte du tableau ci-dessus, la consommation moyenne hebdomadaire de *pain* par fa-

mille varie de 9 kgr. 270 pour la classe des plus bas salaires à 15 kgr. 940 pour celle des salaires les plus élevés, là ou le nombre d'enfants vivant à la maison est plus grand que dans tout autre groupe et où le revenu familial est beaucoup augmenté par leurs gains.

La consommation hebdomadaire de *farine* par famille varie de 680 grammes à 1 kgr. 360.

Les genres de viandes principalement consommées par les classes ouvrières allemandes sont le bœuf, le porc et les saucisses (surtout de porc). Le tableau suivant, qui donne les proportions respectives des différentes sortes de viandes par rapport à la somme totale de viande hebdomadairement consommée, comme elles ressortent des budgets, démontre clairement la prépondérance des trois premiers articles :

Pourcentage de consommation hebdomadaire totale.

Bœuf	Saucisses	Porc	Lard	Veau	Mouton	Autres genres	Total
29,8	26,7	21,3	10,4	5,9	3,5	2,4	100,000

Puisque d'ailleurs les saucisses sont pour la plus grande partie composées de porc, on verra que, sous ses trois formes, cette viande constitue environ 58 % de la quantité de viande consommée et le bœuf 30 autres % ; les autres genres de viande sont donc, par conséquent, de petite importance relative. D'après les

budgets, les proportions varient, cependant, considérablement de ville à ville. Ainsi, la consommation la plus élevée du *bœuf* se voit à Munich, où elle est de 53 % de la consommation hebdomadaire totale ; sa plus faible consommation est à Brunswick où elle est de 49 % seulement. La proportion de *porc* est la plus grande à Bochum, où elle monte à près de 32 % ; elle est la plus basse à Dusseldorf (près de 11 %) et Barmen (5 %). La *saucisse*, dont un très grand nombre de variétés sont vendues, varie de 41 % à Stassfurt à 12,5 % à Aix-la Chapelle et décline à 1,5 % à Nuremberg, 1,25 % à Munich, et 0,3 % à Aschaffenburg. Le *lard* est de deux genres, l'un entièrement gras et l'autre entremêlé de maigre et de gras ; le premier est utilisé presque exclusivement pour les fritures. Ce qui est regardé en Angleterre comme constituant les meilleurs morceaux — ceux du dos — n'est pas vendu ; le gras est entièrement enlevé du dos et des côtes, et le reste de ces parties est vendu comme côtelettes de porc ; les parties entrelardées consistent seulement en morceaux du ventre.

Le *veau* forme 11,5 % de la consommation totale à Munich, et 9,5 % à Stuttgart ; la proportion tombe graduellement à 0,7 % à Brême. Le *mouton*, contre lequel semble exister un préjugé marqué dans certaines parties de l'Allemagne, n'entre que pour 9 % dans la consommation à Stettin, 8 % à Berlin, et, dans dix-neuf des villes étudiées, il entre pour moins de 3 % dans le budget de la consommation de la viande.

Les *autres viandes (poisson compris)* sont en proportion beaucoup plus grande à Elberfeld, où elles ne constituent pas moins de 17 % du montant total ; la ville qui s'en rapproche le plus est Königsberg, où cette consommation est seulement de 6 % et dans 19 autres villes elle est inférieure à 2 %. Sous ce dernier titre plusieurs autres denrées ont été incluses — tels différents genres de viandes fumées et conservées de manières diverses, viande hachée, gibier, foie, viande de cheval, etc.

Le poisson consiste pour la plus grande partie en harengs fumés ou frais.

La consommation des différentes sortes de viandes dans chaque ville est affectée par la situation géographique, par les conditions agricoles locales et par les goûts et les coutumes du lieu. Il a déjà été signalé que le mouton semblait subir un préjugé dans quelques parties de l'Allemagne ; sa consommation atteint son niveau le plus bas dans le groupe des villes de l'Allemagne du Sud, où elle est de 1 % seulement, de la consommation totale de viande qui ressort des budgets de l'ensemble des villes ; dans les deux groupes rhénans-westphaliens, elle est seulement d'environ 2 %, et en Silésie de 3 % ; son maximum, quel que soit le groupe géographique, est de 8 % à Berlin.

L'Allemagne du Sud, également, a un chiffre remarquablement bas pour le lard, 2,5 % ; dans les autres groupes géographiques, la variation est de 6,5 % à Berlin à 17 % en Silésie. D'autre part l'Allemagne du

Sud prend la plus haute place pour le bœuf avec 43 %; ailleurs la variation va de 35,5 % dans les villes à textiles rhénanes-westphaliennes à 22,5 % en Silésie. La proportion en ce qui concerne la saucisse est anormalement élevée dans les groupes géographiques de l'Allemagne centrale où elle atteint 37 %; à Berlin, elle est de 29 %, et pour les autres groupes la variation est très faible, de 24 à 26,5 %. L'Allemagne du Sud est encore au niveau le plus élevé en ce qui concerne le veau, 8 %; et l'Allemagne centrale au niveau le plus bas, avec 4 %.

Finalement, la proportion du porc par rapport à la consommation totale de la viande est la plus basse — 14 % — dans les villes à textiles rhénanes-westphaliennes (où la consommation du bœuf est élevée), et elle est plus élevée dans les ports de la Baltique et la Silésie (25,5 et 26,5 % respectivement) là où la consommation du bœuf est plus faible que dans tout autre groupe géographique à l'exception de l'Allemagne centrale.

Il convient de signaler que la moyenne de consommation de viande, par tête d'habitant, telle qu'elle est calculée par les municipalités dans leurs rapports sur les abattoirs, se trouve, dans beaucoup de villes, être beaucoup plus élevée qu'on ne le voit par l'étude des budgets. Cette divergence est principalement due, d'abord au fait certain que la consommation de la viande est très grande dans les classes moyennes, en Allemagne, et ensuite au fait que la proportion des enfants dans les budgets de famille est vraisemblable-

blement beaucoup plus grande que dans l'ensemble de la population, puisque ce sont des budgets *de famille* qui ont servi de base à nos recherches.

Viande de cheval. — Cet article paraît être compris dans les budgets sous la rubrique « autres viandes » et probablement aussi dans une certaine mesure comme « saucisse ». Les tableaux suivants basés sur les rapports officiels publiés par les municipalités des villes qui ont été soumises à l'enquête résument les données concernant la consommation de la viande de cheval dans les villes enquêtées. Il faut observer, cependant, que dans quelques cas, les abattoirs municipaux desservent une étendue quelque peu plus grande que celle de « la municipalité ».

Consommation de la viande de cheval, 1904 et 1905.

	Population en 1905	Nombre de chevaux abattus	
		1904	1905
Aix-la-Chapelle.....	144,048	445	609
Berlin.....	2,040,148	11,192	13,752
Bochum.....	118,464	572	»
Brunswick.....	136,397	234	321
Crefeld.....	110,344	517 (1)	596 (*)
Dortmund.....	175,577	805	916
Essen.....	231,396	848	1,125
Hambourg.....	802,793	4,436	5,360
Leipzig.....	503,672	(579,000 kg)	(830,000 kg)
Munich.....	538,983	2,592	2,898
Plauen.....	103,810	332	359
Solingen.....	50,209	951	1,132
Stassfurt.....	18,310	»	195
Stuttgart.....	246,988	215 (2)	284 (3)
Zwickau.....	68,502	174	285

* En 1905-1906.

1. En 1904-1905.

2. Pesant 55.960 kilogrammes.

3. Pesant 73.000 kilogrammes.

	Population en 1905	Consommation de cheval par tête d'habitant et par an	
		1904	1905
		kilogr.	kilogr.
Barmen	156.147	0,795	0,900
Brême	211.861	2,500	2,720
Breslau	470.751	1,810	1,810
Chemnitz	244.927	—	1,135
Dresde	511.050	0,450	0,450
Königsberg	223.770	1,360	1,470
Plauen	103.810	0,670	0,670
Stettin	224.119	0,900	0,900

En ce qui concerne la consommation de la viande de cheval, il faut remarquer qu'elle ne peut être vendue que dans les boutiques de bouchers vendant cette viande seulement et que la surveillance municipale est pour elle aussi stricte que pour les autres viandes. Les prix sont beaucoup plus bas que ceux des autres viandes. (Le maximum du prix était, en octobre 1905, rarement de plus que 0 fr. 60 le demi-kilogramme pour les meilleurs morceaux et le minimum tombant à 0 fr. 25 le demi-kilogramme à Mulhouse, Nuremberg et Plauen.) Mais, si cette considération intervient, sans doute, dans l'importance de la vente, il est évident aussi que, dans quelques cas, cette viande est consommée en raison d'un goût réel pour elle.

Quant aux autres articles de consommation, le nombre des *œufs* vendus croît rapidement avec l'augmentation du revenu, depuis 4,2 dans la classe de gains la plus basse, jusqu'à 14,4 dans le familles ayant

50 francs et au-dessus de revenu ; la moyenne de dépense hebdomadaire sur cet article s'élève de 0 fr. 30 à 1 fr. 25.

L'augmentation dans le montant de consommation du *lait frais* est également très marquée : la consommation par famille ayant un revenu inférieur à 25 francs par semaine est de 5 litres, et s'élève à 8 l. 200 dans la classe précédant la plus haute classe de revenu (celle de 43 fr. 75 et au-dessous de 50 francs), dans laquelle la moyenne du nombre de personnes par famille est seulement légèrement plus élevée que dans la plus basse classe. Cette consommation est un peu plus de 9 litres dans la plus haute classe.

La consommation du *beurre* présente une augmentation très prononcée avec l'accroissement du revenu familial, la quantité moyenne hebdomadairement consommée étant dans la classe la plus inférieure de revenu, seulement d'un peu moins de 0 kg. 250, et s'élevant à environ 0 kg. 670 dans le groupe des revenus de 43 fr. 75 et au-dessous de 50 francs, et de moins de 0 kg. 850 dans le groupe le plus élevé. La dépense augmente très sensiblement dans le même rapport. La proportion de la dépense en beurre dans les aliments varie de 3,7 % dans les villes du groupe de l'Allemagne du Sud à 13,7 % dans les villes saxonnes ; on se souviendra que les villes de l'Allemagne du Sud ont aussi une consommation relativement basse de lard et de porc.

La demande de *margarine* (qui est vendue avec de larges écarts de prix) varie grandement : à Stuttgart,

Mulhouse, Nuremberg (toutes villes du Sud) et à Chemnitz, la vente passe pour être faible ; à Aix-la-Chapelle et à Leipzig, son usage paraît être réservé principalement pour les besoins culinaires ; tandis qu'à Berlin, Munich, Solingen, Elberfeld, Remscheid, Brunswick et Stassfurt, la vente nous a été rapportée comme étant très importante. On verra que les budgets n'indiquent aucune variation marquée dans les dépenses sur cet article, excepté dans les deux plus hautes classes de revenus où il est probablement utilisé pour la cuisine.

On vend de nombreuses variétés de *fromages*, dont la plus communément achetée est le Limbourg, qui est le meilleur marché. Les autres genres demandés sont : les fromages de Tilsitt, de Munster, de Hollande, l'Emmenthal allemand et suisse ; ce dernier étant très cher est rarement acheté par les classes ouvrières. Dans un certain nombre de cas, de petits fromages sont vendus à la pièce et non au poids. Les budgets n'indiquent qu'une faible consommation, variant de 0 kgr. 160 à 0 kgr. 350 par semaine, et un coût de 0 fr. 30 à 0 fr. 65.

Le montant de la dépense en *pommes de terre* ne varie pas beaucoup et passe d'environ 1 franc, dans chacun des trois groupes de plus bas revenus, à 1 fr. 50 dans le groupe du plus haut revenu. La consommation en est grande, de 11 à 15 kilogrammes. D'autre part, la dépense en *autres légumes et fruits*, qui est seulement de 0 fr. 30 dans les plus basses classes de revenus s'élève rapidement dans la classe suivante

(25 francs et au-dessous de 31 fr. 25), puis graduellement à 1 fr. 40 dans la plus haute classe.

Le *café* compte pour une dépense de 0 fr. 60 dans la plus basse classe de revenu, s'élevant à 1 30 dans la plus haute classe, la variation des quantités passant de 0 kgr. 220 à 0 kgr. 500 environ. Les produits bon marché, substitués au café, sont largement employés par les classes ouvrières allemandes, spécialement l'orge, le malt et le riz torréfiés, qui sont mélangés au café en proportions variées.

La quantité de *sucre* consommé est faible et varie dans une grande mesure, de 0 kgr. 820 à un peu moins de 1 kgr. 210, la dépense, de 0 fr. 40 à 0 fr. 65. C'est généralement le sucre en cubes qui est acheté pour sucrer le café et le sucre blanc granulé pour les autres emplois.

Dans l'établissement des nombres index, afin d'assigner leur importance particulière aux prix des différents articles de consommation estimée par la dépense hebdomadaire normale d'une famille ouvrière on a eu recours à la méthode des coefficients et pour les calculs on a adopté les quantités moyennes telles qu'elles ont été évaluées d'après les budgets figurés plus haut. Le pain et la farine ont été répartis en 11 kgr. 300 de pain et 900 grammes de farines (les 225 grammes restants ont été omis comme représentant probablement les divers genres de pains de fantaisie et la pâtisserie).

Pour la viande, on n'a pris en considération que le

bœuf et le porc, en leur attribuant respectivement les poids de 1 kilogramme et 625 grammes.

Les budgets ne donnaient aucune information sur la moyenne de la consommation de charbon par famille et par semaine ; au moyen d'autres renseignements on a estimé cette consommation à 75 kilogrammes.

On a ainsi fixé aux chiffres suivants d'après les bases des 5 046 budgets les quantités des denrées ci-après consommées par une famille ouvrière allemande dans une semaine normale :

Café (kilog.).	0,340
Sucré (blanc cristallisé) (kilog.) . .	0,900
Lard (kilog.).	0,340
Fromage (kilog.)	0,225
Beurre (kilog.).	0,560
Œufs (nombre)	10
Pomme de terre (kilog.) . . .	12
Farine (froment) (kilog.) . . .	0,900
Pain (kilog.)	11,325
Lait (litres).	7
Bœuf (kilog.)	1,125
Porc (kilog.)	0,725
Charbon (kilog.).	75

§ V. — BELGIQUE

Pour la Belgique, il a été procédé comme nous l'avons dit pour les trois pays déjà examinés. Un certain nombre de réponses aux questionnaires distribués durent être rejetées pour des raisons diverses. Finalement 1.859 furent retenues pour être utilisées comme éléments de statistique ; elles provenaient jus-

qu'à concurrence de 318 de Bruxelles, 367 d'Anvers, 671 des autres villes flamandes et 363 des villes wallonnes. Voici leur répartition par rapport aux professions industrielles exercées par les chefs de famille de qui elles émanaient :

INDUSTRIES	Nombre de budgets	INDUSTRIES	Nombre de budgets
Métallurgie et mécanique	500	Report.....	1.528
Travail du bois.....	227	Peaux et cuirs (compris chaussures et gants)..	61
Textiles.....	156	Vêtements	47
Bâtiments et travaux de construction.....	139	Papiers, cartonnages, caoutchouc.....	19
Industrie, entrepôts, commerce.....	136	Industrie chimique.....	5
Aliments, boissons, tabac.	113	Pailles, plumes, etc....	4
Pierres, briques, poteries, verreries, etc....	92	Fabrications manuelles, non spécifiées.....	40
Imprimerie et reliure...	89	Manouvriers, non spécif.	68
Mines et carrières.....	76	Diverses, non classées..	87
A reporter.....	1.528	Total.....	1.859

Le tableau suivant montre la répartition des budgets par rapport aux gains familiaux.

MONTANT du gain hebdomadaire par famille	Nombre de budgets
Au-dessous de 25 francs	315
De 25 francs à moins de 31 fr. 25.	500
De 31 fr. 25 — 37 fr. 50.	362
De 37 fr. 50 — 43 fr. 75.	247
De 43 fr. 75 — 50 francs.	152
De 50 francs et au-dessus	283

Quant aux quantités et aux denrées consommées, voici les chiffres obtenus, classés d'après le montant du revenu :

**Moyennes hebdomadaires de la quantité de certains
aliments consommés par les familles de travailleurs
dans les villes belges, 1908-1909.**

LIMITES des gains hebdomadaires	Au- dessous de 25 fr.	De 25 fr. à moins de 31 fr. 25	De 31 fr. 25 à moins de 37 fr. 50	De 37 fr. 50 à moins de 43 fr. 75	De 43 fr. 75 à moins de 50 fr.	De 50 fr. et au- dessus
Nombre de ques- tionn. recueillis.	315	500	362	247	152	283
Gains moyens fami- liaux.....	21 fr. 90	28 fr. 30	34 fr. 60	40 fr. 40	46 fr. 65	65 fr. 65
Moy. du nombre des enfants vivant à la maison.....	2,16	2,32	2,52	2,96	3,27	3,94
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Pain.....	12,350	13,400	14,620	17,130	18,650	21,800
Macaroni.....	0,080	0,120	0,150	0,170	0,220	0,260
Farine de froment et de sarrasin....	0,140	0,250	0,410	0,340	0,390	0,460
Farine de riz, orge, avoine, pommes de terre.....	0,350	0,450	0,540	0,500	0,560	0,750
Pommes de terre..	13,130	13,459	14,000	15,470	17,100	19,200
Haricots.....	0,290	0,390	0,440	0,550	0,620	0,670
Pois.....	0,260	0,330	0,370	0,440	0,460	0,690
Bœuf.....	0,810	0,960	1,150	1,410	1,570	2,220
Veau.....	0,050	0,090	0,120	0,170	0,210	0,310
Mouton.....	0,060	0,100	0,140	0,140	0,160	0,200
Porc frais.....	0,280	0,390	0,460	0,510	0,610	0,850
Viande de cheval..	0,270	0,260	0,340	0,330	0,360	0,360
Volailles.....	—	0,010	0,040	0,040	0,050	0,090
Lapin.....	—	0,040	0,100	0,110	0,130	0,180
Poisson.....	0,510	0,540	0,590	0,660	0,830	0,980
Charcuterie.....	0,150	0,210	0,260	0,300	0,320	0,480
Lard.....	0,260	0,310	0,350	0,430	0,470	0,580
Total en viande et poisson.....	2,390	2 910	3,550	4,150	4,700	6,250
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Lard et graisses div.	0,300	0,300	0,280	0,340	0,280	0,370
Beurre et produits similaires.....	0,610	0,800	0,990	1,130	1,290	1,790
Huile d'olive.....	0,010	0,030	0,040	0,045	0,050	0,100
Œufs.....	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre
	2,7	5,0	6,9	7,6	8,3	14,4
	litres	litres	litres	litres	litres	litres
Lait.....	3,50	4,10	4,40	4,90	4,70	6,30
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Fromages.....	0,110	0,160	0,220	0,250	0,280	0,400
Café.....	0,340	0,430	0,460	0,520	0,570	0,710
Chicorée.....	0,430	0,440	0,450	0,490	0,510	0,590
Sucre.....	0,300	0, 30	0,530	0,530	0,600	0,760

Pain. — En pratique, les classes ouvrières belges mangent seulement du pain blanc de bonne qualité. La consommation moyenne d'une famille, ainsi que l'indique le tableau des budgets, varie de 12 kgr. 350 dans la catégorie des moindres revenus, à 18 kgr. 650 dans celle des gains plus élevés ; elle atteint plus de 21 kgr. 800 dans les familles gagnant 50 francs et plus ; le nombre des enfants vivant à la maison y est exceptionnellement grand.

La consommation de farines de froment et de sarrasin est faible et s'élève de 0 kgr. 140 dans la plus basse catégorie à 0 kgr. 460 dans la plus haute ; on ne cuit guère la farine à la maison. Dans plusieurs des villes signalées dans ce rapport le pain est préparé par des boulangeries coopératives.

Pommes de terre. — La consommation hebdomadaire de pommes de terre est exceptionnellement grande (13 kgr. 130 dans la catégorie inférieure et 19 kgr. 200 dans la catégorie supérieure).

Tandis que dans les villes wallonnes la moyenne de la consommation du pain est légèrement plus grande que dans les villes flamandes, la situation est inverse en ce qui concerne les pommes de terre, la moyenne de consommation hebdomadaire étant considérablement plus grande dans les villes flamandes.

Légumes. — La moyenne hebdomadaire de consommation de *haricots secs* s'élève graduellement de 0 kgr. 290 à 0 kgr. 670 suivant l'augmentation des gains et du nombre de personnes de la famille ; il en est ainsi des *pois* passant de 0 kgr. 260 à 0 kgr. 690.

La moyenne de dépenses en *autres légumes* pour laquelle il a été impossible d'obtenir les quantités n'est pas très grande ; dans le groupe des gains les plus bas, elle est de 30 centimes par semaine et atteint 80 centimes dans le groupe des plus hauts gains.

Viandes. — Le tableau suivant, basé sur les budgets précédents, montre les proportions respectives des différents genres de viande par rapport au total de tous les genres de viande consommée :

**Pourcentage de la consommation totale hebdomadaire
de la viande**

Bœuf	40,8
Veau	4,6
Mouton.	4,1
Porc.	15,7
Cheval.	10,1
Volaille.	1,0
Lapin	2,7
Charcuterie	8,8
Lard	12,2
Total.	100

Le bœuf et le veau constituent presque la moitié (45,4 %) de la quantité totale consommée ; le porc frais, le lard et la charcuterie comptent pour plus d'un tiers (36,7). Ainsi les quatre cinquièmes de l'alimentation en viande des classes ouvrières belges consiste en bœuf, veau et porc ; la viande de cheval s'y

ajoute pour 10 %. La consommation insignifiante de mouton est à noter.

La consommation totale en viande de tous genres (y compris le poisson, dont la moyenne va de 0 kgr. 510 à 0 kgr. 980) comme l'indique les budgets, croît depuis 2 kgr. 390 dans le groupe des gains les plus bas jusqu'à 4 kgr. 700 dans celui des plus hauts gains, moins dans celui des gains de 50 francs et au-dessus où il est de 6 kgr. 250, là où le nombre d'enfants vivant à la maison est beaucoup plus grand que dans aucun groupe et leur âge comparativement plus avancé.

La moyenne de consommation de la viande par tête (comme il est indiqué dans les budgets) montre une variation de ville à ville plus grande que sur tout autre point. Le maximum annuel de consommation d'après l'estimation des budgets est 39 kgr. 860 à Charleroi et Bruxelles, 38 kilogrammes à La Louvière et Anvers, et 36 kgr. 700 à Paturages; il est à noter que trois sur les cinq villes qui occupent le plus haut rang sont d'importants centres de l'industrie minière. Les plus faibles consommations montrées par les budgets sont 19 kgr. 480 à Bruges, 28 kgr. 550 à Turnhout, 28 kgr. 400 à Malines et 28 kgr. 550 à Tournai. Dans les autres villes la consommation moyenne annuelle va de 31 kgr. 710 à 35 kgr. 330.

La plus haute proportion de la consommation de *bœuf* se présente à Paturages, où elle s'élève à 59 % de la consommation totale établie dans les budgets; elle est de 57 % à Bruges, Gand et Tournai, et de 50 %

à Turnhout. Cette proportion est de 46 % à Charleroi ; dans les autres villes elle passe de 40 % à 31,50 %. Le bœuf constitue donc une part plus importante de l'alimentation carnée dans les classes ouvrières des régions flamandes que dans celles des districts wallons. Le *veau* constitue 13 % de la consommation, en viande, à Tournai et 11,5 % à Verviers ; dans les autres villes, cette consommation n'atteint pas 7 % et à Gand elle est même de 1 % seulement.

La proportion en *porc frais* est la plus grande à Louvain où elle est de 27 % ; à Gand elle est de 25 % ; dans les autres villes elle passe de 19 % à 9 %. La consommation du *lard* est relativement la plus grande à Seraing, où elle atteint à 25 % ; elle est de 22 % à Liège, 17 % à Verviers, 16 % à Turnhout, 15 % à Louvain et 14 % à Charleroi ; dans quatre villes elle est entre 13 et 11 %, elle tombe à 4 % à Gand, 3 % à Bruges, 2,5 % à Paturages et 2 % à Tournai. Dans l'ensemble, cette consommation est beaucoup plus grande dans les villes wallonnes que dans les villes flamandes.

La *charcuterie* (viandes cuites diverses, saucisses, etc.) représente 15 % de la consommation totale de viande à Verviers et 14 % à Louvain et Seraing, tandis qu'à Charleroi et Anvers elle est de 10 % ; elle décline alors graduellement jusqu'à 4 % seulement à La Louvière.

La proportion de *mouton* passe approximativement de 8 % à Bruxelles à 1 % à Gand et Louvain et elle est nulle à Turnhout.

La consommation de *viande de cheval* atteint son maximum à Anvers où elle s'élève à 19 % ; elle est de 16 % à La Louvière ; 15, 5 % à Malines et 15 % à Turnhout. Elle est insignifiante (moins de 1 %) à Verviers, Tournai et Bruges. Dans les autres villes, elle varie de 5 à 10, 5 %. Pour les meilleurs morceaux, les prix de 0 fr. 60 à 0 fr. 80 par demi-kilogramme ont été notés, le plus bas prix étant de 0 fr. 30. Quoique les morceaux inférieurs soient très bon marché, il n'est pas évident que la consommation de la viande de cheval soit due à ce fait pour une part appréciable ; c'est pour beaucoup une question d'habitude locale et de goût.

Le *lapin* est un article d'une certaine importance dans l'alimentation à La Louvière (où il forme 9 % de la consommation totale de la viande d'après les budgets) et à Bruges (8 %) ; à Bruxelles il constitue 5 % et à Malines 4 % de la viande consommée ; dans neuf villes il descend à 2 % ou même moins, tandis qu'à Seraing il n'apparaît plus du tout.

La consommation de *volaille* est tout à fait insignifiante, étant de 3 % à Seraing, 2,5 % à Bruxelles et dans les autres villes moins de 2 %. A Gand, Bruges et Louvain elle n'apparaît pas.

La consommation du *beurre* (y compris une certaine quantité de *margarine*) monte assez rapidement de 640 grammes dans le groupe des plus bas salaires à 1 kgr. 790 dans le groupe des salaires plus élevés, son emploi augmentant presque exactement dans les mêmes proportions.

Par personne, la consommation en *aliments gras* (comprenant beurre, margarine, lard et graisse) est beaucoup plus grande dans les districts wallons que dans les flamands et surtout dans les deux villes minières de Paturages et Charleroi, têtes de liste.

La moyenne du nombre des *œufs* consommés, par semaine, varie depuis 2,7 dans le groupe des bas salaires jusqu'à 8,3 dans le groupe des salaires plus élevés ; quand les salaires sont de 50 francs et au-dessus, la consommation atteint 14,4 œufs.

Il existe ici une différence marquée entre les deux races formant la population de la Belgique, la consommation hebdomadaire d'œufs, *par personne*, étant, d'après les budgets, presque trois fois plus grande dans les villes wallonnes que dans les flamandes.

La quantité de *lait* consommée par semaine est petite et n'augmente que très lentement avec les ressources de la famille dans les quatres groupes inférieurs de gains depuis 3 lit. 50 dans le groupe le plus bas jusqu'à 4 lit. 90 dans le groupe des gains allant de 37 fr. 50 à 43 fr. 75. Dans le groupe suivant, malgré une légère augmentation de la famille, il existe une diminution réelle dans la moyenne de consommation du lait ; dans le groupe le plus élevé, elle reprend une valeur plus grande.

Le *fromage* consommé par les ouvriers belges est principalement du hollande, mais comporte un grand nombre de variétés locales. Le budget de sa consommation passe de 110 grammes dans le groupe des

gains les plus bas (avec un coût moyen de 15 cent.) à 400 grammes dans le groupe des gains les plus élevés (le coût moyen étant de 70 cent.).

La consommation de *café et chicorée* combinés varie de 770 grammes à 1 kgr. 300. On observera que la chicorée (qui est très bon marché) excède la quantité de café dans les deux groupes des gains les plus bas, dans les autres groupes de salaires, les quantités des deux denrées sont presque égales.

Sur l'ensemble, dans les villes flamandes, la consommation de la chicorée excède celle du café, tandis que dans les villes wallonnes les conditions sont inverses. A Bruges, la chicorée est mélangée avec le café dans la proportion de 2,5 pour 1, et à Louvain, Malines et Tournai la quantité de chicorée est presque le double de celle du café ; d'un autre côté, à Verviers, la proportion de chicorée est réduite au quart et, à Liège et Seraing, elle est de moins de un cinquième. Dans les autres villes, les proportions sont *grosso modo* égales.

La quantité moyenne de *sucré* indiquée dans les budgets est très faible ; elle est seulement de 300 grammes dans le groupe des gains les plus bas et de 760 grammes dans celui des plus élevés.

Les dépenses pour *denrées diverses* varient de 0 fr. 25 à 1 fr. 20 ; les *repas pris hors la maison* coûtent, en moyenne, 1 franc par semaine dans le groupe des gains les plus bas, augmentent graduellement jusqu'à 3 fr. 80 dans le groupe des gains les plus élevés.

Enfin, voici l'énumération des denrées et la moyenne

de leurs quantités prises pour base dans l'établissement des nombres index reproduits plus loin :

Café (kilog.)	0,450
Sucre (kilog.).	0,450
Lard (kilog.).	0,340
Œufs (nombre)	7
Fromages (kilog.)	0,225
Beurre (kilog.)	1,020
Pommes de terre (kilog.).	14,950
Farine (kilog.)	0,340
Pain (kilog.)	15,630
Lait (litres)	4,55
Bœuf (kilog.)	1,245
Mouton (kilog.)	0,115
Veau (kilog.).	0,115
Porc (kilog.)	0,450
Charbon (kilog.).	67,735

§ VI. — ÉTATS-UNIS

Là l'enquête a porté sur les 28 villes ci-après :

Villes	Etats	Population	
		1900	1910
		Habitants	Habitants
New-York.....	New-York	3.437.202	4.766.883
<i>Villes de la Nouvelle-Angleterre :</i>			
Boston.....	Massachusetts	560.892	670.585
Brockton.....	»	40.063	56.878
Fall River.....	»	104.863	119.295
Lawrence.....	»	62.559	85.892
Lowell.....	»	94.969	106.294
Providence.....	Rhode Island	175.597	224.326
<i>Autres villes de l'Est :</i>			
Baltimore.....	Maryland	508.957	558.485
Newark.....	New-Jersey	246.070	347.469
Paterson.....	»	105.171	125.600
Philadelphie.....	Pensylvanie	1.293.697	1.549.008
<i>Villes centrales :</i>			
Cincinnati.....	Ohio	325.902	364.413
Cleveland.....	»	381.768	560.663
Detroit.....	Michigan	285.704	465.766
Louisville.....	Kentucky	204.731	223.928
Muncie.....	Indiana	20.942	24.005
Pittsburg.....	Pennsylvanie	451.512	533.905
<i>Villes du Moyen-Ouest :</i>			
Chicago.....	Illinois	1.698.575	2.185.283
Duluth.....	Minnesota	52.969	78.466
Milwaukee.....	Wisconsin	285.315	373.857
Minneapolis-Saint-Paul.....	Minnesota	365.783	516.152
Saint-Louis.....	Missouri	575.238	687.029
<i>Villes du Sud :</i>			
Atlanta.....	Georgie	89.872	154.839
Augusta.....	»	39.441	41.040
Birmingham.....	Alabama	38.415	132.685
Memphis.....	Tennessee	102.320	131.105
La Nouvelle-Orléans.....	Louisiane	287.104	339.075
Savannah.....	Georgie	54.244	65.064
	Totaux....	11.889.875	15.488.140

Les villes enquêtées ont été choisies en raison de leur caractère industriel représentatif ou de leur importance intrinsèque. Vingt-six de ces villes sont situées à l'est du Mississippi, et des deux autres l'une est sur la rive ouest et l'autre sur la rive est de ce fleuve, qui marque la limite occidentale de nos investigations. La superficie totale des États situés dans les limites de notre enquête (comprenant le Missouri, qui contient la ville de Saint-Louis) est de 2.805.444 kilomètres carrés ou un peu plus d'un tiers de l'étendue des États-Unis, à l'exclusion de l'Alaska.

L'ensemble de la population sur laquelle a porté l'enquête comprend les trois quarts des États-Unis. La population urbaine y est très concentrée, puisque sur 160 villes des États-Unis ayant plus de 25.000 habitants, 29 seulement sont situées hors de cette région.

Les villes sur lesquelles a porté l'enquête sont situées sur un territoire neuf fois aussi grand que celui du Royaume-Uni et égal à près de deux fois les superficies réunies de ce dernier, de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, c'est-à-dire des quatre pays dont les résultats viennent d'être rapportés.

La situation industrielle des régions enquêtées se présente de la manière suivante ; sauf pour certaines d'entre elles situées à l'ouest des montagnes rocheuses, elle doit être examinée selon qu'elle est à l'ouest ou à l'est du Mississippi. A l'ouest, la population est surtout agricole : la culture, l'élevage des bestiaux et les mines occupent la plupart des habi

tants. Dans une grande partie de ces régions, les conditions ne sont pas favorables à la fondation des villes. Ces régions sont montagneuses et ne conviennent à aucun établissement ou n'ont pas encore été entraînées dans le développement industriel actuel des États-Unis. Au contraire les villes situées à l'est du Mississippi sont dans des conditions plus voisines de celles des villes du Vieux-Monde, quoique différant encore beaucoup de celles du Royaume-Uni ou des pays d'Europe.

Ainsi qu'on l'a fait remarquer, l'enquête concernant les États-Unis a un caractère international et continental plutôt que national. Aussi a-t-on dû tenir compte en particulier des différences de climat et de milieu physique, de l'absence d'un corps commun de législation industrielle et du caractère cosmopolite de la population.

Le climat influe considérablement sur les conditions d'existence et par suite modifie les éléments du coût de la vie, surtout quand il varie dans les proportions suivantes. Duluth, la plus septentrionale des villes comprises dans l'enquête, a un climat analogue à celui de Saint-Pétersbourg, avec un hiver dur, un été court et chaud et une température moyenne annuelle d'environ 4° centigrades. Au contraire, la Nouvelle-Orléans a une température moyenne annuelle d'environ 21° centigrades. Elle est située à 1.931 kilomètres de la première et seulement à 724 kilomètres environ nord du Tropique du Cancer.

Le milieu physique est susceptible d'influer sur les

conditions d'existence, en raison des productions qu'il permet et de son influence sur les conditions économiques. A ce point de vue, le États-Unis sont particulièrement favorisés, car ils produisent sur leur propre territoire presque toutes les denrées de grande consommation à l'exception du café et du thé : le coton, le maïs, le riz, le sucre, le tabac ainsi que les métaux, le charbon, le bois de construction, le froment, la viande et en particulier celle du bœuf. On aura une idée des conditions de la production dans ce pays quand on saura que le pourcentage de cette population employée à l'agriculture (y compris l'exploitation forestière) était en 1900 de 35,64 % et dans le Royaume-Uni, en 1901, seulement de 12,66 %. Dans le même ordre d'idées, la proportion de la population urbaine a plus que doublé aux États-Unis de 1860 à 1900, tandis que celle de l'Angleterre n'a augmenté que d'environ 50 % dans le même temps.

Dans les autres pays examinés, on a pu se contenter de diviser la population envisagée d'après les villes et d'après le montant du revenu familial. Aux États-Unis, en raison du caractère cosmopolite de la population provenant surtout de l'immigration et aussi en raison de la division de la population en population blanche et population de couleur, il a fallu pour ne grouper que des éléments semblables recourir à des divisions complémentaires basées sur l'origine ethnique des enquêtés.

Les divisions adoptées sous ce dernier rapport sont les suivantes: Groupe américain-britannique du Nord,

du Sud, groupe allemand, groupe scandinave, groupe Sud-Européen, groupe slave, groupe juif, groupe nègre du Nord, groupe nègre du Sud. Cette division est basée sur le pays d'origine des chefs de famille.

Les budgets fournis par l'enquête ont été au nombre de 8.080, dont 464 ont été rejetés comme incomplets ou inacceptables. Il en est resté 7.616 statiquement utilisables, dont 987 ont été obtenus du groupe des villes de la Nouvelle-Angleterre; 2.128 du groupe des autres villes de l'Est comprenant New-York; 1.908 des six villes du groupe central; 1.576 de celles du Moyen-Ouest et 1.017 du groupe des villes du Sud.

Ces budgets se rapportent à 28 nationalités différentes représentées dans des proportions inégales et irrégulières. Le tableau suivant donne le nombre et le pourcentage des budgets de chacun de ces groupes.

Classification des budgets par nationalités.

NATIONALITÉS	Nombre de budgets	Pour- centage des totaux
A. — Américain-Anglais (comprenant l'Amérique, l'Irlande, l'Ecosse, le Pays de Galles, et le Canada) :		
1° Du Nord.....	3.215	42,2
2° Du Sud.....	580	7,6
3° Américains du Sud (familles incompl.)	46	0,6
B. — Allemand (comprenant quelques Hollandais, Belges et Suisses).....	906	11,9
C. — Scandinave (comprenant les Suédois, Norvégiens et Danois).....	335	4,4
D. — Sud-Européen (comprenant les Italiens, Grecs, Espagnols et Portugais. Quelques budgets français et syriens y ont été compris).....	599	7,9
E. — Slaves et peuples voisins (comprenant les Tchèques, Croates, Hongrois, Galiciens, Polonais, Lithuaniens, Russes, Roumains et Serbes).....	598	7,9
F. — Juifs (de tous les pays, surtout de Russie).....	758	9,9
G. — Nègre :		
1° Groupe du Nord.....	303	4,0
2° Groupe du Sud..	276	3,6
Totaux.....	7.616	100,0

Par budgets « méridionaux » on entend ceux qui ont été obtenus des six villes suivantes : Atlanta, Augusta, Birmingham, Memphis, La Nouvelle-Orléans et Savannah.

Le tableau suivant distribue les budgets d'après les spécialités industrielles :

Classification des budgets par profession.

GROUPES professionnels	Amé- ri- cain An- glais	Alle- mand	Scan- di- nave	Sud Euro- péen	Slave et peu- ples voi- sins	Juif	Nègre	Total
	A	B	C	D	E	F	G	
Industrie du bâti- ment.....	627	127	107	55	55	82	94	1.147
Métallurgie et mé- canique.....	875	207	60	52	202	64	46	1.506
Industrie du textile.	246	31	1	68	4	6	7	363
<i>Vêtements :</i>								
Chaussures	122	12	13	32	8	35	6	228
Tailleurs.....	30	20	12	40	53	246	5	406
Chapeliers et four- reurs, etc.....	21	10	»	7	»	41	»	79
<i>Industrie des trans- ports :</i>								
Chemins de fer....	167	21	13	5	9	»	23	238
Tramways et omni- bus.....	81	13	2	3	5	3	8	115
Cochers, camion- neurs, porteurs...	204	53	21	35	20	15	117	465
Dockers, débar- deurs.....	52	10	14	29	12	2	34	153
Imprimerie et in- dustrie s'y rappor- tant.....	154	22	5	8	10	21	1	221
<i>Alimentation, boissons et tabac :</i>								
Mounerie, boulan- gerie, épicerie....	89	34	16	60	11	28	14	252
Boucherie	62	16	5	13	9	8	6	119
Brasserie, distillerie	75	40	1	9	7	8	7	147
Tabac et cigares...	34	26	1	3	4	42	1	111
Services publics...	149	22	12	31	4	5	26	249
Industries diverses.	386	124	18	40	73	83	81	805
Manouvriers.....	230	77	16	71	86	13	49	542
Occupations non définies	237	41	18	38	26	56	54	470
Totaux, ...	3.841	906	335	599	598	758	579	7.616

Pourcentage proportionnel dans lequel certains groupes principaux d'industries sont représentés dans chaque groupe de nationalités (1).

GROUPES professionnels	Amé- ri- cain An- glais	Alle- mand	Scan- di- nave	Sud- Euro- péen	Slave et peu- ples voi- sins	Juif	Nègre	Pour- centage de tous les budgets dans chaque industrie
	A	B	C	D	E	F	G	
Industrie du bâti- ment.....	16,3	14,0	31,9	9,2	9,2	10,8	16,2	15,1
Métallurgie et in- dustrie mécan..	22,8	22,8	17,9	8,7	33,8	8,4	7,9	19,8
Industrie techni- que.....	6,4	3,4	0,3	11,4	0,7	0,8	1,2	4,8
Vêtements.....	4,5	4,6	7,4	13,2	10,2	42,5	1,9	9,4
Industr. des trans- ports.....	13,1	10,7	14,9	12,0	7,7	2,6	31,4	12,7
Imprimerie et in- dustries s'y rap- portant.....	4,1	2,4	1,5	1,3	1,7	3,7	—	2,9
Alimentation, boisson et tabac	6,8	12,8	6,9	14,2	5,2	11,3	4,8	8,3
Manouvriers (2).. 	6,0	8,5	4,8	11,9	14,4	1,7	8,5	7,1

1. Pour plus de détails, voir *Recueil de Statistique municipale de la Ville de Paris*, n° 3, p. 339 et s.

2. Le terme « manouvrier » (labourer) est fréquemment employé aux États Unis pour désigner un auxiliaire ou aide, et un certain nombre de ceux-ci auraient été classés dans une industrie définie, si les renseignements sur eux avaient été plus complets.

**Nombre de budgets dans chaque classe de revenu
par groupe de nationalités.**

NATIONALITÉS	Limites des revenus hebdomadaires familiaux								Tous les reve- nus
	Au- des- sous de 50 fr.	De 50 fr. à 75 fr.	De 75 fr. à 100 fr.	De 100 fr. à 125 fr.	De 125 fr. à 150 fr.	De 150 fr. à 175 fr.	De 175 fr. à 200 fr.	De 200 fr. et plus	
A. — Américain- Anglais :									
1° Du Nord....	67	532	1.036	545	437	224	131	243	3.215
2° Du Sud.....	32	116	131	109	80	42	27	43	580
3° Américain du Sud (familles incomplètes).	13	7	12	9	4	1	—	—	46
B. — Allemand....	15	163	246	167	123	60	43	89	906
C. — Scandinave..	—	35	89	73	61	28	17	32	335
D. — Sud-Euro- péen.....	60	195	151	73	50	29	15	26	599
E. — Slave et Pays voisins.....	35	182	162	82	59	33	20	25	598
F. — Juif.....	5	119	242	148	88	57	36	63	758
G. — Nègre :									
1° Groupe du Nord.....	14	115	96	39	20	13	4	2	303
2° Groupe du Sud.....	52	90	50	28	18	12	5	21	276
Totaux.....	293	1.554	2.215	1.273	940	499	298	544	7.616
Pourcentage des to- taux.....	3,9	20,4	29,0	16,7	12,3	6,6	3,9	7,2	100,0

Nous ne pouvons pas songer à procéder ici comme nous l'avons fait pour les autres pays compris dans l'enquête. La quantité de renseignements que nous serions ainsi amenés à reproduire et leur caractère fragmentaire ne cadreraient pas avec le but de ce travail. D'ailleurs, nous serions dans la nécessité de nous borner à les reproduire purement et simplement.

Voici les quantités qui peuvent, d'après les budgets, être considérées comme hebdomadairement consommées par familles :

Thé (kilog.).	0,151
Café (kilog.).	0,453
Sucre (kilog.)	2,378
Lard (kilog.).	0,792
Œufs (nombre).	22
Fromage (kilog.)	0,226
Beurre (kilog.).	0,906
Pommes de terre (kilog.) . . .	10,513
Farine de froment (kilog.). . .	4,643
Pain blanc (kilog.).	3,737
Lait (litres)	6,05
Bœuf (kilog.)	3,057
Mouton et agneau (kilog.). . .	0,566
Veau (kilog.).	0,339
Porc (kilog.).	1,019

Ces denrées sont celles qui sont le plus généralement consommées et le plus commodément mesurables. Pour attribuer le degré d'importance propre à chacun de ces différents articles, en vue de l'établissement de nombres index, ce degré d'importance estimé d'après la consommation hebdomadaire normale des familles de la classe ouvrière, on a eu recours ici, comme précédemment, à un « coefficient ». Dans ce but, la moyenne des quantités consommées a été évaluée d'après les budgets de familles américaines-britanniques (de la région du Nord) comme étant le

groupe le plus approprié pour faire des comparaisons internationales. On a dû aussi négliger les caractéristiques spéciales de consommation locale que peuvent présenter les groupes de budgets américains-britanniques (du Sud) qui avaient été recueillis à l'enquête.

« Bien que, à certains égards, lisons-nous dans le
« rapport où nous puisons ces renseignements, ces
« différences locales soient considérables, il est rare
« qu'elles concernent les denrées utilisées pour les
« comparaisons qui entrent, d'une manière impor-
« tante, dans les régimes alimentaires de la classe
« ouvrière. Les plus importants exemples de ces dif-
« férences sont : *les pommes de terre* dont, suivant
« les budgets, les villes du Sud consomment moitié
« plus que les villes du Nord ; le lait frais, dont on
« consomme encore moins, les quantités respectives
« étant 3 lit. 405 et 6 lit. 05 par semaine ; le lard et le
« porc qui sont le plus consommés, les quantités
« respectives étant 2 kgr. 718 et 1 kgr. 812 par se-
« maine. Inversement, dans le Sud, la consommation
« du mouton ou de l'agneau et du veau est considé-
« rablement moindre et celle de la pomme de terre
« et du lait frais est plus faible, mais la consommation
« de la patate et du lait condensé est considéra-
« blement plus grande. La moyenne des quantités con-
« sommées de thé, œufs, beurre, pain blanc et bœuf
« présente des différences relativement légères, ces
« quantités étant, toutefois, un peu plus grandes que
« dans les villes du Nord ; au contraire, dans les
« groupes des villes du Sud, les quantités de café,

« sucre, fromage et farine de froment sont un peu
« plus grandes. En résumé, la différence du « coeffi-
« cient » qui aurait pu résulter si les budgets des
« villes du Sud avaient été pris en considération, eût
« été presque négligeable, sauf, peut-être, en ce qui
« concerne les pommes de terre et le lait ; la situa-
« tion des villes dans le tableau n'en aurait pas été
« modifiée (1).

« Le nombre des budgets des villes du Nord est
« égal à six fois celui des villes du Sud et la popula-
« tion du premier groupe est dix-sept fois celle du
« dernier. »

Nous allons donner maintenant l'énumération des
denrées et des quantités pour le groupe américain-
britannique du Nord, au moyen desquelles ont été
calculés les index que nous reproduirons plus loin,

1. « La formation d'un tableau des quantités représentant la con-
« sommation hebdomadaire normale de la classe ouvrière par famille,
« tiré des budgets par groupes de nationalité, est moins instructive
« et avantageuse et elle est compliquée par la nécessité d'établir un
« coefficient » en rapport avec la proportion de chaque groupe dans
« la population totale des 28 villes enquêtées. Les derniers chiffres
« officiels, sur ce sujet, basés sur le pays de naissance, sont ceux de
« 1900, ce qui complique encore la difficulté, car on sait que l'immi-
« gration des dix dernières années a affecté d'une manière appréciable
« la composition de la population de quelques villes spécialement con-
« cernant les Italiens (compris dans le budget du groupe sud euro-
« péen) et les peuples slaves. Il semble, toutefois, que plus des deux
« tiers de la population des 28 villes enquêtées sont de naissance amé-
« ricaine, britannique ou canadienne.

« En déterminant le « coefficient » de chaque groupe de budget d'a-
« près la population estimée, en excluant les budgets des Juifs et des

comme nous l'avons fait pour chacun des pays pour lesquels nous avons précédemment rapporté les résultats de l'enquête.

« Nègres, le tableau choisi des quantités ainsi obtenues serait comme
« suit :

Thé (kilog.).	0,113
Café (kilog.).	0,453
Sucre (kilog.).	2,265
Lard (kilog.).	0,755
Œufs (nombre).	22
Fromage (kilog.).	0,226
Beurre (kilog.).	0,892
Pommes de terre (kilog.).	9,060
Farine, froment (kilog.).	4,530
Pain blanc (kilog.).	3,624
Lait (litres).	6,053
Bœuf (kilog.).	2,944
Mouton ou agneau (kilog.).	0,566
Veau (kilog.).	0,453
Porc (kilog.).	1,132

« Ces quantités montrent que les faibles différences qui existent entre le tableau inséré dans le texte et les différences caractéristiques que les budgets de groupe révèlent, ont été ou effacées ou masquées.
« Les nombres index des prix pour les différentes villes obtenus sur la base du tableau ci-dessus sont les moins changés, Dans les quatre cas où le nombre index est altéré — Newark de 106 à 107, Boston de 105 à 106, la Nouvelle-Orléans de 100 à 101 et Cincinnati de 92 à 91 — l'ordre des villes concernant les niveaux des prix reste le même.
« Les différences fractionnelles, toutefois, intervertissent l'ordre de New-York et Paterson, et de Saint-Louis et Providence, quoique les nombres index pour ces villes ne soient pas changés. »

Groupe Américain-britannique du Nord

CONSOMMATION HEBDOMADAIRE PAR FAMILLE

	Limite du revenu hebdomadaire familial							
	Au-dessous de 50 fr.	De 50 fr. à 75 fr.	De 75 fr. à 100 fr.	De 100 fr. à 125 fr.	De 125 fr. à 150 fr.	De 150 fr. à 175 fr.	De 175 fr. à 200 fr.	De 200 fr. et plus
Nombre de budg..	67	532	1,036	545	437	224	131	43
Moy. hebdom. du revenu familial.	45,25	64,10	87,85	111,10	134,75	161,80	186,30	259,35
Nombre moy. d'enfants vivant à la maison.....	1,78	2,06	2,46	2,88	3,07	3,63	3,82	4,20
Nombre moyen de personnes par famille (1).....	3,78	4,08	4,54	5,02	5,27	5,82	6,10	6,38
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
Pain de froment..	2,275	2,960	3,460	3,960	4,120	4,105	4,540	5,105
Pain de seigle....	0,295	0,435	0,395	0,335	0,385	0,435	0,310	0,685
Autres pains.....	—	0,023	0,059	0,072	0,045	0,172	0,054	0,095
Farine de froment.	4,310	3,600	4 075	4,760	5,330	6,390	6,100	6,250
Farine de seigle...	—	0,018	0,032	0,027	0,040	0,036	0,040	0,054
Farine de sarrasin et autres.....	0,095	0,118	0,140	0,186	0,258	0,222	0,145	0,403
Mais et farine de maïs.....	0,400	0,310	0,330	0,370	0,420	0,453	0,560	0,575
Cakes, biscuits amér., beignets.	0,435	0,710	0,990	1,080	1,240	1,390	1,510	1,750
Petits pains, brioches, biscuits...	0,362	0,620	0,815	0,883	1,025	1,015	1,360	1,720
Nouilles, aiguillettes, macaroni.	0,168	0,190	0,240	0,258	0,254	0,213	0,326	0,290
Riz, orge, sagou..	0,272	0,304	0,412	0,403	0,435	0 494	0,462	0,530
Mélange de farines	0,350	0,435	0,560	0,634	0,670	0,710	0,720	0,756
Pommes de terre.	7,108	7,895	8,420	9,595	10,410	11,250	13,580	12,680
Patates.....	0,032	0,195	0,453	0,660	0,625	0,865	0,680	1,325
Pois secs.....	0,625	0,560	0,503	0,575	0,610	0,725	0,770	0,695
Epis de maïs....	—	—	—	—	—	—	—	—
Légumes verts, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—
Lég. de conserve.	—	—	—	—	—	—	—	—
Bœuf (frais ou salé)	1,625	2,305	2,735	3,040	3,538	3,592	4,250	4,725
Mouton et agneau.	0,175	0,312	0,412	0,560	0,670	0,925	1,100	1,145
Porc (frais et salé)	0,700	0,880	0,975	0,985	1,015	1,273	1,273	1,505
Lard, jambon, charcuterie, etc.	0,470	0,570	0,660	0,830	0,820	1,025	1,145	1,385
Veau.....	0,170	0,210	0,365	0,410	0,453	0,520	0,560	0,600
Saucisses.....	0,120	0,230	0,310	0,340	0,370	0,380	0,540	0,458

1. Ce chiffre comprend les pensionnaires partageant les repas de la famille.

Groupe Américain-britannique du Nord (*suite*)

	Limite du revenu hebdomadaire familial							
	Au- dessous de 50 fr.	De 50 fr. à 75 fr.	De 75 fr. à 100 fr.	De 100 fr. à 125 fr.	De 125 fr. à 150 fr.	De 150 fr. à 175 fr.	De 175 fr. à 200 fr.	De 200 fr. et plus
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
Volailles.....	0,113	0,135	0,245	0,325	0,403	0,375	0,620	0,830
Poissons en tous genres.....	0,310	0,510	0,635	0,745	0,700	0,850	0,906	1,130
Saindoux, graisses diverses.....	0,490	0,525	0,585	0,670	0,700	0,820	0,825	0,910
Beurre.....	0,515	0,610	0,790	0,975	1,070	1,200	1,365	1,480
Oléo-margarine...	0,036	0,040	0,022	0,027	0,040	0,040	0,059	0,009
Huile d'olives (lit.)	—	0,017	0,017	0,022	0,028	0,028	0,045	0,051
Fromages.....	0,108	0,145	0,204	0,254	0,272	0,312	0,330	0,370
Lait frais litres)..	3,360	4,250	5,410	6,200	6,720	7,700	8	9,170
Lait condensé....	0,245	0,320	0,345	0,355	0,310	0,325	0,403	0,260
Œufs (nombre)...	9,03	14,49	19,90	24,09	25,34	28,88	31,53	34,39
Thé.....	0,095	0,122	0,127	0,163	0,172	0,204	0,218	0,208
Café.....	0,285	0,350	0,420	0,450	0,485	0,495	0,500	0,525
Cacao et chocolat.	0,009	0,018	0,032	0,045	0,054	0,068	0,095	0,095
Sucre.....	1,615	1,710	2,015	2,570	2,630	3,085	3,270	3,300
Mélasses et sirops (litres).....	0,140	0,187	0,229	0,255	0,232	0,317	0,323	0,306
Vinaigre, pickles, condiments.....	—	—	—	—	—	—	—	—
Fruits et gelées...	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres aliments...	—	—	—	—	—	—	—	—
Repas pris hors de la maison.....	—	—	—	—	—	—	—	—

Pain de froment. — Bien que ne fournissant aucun critérium sur le bien-être de la famille, la quantité de pain de froment achetée s'élève, en fait, plus ou moins avec les revenus, de 589 grammes *per capita*, dans la classe des plus bas revenus, à 815 grammes *per capita* dans celle des plus hauts. La consommation *per capita* moyenne pour le groupe entier est de 770 grammes par semaine.

Les différences entre les éléments composant le

groupe sont les suivantes. Les moyennes hebdomadaires *per capita* sont : familles américaines, un peu plus de 770 grammes, nées britanniques, 715 grammes, et canadiennes, 634 grammes. La plus petite quantité de pain consommée *per capita*, coïncidant avec une importante consommation de farine, se trouve dans la classe des plus faibles revenus des budgets britanniques, 299 grammes, et la plus grande quantité de pain dans les budgets canadiens ayant des revenus entre 175 francs et 200 francs, savoir : 1 kgr. 178 hebdomadairement *per capita*. La consommation de pain dans la classe des plus faibles revenus canadiens est également relativement élevée, 1 kgr. 042.

Pain de seigle. — La consommation de pain de seigle acheté chez les boulangers est faible et quelque peu irrégulière, n'atteignant pas tout à fait sur l'ensemble 453 grammes par semaine et les familles nées américaines en consommant 80 %. La consommation hebdomadaire, *per capita*, par les divers éléments du groupe, est la suivante : Américains, 95 grammes ; nés Britanniques, 59 grammes ; Canadiens, 13 grammes. Le chiffre relativement élevé de la consommation dans les familles américaines tient probablement à la présence parmi elles de familles d'origine allemande ou de l'Europe Orientale. Dans ce groupe, comme dans les autres, le pain de seigle semble être acheté par les familles de tous revenus, et sa consommation, une question de goût, héréditaire ou acquis.

Farine de froment. — La consommation moyenne

de farine de froment est, par famille, de 4 kgr. 711 par semaine ou 951 grammes *per capita*. La variation est très faible, étant, *per capita*, de 1 kgr. 132 dans la plus basse classe de revenus et de 996 grammes dans la plus haute. Entre les éléments du groupe, les différences de consommation sont également très petites ; les moyennes *per capita* étant pour les américaines 951 grammes, les nées britanniques 996 grammes et les canadiennes 815 grammes.

La consommation de farines de seigle et de sarrasin est presque insignifiante.

En totalisant les poids de farine et de pain de tous genres figurant dans les budgets, le chiffre pour le groupe entier est, hebdomadairement et *per capita*, de 1 kgr. 857 ; il est pour les familles américaines de 1 kgr. 902 ; pour les familles nées britanniques de 1 kgr. 812, et pour les canadiennes de 1 kgr. 540 ; dans ce dernier cas, presque 339 grammes, on voit que les Canadiens consomment bien moins de pain et de farine que les autres nationalités.

Quant aux substituts du pain (autres mets faits avec de la farine), la dépense *per capita* varie considérablement plus que celle du pain ; pour le pain, en effet, la dépense varie seulement de 0 fr. 357 dans la plus basse classe du revenu à 0 fr. 497 dans la plus haute, tandis que pour les substituts du pain elle varie de 0 fr. 178 à 0 fr. 493 *per capita*.

Cette situation est indiquée dans le tableau suivant :

CONSUMMATION ET DÉPENSE HEBDOMADAIRES MOYENNES
« PER CAPITA », EN PAIN, FARINE, CAKES, etc.

Groupe Américain-anglais (du Nord).

		Limite de revenu hebdomadaire familial							
		Au- dessous de 50 fr.	De 50 fr. à 75 fr.	De 75 fr. à 100 fr.	De 100 fr. à 125 fr.	De 125 fr. à 150 fr.	De 150 fr. à 175 fr.	De 175 fr. à 200 fr.	200 fr. et au- dessus
Pain...	Consom- mation (kilog.)	0,680	0,838	0,860	0,870	0,865	0,810	0,801	0,925
	Dépense (fr.)...	0 40	0 50	0 50	0 50	0 50	0 50	0 50	0 55
Farine.	Consom- mation (kilog.)	1,170	0,915	0,937	0,992	1,069	1,140	1,032	1,050
	Dépense (fr.)...	0 50	0 40	0 40	0 42	0 45	0 50	0 45	0 45
Petits pains.. Cakes.. Biscot- tes, etc.	Consom- mation (kilog.)	0,212	0,326	0,398	0,390	0,430	0,412	0,470	0,543
	Dépense (fr.)...	0 18	0 30	0 38	0 36	0 40	0 40	0 45	0 50

Les *petits pains*, *cakes*, *biscottes* et autres genres de *pain de fantaisie* forment un groupe important et d'un usage courant dans la série des céréales alimentaires consommées par les ménages américains. Cette consommation s'élève à 407 grammes hebdomadairement, *per capita*, dans ce groupe. Les renseignements fournis pour les familles nées britanniques indiquent un chiffre plutôt plus élevé que la moyenne. Les familles canadiennes, au contraire, n'en consomment guère que la moitié (5,16 *per capita*).

Macaroni, nouilles, spaghetti (1). — La consommation de ces articles croît lentement avec le revenu familial, mais la moyenne, *per capita*, est presque constamment un peu moindre de 45 gr. 3 par semaine. Les différences entre les divers éléments du groupe sont insignifiantes.

Riz, orge, sagou, etc. — La consommation de ces denrées s'élève légèrement avec le revenu. La moyenne hebdomadaire, *per capita*, est de 81 gr. 5.

Gruau d'avoine et farines diverses. — La moyenne de la consommation hebdomadaire de ces denrées est d'environ 113 grammes *per capita* pour l'ensemble du groupe ; elle est plutôt plus élevée dans la classe des revenus moyens que dans les classes extrêmes.

Les *pommes de terre* constituent une partie importante du régime alimentaire ; la moyenne hebdomadaire de consommation familiale est de 9 kgr. 513 pour tous les budgets, soit 1 kgr. 948 *per capita*. Il n'existe pas de différence entre les nationalités étudiées.

Les *pois secs et haricots* (principalement les petits haricots appelés quelquefois aux États-Unis *navy beans*) sont consommés en quantité considérable. Les familles américaines et les familles nées britanniques en consomment environ 113 grammes *per capita* et par semaine, et les familles canadiennes 181 grammes.

1. Genre de macaroni, non percé et de très petit diamètre, désigné à Paris sous le nom d'« aiguillettes ».

Légumes. — Il n'est souvent pas possible d'estimer les quantités consommées, mais la dépense en légumes verts croît constamment avec le revenu, de 0 fr. 90 par famille, dans la classe des plus bas revenus, à 3 fr. 20 dans celle des plus élevés, de telle sorte que, par rapport à l'importance de la famille, la dépense, *per capita*, est exactement le double dans la dernière classe de revenus. La dépense pour le *maïs vert* et les *patates* est assez irrégulière, mais tend à s'élever en même temps que les revenus. Le premier est beaucoup vendu en balles (*cob*). Le prix de ces deux articles dépend de la saison et de la localité. Les *conserves de légumes*, principalement les tomates, sont très généralement achetées au prix de 0 fr. 50 la boîte du poids brut d'environ 1 kgr. 1325 ou trois boîtes pour 1 fr. 27. Les familles américaines, beaucoup plus que les familles nées britanniques et les canadiennes, ont acquis le goût du genre d'alimentation du Sud plutôt que celui du Nord, et notamment celui des patates. La dépense *per capita* de maïs vert, ainsi que de légumes verts et de conserves, est notée par l'enquête comme étant la plus élevée dans les familles américaines et la plus basse dans les familles canadiennes.

La moyenne de consommation hebdomadaire du *lait frais* est un peu supérieure à 1 l. 135 *per capita*, étant de 63 l. 56 *per annum*, pour le groupe entier. Dans son élément américain, la moyenne est de 61 l. 29 ; dans l'élément anglais, de 69 l. 235, et dans l'élément canadien, de 74 l. 91.

La moyenne de consommation hebdomadaire du *lait condensé*, pour le groupe entier, est de 68 grammes *per capita*. Les chiffres généraux n'accusent que de petits écarts, et pourtant il existe de grandes différences entre les différentes nationalités et les différentes villes.

La consommation hebdomadaire moyenne de *beurre*, pour le groupe entier, est de 190 grammes *per capita*. Les différences entre les nationalités et les villes sont insignifiantes; les Canadiens en consomment un peu plus que les autres. Parmi les Américains, la variation est considérable d'une ville à l'autre; leur consommation est de 290 grammes à Duluth, 122 grammes à Saint-Louis.

Saindoux, graisse (de bœuf non fondue) et *graisse fondue*. — La moyenne hebdomadaire de consommation de ces diverses sortes de graisses est, pour le groupe entier, de 131 grammes *per capita*. La moyenne pour les familles nées britanniques est de 91 grammes; canadiennes, de 136 grammes, et américaines, de 149 grammes.

Fromage. — La consommation hebdomadaire moyenne du fromage de tous genres est, pour le groupe entier, de 49 grammes *per capita*; elle ne varie guère.

Œufs. — La consommation hebdomadaire des œufs est, pour le groupe entier, de 4,6, *per capita* (237 *per annum*). L'élément anglais-né du groupe a une moyenne de 5,1; l'élément américain, 4,4, et l'élément canadien, 4,3, *per capita*.

La consommation totale annuelle d'œufs est très grande aux États-Unis. Pour les 3.215 familles considérées ici, cette consommation, estimée d'après les budgets de l'enquête, s'élèverait à 312.500 douzaines. Le nombre total des œufs produits dans tous les États-Unis, en 1909, est estimé à environ 1.400 millions de douzaines.

Café, thé, cacao, etc. — Contrairement au thé, le café peut être considéré comme la boisson domestique nationale. La consommation hebdomadaire moyenne de café est de 90 grammes *per capita*, pour le groupe entier. Les Américains en consomment 104 grammes par semaine et *per capita*; les Anglais, 54 grammes, et les Canadiens, 40 grammes. Les budgets américains obtenus à Pittsburg indiquent même une consommation hebdomadaire de 140 grammes *per capita*.

La consommation hebdomadaire moyenne de *thé*, *per capita*, est, pour le groupe entier, 0 kgr. 031. Les familles nées britanniques ont une moyenne de 0 kgr. 045, les canadiennes de 0 kgr. 040 et les américaines de 0 kgr. 027. La consommation de *cacao* et de *chocolat* est très petite comparativement à celle du café et du thé, soit environ 0 kgr. 453 *per capita* et *per annum* pour le groupe entier.

La consommation hebdomadaire moyenne de *sucré* est, pour le groupe entier, de 0 kgr. 480 *per capita*. Les familles américaines et canadiennes en consomment une moyenne de 0 kgr. 446 et les familles de nés britanniques 0 kgr. 511.

La consommation hebdomadaire moyenne de *méllasses* et *sirops* pour le groupe entier est de 0 lit. 05 *per capita*.

Viande. — La consommation moyenne hebdomadaire de viandes de toutes sortes, y compris la volaille et les saucisses, est de 6 kgr. 523 par famille, ou de 68 kgr. 856 *per capita et per annum*; si on y comprend le poisson, elle s'élève au total de 76 kgr. 104. La variation de consommation est très grande, depuis 45 kgr. 300 dans la classe des revenus les plus bas, jusqu'à 86 kgr. 976 dans celle des plus élevés. Si l'on y comprend le poisson, ces chiffres deviennent respectivement 49 kgr. 377 et 96 kgr. 036.

Le groupe canadien des budgets est celui qui montre la plus faible consommation de viande avec 62 kg. 853 *per capita et per annum* (poisson exclu), tandis que les budgets anglais-nés et américains donnent respectivement les chiffres de 70 kg. 441 et 68 kg. 856.

Les moyens de transport et les wagons réfrigérants tendent à affaiblir la signification des chiffres de consommation totale montrés par les budgets, suivant les régions diverses.

Pour les différents groupes géographiques de villes, cependant, les chiffres suivants sont ceux de la consommation annuelle *per capita* :

Villes de la Nouvelle-Angleterre	66 kgr. 409
Autres villes de l'Est (New-York compris). . .	60 kgr. 668
Villes centrales	66 kgr. 409
Villes du Moyen-Ouest	72 kgr. 570

Si l'on analyse ces chiffres globaux, on reconnaît d'après les données du tableau ci-après que les différences locales importantes portent sur la consommation du mouton et de l'agneau, du porc, du lard, du jambon, etc. Ainsi, tandis que la consommation du bœuf est à son minimum dans les groupes des villes centrales et du Moyen-Ouest (avec un pourcentage de consommation totale de viande respectivement de 45 et 45,1 %), elle atteint son maximum dans les villes de la Nouvelle-Angleterre (avec 50,7 %). Le minimum et le maximum de pourcentage du mouton et de l'agneau diffèrent beaucoup plus entre les divers groupes de villes, les chiffres respectifs de ces dernières étant 4,9 % dans le groupe du Moyen-Ouest et 13,1 % dans le groupe de la Nouvelle-Angleterre. La consommation du porc atteint le maximum dans les villes du Moyen-Ouest (avec 19,2 % de la consommation totale de viande) et son minimum dans les autres villes de l'Est (compris New-York) avec 10,7 %. La consommation de lard, jambon, etc., a aussi son maximum dans le groupe des villes du Moyen-Ouest (où elle s'élève à 13,6 % du total de la viande consommée) et à son minimum dans les villes de la Nouvelle-Angleterre avec 9,9 %. Les variations locales sont aussi grandes pour le veau, les saucisses et la volaille, mais ces genres de viandes entrent moins dans les régimes alimentaires des familles.

Le tableau suivant indique les quantités et les pourcentages, par groupes géographiques de villes, des

différents genres de viandes, d'après les budgets de l'enquête :

**Consommation des différents genres de viande
par groupes géographiques de Villes.**

	Villes de la Nouvelle- Angleterre	Autres villes de l'Est comprenant New-York	Villes Centrales	Villes du Moyen- Ouest
Consommation annuelle <i>per capita</i>				
	kilog.	kilog.	kilog.	kilog.
Bœuf.....	33,700	34,600	29,900	32,750
Mouton et agneau.....	8,700	8,700	3,760	3,535
Porc (frais).....	10,600	7,520	12,230	13,900
Lard, jambon, etc.....	6,610	8,020	8,700	9,875
Veau.....	1,630	3,535	4,940	5,660
Saucisson.....	2,355	2,580	3,985	4,940
Volaille.....	2,810	5,660	2,810	1,900
Pourcentage de la consommation de chaque genre de viande				
Bœuf.....	50,7	49,0	45,0	45,1
Mouton et agneau.....	13,1	12,3	5,7	4,9
Porc (frais).....	16,0	10,7	18,4	19,2
Lard, jambon, etc.....	9,9	11,3	13,1	13,6
Veau.....	2,5	5,0	7,5	7,8
Saucisson.....	3,5	3,7	6,0	6,8
Volaille.....	4,3	8,0	4,3	2,6

La consommation moyenne de bœuf *per capita*, *per annum* est, pour le groupe entier, 32 kgr. 480 ; les nationalités n'apportant aucun écart important à ce chiffre, les budgets des nés Britanniques indiquent une moyenne de 34 kgr. 382, ceux des Américains 31 kgr. 846 et ceux des Canadiens 31 kgr. 619.

La consommation moyenne du porc, frais et salé,

est, dans le groupe entier, de 10 kgr. 917 *per capita, per annum* ; les budgets britanniques donnent une moyenne de 8 kgr. 607, les Américains de 11 kgr. 325 et les Canadiens de 15 kgr. 402.

La consommation moyenne de lard *per capita, per annum*, est, pour le groupe entier, 8 kgr. 380 ; les budgets des nés Britanniques donnent 8 kgr. 924, ceux des Américains 8 kgr. 202 et ceux des Canadiens 4 kgr. 258. Si on totalise les chiffres relatifs au lard et au porc, on obtient donc une consommation de 17 kgr. 576 pour les nés britanniques *per capita, per annum*, pour les Canadiens 19 kgr. 524 et pour les Américains 19 kgr. 887. On voit qu'il n'existe qu'une faible différence dans la consommation totale de la viande de porc.

La consommation moyenne du mouton et de l'agneau est de 6 kgr. 025 seulement *per capita, per annum* pour le groupe entier. Les budgets des nés Britanniques indiquent une moyenne de 8 kgr. 562, ceux des Américains 5 kgr. 355 et ceux des Canadiens 4 kgr. 258. Ici la variation de la consommation est très grande.

La consommation moyenne du veau, pour le groupe entier, est 4 kgr. 077 *per capita, per annum*.

La consommation moyenne des saucisses est 3 kgr. 511. Pour les Américains, la moyenne est 3 kgr. 850, légèrement supérieure à celle des Canadiens, 3 kgr. 511, tandis que celle des nés Britanniques tombe à 2 kgr. 627. Il y a seulement trois groupes de villes ayant un minimum de 25 budgets dans

lesquelles la consommation de la saucisse dépasse 6 kgr. 795 *per capita, per annum* et dans 9 villes de ce même groupe, la consommation est de 2 kgr. 718 et même moins. Dans 6 de ces villes, elle est au-dessous de 1 kgr. 359.

La proportion relative de chaque genre de viande à la totalité de la viande consommée dans le groupe entier est indiquée dans le tableau ci-dessous.

**Pourcentage de la consommation
de chaque genre de viande.**

GROUPE AMÉRICAIN-ANGLAIS (DU NORD)

Bœuf frais et salé	47,1
Mouton et agneau	8,8
Porc frais et salé	15,8
Lard, jambon, etc	12,2
Veau	6,0
Saucisses :	5,1
Volaille.	5,0
Total	100,0

Les Canadiens sont ceux qui consomment la plus grande proportion de bœuf (50,4 %), ce sont les nés Britanniques dont la consommation de mouton et d'agneau est la plus grande (savoir : 12,2 % contre 7,6 % dans les budgets américains et 6,8 % dans les budgets canadiens).

Le poisson a une importance considérable. Les budgets des nés Britanniques accusent une consom-

mation hebdomadaire de 0 kgr. 190 *per capita*, des Canadiens 0 kgr. 149 et des Américains 0 kgr. 122. Si le poisson est ajouté à la viande, la consommation moyenne annuelle de toutes les viandes pour le groupe entier s'élève à 76 kgr. 104 *per capita*.

Les différences dans les chiffres locaux des quantités de poisson consommé sont principalement dues aux plus ou moins grandes facilités d'approvisionnement de cette denrée, toutes les villes montrant les chiffres de consommation les plus élevés étant situées à proximité de l'Océan Atlantique. Les budgets des villes classés par groupes géographiques donnent les chiffres suivants de consommation effective *per capita, per annum* :

Villes de la Nouvelle-Angleterre (kilog.)	10,827
Autres villes de l'Est (New-York compris) . . .	10,374
Villes centrales	4,258
Villes du Moyen-Ouest	5,436

La consommation annuelle *per capita* et la dépense pour tous genres de viandes et de poissons, ainsi que le pourcentage de dépense du revenu, pour les denrées alimentaires ci-dessus, sont données ci-après dans chaque classe de revenus :

Consommation et dépense en viande et poisson.

GROUPE AMÉRICAIN-ANGLAIS (DU NORD)

	<i>Limite de revenu hebdomadaire familial</i>							
	Au- dessous de 50 fr.	De 50 fr. à 75 fr.	De 75 fr. à 100 fr.	De 100 fr. à 125 fr.	De 125 fr. à 150 fr.	De 150 fr. à 175 fr.	De 175 fr. à 200 fr.	200 fr. et au- dessus
Consommat. an- nuelle <i>per capita</i> (kilog.).....	49,380	65,700	72,500	74,800	78,820	79,725	88,340	96,040
Dépense hebdo- madaire <i>per ca- pita</i> (francs)....	1,50	2,10	2,30	2,50	2,70	2,70	3,10	3,35
Pourcentage du revenu.....	12,95	13,49	12,22	11,36	10,50	9,82	10,23	8,28

La consommation de viandes de tous genres, indiquée par les budgets, est, en général, élevée et supérieure aux consommations observées en Europe. La nationalité et la profession ont une grande influence sur les chiffres de consommation et on a vu que la situation géographique n'est pas sans influence ; si l'on considère que, dans la classe des plus bas revenus du groupe des budgets, les achats de viande et poisson sont de 49 kg. 377 *per capita, per annum*, malgré ce fait que sur 119 enfants il n'y en a que 2 qui gagnent et que les autres sont en bas âge, alors que ce chiffre est près du double dans la plus haute classe de revenus, on reconnaîtra que la viande est considérée comme un point important dans le régime alimentaire de la famille.

Les budgets indiquent une tendance générale à l'augmentation de la consommation *per capita* des denrées alimentaires parallèlement à l'élévation des revenus, sans que ce parallélisme soit bien régulier.

Un des caractères les plus remarquables des budgets américains-britanniques est la grande variété de denrées alimentaires consommées, la large consommation de la viande, enfin, la faible proportion du revenu total dépensée pour l'alimentation de la famille.

Nous avons ainsi montré comment on détermine les denrées et les quantités au moyen desquelles sont calculés les nombres index pour établir le prix de la vie à notre époque dans les différents pays. Cette première donnée acquise, nous avons à montrer au moyen de quels renseignements et par quels procédés on obtient les prix des denrées qu'on a retenues et dont on a fixé les quantités. Ce point va faire l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

Prix des denrées alimentaires

§ I. — France d'après la Statistique générale.

Comme ne manquent pas de le faire remarquer les auteurs des recherches consignées dans la publication faite par le service de la Statistique Générale de la France, les renseignements relatifs aux prix des divers articles nécessaires pour la nourriture, l'éclairage et le chauffage, dépenses qui entrent pour la plus grande part dans les budgets des familles ouvrières, doivent être puisés aux sources les plus diverses, et encore sont-elles assez restreintes et les informations qu'on y trouve présentent-elles souvent des lacunes et manquent-elles généralement de précision.

Les auteurs de ce travail ont puisé les chiffres relatifs aux prix des denrées de consommation dans les documents suivants :

1° Les prix courants légaux des marchandises en gros à la Bourse de Commerce de Paris. Ces prix sont établis par des courtiers assermentés près le Tribunal de Commerce ;

2° La taxe officieuse du pain établie le 1^{er} et le 16

de chaque mois par la Préfecture de la Seine et calculée sur les prix moyens de vente des diverses sortes de farine en tenant compte des frais de panification ;

3° Le prix de la viande sur le marché de la Villette ;

4° Les ventes aux Halles Centrales ; ces ventes font chaque jour l'objet de procès-verbaux de la part des mandataires préposés à la vente en gros. Une commission détermine chaque jour le *cours moyen* de chaque espèce de marchandises, soit d'après le prix auquel on a vendu la plus grande quantité de marchandises de cette espèce, quelquefois en prenant la moyenne des prix extrêmes ;

5° Les prix de l'Assistance publique à Paris exprimant les prix moyens dans Paris (tous droits compris). On les trouve tant dans les différents volumes présentant pour chaque année le développement du compte financier de cette administration que dans une publication parue en 1893 dans l'*Annuaire statistique de la ville de Paris* sous la signature de M. Gustave Bienaymé et intitulée : *Les prix des principaux objets à Paris* ;

6° Prix du Lycée Louis-le-Grand ;

7° Prix des économats. Ce sont ceux de deux Compagnies de chemins de fer et dont la clientèle est parisienne. Les prix qu'on peut en tirer sont les prix de vente au détail dans Paris (tous droits compris) ;

8° Prix de vente au détail des sociétés coopératives de consommation. On a fait en 1895 une enquête auprès des sociétés coopératives de consommation de la

Seine. Les prix qu'on a obtenus l'ont été en prenant la moyenne des prix trimestriels proportionnellement aux quantités vendues par les Sociétés ayant fourni les renseignements ;

9° Prix d'épicerie provenant de trois épiceries importantes dont on a dépouillé pour chacune une série de catalogues remontant pour deux d'entre elles à l'année 1884 et pour la troisième à l'année 1900 ;

10° Autres prix divers, ils émanent de restaurants et de quelques maisons de vente au détail.

Les prix provenant de ces diverses sources ont été classés en trois grandes catégories :

1° *Les prix de gros* comprenant les prix de gros de la Bourse du commerce, ceux des Halles Centrales et ceux du commerce de la viande sur le marché de la Villette ;

2° *Les prix d'adjudication* : ce sont ceux de l'Assistance publique et du Lycée Louis-le-Grand ;

3° *Les prix de détail* : ceux des Economats des Compagnies de chemins de fer, des Sociétés de consommation et enfin des épiceries.

Ces derniers intéressent seuls le consommateur ordinaire. Ce sont ceux qu'il serait indispensable de bien connaître aux différentes époques pour être en mesure d'apprécier d'une façon exacte la variabilité du coût de la vie. Malheureusement, comme le constatent les rédacteurs de la publication de la statistique générale de France à laquelle nous empruntons ces données, il est très difficile de se procurer des renseignements complets et précis à ce sujet.

Ainsi, dans une grande ville comme Paris, les prix de vente au détail d'une même denrée varient parfois dans des proportions très étendues d'un quartier à l'autre. Il est évidemment impossible de relever le total des quantités vendues ou le montant total des transactions comme on peut le faire dans une certaine mesure pour les ventes en gros. Les chiffres provenant des sources indiquées plus haut à cet égard n'intéressent qu'une partie spéciale et assez restreinte de consommateurs parisiens ; d'autre part, les prix vendus par ces établissements sont relativement peu élevés en raison des conditions de l'approvisionnement et de la limitation du bénéfice de vente. Quant aux renseignements fournis par les grandes épiceries, ils ne se rapportent qu'à un très petit nombre d'articles d'importance secondaire.

La principale difficulté d'une étude des prix réside dans l'impossibilité de connaître les variations de qualité que chaque article a pu subir et de tenir compte de la mesure dans laquelle la variation de prix provient de la différence de qualité. Les écarts de prix constatés d'une année à une autre pour une même marchandise d'une catégorie déterminée peuvent en effet provenir plutôt d'un changement de qualité que d'une variation réelle du prix. La même difficulté se présente et sans doute avec plus de force encore quand on veut comparer pour une année déterminée le prix de chaque article d'après diverses sources d'information.

Les prix de détail qui sont, comme nous l'avons dit,

ceux qui nous intéressent le plus, sont aussi ceux qui sont les plus variables. Les différences de prix d'une maison à l'autre sont très sensibles. L'écart, constaté par le service de la Statistique générale de la France, entre le prix le plus bas et celui qui est le plus élevé pour un même article représente jusqu'à 50,75 et même 100 % du prix le plus bas. L'écart habituel est de 30 à 40 %. Quelques rares articles comme le sucre sont vendus partout le même prix, d'autres comme les morceaux de choix dans la viande donnent lieu à des écarts considérables suivant les boucheries.

Mais comme il ne s'agit pas de chercher le prix des choses à un moment donné mais bien de se rendre compte des changements de prix au cours du temps, pour suivre ces derniers mouvements, les seuls renseignements dont on dispose sont les tarifs des économats ou des sociétés coopératives. Il convient cependant aussi de rappeler que les prix de détail dont on peut ainsi observer les changements sont en général sensiblement inférieurs à ceux que paie la plus grande partie de la population. Ce sont donc les prix provenant de ces deux sources qu'on appliquera aux diverses quantités types déterminées au chapitre précédent, soit celles figurant au budget d'un charpentier parisien, soit celles déduites des budgets des 800 familles ouvrières obtenus au cours de l'enquête faite à Paris en 1907.

Nous verrons que le service de la Statistique générale de la France a appliqué aux budgets théoriques dont il a été question au chapitre précédent, outre les

prix des économats dont il vient d'être parlé et ceux de l'Assistance publique, ceux fournis par l'évaluation des marchandises à l'importation. On sait que ces prix sont établis chaque année par la Commission permanente des valeurs en douane et qu'ils servent à calculer la valeur annuelle totale de nos importations ainsi que le cours moyen pour chaque année de chaque sorte de marchandises. On a estimé pouvoir se servir de ces prix bien qu'ils ne s'appliquent pas exclusivement à Paris. Ils permettent de nombreuses comparaisons puisqu'ils remontent jusqu'en 1847. Pour les appliquer aux budgets théoriques on a dû remplacer le pain par une égale quantité de farine de froment ; les prix du vin ont été établis au moyen des relevés des contributions indirectes. On a dû faire abstraction des fruits et des légumes frais dans ces calculs, faute de renseignements suffisants.

Au budget de la famille bourgeoise dont il a été parlé pages 29-30 on a appliqué successivement d'une part les prix de l'Assistance publique et d'autre part les prix de vente au détail par les économats. Comme on avait fait pour les dépenses d'un ménage ouvrier, on a supplé aux lacunes des deux séries de prix par des évaluations basées sur d'autres sources de renseignements, par exemple sur les prix de gros. On a déterminé un certain rapport entre chaque prix de gros et le prix de détail correspondant pour les années où les prix des deux catégories sont connus et l'on a appliqué le même rapport au prix de gros lorsque le prix de détail manquait.

On s'est enfin préoccupé de rapprocher de la dépense dans le ménage celle occasionnée par les repas pris au restaurant. Il est difficile de se procurer des renseignements sur les prix des restaurants à diverses époques, ces prix étant portés sur les cartes mises à la disposition des clients et celles-ci n'étant en général pas conservées.

On a fait appel aux souvenirs personnels des clients pour les restaurants à prix fixe.

On a pu recueillir les prix, depuis une quarantaine d'années, pour un restaurant à la carte genre bouillon. Nous reproduirons dans notre troisième partie les variations qui résultent de ces constatations.

Voici maintenant, comme nous l'avons fait pour les denrées et leurs quantités, les indications fournies pour les prix par l'enquête de Board of Trade. Et d'abord, pour faire suite à l'exposé qui précède, les documents recueillis pour la France.

§ II. — FRANCE D'APRÈS L'ENQUÊTE DU BOARD OF TRADE

L'enquête a porté sur 30 villes réparties dans toute la France et formant une agrégation de six millions d'habitants. Mais, les résultats obtenus ont une portée encore plus large puisque, parfois, comme à Paris et à Rouen, ils proviennent aussi d'importants faubourgs distincts administrativement mais non géographiquement ni industriellement ; d'autres fois, comme à

Valenciennes, Lens, Douai, Roubaix, Lyon, Roanne, Saint-Étienne, les villes d'où ils provenaient constituent les centres d'une étendue où les conditions de la vie sont ou presque identiques ou grandement influencées par l'organisation économique, par exemple par le développement des industries domestiques dans les districts ruraux.

L'appoint très appréciable de travail belge dans le Nord de la France, le grand nombre d'ouvriers italiens et espagnols à Marseille et Toulouse ne sont pas sans exercer une influence d'une certaine importance sur les conditions du travail dans ces régions.

Les renseignements sur les prix communément payés par la classe ouvrière pour les denrées alimentaires, le charbon et le pétrole, ont été obtenus d'un grand nombre de boutiquiers dans chacune des villes enquêtées ainsi que des sociétés coopératives là où elles existent. Nous ne saurions reproduire ici les divers tableaux relatifs au prix prédominant du café, du sucre, des œufs, du beurre et des pommes de terre d'une part, de la farine, du pain, du lait, du charbon et du pétrole, d'autre part ; de la viande de bœuf, de mouton, de veau, de porc par demi-kilogramme en octobre 1905 dans les 30 villes de France sur lesquelles a porté l'enquête. On les trouvera à la publication précitée, pages 82 à 86. Voici cependant quelques indications à ce sujet.

Variation prédominante des prix des denrées alimentaires dans les villes françaises (y compris Paris), en octobre 1905.

DENRÉES	Nombre de villes comprises	Variation prédominante — Prix de détail en octobre 1905	Nombre de villes dans lesquelles la moy. des dépenses prédominantes est :		
			dans les limites de la variation prédominante	au-dessous des limites de la variation prédominante	au-dessus des limites de la variation prédominante
		francs			
Café (les 500 gr.).....	30	2 » à 2 40	21	4	5
Sucre en morceaux.....	30	0 32 à 0 35	23	4	3
Œufs (pour 1 fr. 25).....	30	0 11 à 0 13	21	5	4
Beurre (les 500 gr.).....	30	1 30 à 1 60	22	4	4
Pommes de terre (le kilog.)	30	0 10	16	6	8
Farine de froment.....	30	» 40 à » 50	25	2	3
Pain blanc.....	30	» 318 à » 347	19	5	6
Lait (le litre).....	30	» 20 à » 25	24	1	5
Bœuf (le kilog.)	30	1 50 à 1 90	25	3	2
Mouton.....	30	1 62 à 2 25	26	2	2
Veau.....	30	1 80 à 2 50	22	5	3
Porc.....	30	1 80 à 2 50	24	3	3
Charbon (les 50 kilog.)...	29 (1)	1 70 à 2 10	14	7	8
Pétrole (le litre).....	30	» 30 à » 35	24	6	0

Le prix maximum du *café* indiqué comme étant payé habituellement par la classe ouvrière est de 2 fr. 80 le demi-kilogramme. C'est le seul prix cité comme prédominant à Roanne et à Troyes, tandis que c'est là le maximum de ce qui est usuellement payé à Fougères et à Grenoble. Les plus bas prix cités dans les villes en général sont 1 fr. 60 à 1 fr. 70

1. Aucun prix n'a été fixé pour le charbon au Creusot.

à Nancy, 1 fr. 75 au Havre et 1 fr. 80 à Bordeaux, Paris, Reims, et Saint-Étienne. Si l'on regarde l'ensemble de ces prix, il paraît impossible de déterminer un type de prix ou de qualité.

Le prix du *sucre*, d'un autre côté, est sensiblement uniforme. Le prix unique prédominant dans sept villes était 0 fr. 35 par demi-kilogramme ; le prix habituel à Paris, Lyon et Toulouse a paru être de 0 fr. 35 ; tandis que 0 fr. 32 et 0 fr. 34 sont cités comme également prédominants dans sept villes. Le prix de 0 fr. 30 semblait être le plus fréquemment payé à Marseille, Reims et Rennes, mais dans six autres villes, il constitue le prix minimum.

Pour le *beurre*, le prix varie depuis 1 franc (limite inférieure des prix Saint-Étienne et Fougères), à 1 fr. 80 à Calais (où c'est le seul prix cité), Bordeaux, Toulouse (dans chacune de ces deux dernières villes, c'est le minimum des prix cités) et 1 fr. 90 à Marseille. On remarquera que trois des quatre villes où les prix sont les plus élevés se trouvent dans le midi de la France, où la consommation du beurre est faible.

La variation des prix prédominants des *pommes de terre* est naturellement assez étendue, de 0 fr. 065 le kilogramme (cité seulement à Belfort) à 0 fr. 075 (Belfort, Le Creusot et Toulouse), à 0 fr. 15 à Paris, Marseille, Nancy, Rennes et Rouen (dans les quatre dernières c'est le seul prix cité) et 0 fr. 165 cité comme limite supérieure à Calais. Dans quinze villes, on trouve 0 fr. 10 le kilogramme comme seul prix habituel.

Pour ce qui concerne le *pain*, il a été établi que la classe ouvrière française ne mange, comme règle, que du pain de froment de « première » et de seconde qualité, et, en général, il est évident que la première est la plus demandée. La variation extrême des prix pour le kilogramme, en octobre 1905, est très étendue, la limite inférieure étant 0 fr. 25 le kilogramme (à Brest seulement), et (0 fr. 26 (à Bourges) et la limite supérieure étant 0 fr. 42 (à Lyon seulement. La variation prédominante a été (comme il est dit ci-dessus) 0 fr. 31 à 0 fr. 35, le dernier prix étant seul cité comme le plus habituel dans six villes (Paris inclus).

Le prix le plus bas du *lait* était 0 fr. 16 par litre, mais on ne le trouve qu'à Brest ; nulle part, en octobre 1905, le prix n'a été trouvé inférieur à 0 fr 21. Le prix maximum de 0 fr. 35 ne fut rencontré qu'à Marseille ; 0 fr. 30 paraît être la limite supérieure de la variation à Bordeaux, Calais, Rouen et Saint-Nazaire ; à Toulouse, c'est le seul prix habituellement payé ; 0 fr. 21 est le seul prix cité pour quatorze villes, et 0 fr. 25 le seul prix pour sept villes.

La *viande*, fournie en France, consiste sans exception (comme en Allemagne) en bétail tué dans le pays. Exprimé en nombre index (Paris = 100), le taux le plus élevé des prix fut trouvé à Marseille avec le chiffre index 132 ; ceci est anormal cependant, car la ville où le prix est le plus élevé après Marseille est Lens (110). Le taux le plus bas se trouve à Limoges, pour laquelle le nombre index est 79 ; ce nombre est plus bas de 7 points que dans les trois villes qui suivent

(Bourges, Lyon et Troyes). Dans 22 villes, la limite oscille entre 86 et 100. Les villes du groupe de la France Centrale présentent les prix les plus bas de toute la France comprenant Limoges (79) et 5 autres villes où le nombre index va de 86 à 88. Viennent ensuite les villes du Nord-Ouest (c'est-à-dire la Bretagne) et le groupe du Nord-Est ; les villes des départements du Nord et du Pas-de-Calais, d'autres villes du Nord sont sur le même rang que Paris, finalement des villes du Midi montrent les prix les plus élevés. Cependant le petit nombre de villes contenues dans cette énumération rend le résultat quelque peu trompeur ; car bien que Toulouse ait un nombre index élevé (107), à Bordeaux les prix sont bas (88), et la position particulièrement élevée du groupe est due à Marseille où nous avons vu que les prix sont anormaux.

Le *charbon* est moins employé que le bois comme combustible dans maintes parties de la France (par exemple à Limoges, Bordeaux, Le Havre, Fougères et Rouen) ; le charbon de bois est un combustible important, par exemple à Paris, Bourges et Marseille. Les prix indiqués varient de 1 franc par 50 kilogrammes à Lens (un grand centre minier), 1 fr. 15 à Saint-Étienne, 1 fr. 20 à Douai, 1 fr. 23 à Valenciennes, à 2 fr. 55 pour Fougères, Nantes et Marseille, 2 fr. 70 pour Troyes, 2 fr. 95 à Saint-Nazaire, 3 fr. 05 à Rouen, et de 3 fr. 15 à 3 fr. 50 pour Paris. Il faut observer que le prix du charbon est fréquemment surélevé par des droits d'octroi considérables, qui montent pour Paris, par exemple, à 35 centimes par kilogramme.

§ III. — ANGLETERRE

Les recherches ont porté sur 77 villes industrielles d'Angleterre et du pays de Galles, 11 d'Écosse et 6 d'Irlande, soit en tout 94. Cependant, pour un certain nombre d'entre elles, telles que Plymouth et Devonport, Manchester et Salford, Liverpool et Booth, Chatham et Gilbingham en Angleterre, et Édimbourg et Leith en Écosse, on a reconnu qu'il était impossible de séparer les villes immédiatement contiguës. On a donc traité chacune d'elles comme une unité. Aussi, les tableaux ne paraissent-ils comprendre que 73 villes pour l'Angleterre et le pays de Galles et 10 pour l'Écosse.

On a adopté comme base de comparaison les nombres relatifs à Londres tant pour les loyers que pour les prix et les salaires. Mais, comme la capitale anglaise comprend certains districts suburbains extérieurs, les bases de comparaison ont été établies sans tenir compte des nombres relatifs à ces districts. On a procédé de même pour les arrondissements formant le centre immédiat de Londres où les conditions sont toutes spéciales en raison de l'existence des entreprises commerciales, sièges des sociétés de banque, de finances, etc. Les nombres pris comme base de comparaison sont donc seulement relatifs aux terrains compris entre les communes suburbaines extérieures et les parties centrales, à savoir Poplar, Stepney (Est), Bethnal Green (Est), Hackney, Stoke, Newington,

Islington (Nord), Saint-Pancras (Nord), Hampstead, Paddington, Kilbury, Kensington, Hammersmith, Fulham, Chelsea, Wandsworth, Battersea, Clapham, Lambeth Central, Greenwich, Deptford, Camberwell (Nord).

On trouvera aux pages 20 à 27 du document précité les prix prédominants, pour les 73 villes envisagées, du thé, du sucre, du beurre et des œufs. Ils proviennent dans chaque ville des renseignements fournis par des commerçants notables possédant une clientèle ouvrière. Ils ont été donnés aussi souvent par des sociétés coopératives et des maisons de commerce ayant des succursales dans toutes les parties de la région. Ces renseignements comportent les prix afférents au mois d'octobre 1905 et sont ceux des articles que dans la région les classes ouvrières achètent le plus volontiers de l'avis des commerçants enquêtés.

Le tableau suivant d'où Londres est exclu indique d'une manière générale quelles sont les limites prédominantes des prix en Angleterre et dans le pays de Galles et montre que d'une région à l'autre, le prix varie très peu pour la plupart des marchandises.

MARCHANDISES	Nombre de villes comprises dans cette étude	Prix ou limites des prix des denrées en octobre 1903	Nombre de villes dans lesquelles le prix prédominant moyen est :		
			Entre les limites pré- domi- nantes	Au- dessus des limites de vari- at. pré- domi- nantes	Au- dessus des limites pré- domi- nantes
		francs			
Thé (par. 500 gr.).....	72	1 85 à 2 30	65	—	7
Sucre blanc cristallisé (par 500 gr.).....	72	0 23	50	2	20
Lard (1) (par 500 gr.)....	72	0 80 à 1 05	60	9	3
Fromage (American ched- dar, par 500 gr.).....	68	0 80	37	14	17
Beurre { Colonial ou	63	1 40 à 1 50	56	2	5
(par 500 gr.) { étranger..	71	1 60	56	7	8
Pommes de terre (par kil).	72	0 08 à 0 11	57	11	4
Farine (par kilogr.).....	72	0 26 à 0 33	60	8	4
Pain (par kilogr.).....	70	0 26 à 0 31	53	7	10
Lait (par litre).....	72	0 27 à 0 37	70	2	—
Charbon (par 50 kg.)....	72	0 98 à 1 24	40	15	17
Viandes :					
An- glaises { Bœuf (1) (par	72	0 87 à 0 98	50	10	12
ou { 500 gr.).....					
abattues { Mouton (1) (par	72	0 87 à 1 04	71	1	—
dans { 500 gr.).....					
le pays { Porc (1) (par	72	0 87 à 0 98	63	5	4
{ 500 gr.).....					
Etran- gères { Bœuf (par 500	71	0 58 à 0 70	59	4	8
ou { gr.).....					
coloniales { Mouton (par	71	0 46 à 0 58	62	6	3
{ 500 gr.).....					

Pratiquement, dans toutes les villes, on peut avoir du *thé* à un prix aussi bas que 1 fr. 40 par demi-kilogramme, mais la qualité qu'on achète à ce prix n'est pas celle que le peuple consomme. Le prix le

1. Pour ces articles les prix se rapportent aux morceaux considérés comme points de comparaison pour l'établissement des nombres index des prix.

plus ordinaire était de 2 fr. 10 par demi-kilogramme, mais dans la plupart des villes une grande quantité était vendue à 1 fr. 85, tandis que dans d'autres les prix variaient de 1 fr. 85 à 2 fr. 30 ces limites comprenant les prix prédominants dans beaucoup de villes. Dans certaines régions, cependant, on demandait plutôt une qualité supérieure à un prix plus élevé. A Newcastle-sur-Tyne, Gateshead et Jarrow les prix ordinaires varient de 2 fr. 30 à 2 fr. 80 et dans quelques villes du Yorkshire une grande proportion du thé était achetée à 2 fr. 30 et à 2 fr. 55 par demi-kilogramme.

Le prix du *sucre* (blanc granulé) est remarquablement uniforme. Les limites extrêmes des prix prédominants en octobre 1905 variaient de 20 à 29 centimes par demi-kilogramme, mais dans 46 villes le prix était de 23 centimes, dans 5 les limites étaient de 20 à 26 centimes ; dans 7 elles étaient de 26 centimes et dans 10 également environ 23 et 26 centimes.

En ce qui concerne le *pain* on a rencontré dans un petit nombre de localités quelques difficultés à faire les relevés statistiques, parce qu'on y fait généralement le pain à la maison. Cette pratique, du reste, n'est commune que dans le Yorkshire, le Lancashire, dans les comtés du Nord, et même dans ces régions elle tend à disparaître.

En octobre 1905, les prix du pain dans toute la contrée ont varié considérablement, le prix prédominant du pain de quatre livres passant de 23 centimes par kilogramme dans une ville à 35 centimes dans un

certain nombre d'autres. Le prix le plus ordinaire a été de 29 centimes, ce prix étant prédominant dans 21 villes ; dans 10 d'entre elles il fut de 26 centimes, dans 2 autres de 26 centimes et 31 centimes ; dans 7 de 31 centimes et dans 8 de 35 centimes. Dans les contrées du Nord où on fabrique le pain surtout à la maison, le prix prédominant du pain vendu dans les boutiques fut de 35 centimes, on varia de 31 centimes à 35 centimes par kilogramme.

Le prix du *lait* varie aussi considérablement, le plus bas prix enregistré fut de 23 centimes par litre, dans deux villes, et le plus haut de 37 centimes dans 20 villes. Dans 29 villes le taux le plus ordinaire fut de 28 centimes par litre et dans 15 autres les prix prédominants furent de 32 centimes ou de 28 centimes à 37 centimes.

Le prix le plus communément payé pour le *beurre* (salé) est de 1 fr. 40 le demi-kilogramme et dans tout le courant de l'année ce prix ne varie pratiquement pas. Ce beurre est, en général, irlandais, colonial ou étranger.

En ce qui concerne le *lard*, il n'a pas été possible, lors de la constatation des prix, de conserver dans toutes les villes une qualité ou une marque particulière. Dans certains lieux, on ne vend que du lard fumé, tandis que dans d'autres c'est le lard blanc ou non fumé. Dans quelques villes du Nord, c'est le lard dit : « roulé » qui se vend le plus ; mais dans le Sud, cet article ne se trouve que dans très peu de boutiques.

Le prix du *charbon* est considérablement modifié, mais non entièrement déterminé par la distance de chaque ville à la mine. On trouve les prix les plus bas à Normanton, Castelford et Wigan, villes situées au milieu de régions houillères. Le prix le plus élevé est obtenu à Douvres, Croydon, Portsmouth, Sheerness, Southampton, Taunton, Chatham et Swindon qui sont toutes dans les Comtés du Sud, éloignées d'importantes régions d'approvisionnements. Les limites extrêmes de prix sont de 50 centimes (prix du charbon pris à la fosse de la mine) à 1 fr. 65 ou 1 fr. 75 les 50 kilogrammes, mais les prix de 1 franc à 1 fr. 25 comprennent les prix prépondérants dans la plupart des villes.

Le prix de la *viande* anglaise ou tuée dans le pays subit des variations, exprimées en nombre index allant de 84 à 106 ; les différences entre les villes sont probablement dues, en grande partie, aux différences de qualités de la viande vendue. Le rapport de la consommation de viande étrangère ou coloniale à la consommation totale varie aussi beaucoup d'une ville à une autre ; dans certaines villes on n'en vend pas du tout ; mais, en général, il n'y a pas statistique qui puisse permettre d'établir une proportion.

Afin d'obtenir pour chaque ville une indication sur le niveau des prix comparés avec les autres villes, des nombres index ont été établis, en prenant pour base les prix dans Londres = 100. Dans le cas de certaines marchandises, la méthode adoptée pour déterminer ces nombres index mérite quelques explications.

Le genre de sucre le plus communément employé par les familles ouvrières dans tout le pays est le sucre blanc cristallisé ; c'est pourquoi on n'a pris que cette qualité de sucre pour établir les nombres index. Pour le lard, on s'est servi de la moyenne des prix des morceaux les plus communément consommés, et pour le beurre, de la moyenne des prix des différentes qualités, en excluant, cependant, le beurre frais, parce qu'on a trouvé que dans la plupart des villes cette qualité était très peu employée par les classes ouvrières.

La sélection des prix de la viande a été beaucoup plus difficile. Outre la viande anglaise ou tuée dans le pays, la viande refroidie ou gelée se vend dans la grande majorité des villes, mais non dans toutes. Les meilleurs morceaux de viande refroidie sont un peu moins chers que les animaux de boucherie gelés entiers, tandis que les morceaux inférieurs refroidis et gelés sont souvent vendus au même prix.

En somme, il semble désirable, pour ces comparaisons, de ne considérer que les prix des viandes anglaises ou tuées dans le pays, et de prendre pour le bœuf la moyenne des prix de côtes, jarret (sans os), bifteck, culotte et flanc ; pour le mouton, la moyenne des prix de gigot, épaule, poitrine, collier et côtelettes ; et, pour le porc, la moyenne des prix des cuisses, surlonge, flanchet et côtelettes.

Enfin, les prix du pétrole n'ont pas été employés pour la comparaison, parce que son emploi diminue dans les maisons ouvrières. Les nombres index ne se

rapportent donc qu'aux denrées alimentaires et au charbon.

§ IV. — ALLEMAGNE

L'enquête a porté sur 33 villes dont plus de la moitié, 19, sont dans le royaume de Prusse, 5 dans la Saxe, 3 en Bavière et les 6 autres dans les divers États de l'Empire. Leur population respective varie de 2.040.000 pour Berlin à 13.000 pour Oschersleben. On a joint les informations concernant de grandes villes comme Berlin à celles de Charlottenburg et autres régions urbaines environnant la capitale. De même Altona avec ses 168.000 habitants est comprise avec Hamburg et Leopoldshall avec Stassfurt; enfin, dans 31 cas — dont Kœnigshüsse est un exemple notable — la ville particulière formant le sujet du rapport est seulement le centre d'un district dans toute l'étendue auquel prévalent des conditions à peu près identiques.

La variété des occupations industrielles des ouvriers compris dans l'enquête est très grande, puisqu'elle comprend les mines de charbon, les industries métallurgiques, mécaniques et des constructions navales, la quincaillerie, la coutellerie, les industries textiles (coton, laine, soie), les fabriques de papier, brasseries, imprimeries, industries chimiques, raffineries de sucre, branches variées de l'industrie du bâtiment, les doctes, un certain nombre de commerces variés, et les services municipaux.

Comme dans les pays dont nous venons de reproduire les résultats, les prix rapportés comme prédominants dans les tableaux des pages 130 à 135 ont été obtenus d'un grand nombre de détaillants dans chacune des villes où a porté l'enquête ainsi que des sociétés coopératives là où il en existait.

L'enquête qui a porté sur 33 villes dans ce pays a puisé aux mêmes sources que pour les pays précédemment mentionnés les renseignements relatifs aux prix de détail des produits alimentaires. On trouvera aux pages 131 à 134 de la publication de la ville de Paris des tableaux fournissant pour chacune des villes enquêtées les prix prédominants du café, du sucre, du lard, du bœuf par demi-kilogramme ainsi que du porc et du mouton.

Pour le *café*, le prix de 1 fr. 25 était presque général ; un prix plus élevé, généralement 1 fr. 50, était fréquemment payé par les classes ouvrières dans les villes du sud de l'Allemagne, et à Leipzig, Plauen et Kœnigshütte.

Le prix payé pour le *sucre* est également très uniforme, la variation extrême en octobre 1905 étant de 0 fr. 25 à 0 fr. 30. La limite inférieure fut la seule notée à Zwickau, Breslau et Dantzig, et la limite supérieure seulement à Berlin, dans trois des villes métallurgiques rhénanes-westphaliennes (comprenant Düsseldorf, où 0 fr. 30 fut le seul prix prédominant payé) et à Plauen.

En ce qui concerne le *lard*, il n'a pas été possible d'obtenir pour toutes les villes des prix suivant les

qualités ou marques particulières parmi toutes les villes. Les prix donnés dans le tableau se rapportent à la fois au « lard gras » et au « lard de poitrine ».

Pour le *beurre*, la variation la plus grande des prix a été de 1 fr. 50 (prix qui a été indiqué comme prédominant à Hambourg-Altona seulement) à 1 fr. 70. Les sortes habituellement achetées sont légèrement salées.

Pour les *pommes de terre*, les prix prédominants sont très variables, comme on pouvait l'attendre, de 0 fr. 05 le kilogramme à Stettin et Königshütte jusqu'à 0 fr. 18 à Brunswick et Stassfurt.

Pour le *pain*, il a paru désirable d'employer, pour les besoins de la statistique, les prix des nombreux genres de « pain bis » (c'est-à-dire du mélange de seigle et de froment en proportions variées), puisque ceux-ci ont été obtenus pour toutes les villes enquêtées, tandis que les prix pour le pain noir (pain de seigle) n'ont pu être connus que pour 15 sur 33 villes. Il n'y a, en Allemagne, aucun type fixe de qualité de pain, et les proportions de seigle et de froment, dans le pain bis, varient considérablement; la variation extrême des prix en octobre 1905 était très large, les limites étant de 0 fr. 30 à 0 fr. 40 pour 1 kilogramme. La limite inférieure fut notée à Magdebourg, Brunswick et Stassfurt (toutes dans le groupe de l'Allemagne centrale) et à Plaven, tandis que la limite supérieure fut notée seulement à Remscheid. La variation prédominante a été de 0 fr. 30 à 0 fr. 40.

Le prix du *lait* a montré singulièrement peu de

variation, celle-ci étant seulement de 20 à 25 centimes seulement. La limite inférieure fut cotée seulement à Oschersleben et la limite supérieure à Mannheim : dans toutes les autres villes les prix étaient de 23 à 25 centimes.

Les prix du *charbon* sont affectés dans une grande mesure par la distance de chaque ville aux mines de charbon. La variation totale en octobre 1905 a été depuis 75 centimes par 50 kilogrammes à Königshütte, centre du bassin houiller silésien, et 85 centimes à Essen et Bochum, centre du district houiller westphalien-rhénan, à 2 fr. 10 à Stuttgart et 2 fr. 20 à Mulhouse, — ces villes de l'Allemagne du Sud étant éloignées des sources d'approvisionnement. Dans les districts houillers, le charbon est fréquemment fourni aux mineurs à très bon marché, au puits de la mine ou souvent même gratuitement (comme à Königshütte) ; ailleurs, les classes ouvrières emploient très largement des briquettes (par exemple, à Berlin, Aix-la-Chapelle, Düsseldorf, Leipzig et Brunswick) pour le chauffage ; la lignite est également employée pour les besoins culinaires, ainsi que le poussier de charbon.

Le tableau suivant présente la variation prédominante, pour l'ensemble de l'Allemagne (y compris Berlin) des prix communément payés par les classes ouvrières pour certaines denrées. Les prix à Berlin restent dans les limites de la variation prédominante pour toutes les denrées excepté le sucre (blanc cristallisé) et la farine de froment, qui sont au-dessus

des limites et les pommes de terre qui sont au-dessous de ces limites.

Variation prédominante des prix d'objets d'alimentation des villes allemandes (y compris Berlin) en octobre 1905.

DENRÉES	Nombre de villes comprises	Variation prédominante des dépenses alimentaires en octobre 1905	Nombre de villes dans lesquelles la dépense prédominante moyenne est :		
			Dans les limites de variat. prédominante	Au-dessous des limites de variat. prédominante	Au-dessus des limites de variat. prédominante
		francs			
Café (1/2 kil.).....	33	1 25	22	3	8 (1)
Sucre blanc cristal. (1/2 kil.)	33	» 25 à » 30	24	4	5
Lard (2) (1/2 kil.).....	33	1 » à 1 25	30	2	1
Fromage de Hollande 1/2 kil.	12	1 » à 1 10	8	1	3
— de Limbourg —	27	» 55 à » 75	23	3	1
Beurre (1/2 kil.).....	33	1 50 à 1 55	27	2	4
Margarine (1/2 kil.).....	32	» 90 à 1 »	25	6	1
Pommes de terre (le kilog.)	33	» 07 à » 10	25	5	3
Farine de froment.....	33	» 35 a » 45	20	7	6
Pain bis.....	32	» 30 à » 40	27	3	2
Lait (le litre).....	33	» 22 à » 25	25	7	1
Bœuf (2) (1/2 kilog.).....	33	» 90 à 1 »	26	6	1
Porc.....	33	1 » à 1 25	29	4	»
Charbon (50 kilog.).....	31	1 05 à 1 65	19	6	6
Pétrole (le litre).....	33	» 21 à » 25	30	1	2

§ V. — BELGIQUE.

Les délégués du Ministère ont visité quinze villes pour cette enquête, soit quatre grandes villes et

1. Le prix habituellement payé dans chacune de ces villes est de 1 fr. 25 c. à 1 fr. 60 c.

2. Les prix se rapportant aux morceaux choisis pour l'établissement des nombres index des dépenses alimentaires.

d'autres plus petites telles que La Louvière (21.000 hab.) et Pâturages (11.500 hab.). Les villes enquêtées représentent une population d'environ 1.680.000 habitants.

Les occupations industrielles des personnes enquêtées comprennent : les mines de charbon, les usines métallurgiques et de mécanique, les branches variées du bâtiment, les industries textiles (coton, laine et étamine, soie, toile, dentelle et vêtements), les manufactures d'armurerie, verreries, tailleries de diamants, meubles et tentures, fabriques de papiers, imprimeries, raffineries de sucre, brasseries, industrie du tabac, industries chimiques, entrepôts, emplois municipaux et occupations variées.

Les renseignements recueillis pour les trois pays précédents l'avaient été à la date d'octobre 1905. Pour qu'ils fussent aussi comparables que possible les uns avec les autres, il aurait été désirable que ceux concernant la Belgique l'aient été à la même date. Mais, ils ne purent l'être qu'en juin 1908. On peut toutefois admettre que les chiffres n'ont guère changé dans cet intervalle.

Pour la Belgique, la documentation relative aux prix communément payés par les classes ouvrières pour un certain nombre de denrées alimentaires ainsi que pour le charbon et le pétrole a été puisée aux mêmes sources que pour les pays déjà examinés, un certain nombre de marchands au détail et des coopératives, là où il en existait. On trouvera aux pages 174 à 177 inclus de la publication déjà indiquée les tableaux contenant les dépenses prédominantes, dans

les 15 villes belges sur lesquelles a porté l'enquête, pour le café, le sucre, le lard, les œufs, le fromage, le beurre, la margarine et les pommes de terre, la farine, le pain, le lait, le charbon et le pétrole, le bœuf selon les morceaux, le mouton, le veau et le porc, en juin 1908.

Voici les prix prédominants d'achat au détail des denrées alimentaires, du charbon et du pétrole en Belgique, en juin 1908.

DENRÉES ALIMENTAIRES	Nombre des villes consi- dérées	Limites des prix de détail prédominants en juin 1908	Nombre de villes dans lesquelles le prix prédominant est :		
			Dans les limites ci- contre	Au- dessous des limites ci- contre	Au- dessus des limites ci- contre
		francs			
Café (par demi-kilogr.)...	15	0 75 à 1 »	15	0	0
Sucre en pain (par demi-kilogr.).....	15	0 30 à 0 35	13	1	1
Lard, salé (par demi-kilogr.).....	15	0 80 à 1 »	12	2	0
Œufs (pour 1 fr. 25)....	15	12 à 14	8	3	4
Fromage de Hollande (par demi-kilogr.).....	15	0 90 à 1 05	13	0	1
Beurre (par demi-kilogr.)..	15	1 45 à 1 55	10	3	2
Margarine (par demi-kilogr.).....	15	0 90 à 1 »	11	3	1
Pommes de terre (par kilogr.).....	15	0 08 à 0 10	15	0	0
Farine de froment (par kilogr.).....	15	0 30 à 0 35	10	2	3
Pain blanc (par kilogr.)..	15	0 25 à 0 30	15	0	0
Lait (par litre).....	15	0 20	13	2	0
Bœuf (par demi-kilogr.)..	15	0 70 à 0 80	11	2	2
Mouton (par demi-kilogr.)	15	0 75 à 0 85	11	2	2
Veau (par demi-kilogr.)..	15	1 » à 1 20	13	0	2
Porc (par demi-kilogr.)..	15	0 85 à 1 10	13	1	0
Charbon (par 50 kilogr.)..	15	1 25 à 1 50	10	3	2
Pétrole (par litre).....	15	0 16 à 0 17	13	1	1

Pour le *café*, le prix maximum relevé, qui était supérieur à la limite des variations indiquées, fut de

1 fr. 10 par demi-kilogramme à Gand et Pâturages, tandis que le prix minimum fut 0 fr. 70 à Courtrai, 0 fr. 75 fut observé comme au-dessous de la limite dans dix villes, et 1 franc au-dessus de la limite dans sept villes (tandis qu'à Tournai, on observa le prix indiqué). Les plus basses limites furent 0 fr. 70 à 0 fr. 80 à Courtrai et 0 fr. 75 à 0 fr. 80 à Bruxelles et à Liège.

Le prix maximum observé pour le *sucre en pain* a été de 0 fr. 45 par demi-kilogramme, le plus au-dessus de la limite, à Tournai, tandis que le prix minimum observé était de 0 fr. 30 (ce prix à Verviers seulement et la limite inférieure de variation des prix à Bruges et Gand). 0 fr. 32 a été observé seulement à Liège, étant à la limite la plus basse dans trois villes, 0 fr. 35 a été observé seulement à Charleroi, Courtrai et La Louvière et paraît être le plus bas prix dans cinq villes et le plus élevé dans trois, 0 fr. 38 a été la limite supérieure dans quatre villes et 0 fr. 40 la limite supérieure à Louvain et Pâturages.

Les variations extrêmes des prix du *lard salé*, le seul genre qui soit généralement consommé par les classes ouvrières belges, ont été de 0 fr. 70 et 0 fr. 75 (observées comme étant les plus bas prix habituellement payés à Turnhout et Courtrai) à 1 franc dans sept villes.

Les prix relevés pour les *œufs* varient beaucoup. Le chiffre habituellement trouvé, par cent d'œufs, a été de 12 fr. 60 à La Louvière, de 12 fr. 60 à 15 fr. 10 à Seraing et Tournai, et 15 fr. 10 ou 15 fr. 35 dans

sept villes. Les chiffres maxima ont été de 17 fr. 60 à Gand et 20 francs (exceptionnellement et comme la limite supérieure de variations), à Bruges, Louvain, Turnhout et Courtrai.

Pour le *fromage de Hollande*, la variation extrême a été de 0 fr. 80 à 1 fr. 20 par demi-kilogramme, encore que, en ce qui concerne cette denrée, il soit bien difficile d'établir que la qualité fût partout la même. Le prix de 0 fr. 80 se présente comme le plus bas dans cinq villes et 1 fr. 20 comme un maximum à Bruxelles, Pâturages et Tournai. Il faut noter que, tandis que le fromage de Hollande est le seul genre de fromage vendu dans toutes les villes, excepté Verviers, et par conséquent le seul qui ait pu servir à la comparaison des prix, il est fait, dans beaucoup de villes, une grande consommation de fromages de fabrication locale qui diffèrent grandement comme qualité et comme prix.

Les limites de variation des prix du *beurre* sont très étroites ; 1 fr. 25 par demi-kilogramme se présente comme un prix minimum à Louvain et Turnhout, et 1 fr. 35 est noté comme le plus bas prix à Bruges. Le maximum est de 1 fr. 65 à Seraing, 1 fr. 50 a été le seul prix relevé comme étant payé par la majorité des acheteurs ouvriers à Liège, Malines et Verviers, et 1 fr. 60 est le prix à La Louvière, tandis que dans quatre villes, ces deux derniers prix sont également fréquents.

Le prix du demi-kilogramme de *margarine* varie depuis 0 fr. 70 (noté seulement à Pâturages), 0 fr. 75

(seulement à Gand) et 0 fr. 80 (à Bruxelles, Liège et Verviers) à 1 franc dans onze villes et 1 fr. 10 à Louvain.

Le prix des *pommes de terre* est remarquablement uniforme; 0 fr. 08 par kilogramme a été noté dans quatre villes et 0 fr. 10 seulement dans huit villes, tandis que dans les trois autres villes, ces deux prix se présentent avec une égale fréquence. Il est d'usage, dans les villes où les ouvriers habitent des maisons dans lesquelles existent des celliers de faire usage de ces derniers pour emmagasiner des quantités considérables de pommes de terre, achetées pendant la saison où elles sont bon marché.

Pour la *farine de froment*, 0 fr. 30 pour un kilogramme, est le seul prix rapporté comme étant communément payé par les classes ouvrières dans cinq villes, et dans sept autres, c'est le minimum de la série des prix. Le plus haut prix rapporté a été 0 fr. 40 à Anvers, et le plus bas, 0 fr. 28 à Courtrai.

Il a été signalé que le *pain* des ouvriers belges (comme celui des français) est toujours fait avec de la farine de froment de bonne qualité. La variation extrême des prix pour un kilogramme, en juin 1908, a passé de 0 fr. 20 (le minimum à La Louvière) et 0 fr. 23 (le minimum à Courtrai et Gand) à 0 fr. 29 dans quatre villes et 0 fr. 30 à Turnhout et Verviers.

Le très bas prix de 0 fr. 15 le litre, fut relevé pour le *lait*, comme prix unique à Turnhout; mais ceci est tout à fait exceptionnel. Une variation de 0 fr. 18 à 0 fr. 20 fut trouvée à Malines, mais dans les treize

villes restantes, le seul prix noté fut 0 fr. 20 le litre.

La *viande* consommée par les classes ouvrières de Belgique est principalement d'origine indigène. Cependant une certaine quantité vient des Pays-Bas et il se fait quelque importation de bétail des États-Unis et de mouton de la République Argentine. En prenant pour terme de comparaison, le chiffre (100) pour Bruxelles, le niveau des prix de la viande est le plus haut à Charleroi (103), aussitôt après Bruxelles viennent Tournai et La Louvière, chacune avec un chiffre de 96. A l'autre extrémité de l'échelle, viennent Turnhout et Verviers, avec 85, et Malines, avec 84. Pour les autres villes, le chiffre descend de 95 à 89.

Les prix notés pour le *charbon* varient depuis 0 fr. 90 les 50 kilogrammes, fréquemment payés à Pâturages (qui est un grand centre minier) et 0 fr. 95 le prix communément payé à Charleroi (également centre minier), jusqu'à 1 fr. 50 le plus haut ou seul prix dans six villes, 1 fr. 60 à Anvers, 1 fr. 75 à Bruxelles et 1 fr. 90 à Verviers. Dans les districts miniers, il est alloué aux ouvriers mineurs une certaine quantité de charbon gratuitement ou à prix réduits.

Finalement, le prix du *pétrole* est très uniforme. La variation extrême va de 0 fr. 14 le litre (à Gand seulement) et 0 fr. 15 (dans cinq villes), à 0 fr. 17 à Louvain et Tournai, et 0 fr. 18 à Bruges et Verviers ; 0 fr. 16 fut le seul prix noté dans six des villes soumises aux investigations.

§ VI. — ÉTATS-UNIS

Les renseignements relatifs aux prix le plus habituellement payés par les familles ouvrières pour un certain nombre de denrées alimentaires ont été obtenus ici dans des conditions analogues à celles que nous avons relatées pour les divers autres pays déjà passés en revue. Ces prix sont ceux de février 1909 ; ils proviennent de plus de 1.000 bulletins de renseignements contenant plus de 17.000 cotes de prix. On trouvera dans des tableaux figurant aux pages 316 à 320 de la publication déjà mentionnée les variations prédominantes des prix des principales denrées dans toute l'étendue du champ de l'enquête.

Voici un tableau qui résume les prix de détail prédominants de certains articles principaux de denrées alimentaires ainsi que du charbon et de l'essence de pétrole en février 1909 pour l'ensemble des 28 villes enquêtées.

DENRÉES ALIMENTAIRES	Nombre de villes auxquelles les chiffres se rap- portent	Variations prédo- minantes des prix de détail en févr. 1909	Nombre de villes dans lesquelles le prix prédominant moyen est :		
			Dans les limites de la variât. pré- domi- nante	Au- dessus des limites de la variât. pré- domi- nante	Au- dessus des limites de la variât. pré- domi- nante
		francs			
Thé (le 1/2 kilog.).....	28	2 26 à 3 15	19	4	5
Café (le 1/2 kilog.).....	28	1 10 à 1 43	21	1	6
Sucre { blanc cristallisé (le 1/2 kilog.)..	28	0 30 à 0 33	22	4	2
	27	0 27 à 0 30	21	3	3
Lard (sans os) (le 1/2 ki- log.).....	28	0 94 à 1 10	21	4	3
Œufs (nombre p. 1 fr. 25).	28	9 à 11	19	5	4
Fromage américain (le 1/2 kilog.).....	28	1 10 »	16	11	1
Beurre (le 1/2 kilog.)....	28	1 82 à 2 »	21	5	2
Pommes de terre (le kil.).	28	0 18 à 0 20	27	»	1
Farine de froment (le kil.).	28	0 36 à 0 45	26	2	»
Pain blanc (le kilog.)....	28	0 59 à 0 63	22	4	2
Lait (le litre).....	28	0 37 à 0 42	18	4	6
Bœuf (le 1/2 kilog.).....	28	0 66 à 0 88	24	2	2
Mouton ou agneau (le 1/2 kilog.).....	28	0 72 à 0 91	24	2	2
Veau (le 1/2 kilog.).....	28	0 77 à 0 94	23	2	3
Porc frais (le 1/2 kilog.).	28	0 63 à 0 80	24	»	4
Charbon { Anthracite (p. 50 kilog.)...	16	1 77 à 2 26	12	2	2
	13	1 10 à 1 35	7	3	3
Pétrole rectifié (le litre)..	28	0 12 à 0 20	27	1	»

Le prix du *thé* présente une grande variation dans les différentes villes, depuis 1 fr. 40 qui est le plus bas prix habituel, jusqu'au plus élevé, 3 fr. 40. Le premier prix n'est pas le seul prédominant, mais seulement le plus bas de la variation notée pour Lowell et Providence, tandis que 3 fr. 40 est le prix prédominant actuel pour Atlanta, Augusta, Cincinnati, Louisville

et Muncie. On peut prévoir, étant donné que le thé peut être vendu à plus bas prix, que ce breuvage entrera plus largement dans la consommation du ménage. Il en résulterait un prix général, 2 fr. 26, plus bas et plus général que celui qui a été noté, 3 fr. 45. Quoique la moyenne de consommation familiale hebdomadaire, inférieure à 113 grammes et à 226 grammes dans la plus basse et dans la plus haute classe de revenus des budgets américains-anglais, soit considérablement supérieure à la moyenne générale de la classe ouvrière, pour l'ensemble de la contrée, elle laisserait encore le thé parmi les denrées les moins importantes, au point de vue de la dépense familiale.

D'une façon absolue et relative, la variation des prix du *café* est beaucoup moins marquée, ne tombant jamais au-dessous de 1 franc (ce chiffre apparaissant comme le plus bas prix prédominant pour Baltimore), et n'excédant jamais 2 francs, maximum atteint seulement par le plus élevé des chiffres prédominants des quatre villes de la Nouvelle-Angleterre : Boston, Brockton, Lawrence et Lowell. A Chicago, Cleveland, Duluth, Memphis, Milwaukee, Philadelphie, Saint-Louis et Savannah la variation prédominante actuelle est de 1 fr. 10 ou 1 fr. 45, tandis que dans sept cas, comprenant la Nouvelle-Orléans, Pittsburg et Cincinnati, le prix local le plus habituel est 1 fr. 10 et dans cinq cas, comprenant New-York, il est de 1 fr. 45.

L'uniformité générale régnant dans le prix du *sucré* est un effet de l'action très étendue exercée sur ce marché par une seule Compagnie. Les prix prédomi-

nants pour le sucre blanc cristallisé, qualité de beaucoup la plus usitée, sont 0 fr. 30, 0 fr. 33 le 1/2 kilogramme. Le sucre coloré (cassonade), lorsqu'il est acheté, semble n'être employé que pour la cuisine et quelquefois pour faire du sucre candi (candy). On vend encore moins le sucre en pain et aucun prix prédominant n'a été recueilli à ce sujet.

La consommation du *lard* n'est pas aussi répandue qu'en Angleterre, le porc frais entrant pour une part relativement plus élevée dans le régime alimentaire familial. La variation comparativement grande des prix du lard, à Chicago, — un des plus grands centres de sa production — est de 1 franc à 1 fr. 21 le demi-kilogramme. La variation prédominante générale est de 0 fr. 90 à 1 fr. 10.

Les *œufs* sont consommés en grande quantité en Amérique ; en février 1909 les œufs frais étaient souvent très chers, ils étaient cotés, par exemple, 7 ou 8 œufs pour 1 fr. 25. Les œufs de conserve étaient le plus généralement consommés par les classes ouvrières. La position géographique n'a pas sur ces prix l'influence qu'on aurait pu attendre. Le prix le plus habituel des œufs de conserve à Minneapolis-Saint-Paul, par exemple, était de 10 à 12 œufs pour 1 fr. 25, identique à celui de New-York et parfois plus bas qu'à la Nouvelle-Orléans, où il était de 10 œufs pour 1 fr. 25.

Le *fromage* est celui qui est désigné sous le nom de fromage américain (*American cheese*) pour le distinguer du fromage à la crème, connu sous le nom de *full cream* (tout crème). Le prix habituel de ce fro-

mage « américain » est de 1 fr. 10 le demi-kilogramme, avec une grande uniformité.

Le *Beurre*, comme le fromage, est une denrée dont les prix sont très peu variables, et la position géographique, grâce à l'emploi combiné du froid, de moyens de transport et d'emmagasinage convenables, n'a pas d'effet appréciable sur les prix prédominants, qui restent entre 1 fr. 82 et 2 francs le demi-kilogramme. Le prix habituel le plus élevé a été noté à Pittsburg, soit 1 fr. 70 à 2 fr. 25 le demi kilogramme, le plus bas entre 1 fr. 60 et 1 fr. 82 à Providence.

Les *pommes de terre* (*Irish potatoes*) sont chères aux États-Unis. Les prix les plus élevés ont été notés dans le groupe des villes du Sud, où elles sont moins chères que les patates (*sweet potatoes*). Les pommes de terre sont aussi d'un prix élevé à New-York et à Paterson. Ces prix étaient les plus bas dans les villes du Moyen-Ouest (à l'exception de Saint-Louis), à Baltimore, Cincinnati, Détroit et Pittsburg, et dans les villes de la Nouvelle-Angleterre, autres que Boston. Dans ces treize villes la variation extrême était de 0 fr. 15 à 0 fr. 22 le kilogramme, et la variation prédominante de 0 fr. 17 à 0 fr. 22 ; en général, les prix les plus ordinaires varient de 0 fr. 18 à 0 fr. 26 le kilogramme. Dans les rapports des villes et les bulletins de l'enquête, les pommes de terre ont été dénommées « Irlandaises », terme adopté aux États-Unis pour distinguer la pomme de terre « blanche » ordinaire, cultivée partout, de la « patate ».

Les marques de *farine de froment* les plus com-

munément consommées sont celles de l'Ouest et les cours en sont très impressionnables et très centralisés. Les différences dans les prix les plus usuels proviennent en partie des préférences locales pour des marques particulières, et en partie de la position géographique. Dans les villes très distantes des régions produisant le froment, les prix des mêmes qualités sont plus élevés, mais la différence n'est pas grande. Dans les villes du Moyen-Ouest le plus haut prix habituel n'excède jamais 0 fr. 40 le kilogramme, et il sert de prix de base ordinaire dans la plupart des villes de la Nouvelle-Angleterre et des autres villes de l'Est, y compris New-York. Le prix prédominant général passe de 0 fr. 36 à 0 fr. 42 le kilogramme. Pour les classes ouvrières, l'unité d'achat la plus communément employée est le sac de 11 kgr. 098 (un seizième de baril).

Dans quelques cas, le sac ne contient que 10 kgr. 872 et il ne fut pas possible de déterminer avec certitude dans quelles villes le sac de 10 kgr. 872 était le plus usuel. En conséquence, le sac de 11 kgr. 098 a été pris comme contenance *normale*, l'erreur pouvant en résulter n'étant pas de plus de 0 fr. 025 sur 1 fr. 25.

Le *pain* est vendu sous des formes très diverses, depuis le grand et grossier pain de seigle détaillé dans les quartiers juifs de New-York à 0 fr. 33 le kilogramme, et le pain « demi-seigle » (*half-rye*), de dimensions et prix variés, jusqu'au pain de pur froment. Celui-ci est aussi de plusieurs formes et prix, mais en dehors des colonies italiennes le genre de

pain dominant est celui qui est vendu à 0 fr. 25 le pain. C'est principalement cette forme de pain (qui est la plus usitée) qui a servi de base pour déterminer le prix prédominant. Les pains semblent être très rarement pesés au moment de la vente, mais acceptés ordinairement comme pesant 1 livre *avoirdupois*, les fluctuations de ce poids avec ceux du froment et de la farine, en février 1909, variant entre 0 kgr. 377 et 0 kgr. 425. Dans ce mois, les prix prédominants étaient de 0 fr. 59 à 0 fr. 63 le kilogramme. Malgré la relation manifeste existant entre le prix du pain et ceux du froment et de la farine, le prix élevé du pain tient à d'autres causes, telles que : sa fabrication et sa distribution ; le taux des salaires ; les charges diverses comprenant les annonces et la livraison ; les commissions payées aux intermédiaires ; l'intérêt des capitaux engagés dans l'outillage de production et de distribution.

Mais le pain, dans la forme ci-dessus, comme le thé, a relativement une faible importance dans le régime alimentaire de la classe ouvrière américaine et, en conséquence, un haut prix prédominant du pain perd beaucoup de la signification qu'il aurait dans les pays où les régimes alimentaires sont moins variés et dans lesquels les *substituts* du pain (c'est-à-dire les mets faits avec de la farine), cuits à la maison ou achetés, sont moins largement consommés.

Le prix prédominant du *lait* est de 0 fr. 37 à 0 fr. 42 le litre, New-York, Cincinnati et Milwaukee ayant un prix uniforme de 0 fr. 30 et les 6 villes du Sud celui

de 0 fr. 52 figurant les variations extrêmes; l'uniformité régnait dans les autres villes. L'importance du lait comme aliment (et quelquefois aussi comme source d'infection) étant généralement reconnue, les rapports des villes contiennent des recommandations constantes sur les grands soins qui doivent être pris pour assurer la pureté de sa fourniture. Les conditions climatiques extrêmes expliquent ces prescriptions et font comprendre le haut prix prédominant dans les villes du Sud où la haute température atteinte pendant plusieurs mois de l'année requiert des soins exceptionnels pour conserver le lait. C'est ainsi que des prescriptions municipales enjoignant aux détaillants de tenir le lait dans des vases refroidis et de le vendre en bouteilles, ont été fréquemment signalées.

Il est vendu beaucoup de *lait condensé* de plusieurs marques dans des boîtes en fer-blanc de diverses dimensions. Le prix le plus habituel est de 0 fr. 50 la boîte, le poids brut étant ordinairement de 0 kgr. 453 à 0 kgr. 510, la boîte de fer-blanc pesant généralement un peu moins de 0 kgr. 056. Ainsi le prix net courant du lait condensé peut être évalué de 1 fr. 10 à 1 fr. 26 le kilogramme.

La méthode de découpage de la *viande* est presque semblable dans toutes les villes qui ont été soumises à l'enquête. La plus importante différence affectant la variation des prix est la réunion occasionnelle du filet avec la « surlonge », ce qui constitue « l'aloyau », comme à Boston et quelques autres villes; cette forme de pièce de viande de boucherie correspond au *por-*

terhouse steak (ce qu'on appelle dans les restaurants de Paris le *chateaubriand*) de New-York et beaucoup d'autres endroits.

En pratique toute la viande consommée est cuite à la maison et la grande majorité des villes tirent la plus grande partie de leur viande (bœuf, porc, mouton et agneau) des centres d'approvisionnement de l'Ouest.

En raison de la demande des produits journaliers, spécialement du lait, la production fermière est beaucoup plus répandue et le veau peut ainsi être obtenu plus régulièrement et en plus grande quantité des régions environnantes.

Le veau paraît être le genre de viande le plus cher et le porc le meilleur marché.

Les prix des divers morceaux dans les différentes villes varient beaucoup, excepté le filet de bœuf. Dans 3 villes seulement : Chicago, Cincinnati et Détroit, le plus bas prix habituel du filet de bœuf est descendu au-dessous de 0 fr. 55 et une fois seulement — à Atlanta — le prix le plus élevé n'a excédé 0 fr. 77, le maximum le plus fréquent étant 0 fr. 68 le demi-kilogramme.

Les prix de la viande représentés par les nombres index sont, en général, les plus élevés dans les villes de la Nouvelle-Angleterre; là, le niveau maximum de 10 % au-dessus de New-York est atteint à Brockton. New-York étant pris pour 100, la moyenne des nombres index pour ce groupe de villes est 104. Le plus bas nombre index général pour la viande appartient à

Chicago, où le nombre index de la viande est inférieur de 20 % à celui de New-York. Dans l'ensemble des villes du Moyen-Ouest, les prix de la viande sont sensiblement plus bas qu'à New-York (la moyenne des nombres index étant seulement 86). Le mouton ou l'agneau — une distinction précise ne pouvant être établie entre les deux — est cher dans les villes du Sud. En général, les prix de la viande sont plutôt bas à La Nouvelle-Orléans, mais le nombre index moyen pour tout le groupe méridional est 96. Baltimore, comme étant favorablement située pour les approvisionnements des produits fermiers, a, pour les prix de la viande, le nombre index 92. Cincinnati (le centre de l'industrie de l'expédition du porc avant qu'elle se fût transportée vers l'ouest, à Chicago et plus loin encore) a 86 pour nombre index général de la viande, et le prix moyen du porc y est encore rangé parmi les plus bas de toutes les villes, étant groupé, sous ce rapport, avec Chicago lui-même, Détroit, Duluth et Minneapolis-Saint-Paul. Détroit, une des villes les plus favorablement situées, a un nombre index 18 % plus bas qu'à New-York. Le nombre index de New-York est dépassé dans 8 cas seulement, dont 5 cas sont dans la Nouvelle-Angleterre, les autres étant Newark, Pittsburg et Atlanta.

L'usage des deux genres de *charbon*, l'anthracite et la houille, semble dépendre principalement de la situation géographique des villes. Dans la plupart des cas une seule variété est employée, savoir l'anthracite à New-York et dans toutes les villes de la Nou-

velle-Angleterre et les autres villes de l'Est, et la houille dans les villes du Sud, dans quatre des villes centrales et à Saint-Louis. Dans les autres villes : Chicago, Détroit, Duluth, Milwaukee, Minneapolis-Saint-Paul et Muncie, les deux genres de combustibles sont brûlés, l'anhracite prédominant à Duluth et la houille à Chicago et Muncie. Lorsque les deux genres de charbon sont employés, la houille est généralement utilisée pour la cuisine et l'anhracite pour le chauffage.

L'unité de vente varie, mais, en général, les prix prédominants locaux donnés ont été ceux de la tonne et de la demi-tonne, ces quantités étant celles de l'approvisionnement habituel. La tonne est généralement la petite tonne (*short ton*) de 907 kg. 185, mais à Baltimore et Philadelphie on fait usage de la grande tonne (*long ton*) réglementaire de 1.018 kgr. 48.

L'anhracite est à peu près moitié ou trois quarts plus cher que la houille, mais les principales différences dans les prix locaux sont dues à l'existence de source rivales d'approvisionnement, à la distance des centres miniers et aux facilités de transport. La différence dans le prix de l'anhracite, par exemple, entre Philadelphie et les villes du Massachusetts (dans ces dernières il est supérieur de 40 à 60 centimes les 50 kilogrammes), est probablement due au coût du fret. Dans certains cas les distances sont faibles, mais la qualité du charbon est plutôt inférieure, comme la variété brûlée à Saint-Louis, où le plus bas prix habituel relevé est de 70 à 90 centimes les 50 kilo-

grammes, lorsqu'il est vendu par tonne de 907 kgr. 185 ou par demi-tonne. Le prix à Pittsburg, dans le voisinage immédiat des mines de charbon, est légèrement plus élevé, savoir : de 80 à 90 centimes les 50 kilogrammes, l'unité de vente étant dans ce cas par 50 bushels ou environ 1.727 kilogrammes ; le prix à Birmingham, près d'un autre gisement de charbon, présente une autre augmentation, allant de 95 centimes à 1 fr. 30 les 50 kilogrammes, vendu par tonne, tandis que le prix maximum de la houille, lorsqu'elle est vendue à la tonne, est de 1 fr. 90 les 50 kilogrammes provenant de Savannah où les approvisionnements arrivent d'un certain nombre de gisements éloignés du Tennessee et de l'Alabama. Les chiffres extrêmes des prix communément payés dans les différentes villes montrent des variations moins marquées pour l'anthracite que pour la houille ; et lorsqu'il s'agit de charbons de même grosseur il y a probablement moins de variation dans la qualité. Les variations prédominantes pour les 50 kilogrammes, des deux classes de charbon, quand l'unité de vente est la tonne, sont, dans toute l'étendue du champ de l'enquête : pour l'anthracite, dans les 16 villes où il est généralement consommé, de 1 fr. 75 à 2 fr. 25 et pour la houille, dans les 13 villes qui l'emploient, de 1 fr. 15, à 1 fr. 25 et 1 fr. 30 les 50 kilogrammes.

Enfin la grande variation des prix coutumiers de *l'essence de pétrole* peut être mentionnée ; elle varie de 12 à 20 centimes le litre. Son marché est un des plus fortement centralisés des États-Unis, mais des

sources indépendantes d'approvisionnement sont utilisables à l'occasion et donnent lieu à des prix locaux. En dehors de ces influences et des différences de qualité, les principales causes de variation des prix sont la distance des sources d'approvisionnement et, les prix de détail étant irréguliers, l'âpreté de la concurrence entre les marchands détaillants locaux.

Nous croyons devoir, en terminant sur ce point, reproduire une note de la publication à laquelle nous empruntons les divers renseignements qui précèdent. On n'a jamais manqué de faire remarquer que les prix indiqués n'étaient pas nécessairement les prix minima auxquels les denrées pouvaient être obtenues, mais simplement ceux auxquels la majorité des acheteurs ouvriers les avaient payées aux dates auxquelles avait eu lieu l'enquête. Quand on indique une échelle de prix c'est que deux ou plusieurs prix ont été pratiqués avec une égale fréquence. Les différences d'une ville à l'autre sont dues, en partie, à la différence momentanée dans le coût de denrées identiques ou presque et en partie aux variations locales du goût et quelquefois dans les types locaux de confort. « Un prix identique, lit-on à propos des États-Unis, « peut être considéré comme représentant, grossièrement, une denrée approximativement semblable ; « mais, parfois, soit dans l'ensemble d'une ville, soit « même dans l'un de ses quartiers, quand la situation, « l'entourage, la classe de consommateurs ou toute « autre cause apportent un avantage ou un désavantage spécial et ainsi une force ou une faiblesse

« entre les concurrents, la signification qualitative du
« prix équivalent perd de sa valeur. »

Ceci dit, il nous reste pour en terminer avec les denrées alimentaires à faire connaître le procédé qui a été généralement suivi pour établir les nombres index. Parfois, on s'est contenté de calculer le coût des vivres d'après le prix des différentes denrées, chacune entrant en ligne de compte conformément aux quantités admises comme ayant été consommées par semaine par une famille ouvrière. Il en a été ainsi en particulier pour l'Angleterre et le pays de Galles. La dépense totale ainsi obtenue a été ensuite comparée au chiffre obtenu pour Londres. D'autres fois, pour l'Allemagne, la France, la Belgique, les États-Unis, on a eu recours à la méthode des coefficients. Le niveau des prix de la capitale dans chacun des cas a servi de base (= 100) pour établir la série des nombres index qui permettent de comparer les prix moyens de la nourriture dans chaque ville avec les autres. Étant donnée l'importance variée des différents articles alimentaires manifestée par la consommation hebdomadaire normale d'une famille ouvrière, on a eu recours, comme nous venons de le dire, à un coefficient. Dans ce but, on a fait la moyenne des quantités d'après les budgets, ce qui a donné les chiffres que nous avons reproduits *in fine* pour chaque pays dans le paragraphe relatif aux différentes denrées alimentaires et à leurs quantités. On a ensuite multiplié ces chiffres par les prix prédominants dans chaque ville établis pour les différentes denrées. Le total de

la dépense auquel on est ainsi arrivé pour chaque ville a été exprimé pour chaque pays en pourcentage du total correspondant obtenu pour la capitale. Cela étant, il nous reste avant de passer aux résultats, à fournir pour les loyers et les salaires des indications analogues à celles qui viennent d'être présentées pour les denrées alimentaires. Cela fera l'objet des deux sections suivantes.

SECTION II

Les Loyers

CHAPITRE UNIQUE

Renseignements et taux

En cette matière comme pour les denrées alimentaires, nous passerons en revue d'abord les renseignements fournis par la publication du service de la Statistique générale de la France intitulée : *Salaires et coût de l'existence à diverses époques jusqu'en 1910*. Nous exposerons ensuite ceux que contient l'enquête du Board of Trade.

§ I.— FRANCE D'APRÈS LA STATISTIQUE GÉNÉRALE

Le service de la Statistique Générale de la France a puisé ses renseignements généraux concernant le prix des loyers à trois sources principales : les deux rapports publiés en 1891 et en 1901 par l'Administration des Contributions directes à l'occasion de l'évaluation des propriétés bâties et de la première

révision décennale de cette évaluation ; le livre foncier de Paris publié en 1901 par la Direction municipale du cadastre. Ces documents fournissent des indications sur le mouvement général qui résulte tant de la hausse du prix de location des mêmes locaux que de la transformation des conditions de l'habitation, des changements de nature des immeubles.

On en a tiré des indices relatifs à la valeur locative moyenne par habitant des locaux d'habitation, à diverses époques : ceux fournis par les deux premiers documents concernent la France entière, les autres ne concernent que Paris seul. Mais ces renseignements s'appliquent à tous les immeubles existant à chaque époque envisagée. Or, des disparitions, des constructions dans des conditions nouvelles se sont produites, des améliorations ont eu lieu qui ont modifié l'état des locations à chaque époque. Aussi, selon la méthode suivie pour l'étude des dépenses de nourriture, on s'est ensuite attaché à rechercher les variations des prix des loyers, abstraction faite des changements survenus dans l'état des habitations, c'est-à-dire dans des maisons demeurées les mêmes aux différentes époques. Cette étude a été divisée en deux parties : on a examiné dans la première le mouvement des prix des petits loyers dans les mêmes immeubles et dans la seconde le prix des loyers dans des maisons habitées bourgeoisement.

Dans la première étude, il est de petites améliorations dont on n'a pu tenir compte, comme des installations d'eau et de gaz. Les modifications avanta-

geuses qui en sont résultées sont compensées par l'état de vétusté des immeubles, ce qui permet de négliger les changements provenant de l'une comme de l'autre source et de considérer que, malgré tout, dans un « tel logement existant depuis 1850, le locataire de 1910 est à peu près logé dans les mêmes conditions que celui de 1850. S'il subit certains inconvénients tenant à la vétusté de l'immeuble, il jouit par contre presque toujours de nouvelles installations accessoires d'eau et d'éclairage. »

Cela étant, on a pu observer, depuis 1852 à 1908, les loyers successifs des logements d'un certain nombre de maisons habitées à Paris principalement par des familles ouvrières, de manière à se former une idée assez exacte de la variation du prix des loyers indépendamment de toute cause de variation qui serait spéciale à chacun des logements considérés et indépendamment du changement des habitudes ou des besoins de confort. Dans ce but, on a consulté les calepins du service du cadastre de Paris. Après avoir éliminé quelques maisons où les loyers étaient trop importants pour être classés parmi les petits loyers et un certain nombre de logements dont la composition n'était pas demeurée constamment la même, on a obtenu les renseignements dont nous ferons état dans la deuxième partie de ce travail. Ils portent sur des maisons disséminées au hasard dans les divers arrondissements de Paris ; ils permettent d'apprécier le mouvement du prix des loyers dans l'ensemble des logements existant dans ces maisons.

On a aussi, comme nous le verrons, recherché si ce mouvement était le même dans les diverses catégories de logements, classés d'après le chiffre du loyer. On a même tenté d'établir l'évaluation du prix moyen des petits loyers à Paris.

Tout ce qui précède avait trait exclusivement à la variation du prix des loyers dans les immeubles habités généralement par des ouvriers ou par de petits employés, de petits commerçants, etc. Pour avoir une idée du prix des loyers dans des maisons habitées bourgeoisement, et pour des loyers de prix plus élevés, variant de 500 francs à 2.000 francs par an, on a fait relever sur les bulletins de location verbale conservés dans les archives de la Direction de l'Enregistrement et du Timbre du département de la Seine, les prix des mêmes appartements à différentes époques. Cela a permis de remonter à l'année 1872 ; antérieurement à cette date, les archives ont été détruites.

Enfin pour les immeubles renfermant généralement des appartements dont le loyer annuel dépasse 2.000 francs, on s'est adressé directement aux propriétaires. Les seuls qui aient été à même ou qui aient voulu fournir les renseignements demandés ont été les Sociétés financières possédant des immeubles : Compagnies d'assurances ou autres.

Les renseignements provenant de ces diverses sources, utilisés par le service de la statistique générale de la France, pourront être complétés par ceux fournis, surtout en ce qui concerne Paris où ils ont fait l'objet

de travaux importants, par la Révision décennale dont les résultats viennent d'être publiés. Nous les compléterons enfin, comme nous l'avons fait pour les denrées alimentaires et leurs prix, du moins pour la période actuelle, par les renseignements fournis par l'enquête du Board of Trade.

§ II. — FRANCE D'APRÈS L'ENQUÊTE DU BOARD OF TRADE

Spécialement en ce qui concerne la France, une certaine quantité d'informations reproduites par l'enquête « a été obtenue des propriétaires individuels » d'immeubles et des autorités municipales, mais le « plus grand nombre des loyers cités fut obtenu des occupants eux-mêmes ». Cependant, dans chaque ville un certain nombre de maisons furent visitées par les délégués du Board of Trade. C'est de cette dernière source que proviennent les renseignements suivants sur le type le plus fréquent et le genre d'habitation, que nous reproduisons à peu près textuellement.

Il y a deux types d'habitations de la classe ouvrière qui paraissent dominer dans les villes qui font le sujet de ce rapport. Le premier de ces types qui est prédominant dans la moitié des villes est la maison à étages comprenant plusieurs logements séparés. Ainsi à Paris, les classes ouvrières sont logées principalement dans des maisons de 5, 6 et même 7 étages de hauteur ; à Marseille les maisons de type mo-

derne n'ont que 5 étages et ont de 2 à 6 logements par palier. A Brest le type prédominant est une maison à 4 ou 5 étages avec une moyenne de 5,4 logements.

A Saint-Étienne, il y a une moyenne de 5,5 occupants par maison. Les autres villes où les grandes maisons à appartements de grandeurs diverses prédominent sont : Grenoble, Limoges, Nantes, Le Havre, Rouen et Rennes.

Le second type, rencontré dans le tiers des villes à peu près, consiste en petites maisons ou cottages, généralement alignés, mais souvent séparés, et comprenant 1 ou 2 étages, de 1 à 4 chambres. Ces cottages sont occupés tantôt par deux familles, tantôt par une seule. Ainsi à Bourges, plus de la moitié des maisons n'ont qu'un étage avec une mansarde, dont il est de règle de ne se servir que comme débarras ou grenier. A Roubaix le type prédominant est un cottage séparé, comprenant 4 pièces et occupé généralement par une seule famille. A Amiens, dans la plupart des cas une famille d'ouvriers occupe une maison séparée, habituellement de 2 étages et comprenant de 2 à 4 pièces, quelquefois avec une mansarde. A Toulouse, la maison de 2 étages (avec grenier) est prédominante, mais le cottage à un seul étage de 2 à 4 pièces est indiqué comme tendant à se multiplier ; et à Saint-Quentin la masse de la population ouvrière vit dans de petites maisons de 2 étages comprenant 2 appartements, tandis que les maisons à un étage sont assez nombreuses. Les autres villes dans lesquelles la masse

de la population ouvrière est pourvue de maisons semblables à celles que nous venons de décrire sont Bordeaux, Lens, Valenciennes, Douai et Calais.

Dans les autres villes comprises dans ce rapport, les deux types de composition des logements semblent atteindre un égal degré d'importance, dans quelques cas on trouve des maisons de différentes grandeurs entre-mêlées (comme, par exemple, à Reims où un très grand nombre de petits cottages ont été construits et sont possédés par des émigrants venus d'Alsace ou par leurs descendants).

On observera que, bien qu'il y ait une tendance marquée à ce que les très grandes maisons à logements soient le type des grandes villes et que les petites maisons soient le type des villes plus petites, ce n'est en aucune façon une règle. Bordeaux et Roubaix sont de remarquables exemples du contraire. La distribution géographique des deux types est quelquefois plus clairement indiquée. Ainsi dans cinq des six villes comprises dans le groupe qui représente les départements du Nord et du Pas-de-Calais, la petite maison ou cottage prédomine, et dans la sixième (Lille) elle tient une place importante, tandis que dans deux des quatre villes qui constituent le groupe voisin, *autres villes du Nord*, la petite maison représente le type de l'aménagement ouvrier. Les autres cas où ce type est en évidence sont plus rares.

La grande majorité des ménages ouvriers n'occupent que 2 ou 3 pièces, que ce soit dans une

grande maison divisée ou dans un petit cottage (1). Des logements d'une seule pièce sont assez fréquents pour être regardés comme caractéristiques dans plus de la moitié des villes visitées en vue de ce rapport ; et bien qu'il soit vrai que dans certains cas (comme à Brest, à Fougères et à Lyon, dans des maisons construites primitivement pour des tissages), ces chambres uniques soient d'une grandeur inusitée, cela n'est nullement le cas habituel. Quelquefois une petite cuisine est jointe à ces logements d'une pièce, mais il est douteux que cette addition fasse une grande différence comme type d'arrangement domestique.

Des logements de quatre pièces paraissent être fréquents dans douze villes, principalement dans celles où la petite maison prédomine ; à Paris et à Marseille, cependant, les logements de quatre pièces dans les grandes maisons sont occupés assez souvent par des familles de la classe ouvrière. Mais, néanmoins, le type normal de logement des familles d'ouvriers français doit être considéré comme étant de deux ou trois pièces.

1. La définition officielle (pour le recensement) d'une chambre, c'est un logement séparé, assez grand pour contenir un lit d'adulte. Cette définition a été adoptée pour les villes lors du recensement des logements en 1906, et bien qu'il semble qu'elle n'ait pas été toujours strictement appliquée, cela ne paraît pas devoir modifier sérieusement les résultats statistiques.

Pourcentage des logements comprenant une, deux, trois, quatre et plus de quatre pièces (en 1906, excepté Paris et Saint-Étienne dont les chiffres se rapportent à 1901).

VILLES	Pourcentage des habitations formées par des logements de :				
	Une pièce	Deux pièces	Trois pièces	Quatre pièces	Plus de quatre pièces
Amiens.....	1,2	19,0	14,7	26,5	38,6
Bordeaux.....	20,2	24,3	21,2	15,5	18,8
Brest.....	53,3	24,1	11,6	3,2	7,8
Calais.....	14,5	25,0	20,2	18,1	22,2
Creusot.....	8,0	47,6	21,2	14,9	8,3
Douai.....	28,1	21,1	12,6	8,9	29,3
Fougères.....	50,4	27,6	10,0	5,2	6,8
Grenoble.....	21,2	34,7	21,3	10,5	12,3
Havre.....	18,2	37,3	21,0	9,7	13,8
Limoges.....	27,3	39,2	13,8	8,3	11,4
Lyon.....	28,7	22,6	20,1	14,1	14,5
Paris.....	26,7	30,1	21,8	10,0	11,4
Roanne.....	9,6	51,3	22,7	9,8	6,6
Rouen.....	25,8	25,6	17,4	11,7	19,5
Saint-Étienne.....	28,7	42,8	14,7	7,1	6,7
Saint-Quentin.....	17,5	29,1	21,0	14,5	17,9
Toulouse.....	9,5	31,6	25,3	15,6	18,0

Là où ces logements consistent en petites maisons, ou parties de petites maisons, ils sont souvent pourvus de mansardes, de celliers, de lavoirs, de cuisines, de petites cours et même de jardins, s'ils se trouvent dans les faubourgs; mais dans bien des cas, et généralement dans les maisons à logements, ces commodités manquent. On trouve rarement un endroit prévu pour la lessive, même dans les maisons à appartements les mieux construites. Les conditions sanitaires sont bien médiocres, même en ne tenant compte que

des exigences les plus modérées de l'hygiène moderne.

Dans plusieurs villes, une très petite partie des logements jouit d'une prise d'eau spéciale ; il faut aller chercher l'eau soit sur le palier, soit dans la cour des grands immeubles, même assez fréquemment aux fontaines de la rue. A d'autres points de vue l'installation sanitaire des maisons est extrêmement défectueuse. La suragglomération est ordinaire et accentuée encore par la coutume qui existe dans les grandes villes de construire aussi bien les grands immeubles que les petites maisons en « cités », c'est-à-dire des blocs d'immeubles appartenant généralement à un seul propriétaire construits autour d'une cour ou d'un préau derrière les maisons en façade, et auxquels on accède souvent par une voûte. On trouvera page 68 de la publication du service de la Statistique municipale de Paris un tableau des loyers prédominants dans chaque ville pour chaque classe de logements, dont les moyennes ont servi de base pour établir les nombres index que nous donnerons dans notre troisième partie.

Voici cependant dans les deux tableaux qui suivent, d'une part, les loyers ordinaires de la classe ouvrière en France à la date de l'enquête, et, d'autre part, les loyers comparés à Paris et dans les autres villes françaises.

Loyers ordinaires de la classe ouvrière en France.

NOMBRE DE PIÈCES par logement	Nombre de villes auxquelles les chiffres sont relatifs	Prix ordinaire hebdomadaire des loyers	Nombre de villes dans lesquelles le loyer moyen est :		
			Dans les limites de variation prédo- minante	Au- dessous des limites de variation prédo- minante	Au- dessus des limites de variation prédo- minante
		francs			
Une pièce.....	17	1 65 à 2 35	12	2	3
Deux pièces.....	26	2 95 à 3 55	14	5	7
Trois pièces.....	23	3 65 à 5 25	14	4	5
Quatre pièces.....	12	4 40 à 5 45	7	2	3

On voit par ce tableau que dans 26 villes sur les 30 qui ont été visitées, les logements de deux pièces occupent une place importante comme type d'habitation, les logements de trois pièces sont importants dans 23 villes, ceux d'une seule pièce sont importants dans plus de la moitié du total, tandis que ceux de quatre pièces ne représentent que les deux cinquièmes de ce total. Le tableau suivant montre de combien le prix des loyers de Paris dépasse celui du reste de la France :

**Comparaison des loyers à Paris et dans les
autres villes françaises.**

	<i>Variation prédominante des loyers hebdomadaires pour :</i>		
	Deux pièces	Trois pièces	Quatre pièces
	francs	francs	francs
Paris.....	3 85 à 7 75	5 80 à 9 35	7 75 à 9 65
Autres villes françaises.....	2 95 à 3 55	3 65 à 5 25	4 41 à 5 45

Ainsi, tandis que le loyer moyen de deux pièces à Paris est de 5 fr. 80, dans les autres villes, en bloc, il est de 3 fr. 25. Le loyer de trois pièces est respectivement de 7 fr. 55 et de 4 fr. 50 ; celui de quatre pièces est de 8 fr. 70 à Paris et seulement de 4 fr. 95 dans le reste de la France.

Telles sont les données au moyen desquelles on a établi les indices que nous utiliserons plus loin pour comparer le niveau des loyers dans les diverses villes, en tenant compte des différents degrés d'importance des types divers de logements. Ces indices ont été déterminés d'après la méthode ci-après. On a pris comme base les moyennes des loyers prédominants pour chaque classe de logements dans toute la France, données par le tableau dont il vient d'être parlé. On en a extrait le rapport de la moyenne des loyers prédominants de chaque ville avec la moyenne des loyers prédominants de toute la France : la moyenne des rapports donne un nombre index pour

la ville comparée avec le niveau prédominant de toutes les villes soumises à l'enquête. Le nombre index obtenu pour Paris a été pris comme base, et les nombres index pour les autres villes ont été déterminés en conséquence.

§ III. — ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES

Les informations ont été obtenues des autorités locales, des inspecteurs des contributions, des propriétaires et gérants de maisons dans de nombreuses villes. Elles ont été utilisées après vérification. Un nombre considérable de maisons ont été visitées dans chaque ville, en partie dans un but de vérification et d'enquête supplémentaire et en partie pour pouvoir fournir des renseignements sur le caractère de ces maisons et leur disposition.

Dans les 77 villes, il y a de grandes variations dans le type de disposition. Par exemple à South Shields ou à Sunderland, le logement ou l'habitation type de la classe ouvrière est celui qui contient 2, 3 ou 4 pièces ; à Blackburn ou Wigan il contient 3, 4 ou 5 pièces ; et à Leicester et à Northampton, 4, 5 ou 6. Des renseignements sur le nombre de pièces dont se composent les maisons ou logements les plus communément occupés par les classes ouvrières dans différentes villes, et sur la fréquence relative de ces diverses dispositions sont contenus dans un tableau donné page 6 de la publication de la Statistique de la

Ville de Paris. Les loyers le plus communément payés dans chaque ville en octobre 1905, pour chaque genre de logement, sont indiqués dans les rapports séparés et aussi dans le tableau des pages 9 et 10 ; les loyers qui y sont indiqués comprennent toujours les impôts locaux, puisque ceux-ci sont, pratiquement dans tous les cas, compris dans les paiements hebdomadaires du locataire. En partant des données contenues dans le tableau des pages 6 et 7, on peut construire le tableau suivant, qui montre, dans l'ensemble, quelles sont les limites prédominantes des loyers pour les logements, suivant leur grandeur :

NOMBRE DE PIÈCES par logement excepté la buanderie	Nombre de villes aux- quelles les nombres se rap- portent	Limites pré- dominantes des loyers hebdo- madaires, (y compris, en octobre 1905, toutes les catégories)	Nombre de villes dans lesquelles le loyer moyen est :		
			Dans les limites pré- domi- nantes	Au- dessous des limites pré- domi- nantes	Au- dessus des limites pré- domi- nantes
		francs			
Deux pièces.....	19	3 80 à 4 40	10	4	5
Trois pièces.....	44	4 75 à 5 65	25	8	11
Quatre pièces..	73	5 65 à 6 90	45	15	13
Cinq pièces.....	68	6 85 à 8 10	43	12	13
Six pièces.....	30	8 10 à 9 65	17	6	7

Ce tableau montre quelques faits intéressants. L'un est la prédominance des types de logements à 4 et 5 pièces pour la classe ouvrière : on trouve les premiers dans chacune des villes comprises dans cette enquête ; les derniers dans toutes les villes, excepté

très peu d'entre elles. Le type de logement à 3 pièces semble être très répandu, et il est à remarquer que les logements de 6 pièces se trouvent comme habitations de la classe ouvrière dans un nombre considérable de villes. Un autre fait est l'uniformité des loyers, en général, comme cela est montré par le nombre des villes dans lesquelles le loyer moyen pour chaque classe de logements s'accorde en général avec les limites prédominantes pour la même classe de logements à la campagne, et comme cela est aussi montré par l'étroitesse comparative des variations du prix des loyers pour chaque classe de logements. Et, en troisième lieu, une comparaison de la variation prédominante des loyers contenus dans ce tableau, avec ceux de la zone centrale de Londres, montre jusqu'à quel point les loyers, dans la capitale, surpassent ceux qui sont ordinaires ailleurs. Pour montrer ce contraste, les faits sont résumés dans le petit tableau suivant :

	<i>Limites prédominantes des loyers hebdomadaires (comprenant tout l'impôt)</i>				
	Deux pièces	Trois pièces	Quatre pièces	Cinq pièces	Six pièces
	francs	francs	francs	francs	francs
Londres.....	5 65 à 9 45	7 55 à 11 35	9 45 à 13 25	11 35 à 16 40	13 25 à 19 55
Villes de province.....	3 80 à 4 40	4 75 à 5 65	5 65 à 6 95	6 95 à 8 20	8 20 à 9 75

Il est à remarquer que, tandis que le loyer moyen pour deux pièces, à Londres, est de 7 fr. 55, il est seulement de 4 fr. 10 en province ; pour 3 pièces, à Lon-

dres, le loyer moyen est de 9 fr. 45 comparé à 5 fr. 20 en province; les nombres correspondants pour 4 pièces sont de 11 fr. 35 et 6 fr. 30 respectivement; pour 5 pièces, 13 fr. 85 et 7 fr. 55; et pour 6 pièces, 16 fr. 40 et 8 fr. 95.

Pour déterminer les villes où les loyers sont le plus élevés, il faut de toute nécessité prendre pour base de comparaison le loyer payé pour des logements similaires. Et les tableaux dont il a été parlé ont fait ressortir que si on se bornait à étudier un seul type de logement, on pouvait arriver à des résultats très contradictoires, suivant le type adopté. Aussi a-t-on suivi la méthode ci-après. Dans chaque ville, les loyers prédominants moyens, payés pour chacun des genres prédominants de logements dans cette ville, ont été comparés avec les loyers prédominants moyens pour un nombre correspondant de pièces à Londres. Ainsi à Birkenhead, où les types les plus usuels de maisons sont ceux de 3, 4 et 5 pièces, les loyers pour chacun d'eux sont exprimés en pourcentage des loyers de 3, 4 et 5 pièces à Londres, et le « nombre index » final de loyers à Birkenhead est la moyenne de 3 pourcentages ainsi obtenus. A Wolverhampton, la comparaison est basée sur les loyers des maisons de 4, 5 et 6 pièces et à South-Shields sur ceux des maisons de 2, 3 et 4 pièces. De même, dans les autres villes, les loyers des types les plus usuels de maisons sont comparés dans chacune d'elles avec ceux des types semblables à Londres.

Écosse

Les maisons ouvrières d'Écosse et celles d'Angleterre ont peu de points communs. Le domicile typique du travailleur, aussi bien du laboureur que de l'artisan qualifié, est, en Angleterre, un pavillon de trois, quatre ou cinq pièces ; en Écosse, un logement d'une, deux ou trois pièces. La différence se traduit par l'aspect des villes. Dans les villes industrielles ordinaires d'Angleterre on trouve que toutes les rues sont bordées de cottages de deux étages, construits toujours sur un plan presque uniforme. En Écosse, le cottage disparaît et sa place est prise par des blocs de construction de deux, trois ou quatre étages ; à Edimbourg, par exemple, le type le plus usuel de maison comprend quatre étages, chacun avec quatre logements, soit seize logements par bloc.

En ce qui concerne les logements eux-mêmes, les chambres, sont, en général, beaucoup plus grandes que celles des maisons anglaises ; surtout dans presque tous les logements on ajoute, dans une ou deux chambres des aménagements supplémentaires, tels que une alcôve. Souvent le lit est un meuble fourni par le propriétaire. Un autre trait particulier de ces logements est un *bed-closet*, c'est-à-dire un petit cabinet juste assez large pour contenir le lit. Il n'a pas de cheminée, et n'ayant pas de fenêtre, il est tout à fait sombre ou bien reçoit la lumière seulement d'une des autres chambres. Généralement, cha-

que bloc de logements a une buanderie commune et une lingerie commune.

Le tableau de la page 6 montre les proportions de la population occupant dans chaque ville des logements d'une, d'eux, trois pièces ou plus ; on peut y constater que les types prédominants d'habitations dans les villes écossaises sont ceux de maisons contenant respectivement une, deux ou trois pièces.

Le tableau de la page 9 indique les loyers réels payés dans chaque ville, selon le nombre de pièces dont se compose le logement. A ce sujet, il faut mentionner qu'en Écosse les maisons sont prises, en général, par location annuelle, et que le locataire a à payer sa part d'impôts directs. On a obtenu les nombres qui y figurent en divisant le loyer annuel, plus les impositions, par 52.

Le tableau suivant donne les limites prédominantes des loyers en octobre 1905 pour chacun des principaux types de maisons qui se trouvent en plus grand nombre dans toutes les villes comprises dans ce rapport.

NOMBRE DE PIÈCES par maison	Nombre de villes aux- quelles les nombres se rap- portent	Limites prédomi- nantes des loyers hebdo- madaires y compris toutes les impositions en oct. 1905	Nombre de villes dans lesquelles le loyer moyen est :		
			Entre les limites prédo- minantes	Au- dessous des limites prédo- minantes	Au- dessus des limites prédo- minantes
		francs			
Une pièce.....	10	2 50 à 3 15	6	2	2
Deux pièces.....	10	4 85 à 5 35	7	2	1
Trois pièces.....	10	6 50 à 8 10	6	2	2

Edimbourg (avec Leith) est comprise dans ce tableau en ce qui concerne les maisons de une et deux pièces ; le loyer moyen dans cette ville est au-dessus des limites prédominantes, tandis qu'en ce qui concerne les maisons de trois pièces, il tombe exactement entre ces limites.

Irlande.

Les conditions d'habitation dans les villes irlandaises diffèrent d'une manière frappante de celles qui prévalent en Écosse, mais correspondent, en général, aux conditions anglaises. Les types prédominants de logements, en dehors de Dublin, sont des cottages de un ou deux étages contenant deux, trois, quatre ou cinq pièces.

A Dublin, cependant, les conditions sont totalement différentes. Les classes ouvrières sont logées, en très grande majorité, dans des maisons comprenant beaucoup de logements ; ces maisons sont néanmoins très différentes des blocs de construction précédemment décrits. Ils consistent, pour la plupart, en grandes maisons occupées autrefois par des classes plus fortunées. Maintenant, dans ces maisons, les pièces sont louées telles qu'elles sont demandées par des locataires ouvriers.

Il faut aussi faire mention d'un certain nombre de logements et de maisons pour des classes plus aisées, situés pour la plus grande part hors de la ville. Il y a une petite différence entre les loyers demandés pour

ces maisons ou logements, et ceux que l'on demande pour le même nombre de pièces dans les maisons à appartements.

Le tableau de la page 9 montre quels sont les loyers les plus communément payés pour ce type prédominant de maisons dans les différentes villes. L'importance relative des différents logements indiqués dans ce tableau détaillé des loyers doit être complété par le tableau de la page 6, qui donne pour chaque ville la proportion de la population occupant les divers logements. Le tableau suivant indique les limites prédominantes des loyers en octobre 1905 pour chacun des principaux types d'habitation ouvrière.

Dublin est compris dans ce tableau, les loyers y sont beaucoup plus élevés que dans le reste de l'Irlande.

NOMBRE DE PIÈCES par logement (en excluant la laverie)	Nombre de villes aux- quelles les nombres se rap- portent	Limites prédo- minantes pour les loyers hebdo- madaires (y compris les impositions en oct. 1905)	Nombre de villes dans lesquelles le loyer moyen est :		
			A l'intérieur des limites prédo- minantes	Au- dessous des limites prédo- minantes	Au- dessus des limites prédo- minantes
		francs			
Une pièce.....	5	1 90 à 3 15	4	—	1
Deux pièces.....	6	3 15 à 4 40	5	—	1
Trois pièces.....	6	5 05 à 6 30	3	1	2
Quatre pièces.....	6	6 95 à 8 50	3	1	2

§ IV. — ALLEMAGNE.

Les renseignements recueillis dans ce pays sur les loyers l'ont été à des sources analogues à celles désignées dans les deux autres pays ci-dessus examinés : les autorités municipales, des propriétaires de maisons individuelles et un grand nombre de locataires faisant partie d'associations ouvrières ; les données ainsi obtenues ont été complétées par quelques enquêtes sur place aux fins de vérification et constatations relatives au caractère général et au type de disposition de l'habitation.

Voici tout d'abord des indications générales sur le type prédominant de l'habitation de la classe ouvrière en Allemagne. Six ou sept logements au minimum occupent un étage dans une grande maison. Cela constitue le type ordinaire de l'habitation pour *toutes* les classes, et c'est un trait caractéristique des villes allemandes que, non seulement dans les districts occupés exclusivement par la classe ouvrière, mais encore dans le centre des villes, les classes ouvrières sont généralement disséminées, occupant soit les étages supérieurs de maisons dont les étages inférieurs peuvent être occupés par des locataires de classe moyenne, ou encore logés dans des « corps de bâtiments d'arrière » (*Hinterhäuser*) — et dans les conditions précédemment indiquées — lesquels sont masqués par les maisons habitées par des classes plus aisées, et qui sont seules visibles de la rue.

Il existe quelques exceptions, mais, comme règle générale, la grande maison avec un nombre considérable de logements devient de plus en plus prédominante.

Brême est unique parmi les grandes villes d'Allemagne en ce sens qu'une très considérable proportion de sa population vit dans des maisons logeant une seule famille; à Remscheid et à Solingen les maisons du type ancien pour une ou deux familles, et à Crefeld les maisons pour deux familles, originairement construites pour des tisserands, sont encore en nombre important; des maisons de ce genre sont aussi assez nombreuses dans d'autres villes (comme, par exemple, à Elberfeld, Königshütte et Munich), mais presque partout, même dans les toutes petites villes, elles ont leur entrée devant les grandes maisons ayant beaucoup de logements. Dans un certain nombre des plus grandes villes, ces constructions ressemblent souvent à de grandes casernes érigées autour de petites cours pavées, ajoutant au bloc en façade sur la rue un autre bloc régnant en arrière parallèlement au premier (*Hinterhæuser* ou *Hofhæuser*), et assez souvent aussi un ou plusieurs blocs de côté (*Seitenhæuser* ou *Flügelhæuser*), soit isolés, soit s'étendant en arrière du bloc de façade et le reliant avec celui d'arrière. Les loyers dans ces maisons d'arrière et de côté sont, en règle générale, plus bas que ceux qui sont payés dans les blocs en façade. Dans les constructions modernes, il existe beaucoup de variantes de ce type, tendant en général à l'élimination des blocs de côté ou d'arrière et même des deux.

Le traditionnel, et encore normal, logement de la classe ouvrière dans ces maisons, consiste en trois chambres appelées respectivement *Stube*, *Kammer*, *Küche* (salle, chambre à coucher et cuisine) avec quelques petits locaux tels que partie de cave pour l'emmagasinage du combustible, etc., et même à l'usage de buanderie, et à certains jours, un hangar pour séchage du linge. Un grand nombre des nouvelles maisons à logements ouvriers ont sur la façade ou (plus habituellement) sur l'arrière, un balcon servant aussi à ce dernier usage. Les logements de deux pièces, ayant habituellement les mêmes petites dépendances, sont aussi très communs, et ces deux genres — avec la prédominance de celui à trois pièces — peuvent être pris comme représentant le type d'habitation de la classe ouvrière qui prévaut dans toute l'Allemagne.

Les logements composés de quatre pièces n'ont une certaine importance que dans quelques endroits exceptionnels. Le principal d'entre eux est Leipzig; là, le niveau général de l'habitation de la population ouvrière apparaît plus élevé que dans aucune autre des grandes villes soumises à l'enquête, à l'exception de Brême.

Les logements d'une seule pièce, quoique fréquents, ne sont pas en nombre suffisant pour être regardés comme constituant un type important; de même on trouve rarement des logements ouvriers de cinq pièces ou plus. Les pièces d'un même étage de ces maisons à logements sont fréquemment disposées de

façon à pouvoir les combiner suivant les besoins de la location, et ceci est facilité là où, comme dans le district industriel westfalien-rhénan, dans la plus grande partie de l'Allemagne du nord et à Mulhouse, le locataire doit se pourvoir lui-même des appareils de chauffage et de cuisine — la cheminée à foyer visible est pratiquement inconnue en Allemagne. Dans la Saxe et généralement dans l'Allemagne du Sud, d'autre part, les appareils de chauffage sont fournis par le propriétaire.

De chacun de ces types généraux d'habitation ouvrière il existe, naturellement, maintes variations. Une des difficultés principales de la classification est causée par la cuisine. A Stuttgart, ce qui est appelé « cuisine » est toujours adjoint aux deux ou trois chambres du logement, mais c'est un tout petit local capable, à la vérité, de servir pour les besoins culinaires, mais non comme salle commune. Il en est de même, plus ou moins, dans les autres villes, telles que Aschaffenburg, Hambourg, Munich, Nuremberg, Brunswick, Bochum et Mulhouse; mais, dans d'autres villes, la cuisine est une pièce assez grande à usage de salle commune. Dans un certain nombre de cas, la pratique prévaut de louer un grenier ou mansarde avec chaque logement. Ceci s'applique plus spécialement aux villes saxonnes: à Chemnitz, chaque logement doit comprendre une de ces mansardes capables d'être utilisée comme chambre à coucher. Là seulement où ces mansardes sont employées ainsi, elles ont été comptées comme chambres en désignant

ces logements sous les appellations de « deux chambres » ou « trois chambres. »

Aussi, pour faciliter les comparaisons, a-t-on, dans l'enquête, compté comme « chambres », toutes les cuisines assez grandes pour servir de salles communes et toutes les mansardes assez grandes pour servir de chambres à coucher. C'est dans ces conditions qu'ont été établis les tableaux des loyers prédominants qu'on trouve au rapport dans lequel nous puisons ces renseignements. Les données fournies dans ces tableaux sont basées sur les renseignements obtenus au cours de l'enquête qui a porté en Allemagne sur plus de 107.000 logements ouvriers. On trouvera page 110 de la publication du Service de la Statistique municipale de la Ville de Paris un tableau qui présente la variation dominante des prix des loyers des logements de dimensions variées dans l'ensemble de l'Allemagne, Berlin excepté. Les chiffres qui y figurent comprennent la taxe pour l'eau et quelques autres petites taxes, mais sans aucun impôt local. Le tableau suivant donne les loyers prédominants en Allemagne, Berlin excepté :

NOMBRE DE CHAMBRES par logement	Nombre de villes aux- quelles s'ap- plique le tableau	Variation prédo- minante des loyers hebdoma- daires	Nombre de villes dans lesquelles le loyer moyen est :		
			Dans les limites de variation prédo- minante	Au- dessous des limites de variation prédo- minante	Au- dessus des limites de variation prédo- minante
		francs			
Deux chambres...	22	3 35 à 4 40	13	5	4
Trois chambres...	32	4 40 à 6 »	19	6	7
Quatre chambres.	15	5 35 à 7 55	8	3	4

D'après ce tableau, on verra que les logements à trois chambres ont été trouvés être le type important de l'habitation ouvrière dans chacune des villes soumises à l'enquête ; que les logements à deux chambres sont en nombre important dans deux tiers des villes et les logements à quatre chambres près du quart du nombre total des villes. Une comparaison des loyers mentionnés dans ce tableau avec ceux qui prévalent à Berlin, pour les logements à deux et à trois chambres seulement — les logements ouvriers de plus grande dimension se présentant à Berlin en nombre insignifiant — montre combien la charge des loyers dans la capitale excède celle des autres villes.

**Comparaison des loyers à Berlin
et dans les autres villes allemandes.**

	<i>Variation prédominante des loyers</i>	
	Pour deux chambres	Pour trois chambres
	francs	francs
Berlin.....	6 30 à 7 55	8 80 à 11 65
Autres villes allemandes.....	3 35 à 4 40	4 40 à 6 »

Ainsi, tandis que le loyer moyen, à Berlin, pour deux chambres, est de 6 fr. 85 dans l'ensemble des autres villes il est seulement de 3 fr. 85 ; et pour trois chambres, à Berlin, il est de 10 fr. 15 tandis qu'ailleurs il est de 5 fr. 15 seulement. Il est à remarquer qu'à Stuttgart les loyers sont presque aussi élevés qu'à Berlin, les loyers moyens pour deux et trois chambres étant respectivement de 6 fr. 45 et 10 fr. 15.

Il n'a pas été possible de prendre comme base pour comparer les niveaux du loyer des différentes villes la variation prédominante des loyers dans les maisons d'habitation de la classe ouvrière à Berlin. La raison en est que l'enquête n'a porté, pour cette capitale, que sur les loyers des logements à deux chambres et à trois chambres. Les loyers des logements à quatre chambres y sont, en effet, trop chers pour être payés par les classes ouvrières, tandis que dans plusieurs autres villes allemandes, les logements à

quatre chambres constituent un type fréquent d'habitation ouvrière. Comme il est indispensable pour établir une comparaison correcte qu'elle porte sur les loyers de logements d'un type uniforme, on a pris pour base les moyennes des loyers prédominants pour chaque classe de logements dans l'ensemble de l'Allemagne telles qu'elles résultent des tableaux mentionnés plus haut. On en a tiré les rapports entre les loyers prédominants moyens dans chaque ville et les loyers prédominants moyens pour toute l'Allemagne. La moyenne de ces rapports a fourni un nombre index pour chaque ville comparé avec le niveau prédominant des villes enquêtées. Celui de Berlin a été alors pris comme base et ceux des autres villes déterminés en conséquence.

§ V. — BELGIQUE

Les renseignements obtenus en Belgique sur les loyers l'ont été de sources variées, mais la plupart des prix de location furent recueillis directement des locataires eux-mêmes. Un certain nombre de visites eurent lieu pour déterminer les divers types d'habitation.

Ceux-ci présentent la plus grande uniformité et approchent assez exactement de ceux qui prédominent dans les villes industrielles anglaises; c'est dire que la petite maison, occupée par une ou deux familles, se rencontre le plus souvent et que les grands immeubles sont rares. Et encore, là où ils existent, ont-ils rarement de grandes dimensions. Il est vrai que la

majorité des villes visitées avaient une population n'excédant pas 50.000 habitants et qu'un certain nombre d'entre elles, telles que Seraing, Turnhout, La Louvière et Pâturages ont encore un caractère semi-rural.

Les grands immeubles pour logements ouvriers ne présentent d'importance qu'à Anvers seulement (où il y en a un certain nombre de dimensions considérables), dans quelques parties de l'agglomération bruxelloise, dans le centre de Liège. Ils prennent une petite extension à Charleroi, à Tournai. Verviers, où ce genre de construction semble avoir été déterminé par les conditions topographiques, est la seule ville dans laquelle les grandes maisons à logements ouvriers, contenant 4 familles ou plus, constituent pratiquement le seul type d'habitation de la classe ouvrière. Les maisons à 6 chambres, divisées pour 2 familles, ont été signalées comme le type prédominant à Anvers ; les maisons à 4 chambres, occupées par deux familles, sont communes à Bruxelles ; à Liège, les 2 chambres formant l'étage supérieur d'une maison à 4 pièces, sont communément sous-louées ; mais, même dans ces villes, on trouve fréquemment la maison particulière, ayant 1 ou 2 étages, contenant de 2 à 4 pièces avec dépendances, occupée par une seule famille ; et ailleurs, on peut la considérer comme le type représentatif de l'habitation. Habituellement, ces maisons ont, en plus des chambres habitables, un grenier ou mansarde et un cellier ; et, dans les plus petites villes, elles possèdent souvent une cour ou un jardin. A Pâturages, qui conserve encore les apparences caractéristi-

ques d'un grand village, une très considérable proportion des maisons sont possédées par leurs occupants.

Dans l'agglomération bruxelloise, $\frac{4}{5}$ des logements occupés par la classe ouvrière consistent simplement en 1 ou 2 chambres, tandis que, dans la ville de Bruxelles proprement dite, presque la moitié n'ont qu'une chambre seulement ; les logements d'une seule chambre sont assez nombreux à Liège et à Verviers. Au contraire, à Anvers, les logements contenant 3 chambres sont les plus nombreux ; beaucoup d'autres ont 2, 3 ou 4 pièces.

Les logements à deux chambres sont nombreux à Bruges, Charleroi, Liège, Louvain, Pâturages, Seraing, Turnhout et Verviers ; les logements de 3 pièces sont en nombre important à Bruges, Gand, Pâturages, Seraing, Turnhout et Verviers ; les logements de 4 pièces sont fréquents à Bruges, Charleroi, Gand, Louvain, Malines, Pâturages, Tournai et Verviers, et presque la généralité à Courtrai et La Louvière. Les logements de plus grande dimension, contenant cinq ou six pièces, se trouvent à Gand et Malines ; mais ils ne peuvent être aucunement considérés comme types de l'habitation de la classe ouvrière dans les villes industrielles de Belgique.

Quoique les types d'habitation se rapprochent de ceux de la classe ouvrière en Angleterre, si remarquables au point de vue de la salubrité, les logements ouvriers des villes belges soumises à l'enquête ne peuvent être considérés comme satisfaisants. Dans

les grandes villes telles que Bruxelles, Anvers, Gand et Liège, et même dans celles, relativement petites, comme Courtrai, Louvain, Seraing et Tournai, beaucoup de maisons sont entassées dans des cours et impasses en arrière des maisons en façade sur les rues ; la petite dimension de ces dernières maisons empêche de voir combien cette situation est mauvaise, mais n'y remédie point. En outre, l'aménagement des habitations de la classe ouvrière, en ce qui concerne la fourniture de l'eau et autres besoins sanitaires est, presque partout, extrêmement insuffisant. Une très faible proportion de ces logements possède une prise d'eau particulière ; même à Bruxelles, les habitants des logements ouvriers sont presque toujours obligés d'aller chercher l'eau, pour les usages domestiques, en dehors de la maison, soit aux pompes établies dans les cours des maisons ou à une distance plus ou moins grande à des fontaines établies dans les rues, et fréquemment il faut la tirer d'un puits ; et ces fâcheuses conditions sont encore plus mauvaises dans certaines petites villes.

On trouvera comme précédemment dans un tableau page 163, les prix les plus communément payés pour les habitations d'importance variée. Les chiffres qui y figurent proviennent des déclarations des locataires de logements ouvriers, au nombre de 32.000 obtenues au cours de l'enquête. Ces chiffres ne comprennent aucun élément d'impôt local et en règle générale aucune charge pour l'eau. Ce tableau a servi à dresser le suivant.

Prix des loyers des habitations ouvrières en Belgique.

NOMBRE DE CHAMBRES par logement	Nombre de villes enquê- tées	Limites du prix hebdoma- daire des loyers	Nombre de villes dans lesquelles le loyer moyen est :		
			dans les limites ci-contre	Au- dessous des limites ci-contre	Au- dessus des limites ci-contre
		francs			
Deux chambres...	12	2 20 à 2 85	6	3	3
Trois chambres...	11	2 75 à 3 55	6	3	2
Quatre chambres..	12	3 35 à 4 40	8	2	2

On a déjà remarqué qu'à Bruxelles les habitations de plus de deux chambres sont rarement occupées par des ouvriers ; il est, par conséquent, impossible de comparer directement les loyers payés pour des habitations d'importance variée, dans la capitale, avec ceux présentant ailleurs la même composition, excepté dans le cas de logements à deux chambres, pour lesquels le loyer moyen à Bruxelles est de 3 fr. 80 et dans le reste de la Belgique de 2 fr. 50. Dans le cas d'Anvers, les loyers sont mentionnés pour les habitations contenant respectivement deux, trois et quatre chambres et la différence entre les prix payés dans la ville et le reste de la Belgique est très marquée. Ainsi, tandis que le loyer moyen pour deux chambres à Anvers est 4 francs, dans les autres villes il est de 2 fr. 50 ; pour trois chambres les loyers moyens sont

respectivement de 4 fr. 75 et 3 fr. 10 ; pour quatre chambres 5 fr. 30 à Anvers et 3 fr. 85 dans le reste de la Belgique.

En raison des divers degrés d'importance des différents genres de logements pour comparer les taux des loyers dans les diverses villes, on a dû procéder comme nous avons vu qu'on l'avait fait pour l'Allemagne. On a pris pour base les moyennes des prix limites des loyers de chaque classe d'habitation dans toute la Belgique telles qu'elles résultent des tableaux dont il vient d'être parlé. On en a tiré le rapport entre la moyenne des loyers dans chaque ville et la moyenne des loyers de toute la Belgique. Le chiffre exprimant ce rapport donne, pour chaque ville, un nombre index du taux moyen de ces loyers comparativement à celui de toutes les villes belges soumises à l'enquête. Le nombre index ainsi déterminé pour Bruxelles fut alors pris pour base et servit de terme de comparaison pour les autres villes.

§ VI. — ÉTATS-UNIS.

Les renseignements qui suivent ont été obtenus, à la date de février 1909, sur les logements occupés par la classe ouvrière, principalement des agents de l'État et des locataires. Nous nous bornons à les reproduire à peu près textuellement et tels que les donne le Recueil de Statistique Municipale de la ville de Paris pour 1911. Les renseignements, obtenus comme il vient d'être dit, ont été complétés par des

visites qui ont fourni des données de première main sur les loyers payés, sur le type d'habitation, sur le nombre et les dimensions des pièces, sur l'organisation du logement, et dans une certaine mesure, sur le genre de vie familiale.

Ce qu'on signale tout d'abord dans les villes enquêtées, c'est la grande variété de types caractéristiques d'habitation. On y trouve le grand bâtiment d'habitation onvrière à plusieurs étages, disposé pour logements de deux à quatre familles, situés sur chaque palier, le logement, unique par palier, du type dit « Bungalow », est encore la maison à un seul étage pour une seule famille.

Les types de maisons particulières présentent, eux-mêmes, une très grande diversité, évitant fréquemment la répétition exacte d'un modèle identique, spécialement dans les villes où prédominent les maisons isolées ou à demi-isolées.

Dans la plupart des villes du Sud qui ont été visitées pour l'enquête, la maison pour une seule famille, comportant des formes très composites et très variées, apparaît indiscutablement comme le type prédominant d'habitation. Les villes suivantes sont celles dans lesquelles ce type est le plus fréquent : Philadelphie, Baltimore, Pittsburg, Détroit, Louisville, Muncie et les villes du Sud. La maison pour une seule famille, quoique relativement moins commune, est aussi largement représentée à Cleveland, Minneapolis, Milwaukee et Saint-Paul.

Dans un certain nombre de villes, les maisons ne

contenant que un ou deux logements, soit au rez-de-chaussée, soit au premier étage, sont nombreuses dans les villes de la Nouvelle-Angleterre (y compris Boston), Brooklyn (N.-Y.), Newark, Paterson, Cleveland, Pittsburg, Chicago, Milwaukee, Duluth, Minneapolis, Saint-Paul, Saint-Louis et Savannah. On trouve aussi la maison destinée à trois familles — qui est une extension de la maison pour deux familles — et enfin la maison pour quatre familles.

Dans certaines villes, un grand nombre de maisons privées ont été transformées en maisons ouvrières ; elles contiennent ordinairement trois familles.

Les maisons contenant quatre, cinq ou six logements ouvriers sont aussi très communes dans la Nouvelle-Angleterre, à Cincinnati et Chicago.

Les villes dans lesquelles prévalent les grandes constructions à destination de nombreux logements ouvriers sont rares, New-York et Cincinnati les utilisant principalement. Dans la première, les quartiers dans lesquels se trouve ce genre d'habitation, spécialement le quartier de Manhattan, forment, toutefois, une classe à part.

Dans la plupart des villes, ces logements ouvriers sont du type des grands immeubles construits à destination de locataires multiples. Ils sont fréquents dans les parties les plus centrales de Boston où ce sont le plus souvent des maisons ayant été destinées à une famille, qui ont changé d'usage avec ou sans adaptation convenable. Presque toutes les grandes villes présentent ces logis en transformation ; ils se

trouvent en général dans les quartiers les plus centraux et les plus anciens ; ce ne sont plus que des vestiges du passé ; étant menacés d'absorption dans un quartier d'affaires, ils sont le plus souvent négligés. Baltimore, Saint-Louis, Boston et New-York offrent des exemples de cette phase de transformation.

La classification précédente donne une faible indication des nombreuses subdivisions dans lesquelles les types ci-dessus mentionnés pourraient être classés comme ancienneté, structure, position, commodité d'installation ou dimensions de pièces, et elle est évidemment impuissante à indiquer le caractère réel de l'habitation. Un même nombre de chambres, par exemple, dans une cité ouvrière située dans le voisinage populeux d'une grande ville, peut souvent être plus avantageux que dans une habitation disposée pour une seule famille, dans un faubourg, si la première est de construction récente et fournit les commodités et installations sanitaires modernes, et si la dernière est de vieille date, insalubre, sans alimentation directe en eau, ni égout. Ces difficultés expliquent les tentatives qui ont été faites aux États-Unis pour établir, autant que possible, des points de comparaison en vue de déterminer le type du meilleur logement.

D'autre part, certaines comparaisons ne sont pas utilisables, les habitations et souvent les districts considérés faisant partie d'éléments de la structure sociale des villes, qui sont dans un constant état de

changement. La même difficulté existe pour s'assurer des véritables conditions actuelles d'habitation, soit en raison du petit nombre des informations, officielles ou non officielles, soit en ce qui concerne les loyers, le nombre prédominant des pièces par logement et tous les autres éléments pouvant aider à déterminer le type de l'habitation ouvrière recherchée. Sauf à New-York et Rhode-Island, les récentes enquêtes détaillées ont surtout porté sur les questions ci-dessus.

Les difficultés ordinaires de classification des types de logement sont augmentées, aux États-Unis, par l'importance spéciale qu'on y attache à ce que l'on entend par *location*, terme que, dans chaque ville de l'Ancien et du Nouveau Monde, on interprète d'une façon différente. Ces difficultés prennent un caractère tout spécial lorsqu'il s'agit, non plus seulement des grandes catégories de classes sociales et d'impôts, mais aussi des subdivisions dues à la race et à la couleur. Cependant, les différences entre les revenus résultant de ces subdivisions sont, en général, moins marquées que celles qui sont dues aux avantages généraux de l'habitation.

A New-York, les immeubles pour logements ouvriers présentent une grande variété de types, suivant la localité et l'époque de leur construction. Ainsi, en ce qui concerne Brooklyn, on peut distinguer de notables différences locales ; les maisons ont moins d'étages, leur charpente est plus souvent en bois. Il arrive plus souvent que des maisons construites pour une

seule famille aient été converties, souvent illégalement, en habitations pour plusieurs ménages. Ces divers caractères présentent, dans les parties les plus centrales de ces faubourgs de New-York, leur degré le plus lent de transformation et de développement. Le faubourg de Broux a pour caractères distinctifs de ne contenir presque pas d'immeubles pour logements ouvriers composés de deux ou même trois chambres, et tandis qu'on y voit plus souvent des logements ouvriers désignés sous l'appellation flatteuse d'« appartements » (c'est-à-dire de logements dont toutes les pièces sont situées au même étage), ce qui indique un niveau plus élevé de bien-être chez les salariés. Enfin, dans le faubourg de Manhattan (excepté dans certaines parties du plus bas quartier sud-ouest), quelques caractéristiques générales montrent que la concentration de la population y est plus grande et la valeur du terrain plus élevée ; le type des constructions y affecte de plus grandes dimensions ; les maisons ayant un arrière-corps de bâtiment y sont plus nombreuses ; leur groupement plus compact, spécialement dans le plus bas quartier Est, dont le type d'habitations est connu pour être particulier à New-York. Ces divers caractères généraux menacent de prolonger, sinon de perpétuer le danger d'encombrement, de surpeuplement, produit par la construction relativement rapide des plus grands types d'habitations ouvrières modernes.

A New-York, la construction des immeubles pour logements ouvriers remonte à quelques dizaines

d'années et les traits principaux de son évolution ont été déterminés par des considérations commerciales et aussi par l'accroissement de la population dans une étendue limitée.

Les dangers de la situation résultaient des conditions matérielles locales et d'une réglementation fixant ordinairement pour chaque terrain une profondeur de 305 mètres et une largeur de 76 mètres. Cela convenait admirablement pour des habitations privées, avec petits jardins, mais devenait extrêmement mal adapté aux besoins d'un important et rapide accroissement de la population industrielle. La symétrie rectangulaire du plan suivant lequel la plus grande partie de Manhattan fut disposée remonte en 1807 et explique la répétition presque inévitable des types d'habitation.

Peu à peu, des modifications se produisirent dans les dimensions des logements.

Parmi les premiers et les plus simples types il faut ranger les constructions à double façade ayant à chaque étage deux appartements de quatre pièces disposées à la suite l'une de l'autre, de la rue vers la cour. Ainsi, sur deux chambres, il y en avait une qui empruntait la lumière à l'autre, et il en était ainsi toutes les fois que le logement n'était pas situé à un coin de rue lorsqu'il n'y avait qu'une porte par laquelle cette lumière pouvait parvenir à la seconde chambre ; ce genre d'habitation était évidemment d'un ordre inférieur. Lorsque, d'autre part, les arrière-corps de bâtiment contenant deux logements à deux

Chambres par étage, étaient construits à l'extrémité du terrain et adossés aux arrière-corps de bâtiment des maisons construites du côté opposé du bloc de maisons, les conditions générales d'habitation qui pouvaient en résulter offraient beaucoup d'inconvénients.

Cependant, lorsqu'il n'y a pas d'arrière-corps de bâtiment, lorsque le water-closet possède une fenêtre donnant sur le dehors, et lorsque de grandes baies s'ouvrent entre les chambres intérieures ou obscures et les chambres extérieures, ces habitations sont supérieures, à certains égards, à celles du type moins ancien, et même à quelques-unes de celles qui sont construites actuellement.

L'état des locaux étant celui que nous venons d'exposer, pour la classification des loyers, on a dû adopter pour base élémentaire le nombre de pièces comme on l'avait fait en ce qui concerne les pays d'Europe, quoique les chiffres généraux relatifs au nombre total de logement de dimensions variées dans les différentes villes fasse défaut aux États-Unis. Ainsi dans l'établissement de la liste des loyers le plus habituellement payés, les statistiques relatives au nombre de ces logements existaient rarement.

On trouvera cependant page 306 un tableau, par ville, des loyers hebdomadaires prédominants par logements des classes ouvrières, dont le suivant est le résumé. Les données de ce tableau sont basées sur les cotes de loyers obtenues sur 90.000 logements de la classe ouvrière. Le nombre de cotes jugé néces-

saire pour obtenir une indication véritable des loyers dans une ville donnée a varié depuis un minimum d'un peu plus de 600 jusqu'à un maximum dépassant 18.000.

**Loyers prédominants des logements
de la classe ouvrière.**

NOMBRE DE CHAMBRES par logement	Nombre de villes aux- quelles les chiffres se rap- portent	Variations prédo- minantes des loyers hebdoma- daires	Nombre de villes dans lesquelles le loyer moyen est :		
			Dans les limites de la variation prédo- minante	Au- dessous des limites de la variation prédo- minante	Au- dessus des limites de la variation prédo- minante
		francs			
Trois chambres....	18	8 40 à 11 95	11	3	4
Quatre chambres..	27	10 80 à 15 »	15	6	6
Cinq chambres....	24	14 50 à 18 80	15	5	4
Six chambres.....	19	16 40 à 21 85	10	4	5

Les renseignements obtenus, au moyen des budgets de dépense familiale ouvrière, ont été employés dans le calcul des loyers prédominants. On remarquera que les chiffres tirés des budgets de famille (3 fr. 27 par chambre) s'écartent peu de ceux qui ont été obtenus au moyen d'une enquête plus générale (3 fr. 25 par chambre).

De ce tableau, il ressort que les logements de quatre pièces et aussi de cinq pièces sont le type prédominant. Toutefois, la variation des prix pour le type à cinq pièces n'est pas cotée à Baltimore, car la varia-

tion des loyers y est faible et les logements de six pièces y sont nombreux. A Cincinnati et Saint-Louis, l'habitation ne comprend pas habituellement plus de quatre pièces, et souvent n'en comprend que deux ; ces deux villes sont, parmi les villes enquêtées, celles qui ont les loyers les plus élevés. Cincinnati se range, avec New-York, comme une des villes types, pour les logements ouvriers. A Saint-Louis, les loyers semblent relativement élevés parce que la demande de logement y a été considérablement supérieure à l'offre, mais les habitations sont beaucoup mieux appropriées et la grandeur des logements est au-dessus de la moyenne.

Outre Saint-Louis et Cincinnati, les seules autres villes dans lesquelles (en dehors des loyers payés par les locataires de couleur) l'enquête a fourni des renseignements sur les logements de deux pièces sont Augusta, Boston et Pittsburg.

Quoique les logements de deux pièces soient le type prédominant à Augusta, cela ne peut s'expliquer par un niveau local élevé des loyers, comme à Cincinnati et à Saint-Louis, mais plutôt en raison de la dissémination considérable de l'agglomération et par des conditions inférieures du genre d'habitation. Ici le grand nombre de « blancs pauvres » (*poor white*) — ou classe d'ouvriers employés dans les usines à coton — et les conditions inférieures de leurs logements suppriment la distinction habituelle entre les loyers des blancs et ceux des gens de couleur, constatées dans toutes les autres villes du Sud. A Pittsburg et à

Boston, les loyers sont élevés et les logements composés de deux pièces, destinés à une famille, sont, pour la plupart, occupés par des étrangers (les plus pauvres et plus récents immigrants); il en est ainsi spécialement à Pittsburg. A New-York, particulièrement dans le quartier connu sous le nom de *Lower East Side*, les logements de deux pièces sont un type local; c'est pour cette raison que les loyers pour logements de deux pièces n'ont pas été cotés comme type général pour la ville entière. A Chicago également, la seconde des plus grandes villes américaines ayant comparativement les loyers les plus bas, les logements de deux pièces ne sont pas un type commun.

La statistique des loyers des plus petits logements tend, d'une manière à peu près générale, à prouver que les loyers sont chers aux États-Unis. L'exception qui concerne Augusta est sans valeur; nous avons déjà dit qu'elle n'est qu'apparente et résulte de l'omission des cotes des loyers pour les logements de 3 pièces. Dans un tiers des villes le type de 4 pièces est le plus fréquent, et dans une seule de ces villes, Brockton, les types d'habitation sont d'un degré supérieur. Cette ville est un simple entrepôt industriel dans lequel les salaires sont relativement élevés. Parmi les villes où les logements ne dépassent pas trois pièces et où les loyers prédominants sont bas, on peut ranger Muncie, Lowell, Fall-River, Detroit et Providence dont les loyers sont les moins chers de tous ceux des autres villes soumises à l'enquête. Les autres villes pour lesquelles aucun chiffre n'est donné pour les

logements de trois pièces sont Newark, Milwaukee et Lawrence, et aussi les villes du sud quoique ces logements y soient très répandus.

Les villes dans lesquelles les logements de six pièces ne sont pas un type prédominant sont, pour la plupart, méridionales, et comprennent Augusta, Birmingham, Memphis et la Nouvelle-Orléans. Huit villes ne portent aucune indication de cette classe de logements et trois, parmi celles qui n'ont pas encore été mentionnées, savoir : New-York, Saint-Louis et Cincinnati, forment avec Memphis et Pittsburg le groupe des villes soumises à l'enquête dans lesquelles les loyers sont les plus élevés. A New-York, le logement de six pièces comme celui de deux pièces est cependant un type prédominant dans certains quartiers, et pour l'un d'eux, *the Bronx*, la variation prédominante du loyer est de 26 fr. 67 à 31 fr. 50 par semaine.

L'autre ville dans laquelle les logements ouvriers composés de six pièces sont à des prix modérés mais sont d'ailleurs peu nombreux est Louisville. Des logements de six pièces sont fréquemment occupés par des familles d'ouvriers à Cleveland, Philadelphie et Savannah.

En prenant pour bases les moyennes des limites de variation prédominante des loyers telles qu'elles ont été données dans le tableau qui précède, on a établi les rapports du pourcentage de ces chiffres avec ceux des loyers prédominants moyens dans chaque ville. La moyenne de ces rapports a donné pour chaque ville un nombre index.

TITRE II. — Salaires.

CHAPITRE UNIQUE

Il nous reste, avant d'aborder les comparaisons dont nous allons nous occuper, à exposer en ce qui concerne les salaires les sources des renseignements et les résultats obtenus.

§ I. — FRANCE — D'APRÈS LE SERVICE DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE

Les principales sources des renseignements obtenus par le Service de la Statistique de la France sont en premier lieu des états remplis au début de l'année 1911 par les conseils de prud'hommes et par les maires dans les villes chefs-lieux du département où il n'existe pas de conseils de prud'hommes ; ensuite des bordereaux annexés aux cahiers des charges des travaux et fournitures exécutés pour le compte de l'État, des départements et des communes.

Les états fournis par les Conseils de prud'hommes et les maires l'ont été en réponse à un question-

naire qui leur a été adressé en 1911. Les professions portées sur ce questionnaire sont au nombre de 52 dont 45 exercées par des hommes et 7 par des femmes. Ce sont des professions qui se rencontrent dans presque toutes les localités visées par l'enquête. Elles peuvent donc fournir des éléments uniformes de comparaison. Les renseignements fournis pour ces professions de petite industrie étaient également demandés par le questionnaire pour toutes les professions, même appartenant à la grande industrie, du moment où elles étaient représentées dans la localité par un nombre suffisant d'ouvriers.

Indépendamment des taux habituels des salaires, les états comprenaient des indications sur la durée du travail, le nombre d'heures par jour et de jours par an. Ces derniers renseignements relatifs à la durée du travail ont permis de ramener les salaires à une durée de travail uniforme et par suite de donner plus de précision aux comparaisons.

Quant aux bordereaux de salaires, il s'agit de ceux qui ont été prescrits par les décrets du 10 août 1899 ; ils indiquent des salaires normaux et courants, dans chaque localité, pour les travaux de même nature que ceux en vue desquels ils ont été établis. Ils sont dressés par des commissions où siègent des représentants des patrons et des représentants des ouvriers de la région. Les chiffres admis doivent représenter les prix normaux et courants pratiqués dans la localité et pour la catégorie d'ouvriers désignée, le taux de salaire en usage pour le plus

grand nombre des ouvriers de cette catégorie. Pour les professions où les salaires sont ordinairement tarifés, on peut admettre que les prix inscrits sur les bordereaux correspondent aux tarifs applicables à ces professions. Cependant, certaines particularités du travail entraîneront des différences. Il en sera ainsi par exemple pour des travaux à exécuter sur le territoire d'une commune qui seront parfois payés plus chers sur des chantiers éloignés de l'agglomération que dans la localité même.

Ces divers renseignements ont permis d'établir des tableaux des salaires suivant les professions et d'autres suivant les régions. Les premiers contiennent pour l'ensemble des villes, Paris excepté, les nombres moyens qui leur sont applicables rapprochés de ceux obtenus pour Paris. Les seconds reproduisent le salaire journalier moyen par ville chef-lieu de département pour un ensemble de 34 professions masculines aux dates ci-après : 1853-1857, 1896, 1901, 1906, et 1911 ; on les trouvera dans l'ouvrage précité. Nous ne leur ferons que quelques emprunts.

§ II. — ANGLETERRE.

Dans l'enquête du Board of Trade, on a procédé pour les salaires comme nous avons vu qu'on l'avait fait pour les denrées alimentaires et les loyers. On trouvera dans la publication précitée de nombreux tableaux reproduisant par villes, pour l'Angleterre,

les salaires en francs des ouvriers de quatre industries représentées dans toutes les villes sauf de rares exceptions et pour lesquelles le taux ordinaire des salaires peut être déterminé avec précision. Ce sont celles du bâtiment, de la construction mécanique, de l'imprimerie (les compositeurs à la main seulement) et de l'ameublement. On a établi les nombres index en prenant pour base le taux des salaires à Londres : on a cherché non seulement le salaire d'un ouvrier enseigné dans toutes ces professions, mais aussi ceux des manœuvres dans les industries mécaniques et du bâtiment. Dans tous les cas, les salaires qui s'y rapportent sont hebdomadaires et jamais horaires. Et ils sont susceptibles d'être profondément influencés surtout dans les industries du bâtiment par les variations de la durée de la semaine de travail type.

Le tableau suivant, qui ne comprend pas Londres, résume les variations prédominantes des salaires pour chacune des professions dans ces industries types.

PROFESSIONS	Nombre de villes com- prises dans l'étude	Variations prédominantes des salaires hebdomadaires en octobre 1905	Nombre de villes dans lesquelles le salaire moyen pour les professions ci-contre était :		
			Entre les limites prédo- minantes	Au- dessous des limites prédo- minantes	Au- dessus des limites prédo- minantes
<i>Construction de maisons :</i>		francs			
Briqueleurs.....	72	47 25 à 51 05	37	18	17
Maçons	72	46 85 à 49 55	38	17	17
Charpent. et menuis.	72	45 55 à 49 55	36	18	18
Plombiers.....	69	44 50 à 50 10	47	12	10
Plâtriers.....	69	46 » à 52 50	45	15	11
Peintres.....	70	39 70 à 47 25	42	11	8
Aides-briqueleurs..	71	30 65 à 34 »	37	18	16
Aides-maçons.....	70	29 60 à 33 40	38	17	15
Aides-plâtriers.....	71	31 20 à 34 95	34	17	20
<i>Construction mécanique :</i>					
Ajusteurs.....	61	40 30 à 45 35	49	10	2
Tourneurs	61	40 30 à 45 35	49	10	2
Forgerons.....	56	40 30 à 45 35	44	6	6
Modelleurs-mécanic.	57	42 85 à 47 90	39	9	9
Aides et manœuvres.	39	22 70 à 27 70	37	1	1
<i>Impression :</i>					
Compositeurs.....	63	35 30 à 41 60	45	6	12
<i>Amenblement :</i>					
Ébénistes.....	36	42 55 à 48 20	29	4	3
Tapissiers.....	35	41 55 à 48 20	29	2	4
Vernisseurs.....	35	39 70 à 45 35	33	1	1

Pour les ouvriers enseignés, les taux les plus élevés (en dehors de Londres) semblent être payés dans les groupes du Lancashire et Cheshire, dans les comtés du Centre et dans les groupes des comtés du Nord, quoique parmi les villes de chacun de ces groupes il y ait des variations considérables. En somme, il semble qu'il y ait moins de différence dans les taux

des salaires à Londres et en province, dans les industries du bâtiment et de la construction mécanique, que dans celles de l'ameublement et de l'imprimerie, mais il y a plusieurs villes qui font exception à cette tendance.

Dans le Yorkshire, les ouvriers enseignés (bâtiment) seraient parmi les moins payés, tandis que les manœuvres du bâtiment recevraient des salaires plus élevés que partout ailleurs, Londres excepté.

A Castleford et Hull le taux des salaires dans l'industrie du bâtiment est, dans un seul cas, égal et dans les autres cas supérieur au taux correspondant à Londres ; on l'explique par la longueur de la semaine dans ces diverses localités, car la semaine y est en moyenne de cinquante-six heures, et de cinquante heures à Londres.

Voici les mêmes tableaux pour l'Écosse d'abord et l'Irlande ensuite.

Écosse

Le tableau suivant donne les taux prédominants des salaires pour les mêmes professions dans les villes d'Écosse (y compris Édimbourg).

PROFESSIONS	Nombre de villes com- prises dans l'enquête	Variations prédominantes des salaires hebdomadaires en 1905	Nombre de villes dans lesquelles le salaire moyen pour une profession donnée était :		
			Dans les limites de variât. prédo- minantes	Au- dessous des limites de variât. prédo- minantes	Au- dessus des limites de variât. prédo- minantes
<i>Industries du bâtiment :</i>		francs			
Briqueleurs.....	9	48 20 à 50 95	7	1	1
Maçons.....	10	42 85 à 48 20	10	—	—
Charpent. et menuis.	10	42 85 à 48 20	9	—	1
Plombiers.....	10	42 85 à 48 20	9	—	1
Plâtriers.....	10	42 85 à 59 95	10	—	—
Peintres.....	9	42 85 à 48 20	9	—	—
Aides-briqueleurs..	9	26 80 à 30 85	8	—	1
Aides-maçons.....	10	26 80 à 32 10	10	—	—
Aides-plâtriers.....	10	27 70 à 32 10	9	1	—
<i>Industries mécaniques :</i>					
Ajusteurs.....	8	37 80 à 44 10	8	—	—
Tourneurs.....	8	37 80 à 44 10	8	—	—
Forgerons.....	7	37 80 à 45 35	7	—	—
Modèleurs-mécanic.	7	41 60 à 48 20	7	—	—
Manouvriers.....	6	22 70 à 25 20	6	—	—
<i>Imprimerie :</i>					
Compositeurs.....	10	34 » à 42 85	10	—	—
<i>Industries de l'ameublement :</i>					
		38 85 à 45 55	5	—	—
Ébénistes.....	5	38 85 à 45 55	5	—	—
Tapissiers.....	5	38 85 à 42 85	5	—	—
Vernisseurs.....	5				

Irlande

Le tableau suivant donne des renseignements sur les valeurs prédominantes des salaires dans les professions types semblables à celles qui ont déjà été

étudiées pour l'Angleterre, Galles et l'Écosse ; il se rapporte aux villes irlandaises (y compris Dublin).

PROFESSIONS	Nombre de villes com- prises dans l'enquête	Variations prédominantes des salaires hebdomadaires en 1905	Nombre de villes dans lesquelles le salaire moyen pour une profession donnée était :		
			Dans les limites de variat. prédo- minantes	Au- dessous des limites de variat. prédo- minantes	Au- dessus des limites de variat. prédo- minantes
<i>Industries du bâtiment :</i>		francs			
Briqueurs.....	6	37 80 à 48 20	6	—	—
Maçons.....	6	37 80 à 48 20	6	—	—
Charpent. et menuis.	6	37 80 à 48 20	6	—	—
Plombiers.....	6	37 80 à 48 20	6	—	—
Plâtriers.....	6	37 80 à 48 20	6	—	—
Peintres.....	6	37 80 à 45 35	6	—	—
Aides-briqueurs..	6	17 65 à 25 20	6	—	—
Aides-maçons.....	6	17 65 à 25 20	6	—	—
Aides-plâtriers.....	6	17 65 à 25 20	6	—	—
<i>Industries mécaniques :</i>					
Ajusteurs.....	3	42 85 à 46 60	3	—	—
Tourneurs.....	3	42 85 à 47 90	3	—	—
Forgerons.....	3	42 85 à 46 60	3	—	—
Modelers-mécanic.	3	46 60 à 49 15	3	—	—
Manœuvres.....	3	20 15 à 22 70	3	—	—
<i>Imprimerie :</i>					
Compositeurs.....	5	36 55 à 44 10	5	—	—

§ III. — FRANCE, D'APRÈS L'ENQUÊTE DU BOARD OF TRADE

En France, on a utilisé pour l'enquête sur les salaires, des renseignements fournis par un grand nombre d'établissements particuliers ainsi que par les auto-

rités municipales sur les travailleurs locaux. Il est à remarquer que le régime des contrats de salaires ou conventions faits entre employeurs et employés et établissant pour une industrie particulière les limites de variation du taux des salaires (minimum ou autre) est rarement employé en France. Le mouvement en faveur de ce régime paraît aller en grandissant, mais en octobre 1905, date de l'enquête, il n'existait que dans quelques-unes des plus grandes villes et pour de rares industries : celles du bâtiment, l'imprimerie, le camionnage, la fabrication du ciment, la boulangerie et la fabrication de la dentelle, broderie, teinture et apprêts. On trouvera dans la publication municipale à laquelle nous empruntons ces renseignements des tableaux donnant pour chacune des villes enquêtées les salaires hebdomadaires prédominants et le nombre d'heures de travail dans les professions suivantes : briqueteurs, maçons, charpentiers, menuisiers, plombiers, plâtriers, peintres et manœuvres et pour un certain nombre d'autres industries, ainsi que pour les ouvriers municipaux et pour ceux des usines à gaz et du service des eaux.

Lorsque la durée du travail n'était pas réglée ou qu'il existait un système combiné de travail à l'heure et de travail aux pièces, les gains prédominants ou la variation des gains pour chacune des principales classes de travailleurs ont été demandés aux employeurs.

Pour pouvoir établir des comparaisons entre les différentes villes comprises dans l'enquête, on a choisi des industries représentées dans chaque ville avec le

moins d'exceptions possibles. Les seules industries répondant à cette exigence en France comme en Allemagne, sont celles du bâtiment, de la mécanique, de l'imprimerie et certaines branches d'exploitation municipale : les variations prédominantes de gain dans ces diverses professions pour toute la France sont données dans le tableau suivant. (Les chiffres empruntés aux budgets originaux ont été partout convertis en taux hebdomadaires.)

**Variations prédominantes des salaires hebdomadaires
dans certaines professions, en France, en octobre
1905.**

PROFESSIONS	Nombre de villes comprises	Variations prédominantes hebdoma- daires des salaires en octobre 1905	Nombre de villes dans lesquelles le salaire moyen pour une occupation donnée était :		
			Dans la va-ri-ation prédo- minante	Au- dessous de la va-ri-ation prédo- minante	Au- dessus de la va-ri-ation prédo- minante
<i>Industries du bâtiment (1):</i>		francs			
Briqueleurs et ma- çons.....	30	27 20 à 36 35	26	2	2
Tailleurs de pierres	26	33 30 à 39 25	17	5	4
Charpentiers.....	30	30 25 à 38 10	24	3	3
Menuisiers.....	30	29 95 à 33 30	19	6	5
Plombiers.....	25	30 25 à 36 35	21	2	2
Plâtriers.....	22	29 95 à 36 55	18	2	2
Peintres.....	29	27 » à 33 30	23	3	3
Aides briqueleurs et maçons.....	29	19 95 à 25 »	20	5	4
<i>Industries mécaniques :</i>					
Fondeurs-mouleurs	16	30 25 à 36 85	22	1	3
Ajusteurs.....	30	30 25 à 36 35	18	6	6
Tourneurs.....	30	30 25 à 38 45	25	1	4
Forgerons.....	21	31 70 à 40 »	16	2	3
Modelleurs-mécani- ciens.....	22	32 15 à 37 50	16	3	3
Manouvriers.....	30	19 65 à 24 15	23	3	4
<i>Industrie de l'imprimerie :</i>					
Compositeurs-typo- graphes.....	23	28 75 à 36 35	18	3	2
<i>Employés municipaux :</i>					
Cantonniers.....	23	21 95 à 27 20	15	5	3
Paveurs.....	23	24 15 à 30 25	14	4	5

1. Les salaires établis pour les industries du bâtiment sont pour une semaine normale, en été.

§ IV. — ALLEMAGNE.

Des informations étendues ont été recueillies sur les salaires et la durée du travail dans plusieurs branches d'industrie. Elles ont été fournies en grand nombre par les employeurs allemands et par diverses autres sources. Souvent, on a pu obtenir des « tarifs », c'est-à-dire des taux de salaire et de durée de travail, fixés pour une période déterminée par contrat intervenu entre employeurs et employés. Il existe de telles conventions dans toute l'Allemagne pour l'imprimerie : on a fixé un taux minimum ; on y ajoute un supplément qui varie de ville à ville suivant une estimation du coût local de la vie. Pour la brasserie, il y a des conventions locales ou spéciales (c'est-à-dire faites pour un district entier ou entre des firmes particulières et leurs employés) dans toutes les villes où cette industrie a pris une extension un peu considérable ; il existe aussi des conventions locales pour quelques branches de l'industrie du bâtiment dans presque toutes les villes enquêtées. Dans tous ces cas, les conventions sont relatives au travail à l'heure. On cite des conventions nombreuses et compliquées pour le travail à la pièce dans des industries diverses. Mais elles sont à peu près inconnues dans les industries métallurgiques et mécaniques comme dans le groupe des industries textiles. Elles sont en général conclues pour deux ou trois années : cependant

leur durée minimum n'est pas inférieure à une année ni supérieure à cinq ans.

Là où il n'y avait pas de « tarifs » de salaires, on demanda aux employeurs d'indiquer les gains prédominants pendant une semaine normale pour chacune des diverses classes d'ouvriers, comme on l'avait fait pour les pays examinés précédemment. En vue de faciliter la comparaison entre les villes comprises dans l'enquête, on a choisi des industries représentées dans toutes les villes avec le moins d'exceptions possible. Celles qui répondent à cette condition sont celles du bâtiment, de la mécanique, de l'imprimerie et de certaines entreprises municipales. La brasserie est représentée dans 23 villes sur 33 sur lesquelles a porté l'enquête. Mais en ce qui concerne cette industrie, la comparaison a été rendue très difficile par le fait que dans certaines villes la bière est fournie gratuitement aux salariés, dans d'autres, ils ont le choix entre une allocation de bière ou un équivalent en argent, et dans d'autres encore ils ne reçoivent rien que leur salaire.

Les tableaux détaillés (pages 140 à 146) concernant les salaires des diverses professions dans les diverses villes sont résumés dans le tableau suivant où l'on voit la variation prédominante des salaires dans toute l'Allemagne pour chacune des professions existant dans les industries retenues pour la comparaison, la brasserie exceptée. Les salaires dont il y est question sont les gains hebdomadaires, ils dépendent en grande partie du nombre d'heures de travail, en particulier dans les industries du bâtiment.

Variation prédominante des salaires hebdomadaires
dans certaines professions, en Allemagne, en octo-
bre 1905 (1).

PROFESSIONS	Nombre de villes obser- vées	Variation	Nombre de villes dans lesquelles le gain moyen a été donné, par profession		
		prédominante	Dans les limites de la variât. prédo- minante	Au- dessous de ces limites	Au- dessus de ces limites
		des gains hebdomadaires en octobre 1905			
<i>Industries du bâtiment (1) :</i>		francs			
Briquet. et maçons.	32	33 90 à 39 35	19	7	6
Charpentiers.....	32	33 90 à 39 35	16	8	8
Menuis. et ébénistes	30	30 25 à 34 »	16	7	7
Plombiers.....	28	30 25 à 35 90	20	4	4
Stuccateurs.....	26	41 60 à 45 35	13	8	5
Peintres.....	29	30 25 à 37 40	25	1	3
Manouv. ou aides.	32	24 55 à 30 25	18	7	7
<i>Industries mécaniques :</i>					
Fondeurs.....	21	37 80 à 42 85	10	6	5
Ajusteurs.....	28	33 90 à 40 30	18	6	4
Tourneurs.....	28	34 » à 41 60	17	6	5
Forgerons.....	23	35 90 à 41 60	12	6	5
Modeleurs-mécanic.	28	32 15 à 37 80	15	6	7
Manouvriers.....	28	22 70 à 27 70	22	3	3
<i>Imprimerie :</i>					
Compositeurs-typo- graphes.....	32	31 20 à 32 65	21	6	5
Conduct. et imprim.)					
<i>Employés municipaux :</i>					
Cantonniers.....	30	22 70 à 27 20	18	6	6
Balayeurs.....	26	21 65 à 26 45	18	4	4
Chauffeurs d'usines à gaz.	29	30 25 à 37 80	22	3	4
Manouvriers.....	29	22 70 à 28 55	23	3	3
Employés du ser- vice des eaux....	29	22 70 à 27 20	16	6	7

1. Berlin n'est pas compris dans ce tableau.

2. Les gains sont ceux d'une semaine normale, en été.

§ V. — BELGIQUE

Les sources d'informations sont toujours les mêmes : pour le plus grand nombre elles proviennent d'établissements privés ; pour un nombre comparativement limité et uniquement en ce qui concerne les ouvriers qu'elles emploient directement, des autorités municipales.

Le système des conventions faites entre employeurs et employés et établissant pour une industrie particulière et pour un territoire déterminé des taux de salaires (minimum ou non) avait été jusqu'à la date de l'enquête — juin 1908 — rarement adopté en Belgique. On n'en trouvait que quelques rares exemples pour quelques industries à Anvers, Bruxelles, La Louvière et Gand, ainsi qu'à Verviers. Cela tient certainement à la faiblesse en nombre et en organisation des associations ouvrières à l'exception des industries du charbon et de la verrerie.

On ne trouve de stipulations concernant un minimum de taux de salaires et parfois un maximum d'heures de travail que dans les contrats passés par les autorités municipales en vue des travaux ou services publics : il en est ainsi notamment à Bruxelles et dans les communes suburbaines. Il arrive souvent que les taux ainsi fixés sont ceux auxquels se réfèrent les employeurs et les ouvriers de la région dans leurs rapports particuliers.

Dans les régions où ces renseignements faisaient

défaut, ou bien quand et où on s'est trouvé en présence d'un système combiné de travail à l'heure et de travail aux pièces, on s'est adressé aux employeurs pour connaître le gain prédominant ou la variation des gains pour chacune de leurs principales classes d'ouvriers par semaine normale, à l'exclusion des heures supplémentaires, en juin 1908. Bien entendu, pour permettre les comparaisons entre villes soumises à l'enquête, on a choisi de préférence des professions exercées dans toutes les villes enquêtées, avec le moins d'exceptions possible. Les seules professions répondant à ce desideratum sont celles des entrepreneurs de construction de bâtiments, des constructeurs mécaniciens et des imprimeurs.

Les salaires et les heures de travail prédominants dans ces diverses professions ont été relevés dans plusieurs tableaux (pages 183 à 185) et résumés ci-dessous :

Salaires hebdomadaires prédominants, pour certaines professions de Belgique, en juin 1908.

PROFESSIONS	Nombre de villes comprises dans l'enquête	Taux prédominants hebdomadaires des salaires en juin 1908	Nombre de villes dans lesquelles les salaires hebdomadaires prédominants moyens sont :		
			Dans les limites des variat. ci-contre	Au-dessus des limites des variat. ci-contre	Au-dessus des limites des variat. ci-contre
<i>Industries du bâtiment :</i>		francs			
Briquet. et maçons.	15	26 15 à 30 25	9	3	3
Taileurs de pierres.	11	29 50 à 33 30	7	2	2
Charpentiers.....	15	25 40 à 31 80	9	3	3
Menuisiers.....	15	27 75 à 29 50	9	3	3
Plombiers.....	14	25 40 à 29 50	10	1	3
Plâtriers.....	14	25 95 à 30 85	9	2	3
Peintres.....	15	23 65 à 27 20	9	3	3
Aides-briqueteurs et maçons.....	15	18 90 à 22 70	9	3	3
<i>Industries mécaniques :</i>					
Mouleurs-fondeurs..	10	26 85 à 32 75	6	2	2
Ajusteurs.....	14	24 90 à 28 75	8	3	3
Tourneurs.....	14	26 85 à 30 65	12	1	1
Forgerons.....	11	25 30 à 30 85	9	1	1
Modeleurs.....	13	24 70 à 30 25	9	2	2
Manœuvres.....	14	16 25 à 20 45	10	2	2
<i>Imprimeries :</i>					
Compositeurs.....	13	24 05 à 28 75	9	2	2

§ VI. — LES ÉTATS-UNIS

Les informations recueillies émanent principalement des employeurs industriels, beaucoup aussi des autorités publiques et de grandes entreprises indus-

trielles, quelques-unes des associations ouvrières en ce qui concerne le taux courant des salaires locaux, d'autres enfin des employeurs. Des renseignements sur des questions connexes telles que les différentes nationalités des ouvriers employés, les jours de fêtes, les méthodes de rémunération et la fréquence des conventions établissant des contrats collectifs ou des salaires librement débattus ont aussi été obtenus.

Les renseignements demandés aux employeurs sur les salaires et les heures de travail, sur les principales classes d'ouvriers adultes par eux occupés, sur les salaires prédominants ou les variations prédominantes de salaires par semaine complète, ont été fournis, heures supplémentaires non comprises.

Ence qui concerne les ouvriers non payés à l'heure, mais à la pièce par exemple, comme c'est souvent le cas, on a demandé le salaire hebdomadaire ordinairement obtenu.

Les réponses utilisées émanaient de 1300 employeurs dont quelques-uns avaient peu d'ouvriers à leur service ; les autres provenaient des plus importants établissements ou de sociétés occupant des milliers d'ouvriers.

On aura une idée de la proportion des informations provenant de contrats collectifs ou de conventions relatives à des salaires librement débattus quand on saura qu'au contraire de ce que nous avons constaté en Europe, les premiers sont très fréquents aux États-Unis. Cela peut provenir en partie de ce que la pratique de ces contrats est un des principes ac-

ceptés par la Fédération civique nationale (*National Civic Federation*). Celle-ci constitue une vaste organisation groupant employeurs, salariés et public. Son but essentiel est d'être un instrument de conciliation industrielle. Les industries dans lesquelles les contrats collectifs sont le plus généralement adoptés et effectivement appliqués sont : l'industrie de la brasserie, les diverses sections de l'industrie du bâtiment (qui constitue un groupe beaucoup plus composite qu'en Angleterre et Galles), l'imprimerie, la confection, la conduite des attelages, la boulangerie, la corbonnerie et les bottiers à Brockton, l'industrie du coton à Fall-River et certains groupes de l'industrie de la fumisterie à Détroit. A côté des contrats collectifs, qui sont très répandus, il faut placer l'organisation connue sous le nom de *closed shop*, c'est-à-dire « atelier fermé », qui l'est moins et qui est une variété du système des contrats collectifs. Les établissements industriels ainsi désignés sont ceux dans lesquels les ouvriers faisant partie des *trade-unions*, — s'ils ont, bien entendu, une capacité professionnelle suffisante — ont le droit d'être embauchés de préférence. Ces ateliers sont assez communs dans un petit nombre d'industries telles que les brasseries à Milwaukee, Chicago et Pittsburg; dans les branches variées de l'industrie du bâtiment, à New-York et à Chicago; dans les fabriques de chaussures à Brockton; dans les bureaux de journaux à New-York et dans l'industrie des bois à Chicago. La différence entre le système du *closed shop* et celui dit *open shop*, c'est-à-

dire où l'embauchage est libre, ne consiste pas tant dans un écart du taux des salaires pour la journée ordinaire de travail que dans la non-application, dans les derniers, de certaines conditions du travail obtenues par les *trade-unions*, concernant par exemple le taux de rémunération des heures supplémentaires et l'allocation de travail. On sait que les *trade-unions* américaines contrôlent si le travail a été effectué dans les conditions fixées par elles au moyen du *label*. Il consiste, dans l'industrie de l'imprimerie, en une petite empreinte et dans celle de la confection, en un petit ruban numéroté et timbré attaché au vêtement.

La mobilité du travail est très grande aux États-Unis. Elle est attribuée au rapide développement industriel du pays. Les régions connues pour être des centres d'activité industrielle attirent de nombreux étrangers : là, il y a de nombreuses manœuvres, presque pas d'organisations ouvrières : la double caractéristique du travail est d'être, ou particulièrement pénible comme dans les usines où l'on travaille le fer et l'acier, ou intermittent, comme dans les docks et les entrepôts. Il règne alors un état permanent de mobilité.

En agriculture, l'élévation récente du prix des denrées a entraîné une prospérité croissante et la demande de travail. Il en est résulté une amélioration de la situation générale des ouvriers de cette branche de la production. En dépit, en effet, du développement des centres urbains et de l'expansion de leurs industries

manufacturières, les États-Unis sont toujours une région de grandes cultures de premier ordre.

En outre des tableaux reproduisant les salaires hebdomadaires prédominants des ouvriers adultes en 1909, on a choisi pour permettre les comparaisons les industries les plus généralement répandues, telles que celles du bâtiment, de la construction mécanique et de l'imprimerie, et on a établi le tableau suivant qui résume pour ces industries les variations prédominantes des salaires pour une semaine ordinaire, en février 1909 pour les deux dernières, et en été pour celle du bâtiment.

**Salaires hebdomadaires prédominants des adultes
(hommes) dans certaines professions aux États-Unis,
en février 1909.**

PROFESSIONS	Nombre de villes aux- quelles les chiffres se rap- portent	Variations prédominantes des salaires hebdomadaires (février 1909)	Nombre de villes dans lesquelles le salaire prédominant moyen, pour la profession était :		
			Dans les limites de la variât. prédo- minante	Au- dessous des limites de la variât. prédo- minante	Au- dessus des limites de la variât. prédo- minante
<i>Industries du bâtiment :</i>		francs			
Briqueurs.....	25	138 60 à 157 50	18	4	3
Maçons.....	25	121 25 à 138 60	15	5	5
Tailleurs de pierres.	20	115 50 à 130 »	11	5	4
Charpentiers.....	28	86 60 à 113 40	19	4	5
Plâtriers.....	24	126 » à 150 15	17	3	4
Plombiers.....	28	110 25 à 141 75	17	6	5
Monteurs de char- pente en fer.....	21	118 10 à 141 75	15	3	3
Peintres en bâti- ment.....	28	81 90 à 107 10	22	3	3
Aides-maçons et aides-briqueurs.	13	63 » à 86 60	14	2	2
<i>Industries mécaniques :</i>					
Mouleurs, fondeurs en fer.....	27	86 60 à 102 55	23	0	1
Mécaniciens (ajus- teurs et tourneurs).	28	79 80 à 93 85	16	6	6
Forgerons.....	24	85 25 à 107 50	14	5	5
Modelleurs - méca- niciens.....	25	93 85 à 115 50	17	4	4
Manouvriers.....	22	47 25 à 55 10	15	4	3
<i>Imprimerie :</i>					
Compositeurs à la main	28	86 60 à 102 55	21	3	4

Nous allons, dans une troisième partie, utiliser ces
indications fort étendues pour procéder à des com-

paraisons au moyen des index-numbers qu'elles ont permis d'établir. Nous nous placerons au point de vue du *temps* pour la France, en mettant en regard les dépenses d'alimentation et de loyers ainsi que les chiffres des salaires il y a cinquante ans environ et aujourd'hui ; en ce qui concerne les autres pays compris dans l'enquête que nous venons d'analyser en partie, nous établirons, à la même époque, des comparaisons de ville à ville et enfin des comparaisons internationales. Dans ce but, cette troisième partie sera divisée en deux titres, l'un consacré aux comparaisons à des dates différentes pour un même pays, et l'autre aux comparaisons à la même date pour des pays différents. Chacun de ces titres comprendra plusieurs sections, telles que : alimentation, loyers, salaires, et enfin une autre dernière section groupant toutes les dépenses d'alimentation et de loyers.

TROISIÈME PARTIE

COMPARAISONS DES PRIX DU COUT DE L'EXISTENCE ET DES SALAIRES

1° A des dates différentes pour un même pays,
la France

2° A une même date pour des pays différents

Nous adopterons ici la même division que dans la deuxième partie : une section sera consacrée à l'exposé comparatif des chiffres relatifs au coût de l'existence, basé sur les quantités et les prix déjà reproduits, et une autre aux salaires. La première comportera trois paragraphes : l'un sera relatif aux dépenses ménagères, le second aux loyers, le troisième à ces deux catégories de dépenses réunies.

Nous terminerons en procédant à quelques rapprochements comparatifs entre les accroissements qui se sont produits dans les salaires et dans les dépenses.

Dans un second titre, nous donnerons les chiffres comparatifs des dépenses d'alimentation et des loyers ainsi que ceux des salaires, tels qu'ils ont été établis sur les données indiquées dans la première partie, pour les divers pays soumis à l'enquête du Board of

Trade. La division que nous adopterons sera, pour chacun des pays enquêtés, sensiblement la même que celle suivie pour la France, telle qu'elle vient d'être exposée. Une première section divisée en trois paragraphes traitera des dépenses d'alimentation, des loyers et de ces deux catégories de dépenses réunies; une seconde, des salaires, non seulement dans chacun des pays soumis à l'enquête, mais encore pour chaque pays dans les diverses villes. Nous terminerons en procédant à quelques comparaisons internationales dont les données nous seront fournies par ces éléments.

TITRE I. — Coût de l'existence et salaires en France aujourd'hui et il y a 50 ans environ.

SECTION I

Données relatives au coût de l'existence.

CHAPITRE PREMIER

Dépenses ménagères

Les résultats, obtenus au moyen des quantités telles qu'elles ont été adoptées dans la seconde partie d'après le budget d'un charpentier parisien établi pour quatre personnes, sont variables selon qu'on leur applique les prix de détail et ceux de l'Assistance publique (prix d'adjudication).

Prix de détail. — Les premiers pour être utilisés ont dû être complétés pour un certain nombre d'articles et non des moins importants, tels que la viande, le pétrole, le charbon de bois, le poisson. On se rappelle que les prix de détail provenaient de deux économats et ne remontaient pas au delà de 1875.

Pour la viande, qui ne figurait pas au tarif de ces

économats, on s'est servi des prix moyens de vente aux Halles Centrales. Mais pour les rapprocher le plus possible des prix de détail, on les a majorés dans une mesure égale au rapport entre le prix moyen de vente en 1896-1906 par les coopératives de consommation au prix moyen de vente des Halles pendant la même période.

On a fait une approximation analogue pour le prix des pommes de terre. Pour le pétrole, de 1902 à 1910 on a appliqué le prix de l'économat. Antérieurement à la première de ces dates, où les prix faisaient défaut, on a appliqué les prix résultant des valeurs à l'importation multipliées par un coefficient obtenu en divisant le prix moyen de la période 1902-1907 de l'économat par le prix moyen à l'importation durant la même période.

Pour le charbon de bois, dans les années antérieures à 1891, on a appliqué les prix de l'assistance publique majorés dans le rapport du prix moyen en 1891-1900 de l'Assistance publique.

Pour le poisson, on a adopté le prix de l'Assistance publique et pour le lait, celui des coopératives, uniformément fixé à 0 fr. 25 en raison de la fixité du prix de cette denrée.

Les indications qui précèdent sont destinées à faire apparaître surtout les difficultés auxquelles on se heurte dans les recherches auxquelles nous nous livrons et ce que peuvent comporter d'artificiel, de théorique, les résultats auxquels on aboutit.

Ces résultats ont été calculés pour chaque année,

d'abord pour le total de la dépense, ensuite en excluant les dépenses de vin et de sucre en raison des fluctuations considérables qu'ont subies les prix de ces deux denrées, l'une par suite de la suppression à Paris des droits d'octroi et d'entrée, l'autre de la réduction du droit de consommation. Ensuite, on a groupé les résultats par périodes, on a fait pour chaque période la moyenne annuelle qu'on a rapportée à la moyenne de la période 1894-1903, supposée égale à 100.

Nous nous contentons de reproduire ces derniers résultats. On trouvera les premiers dans l'ouvrage précité, page 53.

**Dépense annuelle moyenne d'un ménage de 4 personnes
(charpentier).**

QUANTITÉS INVARIABLES DE DIVERSES DENRÉES

Prix de détail.

ANNÉES	Total des dépenses		Nombres proportionnels	
	Vin et sucre compris	Vin et sucre non compris	Vin et sucre compris	Vin et sucre non compris
1875-1883.....	1.211	1 000	118	115
1884-1893.....	1.104	895	107	103
1894-1903.....	1.029	867	100	100
1904-1910.....	1.016	926	99	107

La dépense totale est donc allée constamment en diminuant, puisqu'elle passe de 118 à 99. Cependant, il ne faudrait pas croire que les chiffres annuels tels

qu'ils figurent au tableau non reproduit ici donnent une diminution interrompue. Ils fournissent (nous parlons de la dépense totale) un mouvement de hausse de 1875 à 1877, des alternatives de hausse et de baisse jusqu'en 1883; ils baissent, jusqu'en 1889, se relèvent l'année d'après, atteignent leur maximum (1.128) en 1892, maximum qui est loin d'atteindre celui de 1877 (1.269) et recommencent à baisser jusqu'en 1902 où ils tombent à 972, manifestent des oscillations en sens divers jusqu'en 1906 (970) d'où ils repartent pour atteindre en 1910 le chiffre de 1.061.

Si on rapproche les chiffres extrêmes

1875.	1.145
1910.	1.061

c'est en définitive une baisse que l'on constate, traduite par les nombres indices.

1875-1883	118
1904-1910	99

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, tant par les nombres indices reproduits ci-dessus que par les chiffres figurant au tableau des dépenses annuelles, les écarts sont bien moins grands dans les totaux d'où sont exclues les dépenses de vin et de sucre.

En 1896, l'Office du Travail avait utilisé les mêmes quantités pour établir, d'après la même méthode, la dépense totale d'une famille ouvrière de 4 personnes en nourriture, chauffage et éclairage en y appliquant les prix payés par l'Hôtel-Dieu pour ses adjudications. Voici les résultats obtenus :

Périodes	Nombres indices
1804-1813.	97
1814-1823.	103,5
1824-1833.	107,5
1834-1843.	104
1844-1853.	103
1854-1863.	116
1864-1873.	113
1874-1883.	120
1884-1893.	109
1894-1903.	100

Prix d'adjudication. — Au moyen des prix de l'Assistance Publique, on a établi le tableau ci-après de la dépense afférente aux quantités et aux denrées indiquées dans la deuxième partie pour le budget du charpentier parisien :

ANNÉES	Dépense totale	Nombres indices — Droit d'entrée sur le vin	
		supprimé	ajouté
1839-1843 . . .	865	98	96
1850-1854 . . .	847	96,5	94
1861-1865 . . .	970	110,5	108
1876-1880 . . .	1.076	123	119,5
1887-1891 . . .	970	111	108
1898-1902 . . .	877	100	100
1907-1908 . . .	847	96,5	100,5

En combinant les résultats obtenus avec les deux séries de prix (détail et adjudication), les auteurs de la Statistique Générale de la France se sont arrêtés à la série de nombres indices suivants qu'ils considè-

rent comme représentant la variation de la dépense du charpentier parisien.

**Variation de la dépense de nourriture
pour le charpentier de Paris.**

ANNÉES	Nombres indices	Dépense annuelle (nourriture, chauffage, éclairage)
1839-1843	94	967
1850-1854	92 5	952
1861-1865	106,5	1.096
1876-1880	119	1.224
1887-1891	106,5	1.096
1898-1902	100	1.029
1907-1908	100	1.030
1910	103	1.061

Budgets d'ouvriers parisiens. — En prenant pour base les 800 budgets d'ouvriers parisiens classés en cinq catégories et en opérant uniquement sur la catégorie moyenne et sur les deux catégories extrêmes, on obtient avec les prix de l'économat et le tableau suivant :

**Variation de la dépense annuelle pour un ensemble
d'ouvriers parisiens.**

ANNÉES	<i>Très faible revenu</i>		<i>Revenu moyen</i>		<i>Revenu très élevé</i>	
	Dépense	Indice	Dépense	Indice	Dépense	Indice
1876-1880.....	1.170	118,5	1.382	117,5	1.571	116 5
1887-1891.....	1.057	107	1.239	105,5	1.403	104
1898-1902.....	936	100	1.177	100	1.348	100
1907-1908.....	927	94	1.134	96,5	1.322	98
1910.....	987	100	1.202	102	1.389	103

Les chiffres ci-dessus se trouvent modifiés dans les conditions suivantes quand on ajoute au prix du vin 0 fr. 19 par litre :

ANNÉES	<i>Très faible revenu</i>		<i>Revenu moyen</i>		<i>Revenu très élevé</i>	
	Dépense	Indice	Dépense	Indice	Dépense	Indice
1876-1880.....	1.170	116,5	1.382	115,6	1.571	115
1887-1891.....	1.057	105	1.239	103,5	1.403	102,5
1898-1902.....	1.006	100	1.197	100	1.368	100
1907-1908.....	1.025	102	1.232	103	1.420	104
1910.....	1.085	108	1.300	108,5	1.487	108,5

Le mouvement des variations est sensiblement le même dans les deux budgets qui viennent de servir de base aux calculs et dans la mesure dans laquelle ils sont comparables. Dans un cas comme dans l'autre, le maximum est atteint dans la période 1876-1880. En rapprochant les chiffres du budget du charpentier et ceux des 800 budgets d'ouvriers parisiens, pour la période comparable, et en laissant de côté parmi ces derniers l'augmentation afférente au vin, on a :

ANNÉES	<i>Charpentier</i>		<i>Ouvrier parisien de revenu moyen</i>	
	Dépense	Indice	Dépense	Indice
1876-1880 . . .	1.224	119	1.382	117,5
1887-1891 . . .	1.096	106,5	1.239	105,5
1898-1902 . . .	1.029	100	1.177	100
1907-1908 . . .	1.030	100	1.134	96,5
1910	1.061	103	1.212	102

Les chiffres absolus tirés des budgets sont un peu plus élevés que ceux du charpentier, les indices sont

sensiblement les mêmes sauf écart assez sensible pour la période 1907-1908.

Budgets théoriques. — On a appliqué aux quantités admises pour ces budgets les prix de gros arbitrés par la Commission des valeurs en douane, les prix de détail fournis par les économats et ceux d'adjudication de l'Assistance publique. Les prix ainsi obtenus avec les prix de détail donnent les variations indiquées par le tableau ci-après, de la dépense de nourriture, basée sur deux budgets physiologiques (A et B) :

ANNÉES	Nombres indices		Dépenses d'après les prix de détail	
	Budget A Ouvrier de force	Budget B Employé	Budget A Ouvrier de force	Budget B Employé
1850-1854 . . .	81	82	1.128	971
1861-1865 . . .	110	111	1.530	1.314
1876-1880 . . .	118	117,5	1.648	1.393
1887-1891 . . .	108	107,5	1.506	1.272
1898-1902 . . .	100	100	1.392	1.184
1907-1908 . . .	89	91	1.241	1.075
1910	94,5	96	1.314	1.134

Budget d'une famille bourgeoise. — La dépense totale a été obtenue en additionnant toutes les dépenses correspondant à une même année, puis on en a diminué le vin et le sucre, comme on avait fait pour les dépenses des ménages ouvriers. On a groupé ensuite ces résultats par périodes décennales et on

a obtenu le tableau ci-dessous, comportant deux séries de prix, ceux de l'économat et ceux de l'Assistance publique.

ANNÉES	Prix des Economats		Prix de l'Assistance publique	
	Dépense totale	Nombres proportionnels	Dépense totale	Nombres proportionnels
1835-1843 . . .	—	—	3.997	103,5
1844-1853 . . .	—	—	3.812	98,8
1854-1863 . . .	—	—	4.361	113
1864-1873 . . .	—	—	4.398	114
1874-1883 . . .	5.396	114	4.656	120,6
1884-1893 . . .	4.964	104,7	4.181	108,3
1894-1903 . . .	4.739	100	3.860	100
1904-1910 . . .	4.496	94,9	3.610	93,5
1907	4.478	94,5	3.628	94
1908	4.538	95,8	3.698	95,8
1909	4.503	95,1	3.676	95,2
1910	4.719	99,6	»	»

Comme nous l'avons constaté précédemment, la dépense la plus élevée a été atteinte pendant la période 1874 à 1880. Avant cette date, le tableau de la dépense moyenne annuelle (1) fait ressortir une période de hausse sensible de 1854 à 1856, qui n'apparaît pas nettement dans le tableau ci-dessus, compensée qu'elle est en partie par le total de la dépense au cours de 1859, où les nombres-indices font apparaître un écart qui n'est pas inférieur à 6 unités. Depuis 1880, la dépense a été en diminuant plus ou moins régulièrement jusqu'en 1902. Après cette date,

1. Salaires et coût de l'existence, p. 70.

elle a peu varié si on maintient le vin et le sucre dans la dépense totale : cependant, celle-ci apparaît néanmoins en baisse sensible jusqu'en 1906. Elle se relève à partir de 1907. Ce n'est qu'en 1910 qu'elle dépasse le niveau moyen auquel elle était descendue en 1893-1894. Mais elle reste encore fort au-dessous de celle qu'elle avait atteint pendant la période 1871-1875.

Enfin, on a comparé les variations de la dépense pour les familles ouvrières et bourgeoises considérées. Voici les résultats de cette comparaison. Si on construit une courbe à l'aide des valeurs proportionnelles de la dépense aux différentes années, on constate qu'elles ont la même allure. C'est ainsi qu'en ne tenant compte ni du vin ni du sucre, elles sont tout à fait semblables jusqu'en 1900 (1), elles font apparaître une hausse de la dépense de 1902 à 1903, une baisse jusqu'en 1906 et à partir de 1907 une hausse nouvelle.

Depuis 1871, le nombre proportionnel représentant la dépense annuelle a atteint sa plus haute valeur en 1873 pour les deux ménages ; cependant cette valeur est un peu plus faible pour le ménage bourgeois que pour le ménage ouvrier, 118 pour le premier et 122 pour le second.

La valeur la plus basse a été atteinte en 1888 : 94 pour le ménage bourgeois, 97 pour le ménage ouvrier. Aussi, est-on amené à « conclure que, mal-

1. *Loc. cit.* graphique, p. 111.

« gré l'écart considérable des dépenses en valeurs
« absolues, les mouvements de ces dépenses sont
« semblables : les hausses et les baisses correspon-
« dent avec la même amplitude ».

On trouvera, dans l'ouvrage auquel nous emprun-
tons ces renseignements, une dernière catégorie d'in-
dications : elles sont relatives aux prix des repas au
restaurant. Ils consistent tant dans des prix de por-
tions aux différentes années que dans le prix de repas.
Nous ne reproduisons que les conclusions.

En ce qui concerne le prix des plats, et en tenant
compte de ceux dont le prix n'a pas varié, l'augmen-
tation paraît avoir été de 25 % en moyenne entre les
années 1868 et 1890 et de 20 % entre 1890 et 1908.

L'augmentation est évaluée à 40 % entre les années
extrêmes.

Pour ce qui est du prix des repas, le mouvement
est assez différent. Le prix moyen d'un repas a nota-
blement augmenté — de 65 % (1) — de 1868 à 1889,
après quoi il est resté stationnaire.

Des prix d'un autre restaurant servant des portions
à des prix beaucoup plus élevés que le précédent, on
a pu dégager de 1873 à 1910 une augmentation de
10 à 20 %, réalisée en 1908 et attribuée en partie à
l'élévation des prix de certaines denrées, en partie à
l'accroissement des salaires résultant de la loi sur le
repos hebdomadaire.

Telles sont les constatations qui se dégagent des

1. *Loc. cit.*, p. 78, tableau.

chiffres relevés par le service de la Statistique Générale de la France, en ce qui concerne les dépenses ménagères. Il nous reste à reproduire les chiffres relatifs aux loyers, ainsi que les conclusions qu'ils permettent de tirer. Cela fera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

Loyers

Nous utiliserons dans ce chapitre les renseignements fournis par la Statistique Générale de la France pour le pays tout entier et ceux concernant spécialement Paris, que nous trouvons dans les deux derniers rapports du budget au Conseil municipal de cette ville et dans un rapport de M. Henri Rousselle publié en 1911 sur les habitations à bon marché.

§ I. — LES LOYERS DANS TOUTE LA FRANCE

Le mouvement général des loyers est présenté à diverses époques de la manière suivante. Dans le premier rapport publié en 1891 par l'Administration des Contributions directes sur les valeurs locatives des locaux destinés à l'habitation dans les divers départements, nous trouvons le tableau ci-après, donnant la valeur locative moyenne par habitant des locaux d'habitation.

ANNÉES	France entière		Département de la Seine	
	Nombre réel	Indice	Nombre réel	Indice
1828	12 »	29,2	56 30	43,3
1833	13 80	33,5	70 80	54,4
1841	15 60	38	76 40	58,8
1887-1889 . .	41 10	100	130	100

La valeur locative par habitant aurait donc triplé dans la France entière tandis qu'elle n'aurait que doublé dans le département de la Seine. Mais, il n'est pas certain que les chiffres anciens soient exacts, les déclarations, dans les communes rurales où l'on manque de terme de comparaison, étant souvent inférieures à la réalité, tandis que dans les grandes villes, celles-ci présentent un caractère d'exactitude plus grand, en raison de l'existence d'un véritable prix courant des loyers. Cette observation permettrait d'expliquer la différence dans la rapidité de l'accroissement de la valeur locative entre le département de la Seine et le reste de la France.

Les révisions qui ont eu lieu depuis cette première estimation ont fourni des résultats complémentaires reproduits dans le tableau ci-après :

		France		Seine	
		Nombres absolus	Indices	Nombres absolus	Indices
Valeur locative par habitant pour l'en- semble des locaux destinés à l'habita- tion	1889	50	100	180	100
	1900	56	112	185	103
	1911				
Valeur locative des locaux destinés à l'habitation per- sonnelle des im- posables	1889	182	100	974	100
	1900	189	104	918	94
	1911				

La différence considérable dans les chiffres de la valeur locative par habitant adoptés dans les deux enquêtes provient de ce que, dans la première, le chiffre a été obtenu en divisant la valeur locative des locaux *effectivement imposés* à la contribution personnelle-mobilière par le nombre légal des habitants connu sous la dénomination de population résidante, tandis que dans la seconde, les calculs ont été faits sur des chiffres différents : on a pris comme numérateur de la fraction la valeur locative totale des locaux destinés à l'habitation tant des imposables que des non imposables et comme dénominateur le chiffre de la population présente, toujours légèrement inférieur à celui de la population résidante. « Par conséquent, les premiers quotients sont forcément plus petits que les seconds, les premiers dividendes étant plus petits, les premiers diviseurs plus grands. »

On explique la baisse de la valeur locative par imposé dans le département de la Seine de 1889 à 1900 par le développement des constructions dans la banlieue de Paris.

Les données les plus complètes et les plus précises dont on dispose pour l'étude de ce point de la question sont celles concernant Paris. Dans l'enquête consécutive à la revision décennale de 1899-1900 on trouve le tableau suivant — que nous complétons par les indices afférents — où l'on trouve une évaluation de la valeur locative par propriété bâtie en 1864, 1878, 1889 et 1900. Il convient cependant de remarquer tout de suite que les chiffres de ce tableau ne concernent pas seulement les locaux d'habitation, mais tous les immeubles sans distinction y compris ceux affectés au commerce et à l'industrie. L'erreur qui en résulte n'a pas grande importance toutefois, car les usines ne représentent que 3 % de l'ensemble des propriétés parisiennes et leur valeur locative 6 à 7 % de la valeur locative totale.

Voici ce tableau :

ANNÉES	Nombre de mai- sons et usines	Nombre de locations (1)	Valeur locative des maisons et usines	VALEUR LOCATIVE			
				Par propriété		Par local	
				Nombre absolu	Indice	Nombre absolu	Indice
1865.....	66.570	819.138	417.517.003	6.271	67,3	510	73,2
1878.....	74.740	1.022.539	579.887.641	7.759	83	567	81,4
1889.....	82.708	1.107.159	770.305.755	9.314	100	696	100
1900.....	86.112	1.236.525	853.193.161	9.908	106	690	99

Les chiffres fournis par le Livre foncier de Paris publié en 1900 permettent d'établir le tableau ci-après :

Maisons et usines

ANNÉES	Nom- bre	Valeur locative totale	Valeur locative par pro- priété	Nombre d'habi- tants. Popula- tion de fait	Nombre de locaux d'habita- tion	Valeur locative réelle de ces locaux
1862.....	66.578	417.517.003	6.271	»	»	»
1878.....	74.740	579.887.641	7.759	1.988.806	684.952	331.918.104
1889.....	83.717	775.422.914	9.262	2.260.945	804.011	446.624.656
1900.....	88.587	879.049.174	9.923	2.511.629	910.504	519.766.518

1. Tout local susceptible d'être loué séparément compte comme une location.

D'où la valeur locative ressort :

ANNÉES	Par habitant	Par local
1878	187	485
1889	197	515
1900	206	570
1910	215	615

En prenant l'indice de 1889 égal à 100, les indices proportionnels aux différentes époques sont les suivants :

ANNÉES	Valeur locative réelle des locaux d'habitation		
	Par propriété	Par local	Par habitant
1862	67,7	»	»
1878	83,7	87,3	95
1889	100	100	100
1900	107	102,6	104,5
1910	»	109	109

Ces renseignements ont été complétés par une double étude : celle du mouvement du prix des petits loyers dans les mêmes immeubles et celle du mouvement du prix des loyers dans des maisons habitées bourgeoisement.

Il s'agit toujours, nous le savons, de déterminer la variation des loyers indépendamment des changements survenus dans l'état des habitations, c'est-à-

dire le mouvement dans les immeubles demeurés les mêmes aux différentes époques. On peut admettre, en effet, que si l'on observe, durant une certaine période de temps, une série de petits logements n'ayant subi *aucun changement* dans leur composition, on pourra avoir une idée assez exacte de la variation du prix des loyers indépendamment de toute cause de variation spéciale à chacun des logements considérés et indépendamment du changement des habitudes ou des besoins de confort dont on veut précisément écarter l'influence.

Dans ce but, on a relevé sur les calepins du cadastre de Paris les loyers successifs des logements d'un certain nombre de maisons habitées principalement par les familles ouvrières vers 1852, 1862, 1876, 1900 et 1908. Après élimination de quelques maisons de loyers trop importants pour être classés parmi les petits loyers, on a obtenu le tableau suivant dont les chiffres sont relatifs à des maisons disséminées au hasard dans les divers arrondissements de Paris et les logements existant dans ces maisons. On a divisé les logements enquêtés, selon le loyer, en quatre catégories :

CATÉGORIES de loyers	Nom- bre de loyers ob- servés	Prix du loyer annuel par logement, vers				
		1852	1862	1876	1900	1908
100 francs au plus.	103	59	87	91	89	87
101 à 250 francs.	1.046	95	145	160	186	190
251 à 500 —	1.191	176	266	294	338	350
501 à 1.000 —	186	416	617	630	689	701
Ensemble . . .	2.526	164	283	255	290	300
Indices proportionnels						
100 francs au plus . . .		66,3	97,8	102,2	100	97,7
101 à 250 francs. . .		51,1	78,0	86,0	100	102,1
251 à 500 — . . .		52,1	78,7	87,0	100	103,5
501 à 1.000 — . . .		60,4	89,5	91,4	100	101,7
		56,6	80,3	88,0	100	103,4

Les mêmes calculs pour les années 1908, 1910 et juin 1911, donnent les indices ci-après :

1908.	103,4
1910.	110
Juin 1911.	115

En d'autres termes, le loyer d'un même appartement qui était de 1.000 francs en 1900 n'était que de 566 francs en 1852, mais de 1.150 en 1911.

Calculés d'après les publications de l'Administration des contributions directes et ramenés à la même année de base, ces indices sont les suivants :

1841	1852	1863	1870	1889	1900	1908
60	65	76	88	95	101	103

L'accroissement le plus rapide apparaît dans les deux cas, pendant la période 1852-1853. Il est moindre, tout en se continuant au cours des périodes suivantes.

Si on considère le tableau ci-dessus, dans lequel les loyers sont classés en quatre catégories, on voit, pour les très petits loyers, une tendance à diminuer depuis 1877. En ce qui les concerne de même qu'en ce qui concerne ceux qui sont supérieurs à 500, l'enquête a porté sur un nombre notablement plus faible que pour les catégories moyennes. Il en résulte que pour les catégories extrêmes, les variations constatées donnent une représentation moins correcte des variations réelles. On peut, cependant, en outre, justifier dans une certaine mesure les différences révélées par ce tableau. Les très petits loyers sont de plus en plus réservés à une population très pauvre dont l'importance relative diminue à mesure que le bien-être se répand. Peu recherchés, eu égard à leur nombre, leurs prix n'augmentent pas.

L'augmentation a été surtout sensible pour les loyers des deux catégories intermédiaires : pour les loyers de 251 à 500 francs, entre les années 1862 et 1908, l'accroissement représente 31 % du chiffre de 1862, tandis que pour les loyers de 500 à 1000 francs l'accroissement n'a été que de 13 % durant la même période.

La Statistique de la France a cherché, en appliquant ces nombres indices, à déterminer le loyer moyen d'une famille ouvrière à Paris. Pour cela, elle a tout

d'abord admis que ce loyer ne dépasse pas 500 francs, prix au-dessous duquel les locaux sont exonérés de la contribution personnelle mobilière, la Ville de Paris en assumant la charge sur les produits de l'octroi. On obtient alors une valeur approchée du loyer moyen d'une famille ouvrière en divisant la valeur totale des loyers inférieurs à 500 francs par le nombre de ces loyers, soit 617.086 logements de moins de 500 francs dont le montant des loyers réel atteint au total 149.214.985 francs. De ces calculs, il ressort que le loyer moyen est en 1900, de 242 francs ; en 1908, de 249 francs.

En appliquant à cette somme les indices calculés précédemment et en arrondissant les nombres, on obtient les valeurs successives suivantes :

1841	1852	1863	1878	1889	1900	1908 (1)
140	160	180	215	230	245	250

1. Ces évaluations diffèrent notablement de celles données dans le tome IV de la publication de l'Office du Travail *Salariat et durée du travail dans l'industrie française*. Cela provient de ce que, dans cette publication, les bases de l'évaluation de la variation du prix des loyers étaient toutes différentes et que l'accroissement du prix du loyer à Paris avait été surévalué pour le faire concorder avec le mouvement de la valeur locative pour la France entière. Les résultats de la revision décennale de 1900, ceux de l'étude que nous analysons et le Livre foncier de Paris ont permis de rectifier ces évaluations.

§ II. — LES LOYERS A PARIS

Les renseignements ci-dessous sont extraits, comme nous l'avons dit plus haut, des deux derniers rapports généraux sur le projet de budget de la ville de Paris pour 1911 et 1912.

On y mentionne que lors de la revision de 1900 53 quartiers de Paris avaient accusé une hausse des valeurs locatives dans la période décennale de 1891 à 1900, tandis que 27 quartiers, au centre principalement, avaient fait apparaître une baisse. Dans les dix années qui se sont écoulées depuis cette date, on n'a constaté de baisse que dans 4 ou 5 quartiers de Paris et encore est-elle pour la plupart des cas insignifiante. Il n'y a d'exception que pour le quartier de Bercy où elle dépasse 5 %. D'une façon générale, on a donc eu à constater une hausse des valeurs locatives, mais très variable suivant les quartiers. Cette hausse tient sans aucun doute à la diminution de plus en plus grande des locaux vacants. Ceux-ci ont diminué en 6 ans de plus de 55 % en ce qui concerne les locaux d'habitation et de plus de 33 % en ce qui concerne les locaux du commerce et de l'industrie.

Et cela ne tient pas à ce que l'industrie du bâtiment s'est ralentie. De 1891 à 1900, en effet, les immeubles démolis ont entraîné une disparition de valeur locative de 39.645.024 francs remplacés par une création de valeurs locatives résultant de cons-

tructions nouvelles ou d'additions de construction égale à 127.084.354 francs, soit un excédent de valeurs locatives de 87.439.333 francs.

Dans la période décennale 1901 à 1910, toutes les fois qu'on avait une moyenne de 1.000 constructions entières et 1.000 additions de constructions, les démolitions totales ne dépassaient pas 750 et les démolitions partielles 400.

Dans ce laps de temps, pour 34 millions de valeurs locatives disparues, il en a été créé pour plus de 127 millions, soit un excédent de valeurs locatives de 97 millions, déduction faite du montant des démolitions, tandis que de 1891 à 1900, nous venons de voir que cet excédent n'était que de 87 millions.

Le nombre des propriétés bâties des 80 quartiers de Paris n'étant *en 1860* que de 66.578 et leur valeur locative de 417.517.003 francs, ce nombre étant aujourd'hui de 90.000 et leur valeur locative totale s'élevant à 1.015.218.282 francs, il en résulte que le nombre des maisons et usines a augmenté de 35 % et leur revenu de 143 % depuis cinquante ans.

Cette augmentation des valeurs locatives tient à la fois à la progression continue du prix des loyers et aussi à cette circonstance que les constructions sont, en général, *beaucoup plus importantes qu'autrefois* puisque le revenu moyen d'une maison était, en 1862, de 6.271 francs et qu'aujourd'hui il atteint 11.300 francs.

Si on rapproche de ces chiffres ceux du prix moyen des logements parisiens, on constate que de 570 francs

en 1900, il atteint 604 francs au 1^{er} janvier 1911. Et dans les constructions nouvelles, terminées en 1911, le prix moyen d'un logement ressort à 1.212 francs, plus du double du prix moyen de l'ensemble des locaux d'habitation de Paris.

De la publication du Livre foncier de Paris, il résulte que dans les 38 dernières années 33.500 maisons environ ont été démolies et que pendant la même période 50.500 constructions nouvelles ont été édifiées, de sorte que sur les 90.000 maisons existant actuellement il n'en reste que 39.500 qui seraient antérieures à 1872. Elles ne trouvent actuellement preneurs qu'en raison de la pénurie des locaux vacants. Mais, malgré tout, c'est surtout dans les maisons nouvelles que se fait sentir l'augmentation du prix des loyers.

Cette augmentation n'a pas pour seule cause la disproportion existant entre l'offre et la demande. Elle est due aussi dans certains quartiers à des circonstances économiques particulières.

Ainsi, le Palais-Royal autrefois très prospère est aujourd'hui de plus en plus abandonné par le commerce, ce qui entraîne une baisse de loyers : c'est ainsi qu'une boutique de la largeur d'une arcade, louée autrefois facilement 5.000 francs, trouve aujourd'hui difficilement preneur à 1.000 francs.

Le contraire s'est produit place Vendôme. Recherché par les grands couturiers, les grandes modistes, les riches orfèvres, fréquenté par une clientèle riche, ce quartier est devenu rapidement un centre à la

mode. Aussi, les valeurs locatives y ont-elles progressé d'une manière prodigieuse. C'est ainsi qu'en 1901, le montant total des valeurs locatives des 24 immeubles de la place Vendôme proprement dite était de 2.247.812 francs. Aujourd'hui, elles s'élèvent à 3.435.432 francs. C'est, en quelques années, une augmentation de 1.187.620 francs ou 53 %, en moyenne. Encore faut-il remarquer que plusieurs des maisons de cette place sont louées en vertu de baux anciens et par suite n'ont pu encore subir de majoration de loyers. Mais, par contre, cinq immeubles situés sur la même place et dont les valeurs locatives se montaient ensemble, il y a quelques années, à 440.230 francs, sont loués aujourd'hui 1.068.020 francs, soit une augmentation de 627.790 francs ou de plus de 140 %.

Dans ces immeubles, tous les locaux sont occupés aujourd'hui à tous les étages par des commerçants ou des industriels : il n'y a plus d'appartements loués bourgeoisement. Il en est de même dans d'autres quartiers du centre tels que : Gaillon, Chaussée d'Antin, Madeleine, etc., ce qui a pour conséquence de diminuer encore le nombre des locaux d'habitation et de contribuer à l'augmentation du prix des loyers dans les quartiers où se produit ce phénomène.

Ailleurs, cette augmentation est favorisée par des événements divers tels que opérations de voirie, percement de voies nouvelles, ouverture du chemin de fer métropolitain. Elle s'est d'ailleurs produite d'une manière très inégale. Ainsi, le quartier de Javel est le quartier de Paris qui, dans les dix dernières années,

a le plus bénéficié de la hausse. En 1901, il n'y existait que de petits logements occupés par des ouvriers : sur 6.443 locaux d'habitation recensés, on comptait 4.699 logements d'un loyer inférieur à 300 francs, 1.602 d'un loyer variant entre 300 et 600 francs et seulement 35 d'un loyer supérieur à 1.000 francs, tandis qu'aujourd'hui on y trouve des logements variant entre 600 et 2.500 francs.

Le montant total des valeurs locatives ne dépassait pas, dans ce quartier, en 1901, 2.961.624 francs ; aujourd'hui elles sont de 5.684.529 francs, soit en dix ans une augmentation de 2.722.905 francs ou de 91,93 %.

En 1901, c'était le quartier du Petit-Montrouge qui, dans la précédente période décennale, avait accusé la hausse de loyer la plus élevée à Paris. Elle était de 15,25 %.

En 1910, c'est celui de Javel qui figure au premier rang avec une augmentation, depuis 1901, de plus de 20 % du prix des loyers.

Viennent ensuite, classés suivant l'importance de la progression, les quartiers de la place Vendôme, de la porte Dauphine, de Gaillon, du Gros-Caillou, du Père-Lachaise, de Bel-Air, des Ternes, dans lesquels la hausse a varié de 15 à 20 %.

Elle a été de 7 à 10 % dans les quartiers de Grenelle, La Muette, Charonne, les Grandes-Carrières, Chaillot, le Val-de-Grâce, Maison-Blanche, Amérique, Saint-Fargeau, le Petit-Montrouge et la Chaussée d'Antin ; de 5 à 7 % dans ceux de Necker, Saint-

Lambert, Belleville, Plaisance, les Batignolles, les Quinze-Vingts, la Plaine-Monceau, les Épinettes, Sainte-Marguerite, Clignancourt, la Madeleine et Auteuil.

La hausse a été enfin de 2 à 5 % dans 29 quartiers, dans 15 autres, elle n'a pas dépassé 2 %.

On a constaté une très légère dépression de loyer dans les quartiers de Bonne-Nouvelle, Sainte-Avoie, Saint-Victor et la Porte Saint-Denis. Seul le quartier de Bercy a accusé une baisse assez sensible d'environ 5 %. Déjà, en 1901, on avait constaté dans ce quartier une baisse de 10 % des valeurs locatives pour la période 1891-1900.

Les auteurs à qui nous empruntons cette statistique font remarquer que les hausses qui viennent d'être relevées se sont produites, pour la plupart, dans le cours des quatre dernières années de la période envisagée.

Dans certains quartiers, l'augmentation des valeurs locatives a pris depuis cinquante ans, c'est-à-dire depuis l'annexion, des proportions invraisemblables, fantastiques. Ainsi, le nombre des maisons est passé, depuis 1862, dans le quartier de la Plaine-Monceau, de 439 à 1517.

ANNÉES	Nombre de maisons	Valeur locative	Augmen- tation
1862	439	1.515.260	»
1911	1.517	27.535.078	1.717 %

Le prix du terrain était, dans ce quartier, de 10 fr. le mètre carré; il est aujourd'hui de 4 et 500 francs.

Voici les mêmes renseignements pour quelques autres quartiers également favorisés.

QUARTIERS	Nombre de propriétés bâties		Valeurs locatives réelles		Proportion d'augmentat. des valeurs locatives
	1862	1910	1862	1910	
Porte-Dauphine.	452	1,276	1,327,040	22,754,656	1,614
Chaillot.....	824	1,394	3,874,100	32,633,280	842
Auteuil.....	942	1,775	1,782,320	11,579,183	668
La Muette.....	1,041	1,695	3,323,262	22,240,464	569
Europe.....	533	1,218	4,937,090	34,295,738	592
Les Ternes.....	903	1,498	3,093,590	21,811,593	605

Pour l'ensemble de Paris, l'augmentation des valeurs locatives des immeubles parisiens n'est pas moindre, du 1^{er} janvier 1901 au 1^{er} janvier 1911, de 136, 169, 208 francs, attribuable jusqu'à concurrence de 100 millions aux constructions nouvelles et de 36 millions à la hausse des loyers. La hausse des loyers serait donc en *moyenne*, pour cette période, de 4 °.; tandis que de 1891 à 1900, elle n'avait été en moyenne que de 2 °. à peine.

La hausse des loyers constatée par le rapporteur général du budget de la ville de Paris dans son rapport de 1910-1911 ne s'est pas arrêtée. Ainsi qu'il le prévoyait, elle s'est accentuée encore, par suite de l'augmentation du prix de revient qui n'est pas moindre de 25 %, depuis vingt ans. Cette majoration des prix de locations dans les maisons nouvelles influant

sur les prix demandés dans les constructions plus anciennes.

L'augmentation prévue a été mise en lumière par un rapport, présenté en 1911, de M. Henri Rousselle au nom de la Commission des Habitations à bon marché. Les renseignements qui y sont fournis résultent d'une enquête effectuée par la Commission des Contributions directes de la Ville de Paris. Elle a porté sur 35 quartiers de Paris et près de 400 maisons. Celles-ci comportent pour la plupart des petits logements. Les immeubles choisis par les enquêteurs avaient été construits antérieurement à 1900. L'enquête a porté, dans ces maisons, sur 7.058 logements, en prenant les prix de loyers en 1900, en 1910 et en 1911.

Le tableau suivant résume les résultats de cette enquête et donne les moyennes d'augmentation pour chaque catégorie de loyers.

CATÉGORIES	Nombre de loyers en 1900	Prix moyen de loyer annuel en			Proportion de hausse de 1900 à 1911	Proportion de hausse de 1910 à 1911
		1900	1910	Juin 1911		
De 1 à 249 francs....	2.121	167	191	200	19,15 %	4,69 %
De 250 à 499 francs..	3.383	361	401	420	15,79 %	4,87 %
De 500 à 999 francs.	1.269	682	736	762	11,47 %	3,46 %
De 1.000 à 2.500 fr.,	285	1.483	1.569	1.609	8,37 %	2,52 %
	7.058					

On remarquera combien sont différentes les augmentations résultant du tableau ci-dessus et celles

constatées par le service de la Statistique générale de la France, que nous avons reproduites page 199.

Et encore, il convient de ne pas oublier que les chiffres du tableau ci-dessus reproduit constituent des moyennes. Voici, en effet, les chiffres de proportion % de hausse les plus bas et les plus hauts, de 1900 à 1910 et de 1910 à 1911 pour chaque catégorie de logements et avec l'indication des quartiers auxquels ils se rapportent :

Logements de 1 à 249 francs				Logements de 250 à 499 francs			
Proportion maxima		Proportion minima		Proportion maxima		Proportion minima	
1900 à 1910	1911	1900 à 1910	1911	1900 à 1910	1911	1900 à 1910	1911
43 93	17,91	0 75	0 39	18 54	14 85	4 01	0 06
Petit Montrouge	Javel	Montpar-nasse	Val-de-Grâce	Porte Dauphine	Clignan-court Est	Roche-chouart	Val-de-Grâce, Gaillon

Logements de 500 à 999 francs				Logements de 1,000 à 2,500 francs			
Proportion maxima		Proportion minima		Proportion maxima		Proportion minima	
1900 à 1910	1911	1900 à 1910	1911	de 1900 à 1910	1911	de 1900 à 1910	1911
17 03	12 40	0 84	0 22	16 59	13 22	1 62	0 22
Les Ternes	Petit Mont-rouge	Montpar-nasse	Cli-gnan-court	Croule-barbe	Les Grandes Carrières	Ro-quette-Ouest	Gaillon

De l'examen de ces tableaux se dégagent en particulier les conclusions suivantes.

Tout d'abord, la hausse qu'ils font ressortir dépasse celle qui avait été constatée jusqu'à ce jour, depuis

fort longtemps. En effet, de 1890 à 1900, comme nous avons eu déjà occasion de le signaler, on n'avait relevé de hausse que dans 53 quartiers et dans une proportion qui ne dépassait pas 15 %, et dans 21 quartiers le prix des loyers avait baissé jusqu'à 10 %. De 1900 à 1910, comme il résulte des chiffres qui précèdent, la hausse s'est fait sentir dans tous les quartiers de Paris et elle y a atteint un pourcentage inconnu jusqu'à ce jour.

On a remarqué ensuite que la proportion de la hausse diminue au fur et à mesure qu'augmente le prix du loyer. Ainsi, elle est de 19,15 % pour les loyers de 250 francs et seulement de 8,37 % pour ceux de plus de 1.000 francs.

Comme le rapporteur du budget de 1914, M. Henri Rousselle est d'avis que la hausse n'a pas atteint son point culminant à la date à laquelle il écrit (juin 1911). Les répartiteurs qui ont procédé à l'enquête dont il rend compte ont en effet constaté que dans un très grand nombre d'immeubles, le propriétaire n'augmente les loyers qu'au départ des locataires. Il en résulte qu'il y avait, à cette date, beaucoup de logements qui n'avaient point encore subi la hausse et pour lesquels cette période d'attente, quand bien même la progression devrait être enrayée, ne saurait se prolonger indéfiniment.

En outre, en quelques mois, depuis la clôture de la dernière revision décennale jusqu'au mois de juin 1911, la hausse a atteint un chiffre égal à celui constaté pendant les dix années qui avaient précédé. En

d'autres termes, dans certains quartiers, la hausse de 1910 à 1911 a dépassé celle de 1900 à 1910. Ainsi, dans le quartier Montparnasse, pour 1900-1910, la progression ne dépasse pas suivant la composition des logements, 0,75, 8 et 0,84 %. En 1910-1911, elle est pour les mêmes locaux de 12,21, 9,57 et 1,77 %.

A Clignancourt-Ouest, en 1900-1910 elle est de 9,48, 9,91 et 5,98 %. En 1910-1911, de 9,38, 14,85 et 5,99 %.

Enfin, cette hausse frappe les divers quartiers de façon très inégale, ainsi que cela résulte du tableau suivant :

QUARTIERS	Locaux de moins de 500 francs		OBSERVATIONS
	1910 à 1911	1911	
	%	%	
Vivienne.	7,13	6,75	
N.-D. des Champs . .	11,43	6,42	
Petit-Montrouge . .	48,14	23,50	
Javel	35,19	23,76	
Porte Dauphine . .	31,36	23,07	
St-Vincent-de-Paul.	27,11	18,67	
Maison-Blanche . .	25,99	11,90	
Bel-Air	23,27	11,75	
St-Fargeau	23,27	11,75	
Carrières-Amérique.	21,96	17,56	
Belleville.	21,83	19,33	
Batignolles	21,21	22,91	
Plaisance.	21,14	21,91	

Il a été procédé à une nouvelle enquête depuis celle dont il vient d'être parlé. Elle a permis de vérifier l'exactitude de l'affirmation rapportée plus haut,

d'après laquelle la hausse continuait. Cette nouvelle enquête, dont rend compte M. Dausset dans le Rapport général sur le budget de 1912, a porté sur les valeurs locatives de 2.127 logements situés dans 45 quartiers et considérés en décembre 1910 et décembre 1911. Le tableau dans lequel sont consignés les résultats de cette hausse d'un an montre que la proportion de hausse ressort en moyenne à 15,48 % pour les logements de 1 à 999 francs et à 16,89 % pour ceux d'un loyer de 1.000 francs et au-dessous. La moyenne d'augmentation pour les 2.127 loyers de toute catégorie sur lesquels a porté l'enquête ressort à 16,47 %.

Les auteurs à qui nous empruntons ces chiffres sont d'accord pour attribuer cette hausse à une double cause : l'augmentation du chiffre de la population coïncidant avec une diminution du nombre des logements. Celle-ci résulte non pas, comme l'établit M. Dausset, d'une diminution d'activité dans la construction, mais de ce que le nombre de logements créés est de beaucoup inférieur au nombre des logements qui disparaissent. On construit de moins en moins de petits locaux d'habitation, à tel point que la diminution de ces derniers prend des proportions inquiétantes en face de l'augmentation constante du chiffre de la population.

Cette double situation est révélée d'abord par la statistique des constructions à Paris et par celle des locaux vacants.

De 1879 à 1888, 17.000 maisons neuves furent

construites, comportant 164.535 locaux d'habitation ; 37.760 logements ayant disparu à la même époque par suite de démolition, il reste un excédent de locaux nouveaux qui atteint 126.775. Aussi en 1888, le nombre des logements vacants de toute catégorie n'est pas inférieur à 46.608.

De 1890 à 1900, on trouve constamment un chiffre de 40 à 46.000 logements vacants.

De 1901 à 1910, l'excédent des nouveaux logements sur ceux qui disparaissent n'est plus que de 75.410 au lieu de 126.775. En effet, on en construit 105.035 nouveaux, mais il en disparaît 30.425. Et les chiffres de 1909 et 1910, 8.154 et 8.351 sont fort inférieurs à tous ceux qui ont été constatés depuis 1879.

En 1911, le nombre des nouveaux locaux créés est en progression sur les deux années précédentes : il atteint 11.637, mais le nombre de ceux qui disparaissent étant de 3.772, l'excédent 7.865 est à peine supérieur à la moyenne des dix dernières années.

Les statistiques des dernières périodes décennales montrent que de 1878 à 1888 l'excédent des logements créés sur les logements disparus, pour les logements de 1.000 francs et au-dessus, est de 19.542 unités, chiffre qui décroît très légèrement pour la période 1901 à 1910, puisqu'il est encore de 18.000 unités. Mais il n'en est pas de même pour les logements d'un prix inférieur :

PÉRIODES	Excédent des logements de 500 à 999	Excédent des logements de 1 à 499
1879 à 1888	23,778	83,455
1901 à 1910	17 307	40,103

En 1910, l'excédent du nombre des nouveaux logements de plus de 1.000 francs atteint 2.208 unités, dépassant de 408 unités la moyenne de cette période ; celui des locaux d'habitation de moins de 500 francs, par contre n'est plus que 2.248 inférieur de 1762 à la moyenne des dix dernières années.

De 1879 à 1888, pour un logement de plus de 1.000 francs on en construisait au moins 4 d'un loyer inférieur à 500 francs ; en 1910, pour un logement de plus de 1.000 francs, c'est à peine si on en construit 1 de moins de 500 francs.

En 1911, l'évolution semble s'être accentuée encore dans le même sens. Cela paraît résulter de ce que le chiffre des valeurs locatives créées s'est élevé à 19.637.135 francs, alors que depuis vingt-sept ans le chiffre le plus fort — 1903 — n'a pas dépassé 15 millions. Et si on rapproche ce chiffre exceptionnel de celui des constructions nouvelles et des additions de constructions élevées en 1911 qui est de 2.214 ainsi que de celui des locaux d'habitation nouvellement créés — 11.637 — on constate que ces derniers ne dépassent pas sensiblement la moyenne du nombre

des maisons et des logements annuellement créés dans les dix dernières années. La conclusion qui s'impose c'est que ces maisons et ces locaux représentent des loyers élevés.

D'ailleurs, la statistique des locaux d'habitation existant à Paris au 1^{er} janvier 1911, classés par catégories, donne les résultats suivants : sur 993.304 locaux, il en existe 742.960 d'un loyer inférieur à 500 francs représentant 74.79 % du nombre total.

Dans le nombre de 11.637 locaux d'habitation créés en 1911, ceux d'un loyer inférieur à 500 francs ne sont compris que pour 5.271, ce qui représente seulement 45,29 % du nombre total des logements créés.

Les 1.038 démolitions totales ou partielles effectuées en 1911 ont fait disparaître 3.772 locaux d'habitation et les logements d'un loyer inférieur à 500 francs étaient compris dans ce chiffre pour 3.159, soit 83,74 % du nombre total. D'où il résulte que pour 1911, l'excédent des petits logements créés sur ceux de même catégorie qui ont été démolis n'est que de 2.112, alors que la moyenne des dix dernières années dépasse 4.000 ; au contraire, la même année, l'excédent des locaux nouveaux de plus de 500 francs atteint 5.753 tandis que la moyenne n'est que de 3.500.

Enfin pour les vingt dernières années voici les proportions :

LOGEMENTS	Nombre total de logements	Logements de moins de 500 francs	Proportion %
Créés.	226.553	142.862	63,05
Disparus.	68.180	58.131	85,26

Pendant que l'industrie de la construction évoluait dans le sens que nous venons de montrer, la population augmentait en moyenne depuis 1861 de 23.839 habitants par an. Aussi, comme il n'y a, à Paris, en moyenne qu'un logement pour 290 habitants, la population parisienne ayant augmenté de 1906 à 1911 de 124.717 habitants, le nombre des locaux construits dans la même période n'ayant été que de 31.925, ces constructions n'ont fourni qu'une habitation pour 4 personnes environ.

De là, la diminution inquiétante des locaux vacants. L'enquête effectuée en juin 1911 avait donné les chiffres suivants :

ANNÉES	Locaux vacants	Locaux de moins de 500 francs	Locaux de plus de 500 francs
1899	42.571	26.226	16.345
1905	31.213	16.814	14.399
1906	31.186	17.726	13.460
1907	26.593	15.530	11.063
1908	20.807	12.701	8.106
1909	17.180	10.618	6.562
1910	13.974	8.721	5.253
1911	10.795	6.182	4.613
1 ^{er} déc. 1911	»	3.663	»

Dans ce dernier chiffre sont compris un assez grand nombre de logements qui se trouvent dans des conditions déplorables au point de vue de l'hygiène et qui devraient être défalqués. Aussi, est-il à craindre, si la situation continue ainsi à s'aggraver et si aucun élément nouveau ne survient, qu'à brève échéance, comme cela s'est produit à Buda-Pesth, il y a quelques années, le nombre des logements vacants ne soit réduit pour une agglomération de près de 3 millions d'habitants à un chiffre tellement infime, qu'il ne devienne très difficile de trouver un logement à Paris et que le jeu de la loi de l'offre et de la demande se trouve complètement faussé au détriment de l'ensemble de la population ouvrière.

« Actuellement, les propriétaires sont en possession
« d'un véritable monopole de fait : ils sont maîtres
« du marché des loyers, dit M. Dausset. Il leur est
« loisible de les augmenter sans avoir à craindre la
« résistance des locataires, ces derniers préférant
« subir une augmentation plutôt que de supporter les
« frais d'un déménagement, sans avoir la certitude
« qu'ils pourront trouver à se loger ailleurs mieux
« ou à meilleur compte. » Telles sont les conclusions du rapporteur général du budget de la Ville de Paris pour 1912 (1).

1. P. 450 et 451.

CHAPITRE III

Variation de l'ensemble des dépenses

Les renseignements que nous allons utiliser dans ce chapitre sont empruntés au volume publié par le service de la Statistique Générale de la France.

En adoptant comme budget servant à apprécier les changements du coût de la vie dans des conditions moyennes le budget comportant la moindre consommation de vin—pour diminuer les variations dues à la suppression des droits d'octroi sur le vin — le budget du charpentier parisien, pris comme type d'ailleurs par l'Office du Travail en 1896, et en combinant la valeur de la dépense de nourriture et celle du loyer fixée à 210 francs en 1856, 300 francs en 1889, 315 francs en 1900 et 325 francs en 1908, on obtient finalement les résultats suivants :

Budget moyen (charpentier)

ANNÉES	<i>Dépenses de nourriture</i>		VARIATION DE LA DÉPENSE TOTALE				
	Vin et sucre compris	Sans vin ni sucre	Esti- mation de prix du loyer	<i>Dépense totale</i>			
				Vin et sucre compris	Indices	Sans vin ni sucre	Indices
1839-1843...	967	830	189	1,156	86	1,019	86
1850-1854...	952	790	205	1,157	86	995	84
1861-1865...	1,096	890	245	1,336	99,5	1,130	95
1876-1880...	1,224	1,016	277	1,501	111	1,287	109
1887-1891...	1,096	889	300	1,396	104	1,189	100,5
1898-1902...	1,029	868	315	1,344	100	1,183	100
1907-1908...	1,030	952	325	1,355	101	1,277	108

Et enfin, on déduit, par interpolation, des chiffres qui viennent d'être déterminés, une estimation de la dépense de nourriture (éclairage et chauffage compris) et des frais de loyer (chiffres arrondis) pour un genre de vie déterminé et demeuré invariable aux environs de chacune des années 1810, 1820..., 1900 et 1908.

**Variation estimative de la dépense d'un ménage ouvrier
pour le logement, la nourriture, le chauffage et
l'éclairage.**

ANNÉES	Dépenses de nourriture	Logement	Dépense totale	Indices
1810	890	100	990	74
1820	950	120	1.070	80
1830	985	145	1.130	83,5
1840	960	175	1.135	85,5
1850	950	200	1.250	85,5
1860	1.060	225	1.285	95,5
1870	1.130	255	1.385	104
1880	1.200	280	1.480	110
1890	1.090	300	1.390	103
1900	1.030	315	1.345	100
1906	980	325	1.305	99
1907	1.020	330	1.350	100
1908	1.040	335	1.375	102
1910	1.060	340	1.400	104

Si l'on ajoutait au prix du vin le montant de l'octroi supprimé, la dépense totale augmenterait de 60 francs en 1906, 1907, 1908. L'indice deviendrait 101 en 1900, 104 en 1907 et 106 en 1908 ; même avec ce correctif, la dépense totale ne s'élèverait point encore au niveau atteint en 1880.

Voilà pour la variation estimative de la dépense d'un ménage ouvrier. Si on procède de même en ce qui concerne le budget d'une famille bourgeoise, en prenant comme base le budget des dépenses afférentes à l'année 1894 et 2.200 francs de loyer annuel, les

indices de la variation du prix des loyers sont les suivants :

1875	1878	1889	1900	1908-1910
93	96	100	100	103

La valeur du loyer à ajouter aux dépenses ménagères est la suivante :

1875	1878	1889	1900	1908-1910
2.050	2.100	2.200	2.200	2.260

Ces sommes ajoutées à la dépense de nourriture — prix des économats et coopératives — on a :

ANNÉES	Nourriture chauffage, éclairage	Nombre pro- portionnel	Loyer	Ensemble	%
1874-1883.....	5.396	114	2.060	7.456	109
1884-1893.....	4.964	105	2.100	7.064	103
1894-1903.....	4.739	100	2.100	6.839	100
1904-1908.....	4.457	94	2.250	6.707	98
1910.....	4.719	99,5	2.250	6.969	102

L'addition du loyer, relativement fixe, a pour effet d'amoindrir les oscillations.

Pour les années 1907 à 1910 voici les chiffres :

ANNÉES	Nourriture chauffage, éclairage	Nombre pro- portionnel	Loyer	Ensemble	°/°
1907.....	4.478	94	2.250	6.730	98
1908.....	4.538	96	2.250	6.798	99
1909.....	4.503	95	2.250	6.753	99
1910.....	4.719	100	2.250	6.969	102

La dépense totale serait à peu près revenue en 1908 au chiffre moyen de la période 1894-1903. En 1910, elle serait un peu plus élevée, mais encore loin d'atteindre les chiffres des périodes précédentes.

SECTION II

Données relatives aux salaires.

CHAPITRE UNIQUE

Nous savons quels sont les documents au moyen desquels ont été établis les nombres index que nous allons donner ci-dessous, nous n'y revenons donc pas.

Si on veut rapprocher ces documents de ceux établis antérieurement en vue d'apprécier le mouvement général des salaires ou le mouvement qui s'est produit dans des professions particulières depuis le début du XIX^e siècle, on constate que les éléments rassemblés précédemment dans des bordereaux de salaires de 1906 ne peuvent guère être comparés qu'à ceux des bordereaux de 1900 (1). Encore cette comparaison, à si court intervalle, n'est-elle pas sans présenter quelque incertitude pour les causes suivantes : les localités de 1906 et de 1900 ne sont pas toujours les mêmes et les salaires présentent souvent d'importantes varia-

1. Office du travail : Bordereaux de salaires pour certaines catégories d'ouvriers en 1900 et 1901. Imprimerie nationale, 1902.

tions dans la même région d'une localité à l'autre ; il n'est ensuite rien moins que certain que les variations de salaires résultant des bordereaux soient dues à un changement du taux normal ; enfin, la multiplicité des localités et des travaux rend la comparaison difficile.

Pour cette raison, on a trouvé bon de se contenter des éléments de comparaison fournis par les Conseils de prud'hommes, d'autant plus qu'ils sont comparables à ceux fournis par les maires en 1853, 1857 et de 1871 à 1892. On a ainsi pu dresser des tableaux rétrospectifs, au moyen desquels on peut suivre le mouvement général des salaires depuis 1853 et que l'on peut rapprocher des tableaux empruntés à d'autres sources et plus étendus, tels que salaires journaliers du personnel ouvrier des mines de houille ; salaires horaires des ouvriers du bâtiment à Paris d'après les séries de prix ; salaires des ouvriers employés par les établissements hospitaliers de 1833 à 1853 : salaires des ouvriers de grande et moyenne industrie d'après les enquêtes de 1840-1845, 1860-1865, 1891-1893.

Le tableau suivant résume ces données :

1. 1806, série Morisot. Moyenne des salaires de 8 professions ; 1817 et 1828, *Recherches statistiques sur Paris*, t. IV ; moyenne des salaires de 8 professions d'après les notes fournies par quelques entrepreneurs les plus occupés ; à partir de 1842, moyenne des salaires de 11 professions d'après les séries officielles et les bordereaux des salaires.

2. A partir de 1853, *Moyenne des salaires pour 34 professions* dans l'ensemble des villes, chefs-lieux de départements, d'après les renseignements fournis par les maires jusqu'en 1880, par les Conseils de prud'hommes et les maires depuis 1896. La série de ces nombres indicés a été prolongée jusqu'en 1828 en utilisant les renseignements four-

CATÉGORIE	1806	1817	1828	1838	1842	1853	1857	1862	1875	1880	1890	1896	1900	1906	1910
Professions du bâtiment à Paris (1) . .	37	38	45	»	52	56	64	70	74	95	»	»	100	105	»
Ensemble des ouvriers de certaines professions en province (2) .	»	»	45	47	»	51	57	»	74	82	»	96	100	107	113
Ouvriers des mines de houille (3) (salaire journalier moyen) . .	»	»	»	»	»	49	55	57	75	»	89	91	100	104	»
Ensemble des ouvriers d'après les enquêtes industrielles (4) . .	»	»	»	»	48	»	»	63	»	»	92	»	»	»	»

Voici maintenant, déterminés de dix ans en dix ans, puis de cinq ans en cinq ans à partir de 1850, les nombres indices qui semblent caractériser l'allure générale des nombres qui précèdent. Pour les années 1906 et 1911, les indices retenus ont été déterminés en prenant la moyenne des indices des salaires par profession d'après les renseignements fournis par les Conseils de prud'hommes et les maires.

1806	1810	1820	1830	1840	1850	1855	1860	1865
40	41	43	45	48	51	55	60	65
1870	1875	1880	1885	1890	1895	1900	1905	1910
71	77	82	87	92	96	100	105	110

Avant d'apprécier les indications fournies par ces chiffres il convient d'expliquer les raisons pour lesquelles ils diffèrent, comme ceux reproduits ci-des-

nis par les établissements hospitaliers sur les 4 professions suivantes : maçon, menuisier, charpentier et serrurier pour les années 1824-1833, 1834-1843, 1844-1853.

3. D'après la *Statistique de l'industrie minérale*. On a pris pour une année déterminée le salaire moyen pendant la période quinquennale dont cette année occupe le milieu.

4. Enquêtes industrielles de 1840-1845, 1860-1865, 1891-1893. On a pris l'indice du salaire moyen en 1892 égal à 92, valeur de l'indice de salaire moyen pour 34 professions dans l'ensemble des villes chefs-lieux de départements.

sous, assez sensiblement de ceux publiés dans l'*Annuaire statistique* de 1906 (1). La raison serait que, dans cette étude, on avait attribué un trop grand poids aux salaires fixés par les séries de prix pour les ouvriers du bâtiment à Paris. Or, de 1850 à 1892, la hausse qu'indiquent les séries de prix semble plus forte que la hausse réelle, soit qu'il s'agisse du bâtiment, soit qu'il s'agisse des autres industries.

D'après la série d'indices ci-dessus, la hausse générale des salaires n'a guère subi d'interruption depuis le début du xix^e siècle, mais elle présente des modalités diverses. Elle paraît avoir été sensiblement plus rapide dans la deuxième moitié du xix^e siècle que dans la première et elle a été particulièrement sensible au cours de la période 1860-1880. C'est d'ailleurs, nous l'avons déjà vu, dans cette période, vers 1873, que se place le point culminant de la courbe générale des prix.

Cette hausse particulière et exceptionnelle a été expliquée par des motifs divers. On l'a attribuée au développement des voies ferrées et à l'achèvement de celles qui relient les centres les plus importants, à l'accélération des autres moyens de transports soit terrestres soit maritimes, tels que poste, télégraphe, ou aux modes de communication, tels que téléphone, à la production des métaux précieux, etc. Ces circonstances expliquent bien la hausse des salaires à toutes les époques, mais non celle qui s'est fait sen-

1. P. 303.

tir d'une manière particulière pendant la période 1853-1875. Elles n'indiquent pas pourquoi cette hausse s'est fait sentir plus à cette période que dans celle de 1888-1910, par exemple, pendant laquelle se retrouvent même intensifiées les causes invoquées pour la première.

Le mouvement des salaires semble, en fait, avoir obéi, dans une certaine mesure, à l'impulsion donnée par le mouvement général des prix, mais avec une différence toutefois qui est capitale et qu'il importe de souligner. Tandis que les prix subissaient des oscillations parfois considérables, la masse des salaires, ainsi qu'il ressort du tableau qui précède, n'a jamais éprouvé de mouvement de recul. Tout au plus peut-on constater des périodes d'accélération et de ralentissement de la hausse.

Cette constatation a été mise en lumière par divers graphiques figurant dans la publication de la Statistique générale de la France à laquelle nous empruntons ces renseignements. Ils ont été établis sur les données suivantes. Ils permettent de suivre les changements du coût d'existence, exclusivement imputables aux variations des prix, pour une famille ouvrière vivant à Paris par exemple et dont le genre de vie serait resté invariable, dont, par conséquent, les consommations seraient *restées identiques* à toutes les époques.

En admettant, d'autre part, — ce qui n'est naturellement pas tout à fait exact — que dans toute la France des changements analogues ont accompagné

ceux qui ont été constaté à Paris, on a pu tracer deux courbes permettant d'apprécier les variations de ce qu'on appelle « le pouvoir d'achat du salaire » à l'égard des objets ou des services pris pour types de la consommation familiale. Le pouvoir d'achat du salaire varie en effet comme le rapport du salaire nominal à la dépense qu'exigent des consommations uniformes. On apprécie alors, *grosso modo*, l'amélioration possible des conditions d'existence dans le cours de la période étudiée.

Les résultats peuvent être traduits par les nombres indices ci-après qui ont servi à établir les graphiques dont il vient d'être parlé, l'indice relatif à l'année 1900 étant supposé égal à 100.

	ANNÉES					
	1806	1810	1820	1830	1840	1850
Salaires	40	41	43	45	48	51
Coût d'un genre de vie uniforme . .	»	74	80	83,5	84,5	85,5
Pouvoir d'achat du salaire	»	55,5	53,5	54	57	59,5
	1855	1860	1865	1870	1875	1880
Salaires	55	60	65	71	77	82
Coût d'un genre de vie uniforme . .	»	95,5	»	103	»	110
Pouvoir d'achat du salaire	»	63	»	69	»	74,5
	1885	1890	1895	1900	1905	1910
Salaires	87	92	96	100	100	110
Coût d'un genre de vie uniforme . .	»	103	»	100	100,5	104
Pouvoir d'achat du salaire	»	89,5	»	100	104,5	106

TITRE II. — Comparaison du prix du coût
de l'existence et des salaires
à une même date dans des pays différents.

Nous adopterons ici les mêmes divisions que dans le titre premier. En premier lieu, les dépenses ménagères, ensuite les loyers, enfin les salaires et la combinaison de ces divers éléments. Mais ici, les comparaisons à établir présentant intérêt surtout entre les diverses villes d'un même pays, nous grouperons par pays les chiffres que nous allons reproduire. Ces chiffres ne sont autres, il est à peine besoin de le dire, que les résultats des diverses données mises en œuvre, comme nous l'avons exposé dans la première partie. Nous nous bornerons à les reproduire en les groupant de manière à faire ressortir les différences existant entre les diverses villes des divers pays envisagés.

CHAPITRE PREMIER

Angleterre et Pays de Galles. Écosse et Irlande

§ I. — DÉPENSES ALIMENTAIRES

Voici les nombres index, concernant les dépenses alimentaires, établis pour les diverses villes enquêtées :

Nombres index des dépenses alimentaires en ordre décroissant

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Douvres.....	106	Swindon	98	Leeds.....	93
Portsmouth.....	105	Carlisle.....	97	Leicester.....	93
Croydon.....	104	Huddersfield.....	97	Rochdale.....	93
Sheerness.....	104	Merthyr Tydfil...	97	Sheffield.....	93
Ipswich.....	103	Norwich.....	97	Birkenhead.....	92
Southampton.....	103	Nottingham.....	96	Burton-sur-Trent.	92
Chatham et Gillin- gham.....	101	Taunton.....	96	Gloucester.....	92
Luton.....	101	York.....	96	Keighley.....	92
Reading.....	101	Bradford.....	95	Manchester et Sol- ford.....	92
Londres.....	100	Bristol.....	95	Newport.....	92
Barrow - en - Fur- ness.....	99	Burnley.....	95	Warrington.....	92
Bedford.....	99	Middlesborough...	95	Birmingham.....	91
Cardiff.....	99	Northampton.....	95	Liverpool et Bootle	91
Coventry.....	99	Oldham.....	95	Normanton.....	91
Hull.....	99	Peterborough.....	95	Saint-Helens.....	91
Plymouth et De- vonport.....	99	Swansea.....	95	Hanley.....	90
Stockton-s.-Tees.	99	Castleford.....	94	Macclesfield.....	90
Darlington.....	98	Chester.....	94	Preston.....	90
Gateshead.....	98	Halifax.....	94	Stoke-sur-Trent...	90
Jarrow.....	98	South Shields....	94	Walsall.....	90
Lincoln.....	98	Sunderland.....	94	Blackburn.....	89
Newcastle - sur - Tyne.....	98	Worcester.....	94	Bolton.....	89
		Crewe.....	93	Wolverhampton...	89
		Derby.....	93	Stockport.....	88
		Grimsby.....	93	Wigan.....	88
		Kidderminster....	93		

Les prix les plus élevés sont ceux de Douvres, Portsmouth, Croydon et Sheerness, Londres vient en dixième lieu sur la liste. La variation totale est beaucoup plus étroite que celle des loyers, la différence entre les nombres index maxima et minima pour les prix étant seulement de 18 points, comparée à celle des loyers qui n'est pas inférieure, comme nous le verrons, à 68 points.

Les chiffres peuvent encore être résumés ainsi :

RÉGIONS	Nombre de villes	Nombres index moyens			
		Tous les aliments	Epicerie excepté le charbon	Charbon	Viande
Londres	—	100	100	100	100
Comtés du Nord et Cleveland.	9	97	102	71	99
Yorkshire (excepté Cleveland).	10	94	97	71	99
Lancashire et Cheshire.....	17	92	95	70	96
Comtés du Centre.....	15	93	96	73	95
Comtés de l'Est.....	7	98	99	81	102
Comtés du Sud.....	10	102	103	102	97
Pays de Galles et Monmouth.	4	96	98	90	94

Dans l'ensemble, les prix sont élevés dans le nord, deviennent plus bas dans le Yorkshire, le Lancashire et les comtés du centre et augmentent de nouveau dans le sud et dans l'est. Les nombres index faibles obtenus pour une ville ou un groupe de ville ne résultent pas seulement du bon marché des produits, comparés avec ceux d'autres régions, mais aussi des différences entre les goûts prédominants dans les différentes populations, sans qu'il soit toujours possible de distinguer entre ces facteurs. Les faibles nombres

index des villes du Lancashire et des comtés du centre sont dus, en partie, aux prix peu élevés du charbon, et aussi à ce que l'épicerie et la viande ont des nombres index relativement bas.

Le groupe du sud a pour le charbon les nombres index les plus élevés ; il en est de même pour l'épicerie ; la viande, au contraire, tient un juste milieu.

Les comtés de l'est, sauf un, sont aussi les premiers de la liste pour toutes les denrées alimentaires, surtout à cause du niveau élevé des prix de la viande et aussi à un degré de moindre, en raison du prix du charbon.

Les groupes du Yorkshire et du nord offrent des nombres index semblables pour la viande et le charbon, mais le groupe du nord occupe un rang élevé pour « tous les comestibles », à cause du niveau tout à fait élevé des prix de l'épicerie et surtout du pain, ce qui caractérise la plupart des villes du nord. Les quatre villes du Pays de Galles, quoique près d'importantes régions d'approvisionnement, occupent, sauf une, le premier rang pour les prix du charbon. Pour la viande, cependant, elles sont les dernières sur la liste et pour l'épicerie et « toutes les denrées alimentaires » elles ont une position médiane.

Après exclusion d'un certain nombre d'articles figurant parmi les quantités reproduites plus haut pour permettre les comparaisons, et en particulier la farine d'avoine et la viande étrangère ou coloniale, voici les nombres index obtenus pour l'Écosse :

VILLES	Nombres index des prix	VILLES	Nombres index des prix
Galashiels	105	Falkirk	99
Perth.	103	Kilmarnock. . . .	99
Dundee	103	Glasgow.	98
Greenock	100	Paisley	97
Edimbourg. . . .	100	Aberdeen	96

La caractéristique est l'insignifiance des variations d'une ville à l'autre.

Nombres index obtenus pour l'Irlande :

VILLES	Nombres index des prix	VILLES	Nombres index des prix
Belfast	101	Limerick	96
Dublin	100	Cork	95
Londonderry . . .	97	Waterford	92

L'écart entre Belfast et Waterford provient du bas prix des œufs et de la viande dans la dernière de ces villes. Le prix du charbon que nous avons vu présenter une si grande importance dans les villes d'Angleterre et d'Écosse est en fait le même dans toutes les villes d'Irlande.

§ II. — LOYERS

Nombres index des loyers en ordre décroissant (1).

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Londres.....	100	Sunderland.....	59	Rochdale.....	52
Croydon.....	81	Swindon.....	59	Derby.....	51
Plymouth et De- vonport.....	81	Carlisle.....	58	Hanley.....	51
Newcastle - sur - Tyne.....	76	Darlington.....	58	Stockport.....	51
Birkenhead.....	70	Grimsby.....	58	Blackburn.....	50
Jarrow.....	68	Reading.....	58	Chester.....	50
Swansea.....	68	Keighley.....	57	Merthyr-Tydfil.....	50
Gateshead.....	66	Normanton.....	57	Warrington.....	50
Liverpool et Boo- tle.....	65	Portsmouth.....	57	Wigan.....	50
Southampton.....	65	Douvres.....	56	Bedford.....	49
Huddersfield.....	64	Leeds.....	56	Chatham et Gillin- gham.....	49
Barrow - en - Fur- ness.....	63	Nottingham.....	56	Coventry.....	49
Newport (Mon.).....	63	Saint-Helens.....	56	Northampton.....	49
Manchester et Sal- ford.....	62	Worcester.....	56	Crewe.....	48
Luton.....	61	Halifax.....	55	Gloucester.....	48
South Shield.....	61	Sheffield.....	55	Hull.....	48
Oldham.....	60	Lincoln.....	54	Leicester.....	48
Birmingham.....	59	Stockton-sur-Tees.....	54	Norwich.....	48
Bradford.....	59	Stoke-sur-Trent.....	54	Preston.....	48
Cardiff.....	59	Bolton.....	53	Taunton.....	47
Middlesborough.....	59	Bristol.....	53	Ipswich.....	44
Sheerness.....	59	Burnley.....	53	Kidderminster.....	43
		Castleford.....	53	Walsall.....	43
		Wolverhampton.....	53	Peterborough.....	39
		York.....	53	Macclesfield.....	32
		Burton-sur-Trent.....	52		

Il résulte de ce tableau que pour 41 des 72 villes les nombres index sont compris entre les limites 50 et 60, que 16 villes sont inférieures à 50 et 15 supérieures à 60, ce qui permet de dire que les loyers moyens dans les villes comprises dans cette enquête sont les 50 à 60 centièmes de ceux qui prévalent à Londres.

1. Devonport est compris dans Plymouth, Salford dans Manchester, Bootle dans Liverpool et Gillingham dans Chatham.

Voici maintenant ces résultats présentés d'après le classement géographique des villes, celles-ci étant groupées par régions :

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes	Nombre index moyen du loyer
Londres	—	100
Comtés du Nord et Cleveland . . .	9	62
Yorkshire (excepté Cleveland) . .	10	56
Lancashire et Cheshire	17	54
Comtés du Centre	15	51
Comtés de l'Est	7	50
Comtés du Sud	10	61
Pays de Galles et Monmouth . . .	4	60

Comme l'indiquent les nombres, la plus haute moyenne des loyers est donnée par les comtés du nord et Cleveland. Ce groupe comprend les villes de Newcastle, Gateshead et Jarrow situées sur les bords de la Tyne, où les loyers sont nettement plus élevés que dans les autres villes du groupe ; sans elles, la moyenne aurait été de 58, et les comtés du nord se seraient placés avant ceux du sud et avant le groupe du Pays de Galles.

Nous reproduisons à peu près textuellement les commentaires que donne de ce tableau le *Recueil de Statistique municipale de la ville de Paris* auquel nous empruntons ces documents.

Le plus bas nombre index est donné par les comtés de l'est. Ce nombre représente probablement avec assez d'exactitude le niveau général comparatif des

loyers de cette région de l'Angleterre. Il faut cependant remarquer que ce groupe ne comprend que sept villes et qu'une seule de celles-ci — Norwich — est très grande. Ces villes se trouvent dans une région agricole où la vie est à bon marché et les salaires généralement peu élevés, deux faits qui ont de l'influence sur les frais de construction. La proximité pour Peterborough d'une importante carrière de terre à briques peut aussi être cause de l'extrême faiblesse de son nombre index (39) ; mais dans les comtés de l'est, comme en fait, dans toute la campagne, les causes des différences dans les niveaux des loyers pour les villes sont *très obscures*.

Le groupe de 10 villes des comtés du sud est très légèrement plus bas que le groupe du nord, avec un nombre index moyen de 61. Le chiffre de cette moyenne est dû surtout à ce que les villes de Croydon, Plymouth et Devonport font partie de ce groupe, le nombre caractéristique moyen des 8 autres villes étant seulement de 56. Dans le cas de Croydon, le niveau élevé du loyer (81) est suffisamment expliqué par ce fait qu'elle est voisine de Londres ; tandis qu'en ce qui concerne Plymouth et Devonport, dont les nombres index sont également élevés, l'explication semble résulter de ce fait que le type prédominant des habitations de la classe ouvrière dans ces villes est un logement formant une partie d'une grande maison, type d'habitations fréquemment associé avec ceux ayant des loyers élevés. Le nombre index le plus bas de tout le groupe est obtenu avec Taunton (47). La

basse position occupée par l'important arsenal de Chatham semble être due, en partie du moins, au bon marché de la vie dans cette partie du comté de Kent.

Le nombre des villes comprises dans le groupe du Pays de Galles est peu élevé ; la limite atteinte par les nombres index de ces villes est représentée par Merthyr Tydfil et Swansea, avec des nombres index de 50 et 68 respectivement.

Les quinze villes du centre ont un nombre index moyen de 51, et forment ainsi le groupe inférieur, sauf une. Il y a moins de variations dans ce groupe que dans tout autre d'importance considérable et en aucun cas le nombre index unitaire du loyer n'excède 59, ce nombre étant atteint seulement par la grande cité de Birmingham. Si on l'exclut, le maximum pour le groupe est 56, et le minimum (atteint par les deux petites villes de Walsall et Kidderminster) est 43. Dix des villes (en y comprenant Bristol) tombent entre les limites intermédiaires de 48-54.

Contrairement aux comtés du centre, les villes du Lancashire et Cheshire (au nombre de 17) montrent de *grandes variations* dans le niveau des loyers ; le nombre index maximum (70) est atteint par Birkenhead, qui, bien que possédant par elle-même un activité industrielle considérable, est encore un grand faubourg de résidence de Liverpool ; et le nombre le plus faible (32) est donné par Macclesfield, qui a un nombre index inférieur à ceux de toutes les villes examinées. Le nombre index moyen de ce groupe est très influencé par la présence de Manchester et Liverpool,

dont les nombres index (62 et 65 respectivement), sont de beaucoup au-dessus de la moyenne de ce groupe pris dans son ensemble. Quoique la limite du groupe tout entier soit élevée, 10 des 17 villes tombent entre les limites intermédiaires étroites de 48-53, toutes les importantes villes cotonnières excepté Oldham restant entre ces limites.

Les villes du Yorkshire donnent des variations moins grandes que le Lancashire et le Cheshire et leur niveau général des loyers est nettement supérieur, quoique la moyenne du groupe soit plus élevée seulement de deux unités, 8 des villes sont comprises entre les limites de 53-59, le minimum de ces limites intermédiaires devenant le maximum de ce que donne le groupe de Lancashire et Cheshire.

La ville de Huddersfield dans le groupe du Yorkshire atteint le maximum avec un nombre index de 64 et Hull le minimum avec 48. Les villes les plus importantes qui y sont comprises sont Leeds et Sheffield avec respectivement 56 et 58.

Après avoir classé les villes suivant leur position géographique, on peut aussi les grouper suivant leur population. Dans le tableau suivant elles sont divisées en cinq groupes et le nombre index moyen des loyers est donné pour chacun d'eux.

GROUPES DE POPULATION	Nombre de villes	Nombre index moyen des loyers
Population dépassant 250.000 habitants	8	64
Population de 150.000 à 250.00 habitants	8	60
Population de 100.000 à 150.000 habitants	11	59
Population de 50.000 à 100.000 habitants	24	54
Population inférieure à 50.000 habitants	22	53

Ce tableau montre que le niveau moyen des loyers des habitations ouvrières décroît d'une façon remarquablement uniforme lorsqu'on passe des plus grandes villes aux plus petites. Les différences sont cependant faibles, et les limites à l'intérieur des groupes sont étendues. Si les villes sont divisées en deux groupes seulement, suivant que leur population est de plus ou de moins de 100.000 personnes, on trouve que la différence entre les niveaux des loyers s'accroît plus profondément, car les nombres index moyens sont respectivement de 64 et 53.

Voici les chiffres pour chacune des dix villes d'Ecosse comprises dans l'enquête, les loyers d'Edimbourg étant admis égaux à 100.

VILLES	Nombres index des loyers	VILLES	Nombres index des loyers
Edimbourget Leith	100	Paisley.	90
Glasgow	99	Kilmarnock	86
Greenock	92	Aberdeen.	84
Dundee	92	Perth	76
Falkirk	91	Galashiels.	69

On constatera qu'à Glasgow les loyers sont très peu inférieurs à ceux d'Edimbourg, qu'ils sont inférieurs à Greenock, Dundee, Falkirk et Paisley d'environ 10 % ; à Kilmarnock et Aberdeen d'environ 15 % et à Perth et Galashiels d'environ 20 à 30 %. Les variations sont donc bien plus étroites qu'en Angleterre et au Pays de Galles.

Pour l'Irlande, les chiffres sont les suivants :

VILLES	Nombres index des loyers	VILLES	Nombres index des loyers
Dublin	100	Belfast.	61
Limerick	69	Londonderry.	54
Cork.	66	Waterford	53

Les différences accusées par ces nombres, spécialement entre Dublin et les autres villes, sont très considérables.

En ce qui concerne Dublin et Belfast, les deux plus grandes cités d'Irlande, la différence peut, jusqu'à un certain point, être expliquée par ce fait que, dans la première, les demandes d'habitations ouvrières sont de beaucoup en excès sur les offres, tandis qu'à Bel-

fast, au moment de l'enquête, il y avait un grand nombre de maisons ouvrières vides. D'ailleurs à Belfast, le terrain pour bâtir ne coûte pas cher, tandis que les salaires locaux sont de beaucoup inférieurs à ceux de Dublin. Dans cette dernière ville les pièces sont généralement grandes et l'aménagement de chaque chambre y est meilleur qu'à Belfast ou dans les autres villes d'Irlande.

§ III. — SALAIRES

Pour faciliter la comparaison, on a choisi quatre industries représentées, à peu d'exceptions près, dans toutes les villes et dans lesquelles il était possible de déterminer avec précision le taux ordinaire des salaires. Ce sont les industries du bâtiment, de la construction mécanique, de l'imprimerie (les compositeurs à la main seulement) et de l'ameublement : on a pris comme base des nombres index les taux des salaires à Londres.

Pour établir les nombres index des autres villes, on a cherché non seulement le salaire d'un ouvrier enseigné dans tous ces emplois, mais aussi ceux des manœuvres dans les industries mécaniques et du bâtiment.

Comme nous l'avons déjà dit, les salaires rapportés sont, dans tous les cas, hebdomadaires et jamais horaires. Dans les industries du bâtiment surtout, ils sont profondément influencés par la variation de la durée de la semaine de travail prise comme type.

Londres = 100

VILLES	Industrie du bâtiment		Industrie de la construction mécanique		Ameu- ble- ment	Im- prime- rie
	Ou- vriers en sei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers en sei- gnés	Ma- nœu- vres		
Barrow-en Furness . . .	91	98	89	82	—	85
Bedford	85	78	74	—	—	64
Birkenhead	89	86	93	83	89	92
Birmingham	98	100	91	83	86	88
Blackburn	87	86	89	79	81	83
Bolton	90	94	89	79	90	85
Bradford	83	85	87	96	83	85
Bristol	93	94	91	87	82	79
Burnley	85	87	85	—	84	81
Burton-sur-Trent	87	90	82	83	—	77
Cardiff	92	85	94	—	81	82
Carlisle	81	76	83	79	—	77
Castleford	85	100	—	—	—	—
Chatham et Gillingham	89	87	—	—	—	—
Chester	89	84	84	75	87	81
Coventry	93	94	92	92	—	77
Crewe	82	85	75	—	—	—
Croydon	105	110	—	—	—	77
Darlington	83	85	90	—	—	82
Derby	92	88	85	77	—	85
Douvres	87	83	—	—	—	64
Gateshead	90	89	89	—	—	90
Gloucester	84	81	80	79	84	72
Grimsby	85	96	—	—	—	72
Halifax	82	86	85	83	79	83
Hanley	86	95	85	—	86	82
Huddersfield	81	85	77	—	81	77
Hull	91	101	92	94	81	82
Ipswich	86	86	75	79	—	72
Jarrow	91	89	89	—	87	76
Keighley	77	85	76	—	81	72
Kidderminster	86	82	82	—	—	67
Leeds	87	94	85	—	87	91
Leicester	94	101	87	83	90	86
Lincoln	83	86	74	79	—	72
Liverpool et Bootle	89	78	93	81	87	94
Londres	100	100	100	100	100	100
Luton	85	81	—	—	—	76
Macclesfield	81	78	—	—	84	77
Manchester et Salford	95	92	91	83	88	90
Merthyr Tydfil	83	83	—	—	—	72
Middlesbrough	90	95	90	92	—	82
Newcastle-sur-Tyne	90	89	89	89	90	90
Newport (Mon.)	87	85	90	79	84	79
Normanton	79	85	—	—	—	—
Northampton	86	85	—	—	—	77
Norwich	83	80	—	—	69	69

VILLES	Industrie du bâtiment		Industrie de la construction mécanique		Ameu- ble- ment	Im- prime- rie
	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
Nottingham.....	92	96	92	75	90	88
Oldham.....	92	92	87	—	83	87
Peterborough.....	79	78	74	83	—	—
Plymouth et Devonport.....	80	80	90	83	—	77
Portsmouth.....	85	95	88	92	75	77
Preston.....	86	84	89	75	85	83
Reading.....	89	87	80	84	—	74
Rochdale.....	89	86	87	—	84	82
Saint Helens.....	88	85	89	—	81	—
Sheerness.....	85	81	—	—	—	—
Sheffield.....	85	84	96	92	83	90
Southampton.....	84	81	94	88	75	67
South Shields.....	88	86	90	—	—	81
Stockport.....	93	90	92	79	91	87
Stockton-sur-Tees.....	90	95	89	83	84	78
Stoke-sur-Trent.....	86	95	85	—	—	82
Sunderland.....	88	86	89	88	—	85
Swansea.....	86	85	91	81	86	79
Swindon.....	76	74	79	—	—	—
Taunton.....	74	69	77	79	—	62
Walsall.....	90	96	82	—	—	82
Warrington.....	95	93	91	79	89	—
Wigan.....	95	93	89	79	91	82
Wolverhampton.....	90	95	84	79	—	83
Worcester.....	86	85	82	71	—	77
York.....	85	89	83	—	—	79

Le tableau suivant indique pour chaque groupe géographique le nombre index moyen des salaires dans toutes les professions pour lesquelles les valeurs ont pu être déterminées avec précision, dans un nombre de villes suffisant pour justifier cette moyenne. Une astérique près d'un nombre index indique que le nombre de villes représentées dans son établissement est plus petit que le nombre total des villes comprises dans le groupe géographique.

GROUPEMENTS géographiques	Nom- bre de villes	NOMBRES INDEX MOYENS					
		Bâtiment		Construction mécanique		Ameu- ble- ment	Impri- merie
		Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
Londres.....	—	100	100	100	100	100	100
Comtés du Nord et Cleveland.....	9	88	88	89	86 (*)	—	82
Yorkshire (excepté Cleveland).....	10	84	89	85	—	82 (*)	82 (*)
Lancashire et Cheshire	17	89	88	88	79 (*)	86 (*)	85 (*)
Comtés du Centre....	15	90	92	86	81 (*)	86 (*)	80
Comtés de l'Est.....	7	84	84	74 (*)	—	—	71 (*)
Comtés du Sud.....	10	85	85	85 (*)	85 (*)	—	71 (*)
Pays de Galles et Monmouth.....	4	87	85	92 (*)	80 (*)	84 (*)	78

Le tableau suivant donne les nombres index des salaires pour les mêmes industries dans les villes d'Écosse enquêtées.

La base de comparaison est, dans chaque cas, la moyenne des salaires payés à Édimbourg pour certaines classes d'ouvriers dans chaque industrie.

VILLES	Industrie du bâtiment		Industrie de la construction mécanique		Indus- trie de l'ameu- ble- ment	Indus- trie de l'im- prime- rie
	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
Aberdeen.....	91	91	90	—	88	93
Dundee.....	100	99	91	—	90	98
Edimbourg (et Leith)....	100	100	100	100	100	100
Falkirk.....	98	100	93	103	91	88
Galashiels.....	90	91	—	—	—	84
Glasgow.....	104	103	103	92	101	105
Greenock.....	103	100	105	92	—	105
Kilmarnock.....	98	94	90	103	—	93
Paisley.....	104	109	103	97	—	105
Perth.....	94	102	—	—	—	93

Pour l'Irlande, les chiffres sont les suivants, la base de comparaison étant la moyenne des salaires payés à Dublin, adoptée comme égale à 100 :

VILLES	Industrie du bâtiment		Industrie de la construction mécanique		Indus- trie de l'ameu- ble- ment	Indus- trie de l'im- prime- rie
	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
Belfast.....	104	90	103	103	102	97
Cork.....	97	91	96	113	—	93
Dublin.....	100	100	100	110	100	100
Limerick.....	90	76	—	—	—	83
Londonderry.....	90	72	—	—	—	83
Waterford.....	84	73	—	—	—	—

§ IV.— LOYERS ET DÉPENSES ALIMENTAIRES COMBINÉS.

Angleterre et Pays de Galles. — Dans le premier des tableaux suivants on a classé les villes enquêtées en ordre décroissant des nombres index des loyers et des denrées alimentaires combinés.

Dans le second, les villes sont présentées par groupes géographiques avec leurs index de loyers, de dépenses alimentaires et des deux combinés, puis des salaires.

Dans le troisième, les nombres index des dépenses alimentaires et des loyers combinés sont résumés par groupes géographiques.

Pour dresser ces tableaux, comme le total des dépenses alimentaires et de combustible est beaucoup plus élevé que celui des dépenses de loyer, les premières ont été affectées d'un coefficient de 4 et les secondes de 1.

**TABLEAU I. — Nombres index des loyers
et des denrées alimentaires en ordre décroissant.**

VILLES	Nombres index			VILLES	Nombres index		
	Loyers	Aliments	Loyer et aliments combinés		Loyers	Aliments	Loyer et aliments combinés
Londres.....	100	100	100	South Shields.....	61	94	87
Croydon.....	81	104	99	Sunderland.....	59	94	87
Douvres.....	56	106	96	York.....	53	96	87
Plymouth et Devonport.....	81	99	95	Castleford.....	53	94	86
Portsmouth.....	57	105	95	Grimsby.....	58	93	86
Sheerness.....	59	104	95	Halifax.....	55	94	86
Southampton.....	65	103	95	Leeds.....	56	93	86
Newcastle-sur-Tyne.....	76	98	94	Liverpool et Bootle	65	91	86
Luton.....	61	101	93	Manchester et Salford.....	62	92	86
Barrow-en-Furness.....	63	99	92	Newport (Mon)...	63	92	86
Gateshead.....	66	98	92	Northampton.....	49	95	86
Jarrow.....	68	98	92	Taunton.....	47	96	86
Reading.....	58	101	92	Worcester.....	56	94	86
Cardiff.....	59	99	91	Birmingham.....	59	91	85
Chatham et Gillingham.....	49	101	91	Chester.....	50	94	85
Ipswich.....	44	103	91	Derby.....	51	93	85
Darlington.....	58	98	90	Keighley.....	57	92	85
Huddersfield.....	64	97	90	Rochdale.....	52	93	85
Stockton-s.-Tees	54	99	90	Sheffield.....	55	93	85
Swansea.....	68	95	90	Burton-sur-Trent..	52	92	84
Swindon.....	59	98	90	Crewe.....	48	93	84
Bedford.....	49	99	89	Leicester.....	48	93	84
Carlisle.....	58	97	89	Normanton.....	57	91	84
Coventry.....	49	99	89	Peterborough.....	39	95	84
Hull.....	48	99	89	Saint-Helens.....	56	91	84
Lincoln.....	54	98	89	Warrington.....	50	92	84
Birkenhead.....	70	92	88	Gloucester.....	48	92	83
Bradford.....	59	95	88	Kidderminster.....	43	93	83
Merthyr Tydfil...	50	97	88	Stoke-sur-Trent...	54	90	83
Middlesborough...	59	95	88	Bolton.....	53	89	82
Nottingham.....	56	96	88	Hanley.....	51	90	82
Oldham.....	60	95	88	Preston.....	48	90	82
Bristol.....	53	95	87	Wolverhampton...	53	89	82
Burnley.....	53	95	87	Blackburn.....	50	89	81
Norwich.....	48	97	87	Stockport.....	51	88	81
				Walsall.....	43	90	81
				Wigan.....	50	88	80
				Macclesfield.....	32	90	78

**TABLEAU II. — Nombres Index. Loyers, Dépenses,
et Loyers et Dépenses combinés.**

VILLES (classées par ordre géographique)	Loyers et dépenses alimentaires			SALAIRES (Lorsque des limites ont été seules indiquées, le nombre index est calculé d'après la moyenne prise entre ces limites)					
	Loyers	Ali- ments	Loyers et ali- ments com- binés	Industries du bâtiment		Industries mécaniques		Ameu- ble- ment	Impri- merie
				Ouv- riers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ouv- riers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
Londres.....	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<i>Comtés du Nord et Cleveland :</i>									
Carlisle.....	58	97	89	81	76	83	79	—	77
Darlington.....	58	98	90	83	85	90	—	—	82
Gateshead.....	66	98	92	90	89	89	—	—	90
Jarrow.....	68	98	92	91	89	89	—	87	76
Middlesborough..	59	95	88	90	95	90	92	—	82
Newcastle-sur- Tyne.....	76	98	94	90	89	89	89	90	90
South Shields....	61	94	87	88	86	90	—	—	81
Stockton-sur-Tees	54	99	90	90	95	89	83	84	78
Sunderland.....	59	94	87	88	86	89	88	—	85
Moy. des 9 villes du Nord.....	62	97	90	88	88	89	86	—	82
<i>Yorkshire (excepté Cleveland) :</i>									
Bradford.....	59	95	88	83	85	87	96	83	85
Castleford.....	53	94	86	85	100	—	—	—	—
Halifax.....	55	94	86	82	86	85	83	79	83
Huddersfield.....	64	97	90	81	85	77	—	81	77
Hull.....	48	99	89	91	101	92	94	81	82
Keighley.....	57	92	85	77	85	76	—	81	72
Leeds.....	56	93	86	87	94	85	—	87	91
Normanton.....	57	91	84	79	85	—	—	—	—
Sheffield.....	55	93	85	85	84	96	92	83	90
York.....	53	96	87	85	89	83	—	—	79
Moy. des 10 villes du Yorkshire...	56	94	87	84	89	85	—	82	82

L'expression anglaise *skilled labourer*, l'expression allemande *Gelehrter Arbeiter* signifient ouvrier qui a reçu un apprentissage. Nous la traduisons par les mots « ouvrier enseigné ». Nous traduisons *unskilled labourer*, *ungelehrter Arbeiter*, par manœuvre.

TABLEAU II. — Nombres Index. Loyers, Dépenses, et Loyers et Dépenses combinés (*suite*).

VILLES (classées par ordre géographique)	Loyers et dépenses alimentaires			SALAIRES (Lorsque des limites ont été seules indiquées, le nombre index est calculé d'après la moyenne prise entre ces limites)					
	Loyers	Ali- ments	Loyers et ali- ments com- binés	Industries du bâtiment		Industries mécaniques		Ameu- ble- ment	Impri- merie
				Ouv- riers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ouv- riers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
<i>Lancashire et Cheshire :</i>									
Barrow-en-Furness..	63	99	92	91	98	89	82	—	85
Birkenhead.....	70	92	88	89	86	93	83	89	92
Blackburn.....	50	89	81	87	86	89	79	81	83
Bolton.....	53	89	82	90	94	89	79	90	85
Burnley.....	53	95	87	85	87	85	—	84	81
Chester.....	50	94	85	89	84	84	75	87	81
Crewe.....	48	93	84	82	85	75	—	—	—
Liverpool et Bootle.	65	91	86	89	78	93	81	87	94
Macclesfield.....	32	90	78	81	78	—	—	84	77
Manchester et Salford	62	92	86	95	92	91	83	88	90
Oldham.....	60	95	88	92	92	87	—	83	87
Preston.....	48	90	82	86	84	89	75	85	83
Rochdale.....	52	93	85	89	86	87	—	84	82
St. Helens.....	56	91	84	88	85	89	—	81	—
Stockport.....	51	88	81	93	90	92	79	91	87
Warrington.....	50	92	84	95	93	91	79	89	—
Wigan.....	50	88	80	95	93	89	79	91	82
Moy. des 17 villes du Lancashire et du Cheshire....	54	92	84	89	88	88	79	86	85
<i>Comtés du Centre :</i>									
Birmingham.....	59	91	85	98	100	91	83	86	88
Bristol.....	53	95	87	93	94	91	87	82	79
Burton-sur-Trent..	52	92	84	87	90	82	83	—	77
Coventry.....	49	99	89	93	94	92	92	—	77
Derby.....	51	93	85	92	98	85	77	—	85
Gloucester.....	48	92	83	84	81	80	79	84	72
Hanley.....	51	90	82	86	95	85	—	86	82
Kidderminster....	43	93	83	86	82	82	—	—	67
Leicester.....	48	93	84	94	101	87	83	90	86
Northampton.....	49	95	86	86	85	—	—	—	77
Nottingham.....	56	96	88	92	96	92	75	90	88
Stoke-sur-Trent..	54	90	83	86	95	85	—	—	82
Walsall.....	43	90	81	90	96	82	—	—	82
Wolverhampton..	53	89	82	90	95	84	79	—	83
Worcester.....	56	94	86	86	85	82	71	—	77
Moy. des 15 villes des Comtés du Centre.....	51	93	85	90	92	86	81	86	80

**TABLEAU II. — Nombres Index. Loyers, Dépenses,
et Loyers et Dépenses combinés (suite).**

VILLES (classées par ordre géographique)	Loyers et dépenses alimentaires			SALAIRES (Lorsque des limites ont été seules indiquées, le nombre index est calculé d'après la moyenne prise entre ces limites)					
	Loyers	Ali- ments	Loyers et ali- ments com- binés	Industries du bâtiment		Industries mécaniques		Ameu- ble- ment	Impri- merie
				Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
<i>Comtés de l'Est :</i>									
Bedford.....	49	99	89	85	78	74	—	—	64
Grimsby.....	58	93	86	85	96	—	—	—	72
Ipswich.....	44	103	91	86	86	75	79	—	72
Lincoln.....	54	98	89	83	86	74	79	—	72
Luton.....	61	101	93	85	81	—	—	—	76
Norwich.....	48	97	87	83	80	—	—	69	69
Peterborough....	39	95	84	79	78	74	83	—	—
Moy. des 7 villes des Comtés de l'Est.....	50	98	88	84	84	74	—	—	71
<i>Comtés du Sud :</i>									
Chatham et Gillin- gham.....	49	101	91	89	87	—	—	—	—
Croydon.....	81	104	99	105	110	—	—	—	77
Douvres.....	56	106	96	87	83	—	—	—	64
Plymouth et De- vonport.....	81	99	95	80	80	90	83	—	77
Portsmouth.....	57	105	95	85	95	88	92	75	77
Reading.....	58	101	92	89	87	80	84	—	74
Sheerness.....	59	104	95	85	81	—	—	—	—
Southampton.....	65	103	95	84	81	94	88	75	67
Swindon.....	59	98	90	76	74	79	—	—	—
Taunton.....	47	96	86	74	69	77	79	—	62
Moy. des 10 villes des Comtés du Sud.....	61	102	93	85	85	85	85	—	71
<i>Pays de Galles et Monmouth :</i>									
Cardiff.....	59	99	91	92	85	94	—	81	82
Merthyr-Tydfil....	50	97	88	83	83	—	—	—	72
Newport.....	63	92	86	87	85	90	79	84	79
Swansea.....	68	95	90	86	85	91	81	86	79
Moy. des 4 villes galloises.....	60	96	89	87	85	92	80	84	78

Il y a, comme on le voit, très peu de différence entre la plupart des villes en ce qui concerne la part du coût de la vie, représentée par les dépenses en loyer, nourriture et combustible. C'est ainsi que sur les 73 villes, 38 (soit un peu plus de la moitié) sont comprises entre les limites étroites de 85 et 90 et entre les limites 84 et 92 il n'y a pas moins de 52 villes.

TABLEAU III

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes	Nombres index moyens		
		Loyers	Dépenses alimen- taires	Loyers et aliments combi- nés (1)
Londres.....	—	100	100	100
Comtés du Nord et Cleveland..	9	62	97	90
Yorkshire (excepté Cleveland).	10	56	94	87
Lancashire et Cheshire.	17	54	92	84
Comtés du Centre.....	15	51	93	85
Comtés de l'Est.....	7	50	98	86
Comtés du Sud.....	10	61	102	93
Galles du Sud et Monmouth...	4	60	96	89

Les indices des loyers et des dépenses alimentaires combinés du groupe des villes du Lancashire et du Cheshire sont les plus faibles ; la cherté des loyers y est compensée par le bon marché des denrées alimentaires. Les nombres index des villes des Comtés

1. Dans l'établissement de ces nombres index les loyers ont été affectés d'un coefficient égal à l'unité et le prix des denrées alimentaires d'un coefficient égal à 4.

du Centre sont très bas; les plus élevés sont ceux des groupes des villes du Sud et du Nord.

La comparaison résultant des tableaux qui précèdent montre qu'en Angleterre et dans le Pays de Galles, les variations des loyers sont considérablement plus grandes que les variations des prix des comestibles: la différence entre les villes ayant les loyers les plus élevés et celles ayant les loyers les plus bas est de 31 % et la différence la plus grande entre les prix des comestibles n'est que de 10 %.

Ecosse.

VILLES	Nombres index			VILLES	Nombres index		
	Loyers	Aliments	Loyers et alim. combinés ¹		Loyers	Aliments	Loyers et alim. combinés (1)
Dundee.....	92	103	101	Perth.....	76	103	98
Edimbourg et Leith..	100	100	100	Falkirk.....	91	99	97
Glasgow...	99	98	98	Paisley.....	90	97	96
Greenock...	92	100	98	Kilmarnock.	86	99	96
Galashiels.	69	105	98	Aberden....	84	96	94

Il n'y a pas grande différence, comme on le voit, entre les différentes villes relativement aux loyers et aux dépenses de comestibles. A Galashiels et à Perth, où les loyers sont moins élevés que dans toute

1. Dans l'établissement de ces nombres index, les loyers ont été affectés d'un coefficient égal à l'unité et les dépenses de comestibles d'un coefficient égal à 4.

autre ville éomprise dans cette étude, les dépenses en comestibles sont plus élevées. A Édimbourg et à Glasgow les loyers et les prix de détail des denrées alimentaires sont les mêmes.

Irlande.

Loyers et dépenses alimentaires à Dublin = 100.

VILLES	Nombres index pour les loyers	Nombres index pour les aliments	Nombres index combinés pour les aliments et les loyers (1)
Dublin	100	100	100
Belfast	61	101	93
Limerick. . . .	69	96	91
Cork	66	95	85
Londonderry . .	54	97	88
Waterford . . .	53	92	84

Les tableaux suivants contiennent la comparaison des loyers, des dépenses alimentaires et des salaires en Angleterre, Pays de Galles, Écosse et Irlande.

1. Dans l'établissement de ces nombres index, les loyers ont été affectés d'un coefficient égal à l'unité et les aliments d'un coefficient égal à 4.

Nombres index des loyers et des dépenses
alimentaires.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES ET VILLES	Loyers	Dépenses alimen- taires	Loyers et dépenses aliment. combinés
<i>Angleterre et pays de Galles :</i>			
Londres	100	100	100
Comtés du Nord et Cleve- land (17)	62	97	90
Yorkshire (excepté Cleve- land (10)	56	94	87
Lancashire et Cheshire (17).	54	92	84
Comtés du Centre (15) . .	51	93	85
Comtés de l'Est (7) . . .	50	98	88
Comtés du Sud (10) . . .	61	102	93
P. de Galles et Monmouth (4)	60	96	89
<i>Ecosse (10) :</i>			
Aberdeen	68	98	92
Dundee	75	105	99
Edimbourg et Leith . . .	81	102	98
Falkirk.	69	101	95
Galashiels.	52	107	96
Glasgow	76	99	94
Greenock.	71	102	96
Kilmarnock	66	101	94
Paisley.	69	99	93
Perth	58	105	96
Moyenne	69	102	95
<i>Irlande (6) :</i>			
Belfast.	46	101	90
Cork	48	95	86
Dublin.	71	100	94
Limerick	55	96	88
Londonderry.	39	97	86
Waterford.	38	92	81
Moyenne	50	97	87

De ce tableau, il résulte que les nombres index des loyers et ceux des dépenses alimentaires pour les villes d'Écosse sont, pour les premiers, un peu plus élevés et pour les secondes nettement plus hauts que ceux des villes d'Angleterre et de Galles. Il en résulte un niveau plus haut aussi des nombres index combinés pour les dépenses en loyer, charbon et nourriture.

C'est le contraire pour l'Irlande où, quoique le prix des marchandises soit assez élevé, les loyers, Dublin excepté, ne sont pas chers.

Pour les raisons que nous venons de dire, le nombre index moyen combiné pour tout le groupe de l'Écosse est plus élevé que celui de tous les autres groupes géographiques d'Angleterre et du Pays de Galles, tandis que le nombre index du groupe de l'Irlande est assez bas.

Le tableau suivant indique les nombres index des prix respectifs pour toutes les denrées et pour les articles d'épicerie, le charbon et la viande, respectivement dans chacun des deux groupes géographiques, comparés avec Londres :

PAYS	Nombre de villes	Nombres index moyens			
		Toutes denrées	Epicerie excepté le charbon	Charbon	Viande
Londres	—	100	100	100	100
Ecosse.	11	102	105	76	108
Irlande.	6	97	103	84	88

La statistique des salaires est résumée par le tableau
sui vant :

Nombre index des salaires.

GROUPE GÉOGRAPHIQUE et villes	Industrie du bâtiment		Industrie de la construction mécanique		Ameu- ble- ment	Impri- merie
	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- neu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- neu- vres		
<i>Angleterre et Pays de Galles :</i>						
Londres.....	100	100	100	100	100	100
Comtés du Nord et Cle- veland (9).....	88	88	89	86	—	82
Yorkshire (excepté Cle- veland (10).....	84	89	85	—	82	82
Lancashire et Cheshire(17)	89	88	88	79	86	85
Comtés du Centre (15)...	90	92	86	81	86	80
Comtés de l'Est (7).....	84	84	74	—	—	71
Comtés du Sud (10).....	85	85	85	85	—	71
Pays de Galles et Mon- mouth (4).....	87	85	92	80	84	78
<i>Écosse :</i>						
Aberdeen.....	79	73	77	—	74	77
Dundee.....	88	79	78	—	75	81
Edimbourg et Leith.....	88	80	86	81	84	83
Falkirk.....	86	80	81	83	76	73
Galashiels.....	76	76	—	—	—	69
Glasgow.....	91	83	88	75	85	87
Greenock.....	90	80	90	75	—	87
Kilmarnock.....	86	75	77	83	—	77
Paisley.....	91	87	89	79	—	87
Perth.....	82	81	—	—	—	77
Moyenne.....	86	79	83	79	79	80
<i>Irlande :</i>						
Belfast.....	88	60	94	69	87	87
Cork.....	82	62	87	75	—	83
Dublin.....	84	68	88	67	82	90
Limerick.....	76	51	—	—	—	74
Londonderry.....	75	49	—	—	—	74
Waterford.....	71	49	—	—	—	—
Moyenne.....	79	57	90	70	85	82

§ V. — RELATION ENTRE LE TAUX DES SALAIRES,
LES LOYERS ET LES DÉPENSES ALIMENTAIRES

« Dans le tableau suivant, Londres a été pris
« comme unité (100) en comprenant, dans chaque
« cas, les groupes de l'Écosse et de l'Irlande. Un asté-
« risque auprès d'un nombre indique que le nombre
« de villes qui ont servi à l'établir est inférieur au
« nombre total de villes comprises dans le groupe
« géographique.

GROUPES géographiques	Nom- bre de villes	NOMBRES INDEX MOYENS					
		Loyers et dépenses alimentaires			Salaires (ouvriers enseignés)		
		Loyers	Dé- pen- ses	Loyers et dépen- ses com- binés	Bâti- ment	Cons- truc- tion méca- nique	Impri- merie
<i>Angleterre et Pays de Galles :</i>							
Londres.....	—	100	100	100	100	100	100
Comtés du Nord et Cle- veland.....	9	62	97	90	88	89	82 (*)
Yorkshire (excepté Cle- veland.....	10	56	94	87	84	85	82
Lancashire et Cheshire.	17	54	92	84	89	88	85 (*)
Comtés du Centre.....	15	51	93	85	90	86	80
Comtés du Nord.....	7	50	98	88	84	74 (*)	71 (*)
Comtés du Sud.....	10	61	102	93	85	85 (*)	71 (*)
Pays de Galles et Mon- mouth.....	4	60	96	89	87	92 (*)	78
Écosse.....	10	69	102	95	86	83 (*)	80
Irlande.....	6	50	97	87	79	90 (*)	82 (*)

*, Dans l'établissement de ces nombres index on a donné aux dé-
penses alimentaires un coefficient 4 et aux loyers un coefficient 1.

« Le tableau n'indique pas qu'il y ait un rapport
« étroit entre les variations locales du coût de la
« vie (loyer et alimentation combinés) et le niveau du
« taux des salaires types dans les groupes de pro-
« fessions choisis; au contraire, il y a des différen-
« ces considérables entre les salaires de chaque
« région.

« Si l'on prend la moyenne des nombres index des
« salaires dans chaque groupe pour les trois profes-
« sions (bâtiment, construction mécanique et impri-
« merie), et si on divise les moyennes ainsi obtenues
« par les nombres index des loyers et dépenses ali-
« mentaires combinés, on peut faire une comparaison
« entre les niveaux des salaires « effectifs » dans ces
« professions choisies, c'est-à-dire qu'on peut évaluer
« le salaire en fonction du pouvoir d'achat de l'argent
« (comme les nombres index des loyers et dépenses
« alimentaires combinés le montrent). Les résultats
« sont indiqués dans le tableau suivant.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nom- bre de villes	Nombres index moyens		
		Loyers et dépenses combinés	Salaires d'ouvriers dans les industries du bâtim., de la construct. mécanique, de l'ameublem. et de l'imprimerie	Niveau approxi- matif des « salaires effectifs »
<i>Angleterre et Pays de Galles :</i>				
Londres.....	—	100	100	100
Comtés du Nord et Cleve- land.....	9	90	86	96
Yorkshire (exc. Cleveland).....	10	87	84	97
Lancashire et Cheshire....	17	84	87	104
Comtés du Centre.....	15	85	85	100
Comtés de l'Est.....	7	88	76	86
Comtés du Sud.....	10	93	80	86
Pays de Galles et Mon- mouth.....	4	89	86	97
Ecosse.....	10	95	83	87
Irlande.....	6	87	84	97

« Les présentes recherches ne peuvent établir
« aucune loi générale dans les rapports entre les
« variations locales des salaires et le coût de la vie ;
« mais il faut se rappeler que les groupes de profes-
« sions choisis pour la comparaison des salaires ont
« été nécessairement limités à un petit nombre de
« professions se trouvant dans un grand nombre de
« régions et que ce sont seulement des taux-types
« de salaires qui ont été portés sur le tableau. »

CHAPITRE II

France.

Nous avons dit dans la seconde partie comment avaient été établis les nombres index, pour chaque pays compris dans l'enquête, nous pouvons donc maintenant nous borner à reproduire les résultats obtenus avec les observations qu'ils suggèrent.

§ I. — DÉPENSES ALIMENTAIRES.

Nombres index du prix des vivres
en ordre décroissant.

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Marseille.....	122	Saint-Quentin..	98	Douai.....	95
Calais.....	109	Lyon.....	98	Creusot.....	94
Toulouse.....	104	Saint-Nazaire..	97	Roubaix.....	94
Rouen.....	103	Grenoble.....	97	Nantes.....	94
Nancy.....	101	Bordeaux.....	97	Fougères.....	91
Lens.....	100	Troyes.....	96	Limoges.....	91
Paris.....	100	Valenciennes..	96	Bourges.....	91
Lille.....	100	Reims.....	96	Saint-Etienne..	90
Havre.....	100	Roanne.....	96	Brest.....	89
Amiens.....	99	Rennes.....	95	Belfort.....	88

On voit que la différence extrême entre la ville ayant le chiffre le plus élevé et la ville ayant le chif-

fre le plus bas de cette liste est 34 points, tandis que la différence correspondante du tableau des loyers est de 63 points. Si l'on exclut Marseille, où les prix sont exceptionnellement élevés, la différence maxima des prix des villes est réduite à 21 points; on trouve une variation bien plus étroite (94 %) pour 19 villes, c'est-à-dire pour les deux tiers des villes étudiées par l'enquête.

Le tableau suivant donne les nombres index des prix pour chacun des groupes géographiques : en plus des nombres index de la nourriture en général, des nombres index spéciaux ont été donnés pour la nourriture autre que la viande et pour la viande.

**Nombres index des dépenses de nourriture
par groupes géographiques.**

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes dans le groupe	<i>Nombres index des dépenses moyennes</i>		
		Aliments autres que la viande	Viande	Tous les aliments
Paris.....	1	100	100	100
Nord et Pas-de-Calais .	6	99	100	99
Autres villes du Nord.	4	100	100	100
Villes du Nord-Est....	4	96	95	95
Villes du Nord-Ouest..	5	94	91	93
Villes centrales.....	7	97	86	94
Villes du Sud.....	3	107	109	108

Ce tableau comporte peu de commentaires. Il y a peu de différence, si elle existe, entre le niveau du

prix des denrées à Paris, et les deux groupes les plus au Nord, en ce qui concerne la viande ou d'autres denrées alimentaires : le Nord-Est, le Nord-Ouest et le Centre ont des chiffres voisins, mais un peu plus bas que les villes du Midi.

§ II. — LOYERS.

Nombres index des loyers en ordre décroissant.

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Paris.....	100	Nantes.....	60	Lille.....	52
Lyon.....	77	Calais.....	57	Saint-Etienne..	52
Nancy.....	73	Rennes.....	57	Reims.....	51
Bordeaux....	71	Amiens.....	55	Lens.....	51
Le Havre....	69	Limoges.....	55	Saint-Quentin..	51
Belfort.....	69	Brest.....	53	Creusot.....	48
Grenoble....	66	Troyes.....	54	Toulouse.....	45
Rouen.....	65	Fougères....	53	Bourges.....	44
Marseille....	64	Douai.....	53	Roubaix.....	38
Valenciennes	63	Saint-Nazaire..	53	Roanne.....	37

On voit que, à Lyon et à Nancy, les loyers sont de 23 et de 27 % plus bas qu'à Paris, tandis qu'à Toulouse et Roubaix, deux villes relativement grandes, la différence n'est pas moindre que 55 et 62 %. Presque les deux tiers des villes étudiées (exactement 19) ont des chiffres variant entre 66 et 51.

Dans le tableau suivant, les villes sont groupées suivant l'ordre géographique. Le groupe du Midi paraît restreint, mais il est d'une importance considérable, car il comprend les trois grandes villes de Marseille, Bordeaux et Toulouse. On verra par le

tableau suivant que les différences entre ces districts sont légères :

Nombres index du loyer par groupes géographiques.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes par groupe	Nombre index du loyer moyen
Paris.	1	100
Nord et Pas-de-Calais (Calais, Lille, Roubaix, Lens, Douai, Valenciennes).	6	52
Autres villes du Nord (Amiens, Saint- Quentin, Rouen, Le Havre)	4	60
Villes du Nord-Est (Reims, Troyes, Nancy, Belfort)	4	62
Villes du Nord-Ouest (Nantes, Fou- gères, Brest, Rennes)	5	56
Villes Centrales (Bourges, le Creusot, Limoges, Roanne, Saint-Étienne, Lyon, Grenoble).	7	54
Villes du Sud (Bordeaux, Toulouse, Marseille)	3	60

Le nombre index le plus bas appartient donc aux départements du Nord et du Pas-de-Calais, qui comprennent un groupe de villes dans lesquelles les petites maisons sont, plus particulièrement que dans le reste de la France, le type prédominant du logement d'ouvriers. Le niveau des loyers le plus élevé appartient au groupe du Nord-Est, dans lequel Nancy et Belfort ont des chiffres particulièrement forts, tandis que les deux autres villes sont respectivement à 54,54. Ensuite vient le groupe des autres villes du Nord, puis celui des villes du Midi ; dans le premier, Le

Havre a un chiffre élevé, 69, Rouen modérément élevé avec 65, et Amiens et Saint-Quentin ont respectivement 55 et 51 ; dans le dernier groupe, Toulouse a un niveau de loyers extrêmement bas, le nombre index n'étant que 45, et ceci fait descendre le niveau du groupe, qui sans cela serait assez élevé, Bordeaux et Marseille arrivant avec 71 et 64, respectivement. Les villes du groupe Nord-Ouest tombent aux chiffres très bas de 60 et 53. Enfin le groupe du Centre, dont le nombre index est bas, est composé de villes bien différentes entre elles au point de vue du loyer ; Lyon a 77, Grenoble 66 ; les cinq autres villes ont des chiffres plus faibles encore (Limoges avec 55... Roanne avec 37).

Si on envisage les villes au point de vue de la population, parmi celles de 100.000 à 150.000 habitants, une (Nancy) a le nombre index 73, le Havre 73 et Rouen 65, tandis que Toulouse et Roubaix se tiennent respectivement à 45 et 38.

Dans le groupe des villes les moins peuplées, Belfort a le chiffre index élevé de 69 et Valenciennes 63 ; à l'autre extrémité se place Roanne avec le chiffre 37 et les 6 autres villes de cette catégorie ont de 53 à 44, chiffres comparativement bas. Parmi les 4 plus grandes villes, Lille a le nombre index 52, tandis que Lyon avec le chiffre 77 vient immédiatement après Paris. Quant à Bordeaux et Marseille, ils ont respectivement 71 et 64.

Le tableau suivant classe les villes d'après le chiffre de leur population :

Nombres index du loyer par groupes de population.

GROUPES DE POPULATION	Nombre de villes par groupe	Nombre index du loyer moyen
Paris.	1	100
Autres villes ayant plus de 200.000 ha- bitants	4	66
Villes ayant de 100.000 à 150.000 ha- bitants	8	57
Villes ayant de 50.000 à 100.000 habi- tants.	8	56
Villes ayant moins de 50.000 habi- tants.	9	52

Ce tableau montre que, si l'on prend les villes par groupes, le niveau moyen des loyers a une tendance prononcée à tomber lorsqu'on passe des villes plus peuplées aux villes moins peuplées, mais il faut se rappeler que dans chaque groupe particulier, les nombres index du loyer moyen sont très différents les uns des autres (excepté, peut-être, les villes qui ont de 50.000 à 100.000 habitants, qui ont toutes à peu près le même chiffre).

§ III. — LOYERS ET DÉPENSES ALIMENTAIRES COMBINÉS

Nous pouvons maintenant combiner les dépenses de loyer et les dépenses alimentaires dans un tableau comprenant les trente villes soumises à l'enquête. Étant donnée l'importance relative de ces deux ordres de dépenses, on a donné aux prix du loyer un coeffi-

cient égal à 1 et à ceux de l'alimentation un coefficient égal à 5.

**Nombres index des dépenses en loyer
et denrées alimentaires combinés, en ordre décroissant.
Paris = 100.**

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Marseille.....	112	Grenoble.....	92	Douai.....	88
Calais.....	100	Lens.....	92	Creusot.....	86
Paris.....	100	Amiens.....	92	Roanne.....	86
Rouen.....	97	Valenciennes..	91	Limoges.....	85
Nancy.....	96	Saint-Quentin..	90	Belfort.....	85
Havre.....	95	Saint-Nazaire..	90	Fougères.....	85
Lyon.....	95	Troyes.....	89	Roubaix.....	85
Toulouse.....	94	Rennes.....	89	Saint-Étienne..	84
Bordeaux.....	93	Reims.....	89	Brest.....	83
Lille.....	92	Nantes.....	88	Bourges.....	83

La place de Marseille en tête de la liste est déterminée uniquement par les prix élevés des vivres et la position occupée par Calais est due à la même cause. Les prix de Nancy sont légèrement plus élevés que ceux de Paris, et les loyers sont élevés si on les compare aux autres villes. La variation extrême entre les trente villes est de 112 à 83, — une différence de 29 points, — mais, si nous excluons Marseille, la différence est réduite à 17, et les trois cinquièmes des villes exactement offrent une variation qui n'est que de 92 à 85. Dans le tableau suivant, les nombres index combinés sont donnés par groupes géographiques.

Groupe ment des villes suivant la population. — Nombres index du loyer, des dépenses alimentaires, et du loyer et des dépenses alimentaires combinés.

VILLES	Population en 1906	Nombres index		
		Loyer	Dépenses ali- mentaires	Loyer et dépenses aliment. combinés (1)
Paris.....	2.763.393	100	100	100
<i>Autres villes ayant plus de 200.000 habitants :</i>				
Marseille.....	517.498	64	122	112
Lyon.....	472.114	77	98	95
Bordeaux.....	251.947	71	97	93
Lille.....	205.602	52	100	92
Moyennes.....	—	66	104	98
<i>Villes ayant de 150.000 à 200.000 habitants :</i>	—	—	—	—
<i>Villes ayant de 100.000 à 150.000 habitants :</i>				
Toulouse.....	149.438	45	104	94
Saint-Etienne.....	146.788	52	90	84
Nantes.....	133.247	60	94	88
Havre.....	132.430	69	100	95
Roubaix.....	121.017	38	94	85
Rouen.....	118.459	65	103	97
Nancy.....	110.570	73	101	96
Reims.....	109.859	51	96	89
Moyennes.....	—	57	98	91
<i>Villes ayant de 50.000 à 100.000 habitants :</i>				
Amiens.....	90.920	55	99	92
Limoges.....	88.597	55	91	85
Brest.....	85.294	55	89	83
Rennes.....	75.640	57	95	89
Grenoble.....	73.022	66	97	92
Calais.....	66.627	57	109	100
Troyes.....	53.447	54	96	89
Saint-Quentin.....	52.768	51	98	90
Moyennes.....	—	56	97	90
<i>Villes ay. moins de 50.000 hab.:</i>				
Bourges.....	44.133	44	91	83
Saint-Nazaire.....	35.762	53	97	90
Roanne.....	35.516	37	96	86
Douai.....	33.247	53	95	88
Belfort.....	34.649	69	98	85
Valenciennes.....	31.759	63	96	91
Creusot.....	33.437	48	94	86
Leus.....	27.744	51	100	92
Fougères.....	23.537	53	91	85
Moyennes.....	—	52	94	87

1. Dans l'établissement de ce nombre index, les dépenses alimentaires ont été affectées du coefficient 5 et le loyer du coefficient 1.

Nombres index des dépenses en loyer et nourriture combinés, par groupes géographiques. Paris = 100.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index moyens		
		Loyers	Dépenses alimentaires	Loyer et dépenses alimentaires combinés
Paris.....	1	100	100	100
Nord et Pas-de-Calais.....	6	52	99	91
Autres villes du Nord.....	4	60	100	93
Villes du Nord-Est.....	4	62	95	90
Villes du Nord-Ouest.....	5	56	93	87
Villes centrales.....	7	54	94	87
Villes du Sud.....	3	60	108	100

Ainsi, lorsque les prix des loyers et de la nourriture sont combinés, on voit les *villes du Midi*, avec les prix élevés de Marseille et de Toulouse, être sur le même niveau que Paris. Les *villes du Centre* et les *villes du Nord-Ouest* sont plus bas, ce qui est dû aux bas prix du loyer et de l'alimentation.

§ IV. — SALAIRES

Dans le tableau suivant, les nombres index des salaires sont donnés pour les 30 villes groupées par ordre géographique ; le taux des salaires à Paris est égal à 100.

Nombre index des salaires. Paris = 100.

VILLES	Industries du bâtiment		Industries mécaniques		Impri- merie	Employés municipaux	
	Com- pa- gnons	Aides	Ou- vriers	Ma- nœu- vres	Com- posi- teurs	Can- ton- niers	Pa- veurs
Paris.....	100	100	100	100	100	100	100
<i>Nord et Pas-de-Calais :</i>							
Calais.....	68	81	77	73	68	60	—
Douai.....	66	77	66	78	70	74	67
Lens.....	64	90	62	83	—	—	77
Lille.....	65	66	73	66	71	—	66
Roubaix.....	62	72	62	75	—	66	78
Valenciennes.....	65	79	62	74	—	—	74
<i>Autres villes du Nord :</i>							
Amiens.....	58	60	60	65	66	55	64
Havre.....	78	80	77	83	79	86	99
Rouen.....	62	82	69	75	79	—	91
Saint-Quentin.....	63	70	65	75	71	65	78
<i>Villes du Nord-Est :</i>							
Belfort.....	67	72	66	62	79	59	—
Nancy.....	67	91	62	75	83	72	—
Reims.....	67	70	64	80	77	67	70
Troyes.....	68	77	62	70	—	64	83
<i>Villes du Nord-Ouest :</i>							
Brest.....	53	60	56	60	57	—	—
Fougères.....	58	66	64	60	64	62	63
Nantes.....	64	70	74	80	—	69	77
Rennes.....	57	64	58	65	75	—	—
Saint-Nazaire.....	71	84	80	75	—	58	—
<i>Villes centrales :</i>							
Bourges.....	61	68	60	77	68	58	65
Creusot.....	66	80	85	77	—	64	—
Grenoble.....	62	70	66	70	79	74	96
Limoges.....	62	66	64	75	82	—	66
Lyon.....	74	75	73	85	93	67	106
Roanne.....	65	70	63	65	71	68	75
Saint-Etienne.....	67	—	72	75	82	76	79
<i>Villes du Sud :</i>							
Bordeaux.....	67	70	68	75	82	66	66
Marseille.....	68	55	67	65	86	68	79
Toulouse.....	56	60	58	70	79	48	60

Le tableau suivant donne les nombres index des salaires pour les mêmes groupes d'industries (ouvriers enseignés et manœuvres dans les industries du bâtiment et de la mécanique, parmi les compositeurs et certains emplois municipaux), pour chacun des groupes géographiques, les salaires de Paris étant pris comme base.

Nombres index des salaires,
par groupes géographiques. Paris = 100.

GROUPES géographiques	Nomb- re de villes dans le groupe	Industries du bâtiment		Industries mécaniques		Impri- merie	Employés municipaux	
		Com- pa- gnons	Aides	Ou- vriers	Ma- nœu- vres	Com- posi- teurs	Can- ton- niers	Pa- veurs
Paris.....	1	100	100	100	100	100	100	100
Nord et Pas-de- Calais.....	6	65	78	67	75	70 (1)	67 (1)	72 (1)
Autres villes du Nord.....	4	65	73	68	75	74	69 (1)	83
Villes du Nord- Est.....	4	67	78	64	72	80 (1)	65	77 (1)
Villes du Nord- Ouest.....	5	61	69	66	68	65 (1)	63 (1)	70 (1)
Villes centrales	7	65	72 (1)	69	75	79 (1)	68 (1)	81 (1)
Villes du Sud..	3	64	62	64	70	82	61	68

Il est difficile de tirer de ce tableau aucune conclusion générale concernant le taux relatif des salaires dans ces diverses régions. Le niveau est relativement élevé dans les villes du Centre, pour les ouvriers enseignés surtout et il est peut-être possible de placer ce groupe, pour l'ensemble de l'industrie du bâti-

1. Le nombre de villes comprises est moindre que le nombre total de villes dans le groupe géographique.

ment, immédiatement après Paris, tandis que les villes du Nord-Ouest sont placées le plus bas. Le trait le plus saillant de ce tableau est peut-être l'importance de l'abîme qui sépare Paris du reste de la France; on remarquera que pour ce qui concerne le bâtiment et la mécanique, la différence des salaires est plus considérable pour les ouvriers enseignés que pour les simples manœuvres entre Paris et la province.

§ V. — RELATION ENTRE LE TAUX DES SALAIRES, LES LOYERS ET LES DÉPENSES ALIMENTAIRES.

Des chiffres contenus dans les tableaux qui précèdent on peut tirer une dernière indication : la relation existant entre le taux des salaires, les loyers et les dépenses alimentaires. Elle résulte des trois tableaux ci-après dans lesquels les villes soumises à l'enquête sont d'abord classées alphabétiquement, puis par groupes géographiques.

Villes classées alphabétiquement. Nombres index du loyer, des dépenses alimentaires, du loyer et des dépenses alimentaires combinés, et des salaires.

VILLES	Loyer	Dépenses alimentaires	Loyer et dépenses alimentaires combinés (1)	Salaires						Employés municipaux	
				Bâtiment		Mécanique		Imprimerie — Compositeurs-Typographes	Can-ton-niers	Pa-veurs	
				Ouvriers ensei-gnés	Ma-nœu-vres	Ouvriers ensei-gnés	Ma-nœu-vres				
Amiens	55	99	92	58	60	60	65	66	55	64	
Belfort	69	88	85	67	72	66	62	79	56	—	
Bordeaux	71	97	93	67	70	68	75	32	66	66	
Bourges	44	91	83	61	68	60	77	68	58	65	
Brest	55	89	83	53	60	56	60	57	—	—	
Calais	57	109	100	68	81	77	73	68	60	—	
Creusot	48	94	86	66	80	85	77	—	64	—	
Douai	53	95	88	66	77	66	78	70	74	67	
Fougères	53	91	85	58	66	64	60	64	62	63	
Grenoble	66	97	92	62	70	66	70	79	74	96	
Havre	69	100	95	78	80	77	83	79	86	99	
Lens	51	100	92	64	90	62	83	—	—	77	
Lille	52	100	92	65	66	73	66	71	—	66	
Limoges	55	91	85	62	66	64	75	82	—	66	
Lyon	77	98	95	74	75	73	85	93	67	106	
Marseille	64	122	112	68	55	67	65	86	68	79	
Nancy	73	101	96	67	91	62	75	83	72	—	
Nantes	60	94	88	64	70	74	80	—	69	77	
Paris	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
Reims	51	96	89	67	70	64	80	77	67	70	
Rennes	57	95	89	57	64	58	65	75	—	—	
Roanne	37	96	86	65	70	63	65	71	63	75	
Roubaix	38	94	85	62	72	62	75	—	66	78	
Rouen	65	103	97	62	82	69	75	79	—	91	
St-Etienne	52	90	84	67	—	72	75	2	76	79	
St-Nazaire	53	97	90	71	84	80	75	—	58	—	
St-Quentin	51	98	90	63	70	65	75	71	65	78	
Toulouse	45	104	94	56	60	58	70	79	48	60	
Troyes	54	96	89	68	77	62	70	—	64	83	
Valenciennes	63	96	91	65	79	62	74	—	—	74	

1. Dans l'établissement de ce nombre index, les dépenses alimentaires ont été affectées du coefficient 5 et le loyer du coefficient 1.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nom- bre de villes dans cha- que groupe	NOMBRES INDEX MOYENS					
		Loyers et dépenses alimentaires			Salaires des ouv. enseignés		
		Loyer	Dépenses pour ali- menta- tion	Loyer et dépen- ses combi- nés (1)	Bâti- ment	Méca- nique	Impri- merie (com- posi- teurs typogr.
Paris.....	1	100	100	100	100	100	100
Nord et Pas-de-Calais.	6	52	99	91	65	67	70(2)
Autres villes du Nord.	4	60	100	93	65	68	74
Villes du Nord-Est...	4	62	95	90	67	64	80(2)
Villes du Nord Ouest.	5	56	93	87	61	66	65(2)
Villes centrales.....	7	54	94	87	65	69	79(2)
Villes du Sud.....	3	60	108	100	64	64	82

La comparaison des nombres index de ce tableau ne suggère pas qu'il y ait une relation évidente entre les variations du niveau du coût de la vie, si tant est qu'il soit représenté par la dépense en loyer et nourriture et les variations des salaires des professions qui y sont examinées.

1. Dans l'établissement de ce nombre index, les dépenses pour alimentation ont été affectées du coefficient 5, et les loyers du coefficient 1.

2. Dans ces cas, le nombre des villes considéré est moindre que dans le groupe géographique.

Groupement géographique des villes. Nombres index du loyer, des dépenses d'alimentation, du loyer et des dépenses d'alimentation combinés, et des salaires.

VILLES	Loyer	Dépenses d'alimentation	Loyer et dépenses d'alimentation combinés(1)	SALAIRES					
				Bâtiment		Mécanique		Imprimerie	Employés municipaux
				Ouvriers enseignés	Maîtres ouvriers	Ouvriers enseignés	Maîtres ouvriers	Composit.-typographes	Cantonniers Paveurs
Paris.....	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<i>Nord et Pas-de-Calais :</i>									
Calais.....	57	109	100	68	81	77	73	68	60 »
Douai.....	53	95	88	66	77	66	78	70	74 67
Lens.....	51	100	92	64	90	62	83	»	» 77
Lille.....	52	100	92	65	66	73	66	71	» 66
Roubaix.....	38	94	85	62	72	62	75	»	66 78
Valenciennes..	63	96	91	65	79	62	74	»	» 74
Moyennes..	52	99	91	65	78	67	75	70	67 72
<i>Autres villes du Nord :</i>									
Amiens.....	55	99	92	58	60	60	65	66	55 64
Havre.....	69	100	95	78	80	77	83	79	86 99
Rouen.....	65	103	97	62	82	69	75	79	» 91
Saint-Quentin..	51	98	90	63	70	65	75	71	65 78
Moyennes..	60	100	93	65	73	68	75	74	69 83
<i>Villes du Nord-Est :</i>									
Belfort.....	69	88	85	67	72	66	62	79	56 »
Nancy.....	73	101	96	67	91	62	75	83	72 »
Reims.....	51	96	89	67	70	64	80	77	67 70
Troyes.....	54	96	89	68	77	62	70	»	64 83
Moyennes..	62	95	90	67	78	64	72	80	65 77
<i>Villes du Nord-Ouest :</i>									
Brest.....	55	89	83	53	60	56	60	57	» »
Fougères.....	53	91	85	58	66	64	60	64	62 63
Nantes.....	60	94	88	64	70	74	80	»	69 77
Rennes.....	57	95	89	57	64	58	65	75	» »
Saint-Nazaire..	53	97	90	71	84	80	75	»	58 »
Moyennes..	56	93	87	61	69	66	68	65	63 70

1. Dans l'établissement de ce nombre index, les dépenses d'alimentation ont été affectées du coefficient 5 et le loyer du coefficient 1.

VILLES	Loyer	Dé- pen- ses d'ali- men- tation	Loyer et dé- pen- ses d'ali- men- tation com- bi- nés(1)	SALAIRES						
				Bâtiment		Mécanique		Im- pri- merie	Employés municipaux	
				Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Com- posit- typo- graphes	Can- ton- niers	Pa- veurs
<i>Villes centrales :</i>										
Bourges.....	44	91	83	61	68	60	77	68	58	65
Creusot.....	48	94	86	66	80	85	77	»	64	»
Grenoble.....	66	97	92	62	70	66	70	79	74	96
Limoges.....	55	91	85	62	66	64	75	82	»	66
Lyon.....	77	98	95	74	75	73	85	93	67	106
Roanne.....	37	96	86	65	70	63	65	71	86	75
Saint-Etienne..	52	90	84	67	»	72	75	82	76	79
Moyennes..	54	94	87	65	72	69	75	79	68	81
<i>Villes du Sud :</i>										
Bordeaux.....	71	97	93	67	70	68	75	82	66	66
Marseille.....	64	122	112	68	55	67	65	86	68	79
Toulouse.....	45	104	94	56	60	58	70	79	48	60
Moyennes..	60	108	100	64	62	64	70	82	61	68

Enfin, en prenant la moyenne des nombres index dans les trois industries (bâtiment, mécanique, imprimerie) pour chaque groupe et en déterminant le résultat avec les nombres index des loyers et dépenses alimentaires combinés, on peut obtenir une estimation approximative de taux moyen comparatif des « salaires réels », c'est-à-dire des salaires en argent exprimés en fixant leur pouvoir d'achat tel qu'il est indiqué par les nombres index des loyers et dépenses alimentaires combinés. Voici dans le tableau ci-après les résultats de ce calcul :

1. Dans l'établissement de ce nombre index, les dépenses d'alimentation ont été affectées du coefficient 5 et le loyer du coefficient 1.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes dans chaque groupe	Nombres index moyens		
		Loyers et dépenses alimentaires	Salaires des ouvriers dans les Industries du bâtiment, de la mécanique et de l'imprimerie	Niveau relatif approximatif des « gains réels »
Paris.....	1	100	100	100
Nord et Pas-de-Calais....	6	91	67	74
Autres villes du Nord....	4	93	69	74
Villes du Nord-Est.....	4	90	79	78
Villes du Nord-Ouest....	5	87	64	74
Villes centrales.....	7	87	71	82
Villes du Sud.....	3	100	70	70

D'après cette estimation, les « salaires réels » les plus élevés sont à Paris et les bas dans les villes du Midi. Les villes du centre viennent après Paris, mais à une assez grande distance, la différence étant approximativement de 18 %. Les autres groupes se suivent de près et le principal effet de ce tableau est encore d'accentuer la distance qui sépare les travailleurs provinciaux de leurs camarades parisiens.

CHAPITRE III

Allemagne

§ 1. — DÉPENSES D'ALIMENTATION

Nombres index des dépenses en alimentation,
en ordre décroissant. Berlin = 100.

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Barmen.....	110	Dusseldorf....	102	Essen.....	99
Mannheim...	109	Elberfeld.....	102	Zwickau.....	98
Mulhouse....	109	Plauen.....	102	Oschersleben..	98
Stuttgart....	108	Königsberg....	101	Stassfurt.....	98
Munich.....	107	Brunswick....	101	Magdebourg...	97
Nuremberg..	107	Solingen.....	101	Hambourg-Altona	97
Remscheid...	105	Aschaffenburg..	101	Dantzig.....	97
Brême.....	105	Leipzig.....	101	Bochum.....	96
Chemnitz....	105	Crefeld.....	100	Dortmund.....	96
Dresde.....	103	Berlin.....	100	Breslau.....	95
Aix-la-Chapelle.	103	Stettin.....	99	Königshütte...	86

Il y a donc 20 villes sur 33 qui ont des nombres index plus élevés que ceux de Berlin.

La différence totale entre les coefficients des villes qui ont les nombres index les plus élevés et les plus faibles est de 24 points ; si, cependant, on fait abstraction de Hönigshütte (dont le nombre index des dépenses est très faible), la différence maximum dans les niveaux de la dépense est de 13 points seulement.

On remarquera que 5 des 6 villes qui sont en tête de la liste sont situées dans l'Allemagne du Sud. Le tableau suivant donne les nombres index des dépenses de chacun des groupes géographiques pour lesquels les nombres index des loyers ont déjà été donnés ; ce tableau donne, en outre des nombres index totaux, les nombres index séparés pour les aliments autres que la viande, pour la viande et pour le charbon.

**Nombres index des dépenses d'alimentation,
par groupes géographiques.**

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nom- bre de villes	Nombres index moyens des dépenses				
		Ali- ments autres que la viande	Viande	Total pour les ali- ments	Char- bon	Pour toutes les den- rées
Berlin.....	—	100	100	100	100	100
Allemagne centrale.....	4	97	106	99	95	99
<i>Rhin et Westphalie :</i>						
a) Villes à textiles.....	4	107	110	108	80	104
b) Villes métallurgiques..	6	105	103	105	70	100
Allemagne du Sud.....	6	104	107	105	119	107
Saxe.....	5	100	114	103	95	102
Silésie.....	2	92	104	94	67	91
Ports de la Baltique.....	3	97	108	99	101	99
Ports de la Mer du Nord.	2	100	111	102	96	101

On remarquera que les dépenses sont les plus élevées dans l'Allemagne du sud et les plus basses en Silésie, le prix du charbon étant un important facteur dans les deux cas. Les villes à industries textiles de la région rhénane-westfalienne qui forment le se-

cond groupe des dépenses les plus élevées, ont les prix de charbon les plus bas — étant près des gisements houillers — mais les nombres index les plus élevés pour la viande et autres aliments.

La Saxe a le plus haut nombre index de tous les groupes pour les dépenses en viande, et ceci, combiné avec un assez haut nombre index pour le charbon, lui donne le troisième rang. Les ports de la Baltique montrent des nombres bas pour les aliments autres que la viande, mais des nombres élevés pour cette denrée.

§ II. — LOYERS

Le tableau ci-après fait apparaître le niveau relatif des loyers dans chacune des villes allemandes comparé avec celui de Berlin ; ce dernier étant pris comme base et égal à 100.

Nombres index du loyer en ordre décroissant.

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Berlin.....	100	Bochum.....	57	Leipzig.....	51
Stuttgart.....	97	Elberfeld.....	57	Dantzig.....	49
Düsseldorf...	79	Barmen.....	57	Mulhouse.....	48
Dortmund....	68	Remscheid....	56	Königshütte...	47
Aschaffenburg.	67	Breslau.....	56	Stettin.....	46
Hambourg...	66	Dresde.....	54	Magdebourg...	43
Mannheim...	64	Nuremberg....	53	Chemnitz.....	40
Königsberg...	62	Aix-la-Chapelle..	53	Zwickau.....	38
Munich.....	63	Crefeld.....	52	Brunswick.....	37
Essen.....	62	Brême.....	52	Stassfurt.....	33
Solingen.....	61	Plauen.....	52	Oschersleben..	28

On verra qu'il y a une faible différence entre les niveaux du loyer de Berlin et Stuttgart. Düsseldorf est ensuite la ville qui a les loyers les plus élevés, mais ils y sont 20 % plus bas qu'à Berlin et Stuttgart. A Dortmund, ils sont 32 % plus bas qu'à Berlin et l'échelle descend ainsi jusqu'à Brunswick, une grande ville ayant des loyers 63 % plus bas qu'à Berlin, et à Stassfurt et Oschersleben où les loyers sont respectivement un tiers et un quart de ceux qui prévalent dans la capitale. Les nombres index pour huit de ces trente-deux villes sont entre 60 et 70, et pour douze villes entre 50 et 60 ; pour deux villes ils sont au-dessus de 70 et pour dix autres au-dessous de 50.

Dans le tableau suivant les villes sont classées par groupe géographique :

Nombres index des loyers par groupes géographiques.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes	Nombre index du loyer moyen
Berlin.	—	100
Allemagne Centrale	4	35
<i>Rhénan-Westfalien :</i>		
a) Villes à textiles	4	55
b) Villes métallurgiques	6	64
Allemagne du Sud	6	65
Saxe	5	47
Silésie	2	52
Ports de la Baltique	3	52
Ports de la Mer du Nord	2	59

Les voici maintenant groupées d'après le chiffre de leur population.

Nombres index du loyer par groupes de population.

GROUPES DE POPULATION	Nombre de villes	Nombre index du loyer moyen
Berlin (2.040.000)	1	100
Autres villes ayant une population excédant 400.000	5	58
Villes ayant une population de 300.000 à 400.000.	(1)	—
Villes ayant une population de 200.000 à 300.000	9	59
Villes ayant une population de 100.000 à 200.000	10	55
Villes ayant une population au-dessous de 100.000	8	47

Quoique ce tableau montre, dans l'ensemble, un abaissement du niveau moyen des loyers en passant des plus grandes aux plus petites villes, la variation dans chaque groupe est, en règle générale, encore extrêmement large.

§ III. — LOYERS ET DÉPENSES ALIMENTAIRES COMBINÉS

Le tableau suivant donne pour chacune des trente-trois villes allemandes les nombres index montrant

1. La seule ville allemande se trouvant dans ce groupe de population est Francfort-sur-le-Mein, qui n'est pas très industrielle et pour cela ne fut pas enquêtée.

les niveaux relatifs à la part du coût de la vie due à la dépense en nourriture, combustible et logement. Comme la somme qui est dépensée en nourriture, etc., est considérablement plus grande que celle qui est dépensée en loyer, un coefficient 4 a été donné aux dépenses d'alimentation et un coefficient 1 au loyer.

Nombres index des dépenses pour les loyers et pour l'alimentation combinés, en ordre décroissant.

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Stuttgart.....	106	Dresde	93	Dortmund.....	90
Mannheim...	100	Königsberg....	93	Sttetin.....	88
Berlin	100	Aix-la-Chapelle..	93	Brunswick....	88
Barmen.....	99	Elberfeld.....	93	Bochum.....	88
Munich.....	98	Solingen.....	93	Dantzig.....	87
Düsseldorf...	97	Chemnitz.....	92	Breslau.....	87
Mulhouse....	97	Plauen.....	92	Magdebourg ..	86
Nuremberg...	96	Essen	92	Zwickau.....	86
Remscheid...	95	Leipzig.....	91	Stassfurt.....	85
Brême	94	Hambourg-Altona	91	Oschersleben..	84
Aschaffenburg.	94	Crefeld.....	90	Königshütte...	78

Stuttgart est en tête de la liste, sous l'influence combinée des loyers élevés et des fortes dépenses d'alimentation, tandis que Mannheim vient après, principalement en raison des dépenses élevées d'alimentation et Berlin pour les prix élevés des loyers. La position de Hönigshütte à la fin de la liste est due au niveau très bas des dépenses d'alimentation, pour les trois villes les précédant immédiatement le facteur déterminant est le bas prix des loyers. La varia-

tion extrême entre ces 33 villes va de 106 à 78, soit une différence de 28 points ; mais si nous excluons Stuttgart et Königshütte la différence extrême est de 16 points seulement, et 20 villes ou près des deux tiers se trouvent n'avoir qu'une étroite variation entre 96 et 88. Ainsi il ne semble pas y avoir une différence très marquée entre les villes, en ce qui concerne la part du coût de la vie représentée par les dépenses en nourriture, combustible et logement.

Dans le tableau suivant les nombres index des dépenses d'alimentation et de loyers combinées sont donnés par groupes géographiques des villes.

Nombres index des dépenses d'alimentation et de loyers combinés, en ordre décroissant.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes	Nombres index moyens		
		Loyers	Dépenses alimen- taires	Loyers et dépenses combinés
Berlin.....	—	100	100	100
Allemagne Centrale.....	4	35	99	86
<i>District Rhénan-Westfalien :</i>				
a) Villes à textiles.....	4	55	104	94
b) Villes métallurgiques....	6	64	100	93
Allemagne du Sud.....	6	65	107	99
Saxe.....	5	47	102	91
Silésie.....	2	52	91	83
Ports de la Baltique.....	3	52	99	89
Ports de la Mer du Nord.....	2	59	101	93

Ainsi, lorsque les dépenses de loyer et d'alimentation sont combinées, l'Allemagne du sud, avec un

niveau relativement élevé de ces deux ordres de dépenses, vient aussitôt après Berlin et très près de cette ville. Le groupe des villes silésiennes est le plus bas, en raison de ses loyers moyennement coûteux et de ses faibles dépenses d'alimentation ; le niveau inférieur en l'Allemagne centrale est dû seulement à l'influence de ses faibles loyers.

Enfin dans le tableau suivant, les mêmes renseignements sont donnés, les villes étant classées d'après le chiffre de leur population.

**Nombre index des loyers, des dépenses alimentaires,
des loyers et des dépenses alimentaires combinés.**

VILLES	Popula- tion en 1905	Nombres index		
		Loyers	Dépenses ali- mentai- res	Loyers et dé- penses aliment. combinés
Berlin.....	2.040.148	100	100	100
<i>Autres villes ayant plus de 400.000 hab.</i>				
Hambourg-Altona.....	971.113	66	97	91
Munich.....	538.983	62	107	98
Dresde.....	516.996	54	103	93
Leipzig.....	503.672	51	101	91
Breslau.....	470.904	56	95	87
Moyennes.....	—	58	101	92
<i>De 300.000 à 400.000 habitants (1).</i>	—	—	—	—
<i>De 200.000 à 300.000 habitants :</i>				
Nuremberg.....	294.426	53	107	96
Dusseldorf.....	253.274	79	102	97
Stuttgart.....	249.286	97	108	106
Chemnitz.....	244.927	40	105	92
Magdebourg.....	240.633	43	97	86
Essen.....	231.360	62	99	92
Stettin.....	224.119	46	99	88
Königsberg.....	223.770	62	101	93
Brême.....	214.861	52	105	94
Moyennes.....	—	59	103	94
<i>De 100.000 à 200.000 habitants :</i>				
Dortmund.....	175.577	68	96	90
Mannheim.....	163.693	64	109	100
Elberfeld.....	162.853	57	102	93
Dantzig.....	159.648	49	97	87
Barmen.....	156.080	57	110	99
Aix-la-Chapelle.....	144.095	53	103	93
Brunswick.....	136.397	37	101	88
Bochum.....	118.464	57	96	88
Crefeld.....	110.344	52	100	90
Plauen.....	105.381	52	102	92
Moyennes.....	—	55	102	92
<i>Au-dessous de 100.000 habitants :</i>				
Mulhouse.....	94.498	48	109	97
Zwickau.....	68.502	38	98	86
Königshütte.....	66.042	47	86	78
Remscheid.....	64.340	56	105	95
Solingen.....	49.018	61	101	93
Aschaffenburg.....	25.891	67	101	94
Stassfurt.....	18.310	33	98	85
Oschersleben.....	13.251	28	98	84
Moyennes.....	—	47	100	89

1. La seule ville d'Allemagne ayant 300.000 à 400.000 habitants en 1905 était Francfort-sur-Mein. Cette ville ne fut pas choisie pour nos investigations.

Dans le groupe de villes ayant une population supérieure à 400.000, la variation est comparativement étroite, soit de 51 pour Leipzig à 66 pour Hambourg ; mais, dans le groupe des villes ayant une population entre 200.000 et 300.000, la variation est remarquablement large, allant de 40 pour Chemnitz à 79 pour Dusseldorf et 97 pour Stuttgart ; quatre descendent à la variation étroite de 52 à 62, tandis que trois autres villes ont des nombres index au-dessous de ces limites et deux au-dessus. Dans le groupe voisin (population entre 100.000 et 200.000) la variation extrême va de 37 à 68, dans six des dix villes qui tombent dans les étroites limites de 52 à 57. Finalement, le groupe des villes les moins peuplées montre une variation de 28 à 67, et, tandis que quatre sur sept villes sont dans les limites de 28 à 47, les trois autres ont une variation de 56 et 67. D'une manière générale par conséquent, il paraît impossible d'établir exactement la variation des niveaux du loyer des villes par les différences de population, bien qu'il y existe une grande différence entre les très grandes et les très petites villes.

§ IV. — SALAIRES

Voici maintenant les nombres index des 33 villes soumises à l'enquête, classées par ordre géographique, le niveau des salaires à Berlin étant pris comme base et supposé égal à 100.

Nombres index des salaires.

VILLES	Bâtiment		Mécanique		Impri- meurs (ou- vriers ensei- gnés	Ou- vriers muni- cipaux
	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
Berlin.....	100	100	100	100	100	100
<i>Allemagne Centrale :</i>						
Magdebourg.....	81	89	90	99	88	—
Brunswick.....	89	89	91	89	92	92
Stassfurt.....	71	76	80	91	80	81
Oschersleben.....	91	67	83	89	80	65
<i>Distr. Rhénan-Westphalien :</i>						
a) Villes à industries textiles :						
Elberfeld.....	89	94	—	—	88	85
Barmen.....	82	89	91	96	88	80
Aix-la-Chapelle.....	79	70	96	87	88	89
Crefeld.....	78	85	90	101	88	84
b) Villes à industries métallurgiques :						
Dusseldorf.....	85	103	98	103	90	93
Essen.....	83	99	99	99	92	87
Dortmund.....	84	101	90	99	90	90
Bochum.....	83	96	87	96	88	87
Remscheid.....	83	85	97	108	88	91
Solingen.....	87	103	88	89	88	89
<i>Allemagne du Sud :</i>						
Munich.....	85	89	83	89	94	91
Nuremberg.....	78	73	88	85	92	86
Stuttgart.....	75	81	84	83	94	87
Mannheim.....	81	89	96	101	90	91
Mulhouse.....	69	76	67	81	80	81
Aschaffenburg.....	71	76	65	83	80	72
<i>Saxe :</i>						
Dresde.....	83	90	83	106	94	90
Leipzig.....	88	95	95	96	96	89
Chemnitz.....	78	80	73	71	90	87
Plauen.....	81	77	—	—	88	76
Zwickau.....	68	66	65	78	86	69
<i>Silésie :</i>						
Breslau.....	75	78	95	88	92	81
Königshütte.....	65	58	—	—	84	72
<i>Ports de la Mer Baltique :</i>						
Stettin.....	79	67	71	83	90	78
Königsberg.....	80	90	—	—	88	76
Dantzig.....	74	72	67	85	88	78
<i>Ports de la Mer du Nord :</i>						
Hambourg-Altona.....	102	125	97	96	100	93
Brême.....	89	100	79	89	92	101

Le tableau suivant donne les nombres index des salaires par catégories d'ouvriers, savoir : les ouvriers enseignés (ayant reçu un apprentissage) et les manouvriers dans les industries du bâtiment, de la mécanique et de l'imprimerie, ainsi que ceux des entreprises municipales, dans chacun des groupes géographiques, les gains à Berlin étant pris comme base.

Nombres index des salaires, par groupes géographiques.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nom- bre des villes	NOMBRES INDEX DES GAINS MOYENS				Im- pri- merie	Em- ployés muni- cipaux
		Bâtiment		Mécanique			
		Ou- vriers ensei- gnés	Aides	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
Berlin.....	—	100	100	100	100	100	100
Allemagne Centrale...	4	83	80	86	92	95	79 (1)
<i>District Rhénan- Westfalien :</i>							
a) Villes à industries textiles.....	4	82	85	92 (1)	95 (1)	88	85
b) Villes à industries métallurgiques.....	6	84	98	93	99	89	90
Allemagne du Sud....	6	77	81	81	87	88	85
Saxe.....	5	80	82	79 (1)	83 (1)	91	82
Silésie.....	2	71	68	95 (1)	88 (1)	88	77
Ports de la mer Bal- tique.....	3	78	76	69 (1)	84 (1)	89	77
Ports de la mer du Nord.....	2	96	113	88	93	96	97

1. Le nombre des villes incluses est moindre que le nombre total du groupe géographique.

C'est dans les ports de la mer du Nord que les ouvriers enseignés et les ouvriers municipaux trouvent les salaires les plus élevés; les salaires y sont élevés aussi pour les manœuvres des industries mécaniques et du bâtiment ils le sont même à un point tout à fait anormal pour ceux de l'industrie du bâtiment. Le niveau général est également élevé, pour les ouvriers enseignés ou non, dans les villes rhénanes-westfaliennes métallurgiques ; les plus bas niveaux sont trouvés dans les ports de la Baltique.

Comme nous l'avons fait pour les deux autres pays examinés, voici pour l'Allemagne les nombres index de chaque ville enquêtée ; les villes sont classées par groupes géographiques et les trois catégories de nombres y figurent.

Groupement géographique des villes. Nombres index des loyers, des dépenses alimentaires, des loyers et des dépenses d'aliments combinés et des salaires.

VILLES	Loyers	Dépenses alimentaires	Loyers et dépenses combinés	Salaires					
				Bâtiment		Mécanique		Imprimerie	Ouvriers municipaux
				Ouvriers enseignés	Manouvres	Ouvriers enseignés	Manouvres		
Berlin.....	100	100	100	100	100	100	100	100	100
<i>Allemagne Centrale :</i>									
Brunswick.....	37	101	88	89	89	91	89	92	92
Magdebourg.....	43	97	86	81	87	90	99	88	—
Oschersleben.....	28	98	84	91	67	83	89	80	65
Stassfurt.....	33	98	85	71	76	80	91	80	81
Moyennes.....	35	99	86	83	80	86	92	85	79
<i>District Rhénan-Westfalien :</i>									
a) Villes à industries textiles :									
Aix-la-Chapelle...	53	103	93	79	70	96	87	88	89
Barmen.....	57	110	99	82	89	91	96	88	80
Crefeld.....	52	100	90	78	85	90	101	88	84
Elberfeld.....	57	102	93	89	94	—	—	88	85
Moyennes.....	55	104	94	82	85	92	95	88	85
b) Villes à industries métallurgiques :									
Bochum.....	57	96	88	83	96	87	96	88	87
Dortmund.....	68	96	90	84	101	90	99	90	90
Düsseldorf.....	79	102	97	85	103	98	103	90	93
Essen.....	62	99	92	83	99	99	99	92	87
Remscheid.....	56	105	95	83	85	97	108	88	91
Solingen.....	61	101	93	87	103	88	89	88	89
Moyennes.....	64	100	93	84	98	93	99	89	90
<i>Allemagne du Sud :</i>									
Aschaffenburg...	67	101	94	71	76	65	83	80	71
Mannheim.....	64	109	100	81	89	96	101	90	91
Mulhouse.....	48	109	97	69	76	67	81	80	81
Munich.....	62	107	98	85	89	83	89	94	91
Nuremberg.....	53	107	96	78	73	88	85	92	86
Stuttgart.....	97	108	106	75	81	84	83	94	87
Moyennes.....	65	107	99	77	81	81	87	88	85

Groupement géographique des villes. Nombres index des loyers, des dépenses alimentaires, des loyers et des dépenses d'aliments combinés et des salaires (*suite*).

VILLES	Loyers	Dé- pen- ses ali- men- taires	Loyers et dé- pen- ses com- binés	Salaires					
				Bâtiment		Mécanique		Im- pri- merie	Ouv- riers muni- cipaux
				Ouv- riers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ouv- riers ensei- gnés	Ma- nœu- vres		
<i>Saxe :</i>									
Chemnitz.....	40	105	92	78	80	73	71	90	87
Dresde.....	54	103	93	83	90	83	106	94	90
Leipzig.....	51	101	91	88	95	95	96	96	89
Plauen.....	52	102	92	81	77	—	—	88	76
Zwickau.....	33	98	86	68	66	65	78	86	69
Moyennes.....	47	102	91	80	82	79	88	91	82
<i>Silésie :</i>									
Breslau.....	56	95	87	76	78	95	88	92	81
Königshütte.....	47	86	78	65	58	—	—	84	72
Moyennes.....	52	91	83	71	68	95	88	88	77
<i>Ports de la Mer Baltique :</i>									
Dantzig.....	49	97	87	74	72	67	85	88	78
Königsberg.....	62	101	93	80	90	—	—	88	76
Stettin.....	46	99	88	79	67	71	83	90	78
Moyennes.....	52	99	89	78	76	69	84	89	77
<i>Ports de la Mer du Nord :</i>									
Brême.....	52	105	94	89	100	79	89	92	101
Hambourg-Altona	66	97	91	102	125	97	96	100	93
Moyennes.....	59	101	93	96	113	88	93	96	97

De ce tableau il ressort que le groupe de l'*Allemagne Centrale* a un nombre index relativement bas ; il est vrai que le groupe contient deux très petites

villes, Stassfurt et Oschersleben, mais il contient aussi Magdebourg (qui a un quart de million d'habitants), et Brunswick avec une population de 136.000 habitants ; l'une et l'autre de ces grandes villes ont de bas nombres index du loyer. Le plus haut niveau de loyer appartient au groupe de l'*Allemagne du Sud* ; celui-ci comprend Stutigart avec un nombre index de 97, trois villes avec des nombres allant de 62 à 67, Nuremberg avec 53 et Mulhouse avec 48. Le groupe *Rhénan-Westfalien métallurgique* qui vient très près du groupe de l'Allemagne du Sud, montre une variation beaucoup plus restreinte ; Düsseldorf a un chiffre plus élevé, avec le nombre index 79, mais pour trois villes la variation est de 62 à 68, et Bochum et Remscheid ont 57 et 56 respectivement. Le nombre index pour les *Ports de la Mer du Nord* représente simplement la moyenne de Hambourg avec 66 et Brême avec 52. Les villes du groupe *Rhénan-Westfalien du textile* se trouvent toutes dans la variation très étroite de 52 à 57 et forment pratiquement deux couples : Elberfeld et Barmen avec 57 chacune, et Aix-la-Chapelle et Crefeld avec respectivement 53 et 52. Dans le groupe de *Silésie*, Breslau a un nombre index de 56 et Kœnigshütte de 47. Dans le groupe des *Ports de la Baltique*, Kœnigsberg qui est une ville fortifiée, inapte à une grande extension, a un nombre index comparativement élevé (62) tandis que Dantzic et Stettin se rejoignent avec respectivement 49 et 46. La variation dans le groupe des villes de *Saxe* est assez étendue — de 54 à 38 — mais comprend trois degrés dans les

limites étroites de 54 à 51 et deux autres qui ont respectivement les nombres index 40 et 38.

§ V. — RELATION ENTRE LE TAUX DES SALAIRES,
LES LOYERS ET LES DÉPENSES ALIMENTAIRES.

Pour terminer, voici la relation qu'indiquent les nombres index ci-dessus entre le taux des salaires, les loyers et les dépenses alimentaires, dans les villes classées par groupes géographiques.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nom- bre de villes	NOMBRES INDEX MOYENS					
		Loyers et dépenses alimentaires			Salaires (ouvriers exercés)		
		Loyers	Dépenses ali- men- taires	Loyers et dépenses aliment. combina- nés (1)	Bâti- ment	Méca- nique	Im- pri- merie
Berlin.....	—	100	100	100	100	100	100
Allemagne Centrale...	4	35	99	86	83	86	85
<i>District Rhénan-Westfalien :</i>							
a) Villes à industries textiles.....	4	55	104	94	82	92 (2)	88
b) Villes métallurgi- ques.....	6	64	100	93	84	93	89
Allemagne du Sud...	6	65	107	99	77	81	78
Saxe.....	5	47	102	91	80	79 (2)	91
Silésie.....	2	52	91	83	71	95 (2)	88
Ports de la Mer Bal- tique.....	3	52	99	89	78	69 (2)	89
Ports de la Mer du Nord.....	2	59	101	93	96	88	96

1. Dans l'établissement de ces nombres index, les dépenses alimentaires ont été affectées du coefficient quatre et les loyers du coefficient un.

2. Dans ces cas, le nombre de villes incluses est moindre que celui du nombre dans le groupe géographique.

Il ne paraît pas possible de tirer de conclusion de ce tableau au point de vue de la relation immédiate entre le niveau des loyers et des dépenses alimentaires et celui des salaires. Comme précédemment, dans le tableau ci-après nous comparons les résultats qui précèdent avec les nombres index des loyers et dépenses alimentaires en vue d'évaluer approximativement le niveau moyen des gains réels.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes	Nombres index moyens		
		Loyers et dépenses alimen- taires combinés	Salaires d'ouvriers enseignés dans les industries du bâtiment, de la mécanique et de l'imprimerie	Niveau relatif approxi- matif des salaires « réels »
Berlin.....	—	100	100	100
Allemagne Centrale.....	4	86	85	99
<i>District Rhénan-Westfalien :</i>				
a) Villes à industries textiles..	4	94	87	93
b) Villes métallurgiques.....	6	93	89	96
Allemagne du Sud.....	6	99	82	83
Saxe.....	5	91	83	91
Silésie.....	2	83	85	102
Ports de la Mer Baltique.....	3	89	79	89
Ports de la Mer du Nord.....	2	93	93	100

CHAPITRE IV

Belgique

En excluant Bruxelles et Anvers, on peut classer les villes étudiées dans cette enquête, au point de vue géographique, en deux groupes : wallon et flamand.

Le pays wallon comprend le sud-est de la Belgique et, par conséquent, les villes de Liège, Seraing, Verviers, La Louvière, Charleroi et Pâturages. Tournai, quoique situé dans une région considérée officiellement comme pays wallon est une ville où on parle flamand, et a, par suite, été comprise ici dans le pays flamand (ou nord-ouest de la Belgique) avec Courtrai, Louvain, Gand, Malines, Bruges et Turnhout. Dans les districts wallons sont situées les industries métallurgiques, les mines de charbon, l'armurerie ; dans les districts flamands se trouvent les industries textiles. Verviers n'entre pas dans cette classification, elle est isolée.

Anvers, au point de vue ouvrier, est une ville flamande. Mais à raison de son importance, comme Bruxelles, elle a été placée à part. Leur nombre index respectif pour les loyers est 99 et 100, tandis que le nombre index moyen des « villes wallonnes » est 67 et 59 pour les autres villes flamandes.

§ I. — DÉPENSES ALIMENTAIRES

Établies d'après les données rapportées dans la deuxième partie, on obtient, pour ces dépenses, le pourcentage ci-après en prenant Bruxelles comme base :

Pourcentage des prix en ordre décroissant.
Bruxelles = 100.

VILLES	Pour cent	VILLES	Pour cent	VILLES	Pour cent
Bruxelles....	100	Liège	96	Gand	94
Verviers....	100	Seraing.....	96	Turnhout....	92
Tournai....	99	Anvers.....	95	Courtrai....	92
Charleroi....	97	Louvain.....	94	Malines.....	92
La Louvière..	96	Pâturages....	94	Bruges.....	89

La variation est très limitée, la différence maximum étant de 11 points, ou, si Bruges est exclu, de 8 points ; tandis que dix villes (ou les deux tiers du nombre total) restent dans les étroites limites de 96 à 92. Il est aussi à noter que les cinq chiffres les plus bas se rapportent à des villes qui sont toutes dans les districts flamands. En résumé, le chiffre index moyen pour toutes les villes flamandes (avec ou sans Anvers) est 93, tandis que pour les villes wallonnes, il est 97, et en dépit du fait que ce dernier se rapporte à tous les grands centres miniers, dans lesquels le charbon (dont le prix entre en ligne de compte dans les chiffres index ci-dessus) est à bas prix. Les prix

index du charbon sont : Bruxelles 100 ; Anvers 87 ; les autres villes flamandes, 82 ; les villes wallonnes, 74.

Si l'on considère seulement les prix des aliments, le tableau suivant donne les chiffres index représentant les dépenses pour les aliments autres que la viande, pour la viande seulement et pour l'ensemble des aliments.

Pourcentage des prix par groupes géographiques.
Bruxelles = 100.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes	Pourcentage des chiffres index moyens		
		Aliments autres que la viande	Viande	Ensemble des aliments
Bruxelles.....	1	100	100	100
Anvers.....	1	98	90	96
Autres villes flamandes...	7	96	90	95
Villes wallonnes.....	6	101	95	100

La variation des chiffres index relatifs à « l'ensemble des aliments », pour les *villes wallonnes*, va de 102 pour Charleroi et Seraing à 97 pour Liège; dans les *autres villes flamandes*, le plus haut chiffre est 101 à Tournai (qui est dans une situation exceptionnelle, étant une ville de langue flamande dans un district wallon), mais pour les six autres villes, la variation des chiffres index varie de 96 pour Gand à 92 pour Bruges.

§ II. — LOYERS

En raison du bon marché des transports, tant par trains ouvriers que par le système des « trains légers » (système qui a été développé si largement en Belgique), beaucoup d'ouvriers vivent à une distance considérable du lieu de leur travail. Ainsi le plus grand nombre des ouvriers travaillant dans l'industrie du bâtiment, à Bruxelles, y viennent de villages plus ou moins distants et même de Louvain, qui est éloigné de 25 kilomètres.

A Tournai ces facilités ont induit les ouvriers à s'établir dans les villages environnants ; un grand nombre d'artisans restent à Liège et à Seraing (vivant en hôtel garni) du lundi au samedi, ne retournant chez eux qu'à la fin de la semaine.

Dans d'autres villes également, il est visible que l'existence de moyens de transports à bon marché a facilité la répartition de la population sur une assez large étendue.

A Bruxelles, les habitations de plus de deux pièces sont rarement occupées par des ouvriers. Toute comparaison est par conséquent difficile entre les loyers payés pour des habitations d'importance variée dans la capitale avec ceux présentant ailleurs la même composition, à l'exception des logements à deux chambres pour lesquels le loyer moyen est de 3 fr. 80 à Bruxelles et de 2 fr. 50 dans le reste de la Belgique.

En ce qui concerne Anvers, les résultats de l'enquête ont porté sur les habitations contenant respectivement deux, trois, quatre chambres, et la différence entre les prix payés dans cette ville et le reste de la Belgique est très marquée. Ainsi deux chambres se payent à Anvers 4 francs et 2 fr. 50 dans les autres villes ; trois chambres : 4 fr. 75 et 3 fr. 10 ; quatre chambres, 5 fr. 30 et 3 fr. 85. Voici la méthode suivie pour pouvoir comparer les taux des loyers dans les diverses villes en tenant compte des divers degrés d'importance des différents genres de logements.

Les moyennes des prix limites des loyers de chaque classe d'habitation dans toute la Belgique données dans le tableau ci-dessus ont été prises comme base, et le rapport entre la moyenne des loyers dans chaque ville et la moyenne des loyers de toute la Belgique en a été tiré. Le chiffre exprimant ce rapport donne, pour chaque ville, un nombre index du taux moyen de ses loyers comparativement à celui de toutes les villes soumises à l'enquête. Le nombre index pour Bruxelles fut alors pris pour base. Dans le tableau suivant les nombres ainsi obtenus sont déterminés en prenant comme base celui de la capitale (= 100).

**Nombres index du taux des loyers,
en ordre décroissant.**

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Bruxelles.....	100	Tournai.....	74	Bruges.....	59
Anvers.....	99	Louvain.....	65	Courtrai.....	58
Liège.....	88	Gand.....	63	Malines.....	52
La Louvière..	75	Verviers.....	61	Turnhout.....	44
Charleroi....	74	Seraing.....	59	Pâturages.....	43

On voit qu'il n'y a, pratiquement, pas de différence entre les taux des loyers de Bruxelles et d'Anvers et que les loyers, à Liège, la plus grande ville après les deux précédentes, sont 12% plus bas qu'à Bruxelles, mais considérablement plus élevés que dans toutes les autres villes soumises à l'enquête. A Gand, qui est la quatrième ville au point de vue de la population, et qui est un peu plus petite que Liège, les loyers sont bas (37% moindres que ceux de Bruxelles), et, en fait, excepté dans les trois plus grandes villes, on n'aperçoit pas de relation entre la grandeur de la ville et son taux comparatif de loyers. Ainsi, La Louvière et Charleroi, qui sont de petites villes, ont un nombre index élevé pour le taux de leurs loyers, ce qui est peut-être dû à ce que chacune de ces villes est un centre industriel très important; Bruges et Malines, au contraire, qui sont de grandes villes plus ou moins isolées, ont un nombre index relativement assez bas.

§ III. — LOYERS ET DÉPENSES ALIMENTAIRES
COMBINÉS

Le tableau suivant donne pour chacune des quinze villes les nombres montrant approximativement l'importance relative de la part du coût de la vie qui est due aux dépenses en aliments, en combustible et en frais d'habitation. Afin de faire la part de leur importance relative aux deux articles de dépenses, on a donné comme précédemment au coût de la vie un coefficient de 5 et aux loyers un coefficient de 1 dans le calcul des nombres index.

Nombres index des dépenses d'alimentation
et de loyer combinées, en ordre décroissant.

Bruxelles = 100.

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Bruxelles.....	100	Charleroi.....	93	Courtrai.....	86
Anvers.....	96	La Louvière...	93	Pâturages.....	86
Tournai.....	95	Seraing.....	90	Malines.....	85
Liège.....	95	Louvain.....	89	Turnhout.....	84
Verviers.....	94	Gand.....	89	Bruges.....	84

Bruxelles, tête de liste, a le chiffre supérieur pour chacune des deux valeurs combinées; tandis que la position d'Anvers est due principalement à ses loyers élevés.

Quatre des cinq villes qui ont les plus faibles nombres index — elles sont toutes flamandes — sont

caractérisées par le faible prix des loyers et du coût de la vie, tandis que la situation de Pâturages est principalement due à l'influence de ses bas loyers. Le tableau suivant donne les nombres index au point de vue du groupement géographique.

Nombres index des prix des loyers et du coût de la vie, au point de vue du groupement géographique.
Bruxelles = 100.

GROUPEMENTS GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes	Nombres index moyens		
		Loyer	Coût de la vie	Loyer et coût de la vie com- binés (1).
Bruxelles.....	1	100	100	100
Anvers.....	1	99	95	96
Autres villes flamandes..	7	59	93	87
Villes wallonnes.....	6	67	97	92

Ce tableau fait ressortir le coût plus élevé de la vie dans les districts wallons, comparativement avec les districts flamands. La variation extrême des indices pour les *villes wallonnes* varie depuis 95 pour Liège jusqu'à 86 pour Pâturages, mais quatre sur six ne présentent qu'une faible variation de 95 à 93. La variation extrême pour les *autres villes flamandes* est de 95 pour Tournai à 84 pour Turnhout et Bruges; mais l'indice pour six villes sur sept ne varie que de 89 à 84.

1. Dans l'établissement de ces nombres index, il a été attribué au coût de la vie un coefficient de 5 et aux prix des loyers un coefficient de 1.

§ IV. — SALAIRES.

Nombres index des salaires, loyers et dépenses alimentaires. Villes groupées géographiquement.

VILLES	Salaires					Loyer	Dé- penses ali- men- taires	Loyer et dé- penses ali- men- taires combi- nés *
	Bâtiment		Mécanique		Impri- merie — Com- posi- teurs			
	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nœu- vres				
Bruxelles....	100	100	100	100	100	100	100	100
Anvers.....	92	96	96	93	78	89	95	96
<i>Autres villes flamandes :</i>								
Bruges.....	72	67	81	78	76	59	89	84
Courtrai....	83	79	95	86	63	58	92	86
Gand.....	87	91	84	90	76	63	94	89
Louvain....	80	91	82	84	—	65	94	89
Malines.....	81	76	71	74	72	52	92	85
Tournai....	76	76	86	91	74	74	99	95
Turnhout....	79	79	84	85	64	44	92	84
Moyennes..	80	80	83	84	71	59	93	87
<i>Villes wallonnes :</i>								
Charleroi....	94	94	94	101	86	74	97	93
La Louvière.	95	100	111	109	85	75	96	93
Liège.....	84	84	99	105	91	88	96	95
Pâturages...	98	95	—	—	82	43	94	86
Seraing.....	81	91	98	106	—	59	96	90
Verviers....	85	89	91	105	77	61	100	94
Moyennes..	90	92	99	105	84	67	97	92

C'est à Bruxelles qu'on trouve les plus hauts salaires pour l'industrie du bâtiment. A Anvers, ils sont

* Dans l'établissement de ce nombre index on a donné aux dépenses un coefficient égal à 5, et aux loyers un coefficient égal à 1.

beaucoup plus élevés que dans les autres villes flamandes. Toutefois, ils sont surpassés pour les ouvriers enseignés dans trois des villes wallonnes et pour les manœuvres à La Louvière seulement. Cela est remarquable, car le niveau général de l'ensemble du groupe wallon est supérieur — et d'une façon marquée — à celui du groupe flamand.

Les salaires dans les industries mécaniques sont bien plus élevés dans les villes wallonnes que dans les autres. Cela paraît pouvoir être attribué à ce que les provinces wallonnes sont en Belgique le siège des mines de charbon et, par suite, des principales industries du fer et de l'acier.

Enfin, les salaires des compositeurs d'imprimerie sont plus élevés dans les villes wallonnes qu'à Anvers et dans les autres villes flamandes, mais bien plus bas qu'à Bruxelles.

Les taux des salaires dans certaines villes comme Bruges, Courtrai et Tournai sont susceptibles d'être influencés dans le sens de la baisse par l'existence dans ces villes de fondations charitables anciennes, dotées de revenus très importants et largement distribués.

§ V. — RELATION ENTRE LE TAUX DES SALAIRES, LES LOYERS ET LES DÉPENSES ALIMENTAIRES

Les nombres index qui suivent sont établis par groupes géographiques.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes dans le groupe	NOMBRES INDEX MOYENS					
		Loyer et alimentation			Salaires des ouvriers techniques		
		Loyer	Alimentation	Loyer et alimentation combinés (1)	Bâtiment	Mécanique	Imprimerie (Compositeurs typographes)
Bruxelles.....	1	100	100	100	100	100	100
Anvers.....	1	99	95	96	92	96	98
Autres villes flamandes.	7	59	93	87	80	83	71(2)
Villes wallonnes.....	6	67	97	92	90	99 (2)	84(2)

A la fois les salaires et le coût de la vie (tout au moins en ce qui concerne le loyer et l'alimentation) sont les plus élevés à Bruxelles, et sont, en général, sensiblement plus élevés dans les villes wallonnes que dans les flamandes, autres qu'Anvers.

Si, enfin, la moyenne des nombres index pour les trois industries (bâtiment, mécanique et imprimerie) sont pris pour chaque groupe géographique et combinés avec les index réunis des loyers et de l'alimentation, on obtient une estimation approximative du niveau moyen des « gains réels », c'est-à-dire les salaires notés en chiffres exprimant leur capacité d'achat telle qu'elle est fixée par les nombres index des

1. Dans l'établissement de ces nombres index un coefficient de 5 a été donné à l'alimentation et un coefficient de 1 au loyer.

2. Dans chacun de ces cas le nombre des villes est moindre de 1 de celui du groupe géographique.

loyers et du prix de l'alimentation combinés dans le tableau suivant :

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index moyens		
		Loyer et alimentation combinés	Salaires d'ouvriers techniques dans le bâtiment, la mécan. et l'imprim.	Niveau relatif approximatif des « gains réels »
Bruxelles.....	1	100	100	100
Anvers.....	1	96	89	93
Autres villes flamandes...	7	87	78	90
Villes wallonnes.....	6	92	91	99

Ainsi, d'après cette estimation, les « gains réels » sont pratiquement au même niveau dans les villes wallonnes qu'à Bruxelles, et en dépit des dépenses plus élevées pour les loyers et l'alimentation, ces « gains réels » sont effectivement plus grands qu'à Anvers et dans les autres villes flamandes. Ainsi une différence de race, de position géographique et même d'occupation industrielle, semble être accompagnée par une différence appréciable de bien-être.

CHAPITRE V

États-Unis

§ I. — DÉPENSES ALIMENTAIRES

Nombres index des prix des denrées
en ordre décroissant (New-York = 100)

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Atlanta.....	109	Fall-River.....	101	Providence....	97
Newark.....	106	Memphis.....	101	Baltimore.....	97
Brockton....	106	La Nouvelle-		Philadelphie..	96
Boston.....	105	Orléans.....	100	Duluth.....	96
Lawrence....	105	New-York.....	100	Minneapolis	
Savannah....	104	Paterson.....	100	St-Paul.....	95
Augusta.....	103	Cleveland.....	99	Chicago.....	94
Birmingham..	102	Louisville.....	99	Milwaukee....	93
Pittsburg	102	Muncie.....	98	Cincinnati....	92
Lowell.....	102	Saint-Louis...	97	Détroit.....	91

La variation totale indiquée par ce tableau va de 91 à 109 et, dans cette variation, New-York, pris = 100, occupe exactement la position médiane. Le groupe des villes de la Nouvelle-Angleterre et ceux du Sud ont les nombres index les plus élevés, les douze premières villes du tableau, avec une moyenne de 104, appartenant toutes (à l'exception de New-York et de Pittsburg) à l'un ou l'autre groupe, avec les villes du Moyen-Ouest, tendent à former un groupe à l'autre

extrémité du tableau. D'ailleurs, les différences entre toutes ces villes sont assez faibles. En excluant Atlanta (dont le nombre index est 109), la différence totale, sur toute l'étendue du champ de l'enquête concernant les denrées alimentaires, est seulement de 15 points. Le prix des vivres est donc probablement uniforme dans toute l'étendue des États-Unis. C'est ce que confirme le tableau suivant dans lequel les nombres index des prix des denrées alimentaires sont donnés pour les différents groupes géographiques :

**Nombres index des prix des denrées alimentaires
par groupes géographiques (New-York = 100)**

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index moyens		
		Aliments autres que la viande	Viande	Tous les aliments
New-York.....	1	100	100	100
Villes de la Nouvelle- Angleterre.....	6	102	104	103
Autres villes de l'Est..	4	102	96	100
Villes centrales.....	6	99	92	97
Villes du Moyen-Ouest.	5	99	86	95
Villes du Sud.....	6	106	96	103

Pour les denrées alimentaires autres que la viande, le groupe Sud étant excepté, la variation est très étroite. Toutefois, dans le groupe Sud lui-même, le lait est le seul article qui conserve un niveau plus élevé que partout ailleurs ; le prix habituel de 52 centimes par litre, qui est celui de toutes les villes de

ce groupe, dépassant de 10 centimes le chiffre prédominant le plus élevé d'aucune des autres. Les nombres index pour la viande et pour toutes les denrées alimentaires, dans les différents groupes, sont en conformité avec les commentaires déjà faits sur les niveaux des prix dans les villes enquêtées. Lorsque les villes sont groupées par ordre de population, comme dans le tableau ci-après, aucune variation n'apparaît.

**Nombres index des prix des denrées alimentaires
par groupes de population.**

GROUPES DE POPULATION	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index moyens		
		Aliments autres que la viande	Viande	Tous les aliments
New-York (populat. : 4.766.883).....	1	100	100	100
Autres villes av. plus de 500.000 habit.....	8	101	92	98
Villes ay. de 250.000 à 500.000 habitants..	5	99	90	96
Villes ay. de 100.000 à 250.000 habitants..	8	103	97	101
Villes ayant moins de 100.000 habitants....	6	103	99	102

Les deux groupes des villes de moindre population ont les nombres index des prix de denrées alimentaires les plus élevés, ce qui résulte de ce que 10 des 14 villes qui constituent ces deux groupes sont dans la Nouvelle-Angleterre et dans le Sud, c'est-à-dire dans l'un ou l'autre des deux groupes géographiques possédant les nombres index les plus élevés.

§ II. — LOYERS

Les nombres index relatifs aux loyers ont été établis avec les moyennes des limites de variation prédominante des loyers et les rapports du pourcentage de la moyenne avec ceux des loyers prédominants moyens dans chaque ville.

Le tableau suivant donne les nombres index ainsi déterminés et montre le niveau relatif des loyers de chaque ville, celui de New-York étant égal à 100.

Nombres index des loyers en ordre décroissant.

New-York = 100.

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Quartier de Manhattan (New-York).	109	Birmingham ..	81	Milwaukee	66
Saint-Louis...	101	Philadelphie...	79	Lawrence.....	64
New-York....	100	Newark.....	78	Cleveland.....	64
Pittsburg.....	94	Minneapolis-		Paterson	62
Memphis.....	93	St-Paul.....	77	Providence....	59
Cincinnati....	93	Atlanta.....	76	Augusta.....	58
Eg de Brooklyn.	88	La Nouvelle-		Détroit.....	57
Brockton.....	83	Orléans.....	72	Fall-River.....	55
Boston	82	Savannah.....	71	Baltimore.....	54
		Louisville....	71	Lowell.....	52
		Chicago.....	70	Muncie....	44

Dans ce tableau, le nombre index pour Saint-Louis est légèrement plus élevé que celui de New-York pris dans son ensemble, mais on remarquera que le chiffre du grand bourg de Manhattan (souvent considéré comme constituant New-York et qui est le centre de

la plus dense agglomération du monde) est 109, chiffre qui, pour Brooklyn, n'est que 88. Après Saint-Louis et Pittsburg (centres d'une rapide croissance industrielle), Memphis (villes d'un caractère moins occidental que méridional et en voie de développement) et Cincinnati (déjà quelque peu entravée dans le développement de ses habitations par ses conditions locales) viennent des villes où le niveau des loyers est relativement élevé. Brockton, qui a les niveaux les plus élevés parmi les villes de la Nouvelle-Angleterre, est le centre d'une industrie stable, dans laquelle les salaires et le degré de confort ne sont pas élevés, en général, mais sont plus uniformes que dans la plupart des autres villes. Avec des nombres index respectivement de 46 et 43 $\frac{1}{2}$ plus bas que New-York, Baltimore et Détroit sont les plus importantes villes ayant les loyers les moins chers, quoique Cleveland (64), Milwaukee (66) et Chicago (70) s'en écartent peu. Philadelphie, connue sous le titre de *Home City* — ville ayant le plus d'habitants propriétaires de leurs habitations — occupe une position moyenne avec un nombre index de 79, entre New-York et Détroit, qui sont également des *home cities*.

Les importantes différences de loyer entre les villes, en dehors de la position unique de New-York, sont beaucoup moins marquées lorsque ces villes sont comparées par groupes géographiques, ainsi que le montre le tableau suivant.

Nombres index des loyers par groupes géographiques.
New-York = 100.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index des loyers moyens
New-York.....	1	100
Villes de la Nouvelle-Angleterre.....	6	66
Autres villes de l'Est.....	4	68
Villes centrales.....	6	71
Villes du Moyen-Ouest.....	4	79
Villes du Sud.....	6	75

Le plus faible nombre index est celui du groupe « Villes de la Nouvelle-Angleterre » ; son chiffre 66 se rapproche beaucoup de celui du groupe « Autres villes de l'Est ». Le groupe des six « Villes centrales » comprend Muncie, petite ville où les conditions industrielles ont été récemment dépréciées, principalement par la fermeture des usines de laminage d'acier ; il en résulte que dans cette ville les loyers étaient assez bas, en 1909. Si on met Muncie de côté, le nombre index de ce groupe est 76, c'est-à-dire presque aussi élevé que celui des villes du groupe « Villes du Moyen-Ouest » dont le nombre index moyen est 79, ressortant comme ayant les plus hauts loyers de tout le groupe géographique. Le groupe « Villes du Sud », comprend Memphis, ville où domine l'état d'esprit des États de l'Ouest et dont les loyers sont élevés.

Elle diffère à divers égards des autres villes du groupe ; si on l'en exclut, le nombre index moyen, pour les habitations occupées par les blancs, dans les cinq autres « villes du Sud », s'abaisse à 72, chiffre qui paraît relativement élevé pour un pays dans lequel la température n'est jamais basse et dans lequel il est aussi important de se mettre à l'abri du chaud que du froid. Dans ces villes, cependant, les habitations ne logent généralement qu'un ménage, sont bien situées et dégagées. Ces villes représentent parfaitement le nouveau sud industriel.

Malgré la complexité des causes locales qui servent à déterminer les niveaux des loyers, il peut être intéressant de les étudier en groupant les villes d'après leur population ; le tableau ci-après montre que les loyers des grandes villes tendent à être plus élevés que ceux des villes plus petites, ce qui est conforme à une règle générale bien connue.

Nombres index des loyers par groupes de population.
New-York = 100.

GROUPES DE POPULATION	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index des loyers moyens
New-York (population 4.766.883).....	1	100
Autres villes ayant plus de 500.000 habitants.	8	78
Villes ayant de 250.000 à 500.000 habitant...	5	73
— 100.000 à 250.000 habitants..	8	69
Villes au-dessous de 100.000 habitants.....	5	64

§ III. — LOYERS ET DÉPENSES ALIMENTAIRES COMBINÉS.

Pour établir le nombre index qui suit, on s'est efforcé de tenir compte de l'importance relative des deux ordres de dépenses qu'il réunit. On l'a déterminé d'après le rapport général existant entre ces deux ordres de dépenses dans le budget américain britannique (des villes du Nord), soit un peu au-dessous du rapport de 3 à 1. Le nombre index combiné a été constitué par les nombres entiers donnant le rapport le plus approché des données exactes, obtenu en affectant les denrées alimentaires du coefficient *trois* et les loyers du coefficient *un*.

Nombres index des dépenses pour les loyers
et l'alimentation combinés en ordre décroissant.

New-York = 100.

VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index	VILLES	Nom- bres index
Atlanta.....	101	Lawrence.....	95	Cleveland.....	90
Brockton.....	100	La Nouvelle-		Fall-River.....	90
New-York....	100	Orléans.....	93	Lowell.....	90
Pittsburg.....	100	Cincinnati....	92	Chicago.....	88
Boston.....	99	Louisville.....	92	Providence....	88
Memphis.....	99	Augusta.....	92	Baltimore.....	86
Newark.....	99	Philadelphie..	92	Milwaukee....	86
Saint-Louis..	98	Minneapolis-		Muncie.....	85
Birmingham..	97	St-Paul.....	91	Détroit.....	83
Savannah....	96	Paterson.....	91		

Malgré le coefficient plus élevé assigné aux dépenses alimentaires (et bien que Atlanta, tête de liste

dans les tableaux des prix et que Détroit, avec les avantages combinés de ses bas prix de loyer et du bon marché de l'alimentation, reste en queue dans les deux cas), des différences marquées apparaissent néanmoins dans l'ordre de classement des villes de nos deux tableaux. Ainsi, trois des villes de la Nouvelle-Angleterre, Fall-River, Lawrence et Lowell, dans lesquelles le prix des denrées alimentaires était élevé, sont classées dans ce tableau à un rang inférieur, ce qui est dû au plus bas niveau de leurs loyers; un changement semblable de position, dû à la même cause, existe pour Augusta et Muncie. On observe également des effets opposés, New-York passant du 14^e au 3^e rang, Pittsburg du 9^e au 4^e, Memphis du 12^e au 6^e, Saint-Louis du 19^e et 8^e et Cincinnati du 27^e au 13^e, ces changements provenant du niveau relativement élevé des loyers dans ces villes.

Le tableau ci-dessous donne les nombres index combinés des villes classées par groupes géographiques :

Nombres index des dépenses pour les loyers et pour l'alimentation combinés par groupes géographiques. — New-York = 100.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index moyens		
		Loyers	Dépenses alimentaires	Loyer et dépenses alimentaires combinés
New-York.....	1	100	100	100
Villes de la Nouvelle-Angleterre.....	6	66	103	94
Autres villes de l'Est....	4	68	100	92
Villes centrales.....	6	71	97	90
Villes du Moyen-Ouest...	5	79	95	91
Villes du Sud.....	6	75	103	96

Dans le tableau suivant comme dans ceux qui précèdent, en donnant les nombres index des dépenses alimentaires et loyers combinés par groupes de population, New-York est en tête de liste, en raison de ses loyers relativement élevés, bien qu'occupant une position médiane dans le tableau relatif aux dépenses alimentaires seules.

A l'exception de New-York, la variation des nombres index pour les loyers et les dépenses alimentaires combinés — de 90 à 93 — montrent seulement une petite variation quand les villes sont groupées suivant leur population, l'établissement des nombres index combinés résultant toujours de l'affectation du coefficient, trois pour les dépenses alimentaires et un pour les loyers.

Nombres index pour les loyers et pour l'alimentation combinés, par groupes de population. — New-York = 100.

GROUPES DE POPULATION	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index moyens		
		Loyers	Dépenses alimentaires	Loyer et dépenses alimentaires combinés
New-York (Population : 4.766.883).....	1	100	100	100
Autres villes ayant plus de 500.000 habitants.....	8	78	98	93
Villes ayant de 250.000 à 500.000 habitants.....	5	73	96	90
Villes ayant de 100.000 à 250.000 habitants.....	8	69	101	93
Villes ayant moins de 100.000 habitants.....	6	64	102	93

§ IV. — SALAIRES.

Nombres index des salaires. — New-York = 100.

VILLES	Bâtiment		Mécanique		Impri-
	Ou- vriers ensei- gnés	Aides- maçons et aides- brique- teurs	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nou- vriers	merie Com- posi- teurs à la main
New-York.....	100	100	100	100	100
<i>Villes de la Nouvelle-Angleterre :</i>					
Boston.....	91	77	81	102	90
Brockton.....	88	102	75	97	83
Fall-River.....	83	64	80	85	76
Lawrence.....	76	82	78	104	71
Lowell.....	77	87	68	77	79
Providence.....	79	73	79	90	90
<i>Autres villes de l'Est :</i>					
Baltimore.....	87	86	83	86	80
Newark.....	98	93	87	104	94
Paterson.....	91	73	80	82	86
Philadelphie.....	88	87	85	92	86
<i>Villes Centrales :</i>					
Cincinnati.....	94	100	85	95	86
Cleveland.....	96	73	86	97	93
Détroit.....	81	64	80	101	83
Louisville.....	86	86	83	97	89
Muncie.....	83	80	81	97	77
Pittsburg.....	98	102	95	90	90
<i>Villes du Moyen-Ouest :</i>					
Chicago.....	110	93	100	108	100
Duluth.....	103	98	95	113	95
Milwaukee.....	95	87	83	99	81
Minneapolis-St-Paul.....	97	74	88	109	89
Saint-Louis.....	108	117	89	97	87
<i>Villes du Sud :</i>					
Atlanta.....	79	45	87	70	86
Augusta.....	73	33	82	60	86
Birmingham.....	97	59	94	67	86
Memphis.....	105	80	96	85	90
La Nouvelle-Orléans.....	94	87	94	104	90
Savannah.....	76	50	96	82	79

RÉCAPITULATION

Nombres index des salaires par groupes
géographiques. New-York = 100.

GROUPES GÉOGRAPHIQUES	Nom- bre de villes dans le groupe	Bâtiment		Mécanique		Impri- merie — Com- posi- teurs à la main
		Ou- vriers ensei- gnés	Aides- maçons et aides- brique- teurs	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nou- vriers	
New-York.....	1	100	100	100	100	100
Villes de la Nouvelle-An- gleterre.....	6	82	81	77	93	82
Autres villes de l'Est....	4	91	83	84	91	87
Villes Centrales.....	6	90	84	85	96	86
Villes du Moyen-Ouest..	5	103	88	91	105	90
Villes du Sud.....	6	87	—	92	—	86

Nombres index des salaires par groupes de population.
New-York = 100.

GROUPES DE POPULATION	Nom- bre de villes dans le groupe	Bâtiment		Mécanique		Impri- merie — Com- posi- teurs à la main
		Ou- vriers ensei- gnés	Aides- maçons et aides- brique- teurs	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nou- vriers	
New-York (population : 4.766.883 h.).....	1	100	100	100	100	400
Autres villes ayant plus de 500.000 habitants...	8	97	84	98	98	89
Villes ayant de 250.000 à 500.000 habitants.....	5	92	86	100	100	87
Villes ayant de 100.000 à 250.000 habitants.....	8	87	83	86	86	85
Villes au-dessous de 100.000 habitants.....	6	83	85	103	103	82

Le groupement géographique employé dans le tableau précédent ne montre pas de variation bien déterminée entre les groupes à l'exception des villes du Moyen-Ouest, dans lesquelles les nombres index pour les ouvriers enseignés, dans les industries du bâtiment, et pour les manœuvres, dans les industries mécaniques, sont presque uniformément élevés et forment le seul groupe industriel; Chicago et Duluth sont les deux seules villes où la moyenne de cinq nombres index dépasse celle de New-York.

A une seule exception près, les nombres index des ouvriers enseignés sont dans un rapport constant avec l'importance du groupe de population; au contraire, ce rapport est irrégulier en ce qui concerne les manœuvres, cependant dans aucun cas la différence entre un groupe quelconque et New-York ne dépasse 26 %. D'une manière générale, en tenant compte de ce que New-York est de beaucoup le plus important des ports de débarquement d'immigrants de tout le pays, que les salaires y sont élevés, et que pourtant les salaires de cette ville sont atteints et souvent dépassés, pour les manœuvres, il est remarquable que, au contraire, pour les ouvriers enseignés, les salaires des autres villes soient bien inférieurs aux taux de New-York. Les chiffres semblent démontrer une large diffusion de la vie industrielle active et une grande instabilité du travail.

§ V. — RELATION ENTRE LE TAUX DES SALAIRES,
LES LOYERS ET LES DÉPENSES ALIMENTAIRES.

Les nombres index moyens pour les salaires des ouvriers enseignés des industries du bâtiment, de la mécanique et de l'imprimerie, pour les loyers, et pour le prix des loyers et des denrées alimentaires combinés, se trouvent dans le tableau ci-après. Ils ont été, pour plus de commodité, résumés dans les deux tableaux suivants, par groupes géographiques et par groupes de population.

**Nombres index des salaires, loyers et prix de détail
des denrées alimentaires.**

VILLES	SALAIRES					Loyers	Prix des den- rées ali- men- tai- res	Loyers et prix des denrées alimen- taires combi- nés (1)
	Bâtiment		Mécanique		Impri- merie — Compo- siteurs à la main (travail de bilbo- quet)			
	Ou- vriers ensei- gnés	Aides- maçons et aides- brique- teurs	Ou- vriers ensei- gnés	Ma- nou- vriers				
Atlanta.....	79	45 (2)	87	70 (2)	86	76	109	101
Augusta.....	73	33 (2)	82	60 (2)	86	58	103	92
Baltimore.....	87	86 (2)	83	86	80	54	97	86
Birmingham...	97	59	—	67 (2)	86	81	102	97
Boston.....	91	77	81	102	90	82	105	99
Brockton.....	88	102	75	97	83	83	106	100
Chicago.....	110	93	100	108	100	70	94	88
Cincinnati.....	94	100	85	95	86	93	92	92
Cleveland.....	96	73	86	97	93	64	99	90
Détroit.....	81	64	80	101	83	57	91	83
Duluth.....	103	98	95	113	95	—	96	—
Fall River.....	83	64	80	85	76	55	101	90
Lawrence.....	76	82	78	104	71	64	105	95
Louisville.....	86	86 (2)	83	97	89	71	99	92
Lowell.....	77	87	68	77	79	52	102	90
Memphis.....	105	80 (2)	96	85 (2)	90	93	101	99
Milwaukee.....	95	87	83	99	81	66	93	86
Minneapolis St- Paul.....	97	74	88	109	89	77	95	91
Muncie.....	83	80	81	97	77	44	98	95
Nouvelle - Or- léans (la)....	94	87 (2)	94	104 (2)	90	72	100	93
New-York.....	100	100	100	100	100	100	100	100
Newark.....	98	93	87	104	94	78	106	99
Paterson.....	91	73	80	82	86	62	100	91
Philadelphie...	86	87 (2)	85	92	86	79	96	92
Pittsburg.....	98	102	95	90	90	94	102	100
Providence.....	79	73	79	90	90	59	97	88
Saint-Louis....	108	117 (2)	89	87	87	101	97	98
Savannah.....	76	50	96	82 (2)	79	71	104	96

1. Dans l'établissement de ce nombre index, les prix des denrées ont été affectés du coefficient trois et les loyers du coefficient un.

2. Le nombre index se rapportant aux salaires des nègres, n'a pas été utilisé dans le calcul des moyennes de groupe.

GROUPES	Nom- bre de villes dans le groupe	NOMBRES INDEX MOYENS					
		Salaires (ouvriers enseignés)			Loyers et dépenses alimentaires		
		Bâti- ment	Méca- nique	Impri- merie (com- posi- teurs)	Loyers	Dépén- ses alimen- taires	Loyers et dépenses alimen- taires combinés
Comparaison par groupes géographiques							
New-York.....	1	100	100	100	100	100	100
Villes de la Nouvelle- Angleterre.....	6	82	77	82	66	103	94
Autres villes de l'Est.	4	91	84	87	68	100	92
Villes centrales....	6	90	85	86	71	97	90
Villes du Moyen- Ouest	5	103	91	90	79	95	91
Villes du Sud.....	6	87	92	86	75	103	96
Comparaison par groupes de population							
New-York (popula- tion : 4.766.883)..	1	100	100	100	100	100	100
Autres villes ayant plus de 500.000 ha- bitants.....	8	97	88	89	78	98	93
Villes ay. de 250.000 à 500.000 habitants.	5	92	86	87	73	96	90
Villes ay. de 100.000 à 250.000 habitants.	8	87	83	85	69	101	93
Villes ayant moins de 100.000 habit..	6	83	85	82	64	102	93

En combinant les nombres index, savoir : les conditions industrielles représentées par les groupes de salaires choisis, et d'autre part les conditions sociales représentées par les dépenses alimentaires et les loyers, il est possible d'en tirer un nouveau nombre index qui exprime ce qu'on peut appeler le « salaire réel », c'est-à-dire la *capacité relative d'achat* de l'ouvrier dans les différents groupes et régions.

En prenant New-York = 100 et en faisant ressortir les rapports du pourcentage des nombres index moyens pour les loyers et les denrées alimentaires combinés, on obtient les résultats indiqués par le tableau suivant :

GROUPES	Nombre de villes dans le groupe	Nombres index moyens		
		Salaires des ouvriers enseignés dans les industries du bâtiment, de la mécanique et de l'imprim.	Loyers et denrées alimen- taires combinés	Niveau relatif approxi- matif des salaires réels
Comparaison par groupes géographiques				
New-York.....	1	100	100	100
Villes de la Nouvelle- Angleterre.....	6	80	94	85
Autres villes de l'Est..	4	87	92	95
Villes centrales.....	6	87	90	97
Villes du Moyen-Ouest.	5	95	91	104
Villes du Sud.....	6	88	96	92
Comparaison par groupes de population				
New York (population: 4.766 883 hab.).....	1	100	100	100
Autres villes ayant plus de 500.000 hab.....	8	91	93	98
Villes ayant de 250.000 à 500.000 hab.....	5	88	90	98
Villes ayant de 100.000 à 250.000 hab.....	8	85	93	91
Villes ayant moins de 100.000 hab.....	6	83	93	89

Si on groupe les villes suivant l'importance de leur population, l'ordre qui avait été déterminé par les nombres index des salaires se maintient complètement dans la colonne des « salaires réels », bien que la différence avec l'étalon New-York aille toujours en diminuant ; la variation est de 89 à 100, au lieu de 83

à 100, et les deux groupes de villes les plus importantes ne montrent pas de différence appréciable avec New-York.

Si on groupe les villes observées par divisions géographiques, la position indiquée est un peu différente ; les niveaux plutôt avantageux des prix de denrées alimentaires des villes du Moyen-Ouest, combinés avec un niveau élevé des salaires, spécialement dans les industries du bâtiment, donnent en effet un nombre index pour les « salaires réels » de quatre points plus élevé que celui de New-York même. Au contraire, les prix élevés des denrées alimentaires du groupe des villes de la Nouvelle-Angleterre, combinés avec un niveau plus bas des salaires dans les industries choisies, donnent un niveau de « salaires réels » de 15 % plus bas que celui de New-York et de 7 points plus bas que celui du groupe des villes du sud — qui se classe immédiatement au-dessus de celui de la Nouvelle-Angleterre dans l'ordre de la capacité d'achat calculée d'après le tableau.

En dehors de ces deux groupes, la différence par rapport à l'étalon New-York ne dépasse pas 5 points. La différence de 19 points entre le groupe des villes de la Nouvelle-Angleterre et celui des villes du Moyen-Ouest est considérable. Elle dénote, probablement, la différence réelle qui existe entre un centre d'industrie tel que celui de la Nouvelle-Angleterre et celui des villes du Moyen-Ouest, villes comparativement nouvelles et en état de bénéficier plus immédiatement des grandes ressources naturelles de la contrée.

CHAPITRE VI

Comparaisons internationales

On ne s'est pas contenté des nombreux et très intéressants renseignements statistiques dont les larges extraits qui précèdent suffisent à peine à donner une idée. On a procédé, en rapprochant ces divers renseignements, à de non moins intéressantes et très documentées comparaisons internationales dont nous regrettons seulement de ne pas pouvoir donner de plus longs extraits. Nous nous bornerons à reproduire les conclusions générales qui se dégagent de ces comparaisons, laissant à ceux qu'intéresseraient les éléments sur lesquels elles sont basées, le soin de se reporter à la publication du service de la Statistique municipale de Paris.

En comparant successivement la situation des ouvriers anglais à celle des ouvriers français, allemands, belges et américains, sous les rapports des loyers, des prix d'alimentation, des salaires et des heures de travail, voici à peu près exactement transcrites les remarquables conclusions auxquelles a conduit l'enquête.

France. — Loyers. — Les loyers nets des loge-

ments ouvriers en France — exclusion faite des taxes locales — sont aux loyers bruts des logements ouvriers anglais — y compris toutes les taxes locales — comme 80 est à 100.

Les loyers nets d'un des logements ouvriers français sont aux loyers nets des logements ouvriers anglais — exclusion faite de la portion des loyers anglais représentant les taxes locales — comme. 98 est à 100.

Prix d'alimentation. — La dépense de l'ouvrier moyen britannique pour l'achat d'une certaine quantité de denrées alimentaires (pour une famille moyenne aux prix pratiqués en France en octobre 1905), est, à l'achat des mêmes substances en Angleterre, à la même date, comme 118 est à 100.

En combinant le loyer — coefficient 1 — avec la dépense en alimentation et en combustible — coefficient 4 — on obtient les résultats ci-après :

La dépense de l'ouvrier britannique moyen — pour une famille moyenne — pour un certain type de nourriture et de combustible et pour le loyer, aux prix pratiqués en France, serait à sa dépense pour les mêmes articles, y compris les taxes locales, aux prix régnant en Angleterre, comme . . . 110 est à 100.

Et si l'on exclut la part du loyer anglais représentant les impôts locaux, comme . . . 114 est à 100.

En résumé, cela revient à dire qu'un ouvrier anglais vivant en France et conservant autant que faire se peut son mode de vie anglais, aurait à supporter pour sa dépense et son loyer — non compris les taxes

locales — une augmentation de 14 %, soit presque un septième. Ou si mieux on aime, si les prix et les loyers en Angleterre atteignaient le niveau des prix des mêmes articles en France, la dépense de l'ouvrier moyen anglais devrait s'augmenter d'un septième pour lui permettre de conserver ses habitudes.

Salaires et heures de travail. — Les salaires en argent des ouvriers dans les villes françaises pour les industries qui ont été choisies pour la comparaison, sont aux salaires des ouvriers, en Angleterre, dans les mêmes industries, comme 75 est à 100.

La moyenne des heures de travail dans ces villes françaises et dans les industries envisagées est aux moyennes des mêmes catégories en Angleterre comme 117 est à 100.

Par suite, le taux horaire des salaires des ouvriers français, dans ces mêmes villes et industries, est aux salaires de même nature en Angleterre comme 64 est à 100.

La portée de ces différences est limitée par ce fait que la comparaison ne porte que sur les industries du bâtiment, de la mécanique et sur une seule section de l'imprimerie. Il ne faut pas oublier non plus que la comparaison n'a pu être étendue à tous les articles du budget britannique et que, pour les denrées alimentaires, elle a été faite en prenant pour base le régime de l'ouvrier anglais. Dans ces conditions, la comparaison suppose un ouvrier français soumis à ce régime et elle ne fournit d'indications que pour cette hypothèse peu pratique et assez invraisemblable. Le

coût de la vie d'une famille moyenne *française*, établi d'après les prix anglais, n'atteindrait pas la proportion ci-dessus de 118 à 100.

En outre, la comparaison ne peut pas être faite pour le budget entier (alimentation et chauffage) en raison du grand nombre de ménages français qui brûlent du bois ou du charbon de bois. Le combustible étant exclus, le rapport serait plus près de 106 à 100 que de 111 à 100 comme pour le budget anglais.

Enfin, l'estimation qui précède n'est pas et ne peut pas être une estimation du bien-être relatif des classes ouvrières des deux pays, mais seulement de deux facteurs importants de ce bien-être, à savoir : le salaire du travail pendant une durée égale dans chaque pays et les prix, pour chaque pays, d'une certaine quantité type de nourriture, combustible, logement, le type adopté étant celui de l'ouvrier britannique.

Les observations qui précèdent s'appliquent de tous points aux budgets des autres pays dont la comparaison avec le budget anglais donne les résultats suivants.

Allemagne. — *Loyers.* — Les loyers *nets* des logements ouvriers en Allemagne sont aux loyers bruts — c'est-à-dire y compris les taxes locales — des ouvriers anglais, comme 101 est à 100.

Les loyers *nets* des logements ouvriers allemands sont aux loyers *nets* des logements ouvriers anglais, exclusion faite de la portion des loyers anglais qui représente les taxes locales, comme. 123 est à 100.

Prix d'alimentation. — En prenant pour base le

type ordinaire de la consommation ouvrière anglaise, la dépense de l'ouvrier, en alimentation et en combustible, en Allemagne, est à la même dépense en Angleterre, comme 118 est à 100.

En combinant la dépense en loyer avec la dépense en nourriture et combustible — cette dernière affectée du coefficient 4 — on obtient les résultats ci-après :

La dépense en alimentation, combustible et loyer de l'ouvrier en Allemagne, sur la base qui vient d'être indiquée, serait à celle de l'ouvrier en Angleterre sur les mêmes articles, les taxes locales comprises, comme. 115 est à 100.

Le rapport serait, taxes locales exclues, comme 119 est à 100.

D'où il est permis de conclure — avec les restrictions indiquées plus haut cependant — qu'un ouvrier anglais vivant en Allemagne ne pourrait conserver autant qu'il est possible la manière de vivre à laquelle il est accoutumé en Angleterre, qu'en augmentant sa dépense en loyer — taxes locales exclues — en nourriture et combustible d'environ 19 %, ou, *grosso modo*, d'un cinquième.

Salaires et heures de travail. — Les salaires en argent des ouvriers dans les villes allemandes, dans les industries choisies pour la comparaison, sont aux salaires ouvriers en Angleterre, comme 83 est à 100.

La moyenne des heures de travail par semaine dans les villes d'Allemagne, dans ces mêmes industries, est aux moyennes des mêmes catégories de tra-

vail en Angleterre, comme. . . . 411 est à 100.

D'où il suit que le taux horaire des salaires des ouvriers dans les deux pays, dans les cas sur lesquels porte la comparaison est comme . . 75 est à 100.

On peut donc dire que le taux des salaires allemands par heure de travail est environ les trois quarts du taux anglais et que le coût du loyer, de la nourriture et du combustible, près d'un cinquième plus élevé qu'en Angleterre.

Belgique. — Loyers. — Les loyers *nets* des logements ouvriers en Belgique — taxes locales non comprises — sont aux loyers bruts des logements ouvriers anglais — taxes locales comprises — comme 61 est à 100.

Les loyers nets des logements ouvriers belges sont aux mêmes loyers nets anglais comme. 74 est à 100.

Prix d'alimentation. — La dépense de l'ouvrier moyen britannique pour l'achat d'une certaine quantité de denrées alimentaires et de combustible — pour une famille moyenne — à des prix pratiqués en Belgique, en octobre 1905, était au coût, des mêmes articles aux prix anglais, à la même date, à peu près comme 99 est à 100.

En combinant le loyer affecté du coefficient 1 avec la dépense en alimentation et combustible, affectée du coefficient 4, on a :

La dépense de l'ouvrier britannique moyen (famille moyenne) pour un certain type d'alimentation et de combustible et pour le loyer, aux prix pratiqués en Belgique en octobre 1905, serait, par rapport à sa

dépense pour les mêmes articles (taxes locales comprises), aux prix régnant en Angleterre, comme

. 91 est à 100 ;

ou, en excluant du loyer anglais la partie représentant les impôts locaux, comme. . . 94 est à 100.

D'où il semble permis de conclure qu'un ouvrier anglais vivant en Belgique et conservant, autant que faire se peut, son genre de vie et son régime alimentaire anglais, trouverait sa dépense en nourriture, combustible, habitation et impôts locaux (ne pas oublier qu'en Belgique il serait presque exempt de ces impôts) réduite d'environ 9 % ou, dans les deux cas, en excluant du calcul les impôts locaux, d'environ 6 %.

Mais ses gains seraient réduits dans une proportion bien plus considérable comme on va le voir.

Salaires et heures de travail. — En effet, les salaires en argent des ouvriers dans les villes belges dans les industries adoptées pour la comparaison, sont aux salaires ouvriers en Angleterre comme.
. 63 est à 100.

La moyenne des heures de travail par semaine, dans les villes belges, pour les industries choisies pour la comparaison, est aux moyennes des mêmes catégories de travail en Angleterre comme 121 est à 100.

Conclusion: le taux horaire des salaires des ouvriers dans les villes belges, dans les industries adoptées pour la comparaison, est aux salaires de même nature en Angleterre, approximativement comme 52 est à 100.

États-Unis. — En ce qui concerne les États-Unis, on arrive aux conclusions suivantes.

Le rapport du coût total des denrées alimentaires prises comme base, aux prix américains, à leur coût aux prix anglais est 128 : 100.

On leur a fait subir une correction basée sur les prix de février 1909. On a alors obtenu le rapport 125 : 100. Ce chiffre serait 138 : 100 si on calculait d'après les quantités des mêmes articles spécifiées dans le budget britannique. Ce dernier rapport peut être considéré comme représentant plus exactement, au point de vue du consommateur ouvrier anglais, la différence du coût des denrées alimentaires aux États-Unis et en Angleterre et Pays de Galles au mois de février 1909.

Pour les loyers, d'après les chiffres de l'enquête on a été amené à admettre que le rapport de 207 : 100 peut être pris comme représentant avec une exactitude approximative le niveau des loyers payés par les classes ouvrières respectivement aux États-Unis et en Angleterre et Pays de Galles.

Le coût de l'alimentation et du loyer combinés sur la base des coefficients *quatre* et *un* qui dérivent des budgets britanniques, serait, par conséquent, de 52 % plus grand aux États-Unis qu'en Angleterre et Galles.

Mais ces charges, relativement plus lourdes, qui pèsent sur le revenu de la classe ouvrière américaine sont largement compensées par l'élévation du taux des salaires hebdomadaires dans les villes américai-

nes, pour les trois groupes d'industries envisagés, puisqu'ils sont dans le rapport de 230: 100.

Ainsi les gains argent de l'ouvrier, aux États-Unis, sont 2 fois $1/4$ aussi grands qu'en Angleterre et Galles.

Puisqu'il n'est pas prouvé que le travail soit plus intermittent aux États-Unis qu'en Angleterre, on est amené à conclure que dans ce dernier pays une plus grande marge du revenu est disponible pour le plaisir ou pour l'épargne, même en prévoyant un accroissement de dépenses pour l'alimentation et le loyer.

Telles sont les conclusions générales auxquelles ont permis d'aboutir les procédés suivis pour cette enquête. C'est ici le lieu de rappeler que l'emploi des index numbers est nécessairement limité à l'utilisation de données purement statistiques et ne permet pas de rendre compte, comme on a pu s'en apercevoir, des éléments non susceptibles d'être décrits ni évalués en chiffres, et qui, par suite, sont nécessairement restés en dehors des résultats ci-dessus obtenus. Il en est ainsi, pour les salaires et les heures de travail des différences possibles dans la continuité du travail et dans l'ardeur à l'exécuter; pour les loyers, du type d'habitation et de la valeur relative des commodités procurées; pour les prix des denrées alimentaires, de la qualité des marchandises correspondant à la dépense; pour les dépenses alimentaires familiales, des différences dans les habitudes nationales, les goûts et les conditions d'approvisionnement. Malgré cela

et tels quels, les index numbers, par suite des comparaisons qu'ils permettent, n'en fournissent pas moins, comme on a pu s'en rendre compte, des résultats très intéressants et très instructifs.

Comme on a pu le voir au cours de ce travail, à de nombreuses reprises, et comme nous n'avons pas manqué de le faire remarquer, en particulier, page 214, pour établir les chiffres qui servent de base aux diverses comparaisons qu'on a pu lire, on se heurte à des difficultés sans nombre ; quelques-unes sont à peu près insurmontables et on n'a d'autres ressources que de les tourner. Il en est ainsi par exemple quand il s'agit de déterminer quels sont les objets de première nécessité où nous avons vu, qu'en raison de ces difficultés on se trouvait dans l'obligation de ne pas faire état des dépenses relatives à l'habillement, page 24. C'est en présence de difficultés analogues et de même ordre que l'on se trouve quand il s'agit d'énumérer les denrées que l'on considérera comme étant de première nécessité et surtout de déterminer leurs quantités. En effet, comme nos comparaisons portent sur des prix, il fallait indispensablement déterminer les quantités des objets envisagés. Mais est-il rien de plus indéterminé, de plus variable que ces quantités qu'on est ainsi appelé à prendre pour base des calculs. Et en raison de cette indétermination et de cette variabilité, quoi de plus théorique, de plus artificiel, disons le mot, de plus inexact que les chiffres auxquels on est contraint de s'arrêter ?

Pour se rendre compte combien cette observation

est vraie, il suffit de comparer les divers tableaux de la section première, du titre premier qui comportent tous des énumérations différentes, différences commandées pour la plupart par les difficultés dont nous parlons. Si on a fait figurer telle ou telle denrée dans l'énumération, c'est qu'en ce qui la concerne on a pu se procurer des renseignements à cet égard, tandis que la seule raison de l'exclusion de telle autre réside dans l'impossibilité où l'on s'est trouvé de s'en procurer de suffisants. On a pu voir au cours de notre travail qu'il en a été souvent ainsi, en particulier, pour le charbon et si cet article n'a pas été exclus, dans la plupart des cas, des calculs sur lesquels nous avons opéré, c'est que nous avons procédé au moyen de données hypothétiques admises par nous comme correspondant suffisamment avec la réalité.

En ce qui concerne les articles de première nécessité, ce n'est pas seulement pour leur énumération que les difficultés sont nombreuses, c'est encore pour la détermination de leurs quantités qu'il est indispensable de supposer invariables.

Nous avons signalé également, dès les premières pages (p. 22, 23 et 25), que le travail que nous nous proposons n'était possible qu'à la condition de faire abstraction d'un certain nombre de points de vue qui sont certes loin d'être sans importance, tels que la qualité que l'on doit toujours supposer la même, sous peine d'avoir des multitudes de prix divers et de ne pouvoir faire aucune comparaison.

Quant aux prix, on a vu combien il est difficile de

se les procurer pour des périodes assez longues et à quels détours ingénieux le service de la statistique a dû parfois recourir pour pouvoir établir ses tableaux si intéressants.

Les choses ne sont pas plus faciles quand il s'agit des loyers à raison du nombre de pièces et de leurs dimensions dont il faudrait notamment tenir compte, pour obtenir des renseignements aussi approchés que possible de la réalité.

Et en ce qui concerne les quantités et les prix, quand on les a obtenus, nous savons qu'on n'opère sur eux qu'après leur avoir fait subir diverses préparations, s'il est possible de nous exprimer ainsi. Pour les quantités, on les ramène à un chiffre moyen fixe et invariable, on les affecte d'un coefficient différent selon la mesure où chaque denrée entre dans la consommation ; pour les prix, on fait des moyennes. C'est à raison de toutes ces préparations et corrections qu'il est indispensable que les tableaux ainsi établis soient accompagnés d'assez copieux développements contenant pour chacune des denrées, surtout au point de vue des prix, des renseignements de détail permettant au lecteur des aperçus plus proches de la réalité, l'empêchant de la perdre complètement de vue. Ces détails que, nous le répétons, nous avons donné aussi développés qu'il nous a été possible constituent une espèce de correctif des tableaux établis en vue d'arriver aux comparaisons.

Les causes des difficultés que nous venons de relever ? Elles sont inhérentes au sujet mais elles ne lui

sont pas spéciales. Elles proviennent parfois de l'absence de documents. En effet, nous avons constaté que dès qu'on veut remonter un peu loin dans le passé, il est impossible ou du moins difficile de se procurer des renseignements et au fur et à mesure qu'on remonte plus haut, ce qui était d'abord difficulté se transforme rapidement en impossibilité, les documents faisant défaut. Mais, au fur et à mesure que les recherches statistiques prendront un développement plus grand et que les documents de cet ordre s'accumuleront cette source de difficulté ira s'atténuant.

Quant aux autres sources de difficultés que nous venons de signaler, elles resteront toujours les mêmes, car elles sont inhérentes à l'objet même et à la nature de nos recherches. Il faudra toujours s'en tenir à des quantités invariables, faire abstraction des qualités, adopter des prix moyens, etc., autrement dit ramener à une sorte d'unité les renseignements multiples et divers à l'infini qui sont fournis par la réalité.

Aussi, serait-on tenté de dire que ce n'est pas en présence de données artificielles et théoriques comme nous les avons qualifiées que nous nous trouvons, mais en face de données strictement, rigoureusement inexactes. Elles ne correspondent en fait à rien dans la réalité après les diverses préparations, manipulations, corrections que nous avons dû faire subir aux renseignements que nous ont fourni les enquêtes. On chercherait en effet, sans doute, en vain un ache-

teur qui aurait payé les prix que nous avons adopté pour nos calculs et on ne trouverait certainement pas d'individu dont le régime serait celui que nous avons composé de toutes pièces. Il en résulte donc que les données sur lesquelles nous opérons, encore une fois, sont certainement inexactes et que ces inexactitudes se répercutent sans conteste possible sur les résultats auxquels nous aboutissons.

Mais alors, puisqu'il y a certainement erreur, il conviendrait de nous demander quel en est le sens et quelle en est la mesure ? Sommes-nous dans nos résultats au-dessus ou au-dessous de la réalité ? Il nous paraît impossible de le dire avec certitude. En somme, quand nous avons limité nos recherches et nos constatations à un certain nombre de dépenses, et que, pour les raisons que nous savons, nous avons laissé délibérément de côté celles relatives à l'habillement, nous nous sommes certainement mis dans le cas d'avoir des totaux de dépenses inférieurs à la réalité. Il en a été probablement de même quand nous avons limité à un certain nombre de denrées, déterminées et adoptées par nous, celles que nous considérons comme étant de première nécessité. Très probablement encore nous nous exposons alors sans doute à avoir des résultats inférieurs à la réalité. Nous ne sommes plus aussi affirmatifs ici, nous allons dire pourquoi tout à l'heure. Et quand nous fixons des quantités de ces denrées, quantités que nous avons considéré comme étant celles consommées par les individus d'une certaine classe et d'un

certain pays, étions-nous au-dessus ou au-dessous de la réalité ? De même, quand nous adoptions comme prix réel de ces quantités, même corrigées par les coefficients que nous avons eu soin de faire jouer, étions-nous au-dessus ou au-dessous de la réalité ? Et si nous admettons que nos résultats sont inférieurs ou supérieurs à la réalité, dans quelle mesure le sont-ils ?

Pour se prononcer, même d'une manière approximative, il faudrait d'abord s'entendre préalablement sur une définition de la réalité. Comme nous l'avons déjà dit, il est bien certain que si l'on envisageait ce que nous appellerons une réalité individuelle, on ne trouverait aucun ménage dans chacun des pays compris dans les enquêtes qui aurait consommé les quantités adoptées ni payé les prix obtenus. Quand nous nous demandons si les résultats auxquels on est arrivé et que nous avons reproduits, classés et groupés, dépassent la réalité ou lui sont inférieurs, nous recherchons, en somme, si les individus, les ménages considérés isolément ont bien payé les objets de première nécessité aux prix qui nous ont été fournis par les divers documents que nous venons de présenter, et si leurs dépenses totales ont bien atteint les chiffres que nous avons reproduits. Il est bien certain, comme nous l'avons déjà dit, que, si cela s'est produit, cela a dû être rare, puisque les chiffres publiés ont été obtenus avec des renseignements très divers qui ont servi à les composer.

Mais au surplus, importe-t-il à un degré quelcon-

que que les résultats statistiques traduisent une réalité individuelle, leur but, leur utilité, leur raison d'être ne consistent-ils pas précisément à fournir des renseignements d'ordre général, à faire apparaître une réalité que nous qualifierons de collective qui, pour cette raison, doit forcément se présenter à notre esprit avec des caractères de généralité et d'abstraction. Il serait, en effet, sans intérêt au point de vue social de savoir ce que consomme et ce que dépense tel ou tel ménage en objets de première nécessité, tandis qu'il est d'une importance capitale, à de multiples points de vue, de savoir ce que consomment le plus grand nombre et quel rapport existe entre le chiffre de ces dépenses et leur salaire. Aussi, de quelque manière qu'on procède pour recueillir les renseignements nécessaires à l'établissement de ces données, celles-ci devront toujours être généralisées pour présenter un intérêt et nous ne voyons pas par quels procédés, autres que ceux employés dans les enquêtes examinées et que nous avons aussi minutieusement décrites qu'il nous a été possible de le faire, elles pourraient l'être.

Restent les procédés au moyen desquels les renseignements initiaux ont été obtenus, ceux sur lesquels ont été faits les divers calculs que l'on sait. Leur exactitude peut être suspectée, mise en doute, fournis qu'ils sont surtout par des individus appartenant à des milieux où il n'est pas habituel qu'on tienne des comptabilités bien rigoureuses ; et où celles-ci existeraient-elles, il semble difficile qu'elles entrent dans

des détails aussi minutieux qu'il serait nécessaire, pour que l'exactitude des renseignements soit rigoureuse. Ce procédé des enquêtes, très en honneur en statistique, a peut-être été inspiré par la méthode des dénombrements suivie en démographie, où l'on demande aux intéressés de fournir eux-mêmes les renseignements qui seront ensuite utilisés par la statistique. Mais il y a plusieurs raisons pour procéder ainsi en matière de dénombrement, dont une est décisive, c'est qu'il serait actuellement impossible de se les procurer ailleurs qu'auprès des intéressés. D'autre part, ceux qui sont demandés sont très simples et d'une nature telle que chacun les sait, les peut donner sans être astreint à faire des recherches, qu'ils n'exigent aucun travail préalable, ni ne supposent aucune comptabilité antérieure. Il y a là des différences capitales qui font que le procédé de l'enquête, utilisable en démographie, ne l'est qu'avec des restrictions et faute de mieux, quand il s'agit de rechercher le prix des objets de première nécessité. Au lieu de s'adresser aux individus, aux consommateurs pour leur demander de faire connaître ce qu'ils ont consommé et le prix qu'ils l'ont payé, ce qu'ils ne savent pas pour la plupart, ou qu'ils ne savent que d'une manière très approximative dès que les renseignements doivent porter sur un temps un peu long, il semble que le procédé suivant serait susceptible de donner des résultats plus précis et plus certains et nous ne voyons aucune impossibilité à ce qu'on l'emploie. Puisque l'incertitude vient de ce que ceux

à qui on s'adresse ne tiennent pas des comptes exacts des denrées qu'ils consomment et des prix qu'ils payent, on pourrait s'adresser à ceux qui tiennent ces comptes et sont obligés de par la loi de les tenir : aux commerçants. Les diverses denrées et les quantités consommées pourraient assez facilement être établies, du moins dans un certain nombre de cas, le même client s'adressant en général au même fournisseur pour un même article. En tous cas, en ce qui concerne les prix, en dépouillant les comptabilités des commerçants de demi-gros et de détail on obtiendrait des résultats de base qui ne seraient plus approximatifs, mais absolument conformes à la réalité. Comme les commerçants sont tenus en vertu des prescriptions légales de conserver leurs livres pendant dix ans, ces dépouillements pourraient n'être faits qu'à l'expiration de ce délai de conservation pour sauvegarder, tant la liberté et l'indépendance des clients que pour éviter tout ce qui pourrait porter préjudice aux commerçants. Quoiqu'il en soit, telle quelle, la méthode des enquêtes ne présente pas moins un grand intérêt en raison des résultats auxquels on a vu dans ce travail qu'elle avait permis d'arriver.

Vu : le Président de la these,

F. FAURE

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — <i>Index Numbers. Renseignements généraux</i>	11
--	----

DEUXIÈME PARTIE. — Établissement des Index Numbers appliqués aux objets de première nécessité	21
--	----

TITRE I. — Objets de première nécessité	28
--	----

<i>Section I. — DENRÉES ALIMENTAIRES</i>	28
--	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Énumération et quantités</i>	28
---	----

§ I. — France, d'après la Statistique générale	28
--	----

§ II. — Angleterre. Enquête du Board of Trade.	32
--	----

§ III. — France, d'après l'Enquête du Board of Trade	35
--	----

§ IV. — Allemagne — — — — —	44
-----------------------------	----

§ V. — Belgique — — — — —	53
---------------------------	----

§ VI. — États-Unis — — — — —	68
------------------------------	----

CHAPITRE II. — <i>Prix des denrées alimentaires</i>	98
---	----

§ I. — France, d'après la Statistique générale	98
--	----

§ II. — France, d'après l'Enquête du Board of Trade	104
§ III. — Angleterre — —	110
§ IV. — Allemagne — —	117
§ V. — Belgique — —	121
§ VI. — États-Unis — —	128
<i>Section II. — LOYERS.</i>	143
<i>CHAPITRE UNIQUE. — Renseignements et taux des loyers.</i>	143
§ I. — France, d'après la Statistique générale .	143
§ II. — France, d'après l'Enquête du Board of Trade	147
§ III. — Angleterre et Pays de Galles du Board of Trade	155
Écosse du Board of Trade.	159
Irlande — —	161
§ IV. — Allemagne — —	163
§ V. — Belgique — —	170
§ VI. — États-Unis — —	175
TITRE II. — Salaires	187
<i>CHAPITRE UNIQUE</i>	187
§ I. — France, d'après la Statistique Générale.	187
§ II. — Angleterre, d'après l'Enquête du Board of Trade	189
Écosse, d'après l'Enquête du Board of Trade.	
Irlande	193
§ III. — France — —	195
§ IV. — Allemagne — —	199
§ V. — Belgique — —	202
§ VI. — États-Unis — —	204

TROISIÈME PARTIE. — Comparaison des prix du coût de l'existence et des salaires. .	211
1 ^o A des dates différentes pour un même pays, la France	211
2 ^o A une même date pour des pays différents. Angleterre, France, Allemagne, Belgique, États-Unis.	211

TITRE I. — Coût de l'existence et salaires en	
France aujourd'hui et il y a cinquante ans . .	213
<i>Section I. — DONNÉES RELATIVES AU COÛT DE L'EXISTENCE.</i>	213
CHAPITRE I. — <i>Dépenses ménagères</i>	213
CHAPITRE II. — <i>Loyers</i>	225
§ I. — Les loyers dans toute la France . . .	225
§ II. — Les loyers à Paris	235
CHAPITRE III. — <i>Variations de l'ensemble des dépenses.</i>	252
<i>Section II. — DONNÉES RELATIVES AUX SALAIRES.</i>	257
CHAPITRE UNIQUE	257

TITRE II. — Comparaison du prix du coût de	
l'existence et des salaires à une même date	
dans des pays différents	265
CHAPITRE I. — <i>Angleterre, Pays de Galles, Écosse et</i>	
<i>Irlande</i>	266
§ I. — Dépenses alimentaires.	266
§ II. — Loyers.	270
§ III. — Salaires	277
§ IV. — Loyers et dépenses alimentaires combi-	
nés	281
§ V. — Relation entre le taux des salaires, les	
loyers et les dépenses alimentaires. . . .	292
CHAPITRE II. — <i>France.</i>	295
§ I. — Dépenses alimentaires.	295
§ II. — Loyers.	297
§ III. — Loyers et dépenses alimentaires com-	
binés.	300
§ IV. — Salaires	303
§ V. — Relation entre le taux des salaires, les	
loyers et les dépenses alimentaires. . . .	306
CHAPITRE III. — <i>Allemagne</i>	312
§ I. — Dépenses alimentaires.	312
§ II. — Loyers.	314
§ III. — Loyers et dépenses alimentaires com-	
binés.	316

§ IV. — Salaire	321
§ V. — Relation entre le taux des salaires, les loyers et les dépenses alimentaires	328
CHAPITRE IV. — <i>Belgique</i>	330
§ I. — Dépenses alimentaires	331
§ II. — Loyers	333
§ III. — Loyers et dépenses alimentaires com- binés	336
§ IV. — Salaires	338
§ V. — Relation entre le taux des salaires, les loyers et les dépenses alimentaires	339
CHAPITRE V. — <i>États-Unis</i>	342
§ I. — Dépenses alimentaires	342
§ II. — Loyers	345
§ III. — Loyers et dépenses alimentaires com- binés	349
§ IV. — Salaires	353
§ V. — Relation entre le taux des salaires, les loyers et les dépenses alimentaires	356
CHAPITRE VI. — <i>Comparaisons internationales</i>	361

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN
